

**LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN
DESTRUCTURATION**

Jacques CHARMES

L'opération productivité-riz et le projet
« tanety » de mise en valeur des collines
à Antanimasaka (Manjakandriana)

TOME 1



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE TANANARIVE - MADAGASCAR - B.P. 434



FEVRIER 1973

CHARLES Jacques

ECONOMIE

Rapport d'élève 1ère année - 1971

LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN

DESTRUCTURATION

L'OPERATION PRODUCTIVITE-RIZ ET LE PROJET
"TANETY" DE MISE EN VALEUR DES COLLINES
A ANTANINHASAKA (MANJAKANDRIANA).

TABLES DES MATIERES DU TOME I

Avant-propos.....	p. 1
Ie Partie : Problématique et hypothèses théoriques préalables.....	p. 5
IIe Partie : L'Opération Productivité-Riz et le projet "Tanety" de mise en valeur des collines dans l'URER de Tananarive.....	p. 17
Bibliographie sélective.....	p. 17
I. L'O.P.R. - TANETY dans la politique agricole du gouvernement malgache.....	p. 20
II. Etude textuelle de l'O.P.R.-TANETY	p. 23
1) La méthode améliorée de riziculture.....	p. 25
a) Les objectifs quantitatifs.....	p. 25
b) Les techniques vulgarisées.....	p. 26
c) Structures et méthodes de la vulgarisation.....	p. 28
2) Les "secteurs modernisés de cultures sèches" (SMCS).....	p. 31
a) Les nécessités.....	p. 31
b) Les obstacles.....	p. 31
c) Les possibilités.....	p. 32
d) Contraintes et objectifs techniques.....	p. 33
e) Les diverses phases de l'action.....	p. 36
3) L'évolution des exploitations agricoles résultant de l'opération.....	p. 38
4) Diversification des activités de l'URER-TANA.....	p. 39
a) Les crédits aux agriculteurs.....	p. 40
b) L'organisation commerciale de l'URER-TANA.....	p. 43
c) La structuration du monde rural.....	p. 43
Annexes (extraits du "Memento du moniteur").....	p. 46

AVANT-PROPOS

La méthode d'exposition diffère généralement de la méthode d'interprétation : Alors que l'interprétation consiste à partir des faits pour les construire en schéma théorique élaboré, l'exposition consiste à présenter la construction théorique comme un a priori qui serait validé après coup, à l'aide d'exemples tirés de la réalité.

Dans le présent rapport, nous avons choisi de suivre l'ordre chronologique de notre recherche : Hypothèses préalables sur les opérations d'intervention en milieu rural - Etude sur textes de l'Opération - Productivité Riz et du projet "tanety" - Journal de terrain - Théorisation des données brutes - Conclusions d'ordre méthodologique.

Pourquoi avoir suivi l'ordre strict des étapes de notre recherche ? Parce que d'abord les préoccupations qui ont été les nôtres lors de ce premier contact avec le "terrain" n'étaient pas uniquement d'ordre théorique, mais aussi d'ordre méthodologique.

Parce qu'ensuite, les rapports de terrain rejettent généralement en annexe, ou dispersent à l'intérieur du texte les matériaux utilisés parmi ceux qui ont été recueillis, ce qui présente certains inconvénients pour juger de leur objectivité.

A supposer qu'il soit exhaustif, le compte-rendu de l'enquête et du recueil des matériaux qui vient en annexe, n'est lu qu'à la suite du rapport de synthèse ; c'est-à-dire que finalement, il est présenté comme preuve afin de corroborer les arguments avancés dans le texte.

Quant aux "morceaux choisis" d'interviews, présentés dans le corps du rapport, ils présentent cet inconvénient majeur de nous laisser ignorants en ce qui concerne la manière dont ils ont été recueillis, et leur représentativité dans la population sous étude.

Certes notre méthode d'exposition présente elle aussi quelques inconvénients :

- Un premier inconvénient, qui lui est commun avec n'importe quelle autre méthode, c'est que les données fournies au lecteur sont incomplètes : Un journal de terrain, quelles que soient ses qualités par ailleurs, ne peut fournir toutes les informations que reçoit ou perçoit consciemment ou inconsciemment le chercheur. Ainsi certaines hypothèses qui pourront être émises par le chercheur au cours de son travail, apparaîtront au lecteur comme étant sans fondement apparent. Le point est crucial : nous voulons dire ici qu'elles ont effectivement un fondement réel quoiqu'inconscient : en vivant dans un village, le chercheur est soumis à des sensations, des comportements incompréhensibles, des conversations anodines et pourtant significatives : l'accumulation de ces faits perçus inconsciemment peut les transformer en faits réels conscients : alors l'hypothèse semble surgir du néant.

A l'inverse les hypothèses présentées dans un rapport de terrain classique ont un fondement apparent, puisqu'elles sont agrémentées de preuves : mais rien ne nous prouve la réalité de ce fondement.

- Un second inconvénient qui va dans le même sens que celui qui précède, est la nécessité de ne livrer qu'une version expurgée du "journal de terrain". Un séjour prolongé au sein d'une communauté villageoise nous amène évidemment à rentrer dans une certaine intimité, à connaître des opinions, des relations, des comportements que les acteurs ne nous cachaient plus, à cause de la confiance que nous avions acquise à leurs yeux. Il s'agit donc en fait d'un simple problème de déontologie de la recherche en Sciences Humaines. Mais bien sûr, ce sont autant d'informations significatives perdues pour le lecteur.

- Un troisième inconvénient est enfin celui de la répétition : dans la mesure en effet où les hypothèses émises au fur et à mesure de la recherche seront reprises plus ou moins intégralement dans le rapport de synthèse, le lecteur y sera soumis deux fois : il est vrai que dans le premier cas, ce seront les préoccupations méthodologiques qui seront l'aspect principal, alors que dans le second cas, elles deviendront l'aspect secondaire.

Cependant, malgré ces inconvénients, l'exposition-interprétation qui sera faite, nous permettra de tirer des conclusions d'ordre méthodologique et des conclusions d'ordre théorique. En outre, le degré d'objectivité atteint sera

...

maximum, ce qui présente pour nous le risque d'être fort critiqué : en effet, les accusations de déductions trop rapides pourront ainsi se multiplier. Mais dans la mesure où nous pensons que c'est justement par la critique que nous pouvons faire progresser notre démarche intellectuelle et nos conclusions (1), tout est pour le mieux.

...

(1) Sur les problèmes posés par les liens entre pratique sociale et pratique de terrain, et théorisation, on consultera la partie méthodologique.

Nous poserons donc en premier lieu, les termes de notre problématique, c'est-à-dire les hypothèses de travail telles que nous les avons émises au début de notre recherche.

Le déroulement de l'enquête et les conclusions que nous en tirerons, se traduiront par une confirmation ou une transformation progressive de ces hypothèses.

La problématique de départ est une problématique globale puisque le cadre de la recherche dans laquelle rentre cette étude, est en fait beaucoup plus vaste : "Evaluation des opérations d'intervention déjà réalisées à Madagascar, notamment en ce qui concerne les réactions des agriculteurs face aux actions de modernisation".

1ère PARTIE

PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES THEORIQUES PREALABLES

Les fondements théoriques qui sont à la base de toute action dans le domaine de l'agriculture en général, et celle du Tiers Monde en particulier, sont de deux sortes :

- Soit l'on considère que les structures de la société traditionnelle constituent un obstacle au développement économique, c'est-à-dire à l'introduction de la paysannerie dans l'économie marchande. L'économie marchande étant elle-même considérée comme le meilleur moyen de dépasser l'obstacle de la société traditionnelle. Un tel raisonnement n'est circulaire qu'en apparence. En réalité, le développement des forces productives (ou pour le dire autrement, la production potentielle qui pourrait être obtenue dans les conditions optimales) est tel que le passage des rapports sociaux traditionnels aux rapports marchands est présenté comme indispensable et inéluctable. La fin justifiant les moyens, la coercition n'est alors considérée que comme un pis aller.

Il convient d'ailleurs, avant de préciser cette hypothèse, de définir exactement ce que nous entendons par coercition. Dans le cadre de cette étude, la coercition sera donc le vecteur d'application de décisions prises à l'intérieur d'une certaine structure déterminée. La structure dont il est question est de type centralisé et autoritaire, la communication ne s'y faisant que dans un sens, du sommet vers la base, c'est-à-dire dans le sens de l'application des décisions ; l'autre sens (de la base vers le sommet) c'est-à-dire la centralisation des informations et des aspirations de base permettant la prise de décisions, étant, sinon formellement, du moins pratiquement absente.

Dans le cas où existe une telle structure de la communication, la réponse négative ou l'absence de réponse de la part de la société traditionnelle ne peut être interprétée que comme un "blocage socio-culturel", une "inadaptation des

structures traditionnelles" aux nécessités du développement économique (1). Dès lors la politique préconisée doit se traduire sous la forme de l'absorption du secteur traditionnel par le secteur moderne.

- De telles conceptions, on est passé depuis quelques années à des méthodes qui se préoccupent plus de la condition des hommes. Dans cette conception, la société traditionnelle est toujours considérée comme un obstacle qu'il ne s'agit pas de détruire, mais qu'il faut surmonter, et cela, en utilisant certaines structures de ce type de société, jugées particulièrement pertinentes pour pouvoir servir de vecteurs d'introduction de l'économie marchande : la société traditionnelle comporterait certains dynamismes qui, une fois réorientés dans le sens voulu, non seulement deviendraient compatibles avec le "développement économique", mais encore stimuleraient celui-ci.

Or les conceptions théoriques que nous venons d'exposer rapidement sont venues entériner et justifier des pratiques déjà existantes.

C'est pourquoi, avant toute autre chose et pour éclaircir le problème, il semble indispensable de définir la réalité très diverse que constituent les "opérations d'intervention". Si l'on examine en effet le contenu des politiques menées dans le secteur agricole, d'abord par le colonisateur, après la seconde guerre mondiale essentiellement, puis par les administrations des nouveaux Etats indépendants, on constate une évolution qui a conduit du travail forcé à des formes d'action très disparates, dont certaines encore ne sont pas exemptes de toute coercition.

Cette disparité même implique que l'on opère un certain classement de ces actions d'intervention ; la typologie qui va être présentée tenant évidemment compte des remarques qui ont été faites jusqu'ici.

...

(1) On remarquera au passage que les thèses d'une partie de l'école libérale, en matière de développement, ont adopté cette interprétation du sous-développement.

Typologie des opérations d'intervention :

On distinguera deux types purs :

1) Premier type pur : Il s'agit d'opérations administrées de l'extérieur à des communautés villageoises.

- Investissement travail (encore appelé investissement humain, épargne-travail, travaux ras du sol, etc...), forme qui se rapproche le plus du travail forcé : il s'agit de faire réaliser par la population de communautés villageoises ou régionales certains travaux d'infrastructure (micro-hydraulique, voies d'accès, etc...) censés présenter un intérêt pour ces populations.
- Mise en valeur ou colonisation de nouvelles terres, ou recolonisation de terres épuisées et abandonnées, opérations pouvant s'accompagner de déplacements de populations. Il peut s'agir :
 - soit de défrichements ;
 - soit de régénération des sols par l'apport ou le renouvellement de matières organiques et chimiques (engrais divers,...)
 - soit encore de lutte contre l'érosion par traçage de courbes de niveau, constructions de terrasses, etc...
 - soit enfin d'irrigation par l'aménagement d'une hydraulique agricole.

Ces divers types d'opérations peuvent s'accompagner de réformes agraires, redistributions de terres qui ne vont pas sans poser de problèmes, comme l'a prouvé l'expérience de la Sakay dans le Moyen-Ouest malgache (1), où les terres nouvellement aménagées par la SOMASAK (2), et que leurs propriétaires légitimes ne voulaient pas mettre en culture selon les nouvelles directives, furent redistribuées à des migrants.

...

(1) cf. G. ROY : "La SOMASAK, essai de bilan de 4 années d'action : 1960-63" (Rapport ORSTOM - 1965)

(2) SOMASAK : Société malgache d'aménagement de la Sakay, société d'économie mixte dont la responsabilité a été confiée à une société d'études française.

- Vulgarisation agricole, permettant l'introduction de techniques et de méthodes de culture plus productives.

L'introduction de la culture attelée et même la mécanisation de l'agriculture peuvent entrer sous ce chapitre.

Ajoutons enfin que c'est par le biais de l'introduction de la culture attelée que l'on essaie en général de réaliser le lien entre agriculture et élevage.

L'ensemble des opérations qui précèdent ayant pour but l'introduction ou l'extension des cultures d'exportations, ou plus généralement des cultures commerciales.

- 2) Le second type pur n'est en fait jamais pur dans la réalité, puisqu'il a été, dès ses origines, une méthode conçue pour surmonter les résistances que n'avaient pas manqué de provoquer les interventions du premier type : il s'agit d'une "intérieurisation" de ces actions du premier type.

- Le développement communautaire qui se présente comme l'équivalent occidental de la commune populaire chinoise, est une action multidimensionnelle touchant des domaines aussi divers et pourtant complémentaires que la santé, l'éducation, la vulgarisation agricole, les travaux ras du sol, en un mot : la modernisation au niveau d'une communauté dont la cohésion sociale et les dynamismes internes sont utilisés en vue de faciliter son intégration à l'économie marchande.
- L'animation rurale, qui se base sur la participation des masses au développement économique, vise objectivement les mêmes buts ; elle n'est d'ailleurs que la variante française du développement communautaire anglo-saxon.
- Quant à la coopération, elle prend des formes très différentes selon l'idéologie qui la sous-tend. L'action coopérative peut être sectorielle ou globale selon qu'elle concerne un seul des trois secteurs suivants, ou les trois à la fois :
 - coopératives de consommation-approvisionnement,

- Coopératives de commercialisation, dont le réseau peut être relié à une caisse de stabilisation des cours, lorsqu'il s'agit de cultures d'exportation,
- coopératives de production, essayant d'utiliser les formes traditionnelles d'entraide.

Toutes ces formes (premier et second type) se constituent en structures institutionnelles étatiques (paysannats, syndicats, groupements, etc...) mixtes ou privées (sociétés d'aménagement,...).

- 3) Des formes hybrides à l'intérieur de chaque type pur existent : Mécanisation et vulgarisation agricole sont souvent rattachées à des essais de mise en valeur de nouvelles terres.

Animation rurale ou développement communautaire peuvent être reliés à un réseau de coopératives.

- 4) Enfin, la greffe des formes du second type sur les formes pures du premier type peut intervenir de diverses façons : c'est ainsi qu'elles s'adaptent particulièrement bien à la vulgarisation agricole dont l'aspect pédagogique se rapproche de ce qu'on entend généralement par le terme "participation" dans les programmes de modernisation.

D'autre part, les travaux au ras du sol sont souvent liés à des essais de développement communautaire.

Enfin, un cas qui paraît particulièrement intéressant est celui de la colonisation de terres neuves s'accompagnant de migrations de populations. C'est l'oeuvre de ce qu'il est convenu d'appeler les sociétés d'aménagement. Dans son "Etude sur les migrations intérieures de population à Madagascar" (1) G. ROY remarquait que, devant les échecs répétés des tentatives en milieu traditionnel, l'administration avait mis l'accent sur les actions auprès des travailleurs migrants qui, se trouvant isolés de leurs communautés d'origine, semblent moins subir l'emprise des schémas traditionnels. A ces individus privés des structures qui les intégraient à leurs communautés,

...

(1) Rapport ORSTOM, 1963.

on propose des structures de remplacement (actions du second type) ; proposition très directive qui, étant donné les conditions particulières de "l'expérimentation" (les migrants incités à venir s'installer, provisoirement ou définitivement, et coloniser une terre, doivent accepter les conditions présentées par la société d'aménagement), risque toujours de prendre des formes plus ou moins coercitives.

Pratiquement, la quasi-totalité des combinaisons entre les deux types de forme sont possibles, si tant est qu'elles n'ont pas déjà été expérimentées.

- 5) Pour être complet, il faut signaler qu'en général, une action d'intervention doit être soutenue par une quelconque institution de crédit rural (éventuellement sous forme coopérative), étant donné que les paysans ne disposent pas le plus souvent des fonds nécessaires à la profonde mutation qui leur est demandée.

*

* *

Cette classification des "propagateurs techniques" de l'économie marchande ayant été exposée, on pourrait envisager d'établir une typologie croisée : types d'opérations d'intervention-types de structures sociales traditionnelles, aux diverses intersections de laquelle, on transcrirait un type particulier de réaction. Il n'est pas certain cependant que ce genre de démarche soit très fructueux. La démarche pour laquelle on opte, consiste dans l'étude de chacun des trois acteurs impliqués dans le développement de l'économie marchande, soit :

- la paysannerie,
- le pouvoir administratif,
- les sociétés d'intervention ou d'aménagement,

et dans l'examen des relations de type dialectique qui s'établissent entre chacun de ces trois acteurs.

...

Il serait en effet insuffisant, bien entendu, de se cantonner à la seule étude de la paysannerie pour essayer de comprendre les réactions paysannes en face de l'introduction et de l'extension de l'économie marchande.

Car s'il est vrai que la paysannerie représente l'aspect principal de cette réalité dialectique que constitue la dualité : paysannerie-administration, dans une première phase, cette même paysannerie semble jouer un rôle secondaire, étant donné que l'initiative du changement économique et social provient de l'administration. Mais les blocages de la tradition qui surviennent presque inmanquablement pour freiner ce changement, montrent que l'initiative passe ensuite entre les mains de la paysannerie. Certes, il s'agit d'une initiative tout d'abord de caractère négatif (auto-défense), mais elle est destinée à devenir positive, et c'est en ce sens que la paysannerie constitue l'aspect principal de la réalité étudiée.

Il n'en demeure pas moins que les réactions paysannes aux opérations d'intervention doivent être replacées, pour être comprises (ou du moins appréhendées), dans le contexte global de la politique agricole, et même économique, du gouvernement.

Le Plan global de l'économie nationale constituera donc un cadre de référence privilégié où l'on devra essayer de percevoir les objectifs, contraintes, et moyens de la politique agricole.

Bien entendu, les propagateurs de ces objectifs et moyens à savoir principalement les sociétés d'intervention ou d'aménagement, vont faire subir de profondes modifications à ces objectifs et moyens.

Ces modifications, conscientes ou inconscientes, imposées ou subies par le propagateur, vont nous replacer dans un cadre plus large que celui de l'économie nationale, puisque ces sociétés sont dans de nombreux cas étrangères au pays. Or, dans quelle mesure la finalité de ces sociétés étrangères et les structures leur permettant d'atteindre les buts fixés, peuvent-elles s'accorder avec la finalité et les structures de la politique nationale ? Quelles sont les relations qui s'établissent entre les sociétés étrangères et l'administration ? Et comment ces relations se répercutent-elles sur le milieu paysan ? Comment altèrent-elles les relations paysannerie-administration ?

Autant de questions qui devraient permettre de comprendre la réalité et les causes profondes des réactions paysannes.

On en arrive ainsi au point principal : l'étude des réactions paysannes.

Il ne suffit pas, à notre avis, de s'en tenir aux effets de l'action du propagateur, éventuellement déformant. On peut constater, plus précisément, que ce propagateur principal crée des propagateurs secondaires. On remarque, dans bien des cas, et quelle que soit la voie suivie par l'économie marchande (un quelconque des types précédemment définis), que certains individus bénéficient plus que d'autres, de ces opérations d'intervention. On trouve dans les travaux de Cl. Meillassoux (1) et de Gosselin (2), des indications montrant que les "anciens" peuvent profiter de leur position dominante dans les rapports sociaux traditionnels, pour transformer leurs dépendants, les "cadets", en une main d'oeuvre non rémunérée quoique productrice de valeur d'échange, par les voies de l'entraide traditionnelle par exemple, et ainsi conserver une position dominante dans les nouvelles structures économiques introduites. Mais, que ce soit par la logique des structures traditionnelles, logique transformée par la marchandise, ou que ce soit par les liens qui se tissent prioritairement entre les chefs traditionnels et les agents du propagateur principal, cette re-transcription d'un pouvoir politique ou plutôt idéologique en un pouvoir économique, entraîne le développement d'une contradiction : alors que la "modernisation" émancipe les jeunes subordonnés (l'effet de démonstration jouant à plein, à leur niveau), la "monétarisation" les subordonne plus fortement à un pouvoir qui se consolide en se donnant une base économique. Or cette contradiction est double :

- d'une part, les "anciens" se font les plus fermes protecteurs de la tradition, mais dans le même temps, ils se servent de cette même tradition pour introduire l'économie marchande à leur profit.

...

(1) Notamment : "Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance" - Cahiers d'Etudes Africaines, 1960, n°4.

(2) "Pour une anthropologie du travail rural en Afrique Noire" - Cahiers d'Etudes Africaines, 1962, n° 12.

- d'autre part, les subordonnés, influencés par les "valeurs" modernes, s'en font les porteurs dans la société traditionnelle ; or ces mêmes valeurs les asservissent, dans leur retranscription traditionnelle.

Des modes de résolution de ces deux contradictions, qui eux-mêmes conditionnent la résolution de la contradiction globale, il résultera :

- 1) un dynamisme d'absorption ; les effets destructurants de l'économie marchande étant neutralisés et intégrés aux structures traditionnelles qu'ils auront pour mission de consolider. On trouve là une explication de ce qu'il est convenu d'appeler "l'économie ostentatoire" (accumulation de boeufs, par exemple, ou encore construction de maisons ou de tombes somptueuses en Imerina, ...).
- 2) une dynamique d'évolution, l'économie marchande pénétrant peu à peu toutes les sphères de la vie sociale. Mais, alors que la dynamique d'absorption traduit une adaptation, un équilibre maintenu, la dynamique d'évolution se traduit au contraire par une inadaptation, un équilibre rompu.

Et ce déséquilibre peut être perçu à divers niveaux :

- au niveau individuel, l'anthropologie psychanalytique peut faire apparaître un nombre croissant de psychoses et névroses, compensées par divers moyens : Lévi-Strauss citait la recrudescence du shamanisme.

Pourtant, on a trop rapidement tenté d'expliquer certaines conduites, notamment en milieu industriel (instabilité de la main d'oeuvre, courbe atypique de l'offre de travail : diminution de l'offre de travail pour un salaire accru,...) par le concept durkheimien d'anomie. On peut plutôt avancer l'explication selon laquelle ces conduites répondent à une logique traditionnelle : Mais le problème demeure entier puisqu'il faut encore comprendre pourquoi la rationalité de l'économie marchande, la loi de l'intérêt individuel, n'a pas supplanté la rationalité traditionnelle.

Mais, si ces explications au niveau de l'individu constituent un élément, un chaînon de l'explication globale, elles ne peuvent cependant pas nous conduire à l'essence réelle des causes.

Et lorsque Hirschman (1) utilise, pour expliquer les comportements "anormaux", la notion d'ambivalence définie en psychanalyse par Hunt :

- un complexe de compensation, consistant à manifester et à éprouver consciemment des sentiments opposés à ceux qui sont refoulés,
- la réapparition, sous une forme déguisée, de l'hostilité refoulée, visant à provoquer l'échec ou la destruction de l'objet de l'ambivalence,

devant une telle explication donc, on ne peut s'empêcher de penser qu'il serait abusif d'étendre une explication individuelle, au niveau collectif, qui est autre chose qu'une addition d'individus.

- l'explication profonde est peut-être à chercher du côté du traditionalisme de réaction qui a été présenté comme voie et moyen de la dynamique d'absorption. A ce traditionalisme de réaction, on pourrait faire correspondre, dans la dynamique d'évolution, un néo-traditionalisme. Le pôle de la contradiction qui subit l'évolution, c'est-à-dire la paysannerie en face de l'extension de l'économie marchande, et qui, pour une raison ou pour une autre, ne peut utiliser la voie de l'absorption, ce pôle donc résout la contradiction d'une manière non dynamique, d'une manière passive qui lui permettra de supporter les effets destructurants de l'économie marchande, et le "tromba" analysé par G. Althabe (2), comme une "libération dans l'imaginaire", ou des mouvements de type messianique peuvent être considérés comme relevant de cette catégorie du néo-traditionalisme.

Ici se pose le problème fondamental des liens qui s'établissent entre éthique religieuse ou quasi-religieuse et travail. L'aliénation subie dans le travail suscite l'invention d'une éthique "libératrice dans l'imaginaire" laquelle demeure conservatrice en ce sens qu'elle aide les individus à supporter le poids de leur condition. Par contre certaines idéologies peuvent être libératrices dans le réel, si elles s'appliquent à l'objet même qui est producteur de l'aliénation : le travail.

Le traditionalisme de réaction constitue donc un obstacle réel au développement de l'économie marchande. Mais le néo-traditionalisme, bien qu'étant

(1) in "Stratégie du développement économique". (Economie et humanisme - Editions ouvrières - 1964).

(2) G. ALTHABE "Oppression et libération dans l'imaginaire" - Maspero, 1970.

un élément de la dynamique d'évolution, constitue également un obstacle, sinon réel, du moins potentiel, car il est toujours susceptible de faire basculer la dynamique d'évolution vers la dynamique d'absorption.

Or, ces deux types de réaction étaient inévitablement provoqués par les politiques considérant les structures traditionnelles comme devant être détruites pour permettre le "progrès".

C'est pourquoi, des interventions plus soucieuses de préserver les structures traditionnelles - et ceci afin de les utiliser pour parvenir à des objectifs bien définis - ont été mises en avant : ce sont le développement communautaire, l'animation rurale, et la coopération.

Il faut maintenant se demander si ces tentatives ont fondamentalement changé le problème.

Ces actions qui veulent donner l'initiative aux masses rurales (la paysannerie est ainsi saisie comme l'aspect principal de la réalité, cf. plus haut) n'en restent pas moins prises dans un dilemme difficilement surmontable :

- si l'on prend l'animation rurale, par exemple, sa façon de poser le problème du développement économique ne diffère pas fondamentalement des autres méthodes : par l'éducation des masses (des individus choisis par ces masses jouant le rôle d'intermédiaire), on espère transformer les structures traditionnelles, pour finalement aboutir à une mutation des structures politiques qui deviendraient alors adaptées au développement. Mais cette éducation, cette pédagogie qu'elle soit culturelle ou technique, ou même civique, est une pédagogie administrée d'en haut, et comme telle forcément inadaptée à l'obtention des buts qui en sont attendus. Une véritable pédagogie fondée sur une initiative réelle des masses paysannes a autant à attendre d'une éducation des "agents de la modernisation" par la paysannerie, que d'une éducation de la paysannerie par ces mêmes agents.
- pourtant il arrive que l'animation rurale aboutisse à une certaine prise de conscience par la paysannerie de ses véritables problèmes. Mais alors, elle se heurte à une forte opposition de la part de l'administration locale, qui se voit remise en cause, en même temps que la base de son pouvoir (1).

...

(1) Cf. G. CHEVALLIER: "Bilan de 3 années d'animation rurale à Madagascar. 1962-1965" (Rapport IRAM).

- quant à la coopération, les paysans sont souvent jugés incapables d'en prendre la gestion en mains, et fréquemment, une couche de privilégiés s'introduit aux postes-clés : ainsi en Tunisie, on a pu parler de "koulakisation" à propos des coopératives.

*

* *

En fin de compte, il convient de souligner que les grandes lignes de la problématique ainsi tracée · doivent être considérées comme des hypothèses de travail, et la pratique de terrain aura pour but de remettre en question les termes de cette problématique, afin de les valider ou de les infirmer.

II° PARTIE

L'OPERATION PRODUCTIVITE-RIZ ET LE PROJET "TANETY"
DE MISE EN VALEUR DES COLLINES DANS L'U.R.E.R. DE
TANANARIVE

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- 1 CACQUERAY (G. de) - "Actions de masse et développement agricole. Schéma d'évolution des exploitations agricoles d'une zone des hautes terres malgaches sous l'effet d'une action de masse. U.R.E.R. de Tananarive".
M.A.E.R.-Direction de l'Agriculture, 1970.
- 2 CONSIGNY V. - "Le G.O.P.R."
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 3 CONSIGNY V. et THIRY K. - "La micro-hydraulique dans le G.O.P.R."
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 4 DAGRAN M. - "G.O.P.R. Enquête sociologique"
M.A.E.R. 1967 (non diffusé)
- 5 DEZ J. - "A propos de la méthode améliorée de riziculture".
Bulletin de Madagascar, n° 273, février 1969.
- 6a GILLAIN J. - "Les facteurs "espace" et "temps" dans les actions de développement agricole".
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 6b GILLAIN J. - "Aperçu sur les problèmes de mise en culture rationnelle des "tanety" dans l'U.R.E.R. de Tananarive".
Bulletin de Madagascar, n° 280-281, sept.-octo. 1969.
- 7 GREBOIRE R. - "Les contradictions de l'O.P.R."
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.

- 8 GUYONNET R. - "L'intendance du G.O.P.R."
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 9a HAUT de SIGY G. de - "Développement rural. Mise en valeur des collines et investissements-fertilité.
Bulletin de Madagascar, n° 284, janv. 1970.
- 9b HAUT de SIGY G. de - "Analyse économique des possibilités de culture intensive sur les collines du Vakinankaratra!"
Terre Malgache n° 5, janvier 1969.
- 9c HAUT de SIGY G. de - "Economie rurale et société villageoise à Madagascar!"
Economie rurale n° 88, avril-juin 1971.
- 10 HUYNH VAN NHAN et VICARIOT, F. - "Suivi agro-économique de 53 exploitations de l'U.R.E.R. de Tananarive : Résultats de la campagne 1969-70".
O.R.S.T.O.M.-M.A.E.R., 1970).
+ Annexe III : Premières observations techniques et économiques sur les S.M.C.S.
- 11 LAHETJUZAN P. - "La formation à l'U.R.E.R. de Tananarive".
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 12 RABEMANANTSOA S. - "Les méthodes de vulgarisation dans l'U.R.E.R. d'Antsirabe"
Terre Malgache, n° 4, juillet 1968.
- 13 SCET-Coopération - "Imerina. Etude régionale". 1963.
- 14 II° Plan quinquennal 1970-75 : "Programme de développement agricole du Nord de la Province de Tananarive".
- a - fascicule 1 : Synthèse
 - b - " 2 : Plan et documents à consulter
 - c - " 3 : Rapport général : Méthodologie de l'action.
 - d - " 4 : Evaluation économique et financière.
 - e - " 5 : Annexes (1 à 17)
- Voir notamment :
- Annexe 8 : "Une méthode simple pour la vulgarisation d'un assolement raisonné et intensif associant agriculture et élevage en culture sèche dans les pays tropicaux".

Annexe 9 : "Rapport du Comité Scientifique et Technique
du G.O.P.R." (10 au 22 avril 1969).

f Annexe à l'étude des projets proposés dans le II^e Plan pour la production
du Paddy (ronéo 1970).

- 15 U.R.E.R.-Tananarive : "Rapport de campagne 1969-70".
 - a fascicule 0 : Rapport
 - b " 1 : Analyse statistique de la dynamique de la pratique
de la riziculture améliorée dans l'U.R.E.R.-Tana
(J.C. ROUYEYRAN).
 - c " 2 : Enquête cheptel et matériel: Juillet 1969.
 - d " 3 : Méthode employée dans l'U.R.E.R.-Tana pour la
vulgarisation d'un assolement.
 - e " 4 : Problèmes de production animale.
 - f " 5 : Opérations de production animale.
- 16 U.R.E.R. Tananarive
 - a Document n° 0186/OPR/U-T/D : Mémento du moniteur 1969.
 - b Document n° 0215/OPR/U-T/D : Mémento tanety 1970.
 - c Document n° 0072/OPR/U-T/D : Crédits aux agriculteurs 1971/72.
- 17 Commissariat à l'Animation Rurale : "La commercialisation du paddy par
ventes groupées dans l'Imerina Central" (Enquête campagne 1968-69).

I. L'O.P.R.-TANETY DANS LA POLITIQUE AGRICOLE DU
GOUVERNEMENT MALGACHE

Nous venons de voir que les opérations de vulgarisation avaient généralement pour objectif l'introduction ou l'extension de cultures destinées à être commercialisées.

C'est qu'en effet une partie au moins du coût de ces opérations (appareil de vulgarisation, instruments de production, engrais, divers inputs, etc...) est à la charge des paysans concernés. Dès lors, il faut fournir à ces paysans des revenus monétaires venant en contrepartie des charges nouvelles auxquelles ils ont à faire face. D'où la nécessité apparemment inéluctable de vulgariser des cultures de rapport.

L'originalité de l'opération de vulgarisation que nous allons étudier, tout au moins dans sa première phase : l'Opération Productivité-Riz (O.P.R.), est que justement elle vise à vulgariser une méthode améliorée de riziculture, alors que la production de cette denrée est, pour sa majeure partie, destinée à être auto-consommée. Pourtant, comme toute autre opération, l'OPR entraîne des charges monétaires pour les paysans (1).

La mise en place d'un énorme appareil de vulgarisation (certes moins coûteux que les sociétés d'aménagement) pour une culture qui fait partie de l'alimentation de base des paysans malgaches tirait sa nécessité de l'instauration d'un déséquilibre croissant entre population et ressources sur les Hauts Plateaux Centraux de

...

(1) " 59 % de l'accroissement de production (de 1967 à 1974) iront directement à l'autoconsommation et aux flux invisibles; c'est-à-dire échapperont à l'économie de marché, ce qui revient à dire que seuls ces 41 % de production complémentaire supporteront le poids de l'effort technique et financier qu'il aura fallu faire pour assurer l'accroissement total de cette production" (cf. réf. n° 14 f, tableau 7, p. 13).

Il ne faut cependant pas exagérer le caractère apparent de non rentabilité de l'opération car, ajoute le rapport, "la conclusion qui s'impose est qu'il faut faire sur les problèmes de commercialisation et d'incitation à la vente du paddy un effort comparable à celui fait pour augmenter la production si l'on désire assurer une certaine rentabilité au sein de l'économie monétaire, des efforts financiers effectués pour assurer cette augmentation" (idem, p.15).

Madagascar. Ainsi, la préfecture de l'Imerina Central que recouvre l'Unité Régionale d'Expansion Rurale de Tananarive (URER-Tana) connaît depuis plus de 20 ans un taux de croissance démographique compris entre 2,8 et 3 % par an : on trouve ainsi 14 % de la population totale de l'île rassemblés sur 3,3 % de la superficie totale.

Inversement, certaines zones de l'île, notamment dans l'Ouest et le Moyen-Ouest, sont sous peuplées et demanderaient à être mises en valeur.

Ces deux contraintes essentielles : déséquilibre population-ressources sur les Plateaux, nécessité du peuplement et de la mise en valeur de zones de colonisation potentielle, constituent les fondements de toute la politique agricole de Madagascar depuis de longues années. L'étude régionale de la SCET-Coopération en 1963 basait déjà ses propositions sur de telles contraintes ; de même "l'Etude des conditions socio-économiques de développement régional" de la CINAI, toujours en 1963 (1).

Si l'on replace l'action de vulgarisation sur les Hauts Plateaux, particulièrement l'URER-Tana, dans le cadre global de la politique de développement économique de l'Etat malgache, on voit (2) que l'action de l'URER devrait permettre de :

- "développer la productivité agricole.
- améliorer l'élévation du niveau de formation des paysans.
- provoquer à terme le développement des industries en leur fournissant matières premières, consommateurs (du fait de l'élévation du niveau de vie des paysans) et main d'oeuvre perméable au progrès (transfert du secteur agricole au secteur secondaire)".

Il s'agit ici principalement d'industries de transformation des produits agricoles, donc d'une spécialisation agricole dans le cadre de la division internationale de travail prônée par les théoriciens classiques et néo-classiques.

Le seul point faisant problème est évidemment celui de la mobilité du facteur travail : les travaux du II^e Plan quinquennal (3) prévoient qu'à partir

...

(1) cf. réf. biblio. n° 13

(2) cf. réf. biblio. n° 14 c, annexe 1 (p.7)

(3) cf. réf. Biblio. n° 14 c (p. 29)

de 1975 au plus tard, il faudra que 8.000 hommes actifs migrent chaque année (1), de façon définitive, soit professionnellement, soit géographiquement et que ce nombre augmente chaque année de 10 %. D'où les nécessités qui en découlent : "Vers 1990, sur les 80.000 actifs à dégager, la répartition (pourrait être) la suivante :

- 30 % localement dans le secteur secondaire et surtout, dans le tertiaire.
- 30 % en ville (Tanananarive), dans le tertiaire et surtout, dans le secondaire.
- 40 % dans le Moyen Ouest, soit 32.000, colonisant 800.000 hectares géographiques (320.000 hectares cultivables)".

Mais la résolution du déséquilibre population-ressources et les migrations vers l'Ouest constituent des éléments de la logique externe globale de l'agriculture des Hauts Plateaux Malgaches.

L'opération envisagée a pour mission complémentaire de lui assurer une logique interne. En effet, de même que ce sont les paysans chassés de leurs terres qui sont venus constituer la main-d'œuvre manufacturière, lors de la Révolution industrielle en Angleterre, de même, les paysans malgaches, chassés de leurs rizières par l'accroissement démographique et celui de la productivité, viendront grossir la main d'oeuvre qui devra mettre en valeur les collines (2).

Compte tenu de ces objectifs principaux à long terme - mais secondaires à court et moyen terme - voyons maintenant comment l'URER-Tana compte réaliser ses objectifs principaux à court terme, c'est-à-dire l'amélioration de la productivité rizicole, et la mise en valeur des collines.

...

(1) J. Gillain cite un chiffre de 3.000 actifs dans son article (réf. n° 6 b, p. 835).

(2) cf. réf. n° 14 f. Etudes des projets du Plan (p. 16).

II. ETUDE TEXTUELLE (1) DE L'O.P.R. TANETY

Les objectifs de l'URER Tana ont été fixés en fonction des buts que l'on se proposait d'atteindre, mais en tenant compte également d'un certain nombre de contraintes.

Cette mise en rapport des objectifs et des contraintes nous permettra de mieux comprendre certaines structures particulières de la vulgarisation, et finalement de porter ultérieurement un jugement sur les résultats obtenus.

En 1962, c'est-à-dire juste avant le démarrage de l'action URER-Tana, la situation était la suivante dans la préfecture concernée : la production totale de paddy (riz non décortiqué) était de 147.000 tonnes ; la population étant de 720.000 habitants, consommant en moyenne annuelle 0,25 tonne par individu, la consommation totale était donc de 180.000 tonnes par an. D'où un déficit de 30.000 tonnes environ (2).

La récolte était obtenue par la méthode traditionnelle de riziculture, avec emploi de fumier, complété parfois par des engrais.

L'exploitation traditionnelle comprenait 1,30 ha dont 0,65 en rizières, et 0,65 en cultures vivrières sur bas de pentes et "tanety".

Comme il ne pouvait être question d'étendre les surfaces cultivables en riz, à moins d'entreprendre des travaux fort coûteux - ce n'eût pas été alors la tâche d'une action de vulgarisation - comme d'autre part le riz est la base essentielle de l'alimentation et qu'il eût été pour le moins hasardeux d'entreprendre un développement et une intensification des cultures sèches auparavant, on décida de vulgariser tout d'abord une méthode améliorée de riziculture, ce qui permettrait certes de pallier un déficit ayant tendance à devenir chronique, et en outre

...

(1) Par là, nous entendons une étude menée sur documents, sans appréhension de la réalité vécue au niveau du paysan, ce qui sera l'objet de la suite de ce rapport (études de terrain).

(2) cf. réf. biblio n° 1 (p. 17).

d'acquérir une certaine audience auprès des paysans : le projet de mise en valeur des collines en serait d'autant plus facilité.

Ainsi se trouve justifiée, dès le départ, l'action de l'URER-Tana. Remarquons en outre que la complémentarité du "projet tanety" par rapport à l'opération Productivité-Riz fait rentrer l'action de l'URER dans la ligne générale des opérations d'intervention, puisque l'action sur le riz comble un déficit vivrier en accroissant un déficit monétaire, l'action sur les "tanety" palliant ce déséquilibre monétaire croissant (1). Le but ultime de l'URER étant en fin de compte de créer des exploitations agricoles produisant pour vendre, c'est-à-dire produisant pour le marché. La paysannerie se trouve ainsi introduite dans les rapports marchands, bénéficiant d'un revenu agricole net par exploitation de 8.000 FMG par mois (niveau petit emploi à Tananarive : planton, chauffeur, chef d'équipe, manoeuvre).

Il s'agit donc maintenant d'étudier chacune des deux phases de l'action.

...

(1) Un tableau est très significatif de cette optique (cf. réf. n° 6b, p. 833).

H y p o t h è s e	Année où la population se heurte au seuil de gêne	
	monétaire	alimentaire
H. Levée : production rizicole stagnante. Niveau 1962	1963	1974
H. Réalisée : production rizicole stagnante. Niveau 1969.	1982	1989
H. Possible : production stagnante Niveau à atteindre 1975	1989	1995

Disparition de la capacité d'emprunt Difficulté croissante de perception des impôts.

Ce tableau mériterait d'être commenté, notamment en ce qui concerne l'ordre des seuils de gêne. Nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement.

1. La méthode améliorée de riziculture.

a) Les objectifs quantitatifs poursuivis sont les suivants : il s'agit d'amener 55.000 exploitants à produire en 1969/70, 54.000 tonnes de paddy supplémentaires par rapport à 1962/63, ce qui devrait correspondre à une commercialisation supplémentaire de 29.000 tonnes, soit un accroissement du revenu net moyen par exploitant de 7.500 FFG par an (accroissement de 15 % par rapport à 1962/63) (1).

L'évolution a été la suivante (2), après la phase préparatoire des campagnes 1963/64 et 1964/65 :

Campagnes	Nombre d'adhérents	Hectares	Superficie en ha par adhérent	Tonnages supplémentaires
1965/66	2.604	390	0,15	1.430
66/67	10.747	1.382	0,13	6.800
67/68	35.454	6.314	0,18	11.000
68/69	50.614	17.780	0,35	27.000
<u>Prévisions</u>				
69/70	55.000	32.000	0,58	54.000

Le rapport de l'URER (3) donne pour la campagne 1969/70, les résultats suivants : 65.373 adhérents (soit 78 % du total des riziculteurs) sur 34.118 ha (soit 62 % des rizières) ce qui fait approximativement 0,52 ha par exploitant (4).

Par ailleurs on remarquera en lisant l'évolution des superficies par adhérent, que ces derniers ont d'abord testé la nouvelle méthode sur une partie seulement de leurs rizières.

...

(1) cf. référence bibliographique n° 6a (p. 15)

(2) cf. référence bibliographique n° 14c (p. 77)
sauf pour les tonnages : n° 14 e. Annexe 1
et pour la superficie par adhérent (calcul personnel).

(3) n° 15 a p. 1

(4) Rappelons que la superficie moyenne des rizières dans l'exploitation est de 0,65 ha.

Pour la sous-préfecture de Manjakandriana (1), les résultats sont supérieurs à la moyenne de l'URER : 16.635 adhérents sur 18.627 exploitants (soit 85 %), 6.312 ha sur 9.650 (soit 67 %).

Le rendement moyen en méthode améliorée sur l'ensemble de l'URER est de 3,8 T/ha, contre 2,9 T/ha en méthode traditionnelle, ce qui donne un tonnage supplémentaire de 43.416 tonnes, pour une production totale de 189.610 tonnes (2).

Bien que ce résultat soit légèrement différent des prévisions du II^e Plan (3), il est intéressant de voir quelle était l'évolution prévue et la répartition entre autoconsommation et commercialisation :

	1963 en tonnes	en % de la pro- duction	1970 en tonnes	en % de la pro- duction
Production	150.000	100 %	203.000	100 %
Semences	7.700	13 %	4.300	3 %
Autoconsommation	117.800	71 %	150.000	73 %
Commercialisation	24.500	16 %	48.700	24 %

Les quantités autoconsommées devaient s'accroître de 20 % en 6 ans; les quantités commercialisées devaient doubler.

Les résultats obtenus sont donc assez impressionnants. Comment ont-ils été obtenus ? Quelles ont été les techniques vulgarisées ? Et par quelles méthodes l'ont-elles été ? Telles sont les questions qui se posent maintenant.

b) Les techniques vulgarisées. Comme le précise J. GILLAIN (4) : il fallait que "les thèmes de progrès soient simples pour être techniquement assimilables par tous les exploitants" (objectif de toute vulgarisation de masse), d'où la nécessité d'une "amélioration des techniques pratiquées, avant de mettre en jeu des techniques nouvelles".

...

(1) Où sera localisée notre étude de terrain.

(2) Ces chiffres ont été calculés par l'URER en multipliant les surfaces par les rendements.

(3) cf. n° 14 c (p. 5)

(4) cf. n° 6 a (p. 19)

La méthode améliorée vulgarisée se caractérise donc comme suit (1) pour le riz de première saison : "vary aloha" :

- le semis en pépinière doit être effectué entre le 1^{er} juillet et le 21 août.
- la dose de semences étant de 9 kg/are.
- prégermination des semences et couverture du semis.
- engrais P et K à la mise en boue) pour la pépinière (2)
engrais azoté (SA) en couverture (
- repiquage en lignes espacées de 25 cm ; touffes à 2 brins espacées de 7 cm.
- 2 sarclages au moins, à la houe rotative.

Telles sont les caractéristiques de la méthode améliorée proprement dite. Cependant des stades moins complexes étaient prévus pour amener petit à petit les paysans à la pratique. Ainsi une méthode semi-améliorée demandait moins de bouleversements par rapport à la méthode traditionnelle. Les seules modifications étaient :

- une dose de semences de 12 kg/are.
- tous les engrais (azote compris) sont apportés au moment de la mise en boue de la pépinière.
- le repiquage se fait en lignes espacées de 25 à 30 cm, avec 4 à 6 brins par touffe (3).
- 2 sarclages au moins à la houe rotative.

Enfin, le stade vraiment primaire prévoyait simplement le repiquage en lignes, et le double sarclage, sans aucun changement par ailleurs.

Dans l'autre sens, de nouvelles améliorations peuvent être apportées à la méthode proprement dite. D'abord la fumure de base des rizières qui demande une maîtrise de l'eau suffisante (4) ; ensuite un complément azoté (urée) à la montaison, ce qui nécessite une bonne connaissance de la nature du sol.

...

(1) cf. n° 16 a, reproduit en annexe 1, p. 47.

(2) Auparavant, les pépinières recevaient 15 t/ha de fumier en moyenne.

(3) On verra plus loin que la diminution des doses de semences, et du nombre de plants repiqués, suscitait beaucoup de craintes chez les paysans.

(4) En méthode traditionnelle, la rizière recevait 5 à 10 t/ha de fumier.

C'est ainsi que l'objectif de 32.000 ha en 1969/70 qui a été réalisé à 106 %, concernait uniquement la méthode améliorée. Ces objectifs étaient de 21.000 ha pour la fumure de base des rizières, et de 5.000 pour le complément azoté (1). Mais le rapport de campagne 1969/70 ne fait pas le partage.

Pour 1974/75, les objectifs sont 37.500 ha en méthode améliorée, 33.500 ha en fumure des rizières, 24.500 ha en complément azoté, soit un supplément de production attendu de 32.600 tonnes par rapport à 1969/70.

Parallèlement à la vulgarisation de la méthode améliorée, étaient entreprises des actions concernant la micro-hydraulique, la protection phyto-sanitaire : traitement contre le pou du riz, et traitement des semences contre fusariose et nématodes ("thèmes satellites").

Le rapport note à ce propos : "Il est certain que la vulgarisation unique du thème "engrais en rizière" avant les autres thèmes vulgarisés jusqu'ici aurait conduit à un résultat très maigre. Par contre le passage dans la pratique courante des thèmes "méthode améliorée" et "traitement du pou" a augmenté la confiance des agriculteurs dans la technique et dans le dispositif de vulgarisation, et leurs disponibilités monétaires : partant de ce nouveau palier, la diffusion du thème "engrais en rizière" devrait s'améliorer dans l'avenir".

On voit donc que le principe de départ a été de minimiser la dépense monétaire (engrais en pépinières seulement, traitement contre le pou du riz gratuit) tout en apportant des résultats tangibles ; des résultats beaucoup plus impressionnants auraient pu être obtenus par la fumure de base des rizières, mais l'obstacle des disponibilités monétaires, ou de l'investissement monétaire aurait été difficile à surmonter (5.260 FMG/ha).

Mais, même si l'obstacle monétaire n'était pas dirimant, et bien que des stades intermédiaires aient été prévus pour le passage de la méthode traditionnelle à la méthode améliorée, le bouleversement était néanmoins assez important. Le problème est donc maintenant de savoir comment s'est opérée la vulgarisation.

c) Structures et méthodes de la vulgarisation.

. Structures de la vulgarisation : l'URER-Tana est divisée en zones d'expansion rurale correspondant grosso modo aux sous préfectures : Ambatolampy

...

(1) cf. 14 d (p. 5 et s.)

Andramasina, Manjakandriana, Tananarive-banlieue, Ambohidratrimo. A cette dernière zone ont été rattachées les deux communes de Miantso et Mahavelona (sous-préfecture d'Ankazobe). Chaque zone (ZER) est divisée en secteurs (SER) au niveau communal ou cantonal, chaque secteur en cellules regroupant un ou plusieurs villages (il y a en tout 200 cellules). Direction générale, chefs de ZER, chefs de secteur, moniteurs de cellule, constituent donc la pyramide de vulgarisation.

Au cours de la campagne 1969/70, les moniteurs ont eu la possibilité de recruter pour 2 mois un aide moniteur qu'ils choisissent eux-mêmes dans le village et qui leur permet de se décharger d'un tiers de leur travail en période de pointe.

. Méthodes de vulgarisation. Cette pyramide est en fait une structure de communication des informations. Elle permet de transmettre les messages du sommet jusqu'à la base, d'assurer la formation des paysans, et enfin la remontée des informations (1).

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème, mais nous voudrions souligner dès maintenant que la primauté accordée à la communication de haut en bas sur la remontée des aspirations de base, a eu pour résultat de maintenir la paysannerie dans un rôle quasiment réactif, et finalement de consolider sa passivité.

Certes la technique vulgarisée ne peut être mise en doute. Mais entre la mise au point d'une technique "en laboratoire" et sa mise en pratique, il y a une différence de niveau essentielle du point de vue de la vulgarisation. Or on peut penser que les clés de la mise en pratique d'une technique sont principalement entre les mains de la paysannerie ; qu'il convient en conséquence de lui assigner un rôle actif et premier.

Or si nous examinons le principe de la méthode I.A.E. : Instruction-Application-Entraînement (2), nous voyons qu'il consiste "à partir de ce qui existe, l'améliorer en dialoguant avec les paysans intéressés et le mettre ensuite en pratique". Mais plus précisément, l'instruction est un "jeu de questions faisant dégager par l'auditoire les caractéristiques de la pratique traditionnelle", puis un "choix de questions-réponses permettant d'aller dans le sens du

...

(1) cf. référence n° 2 (p. 33) sur le GOPR.

(2) cf. réf. n° 12 (p. 40-41) et aussi réf. n° 16 a, cf. reproduction en annexe, p. 46 et s.

message technique à passer", et enfin une "discussion du schéma-message construit : vulgarisateurs et paysans cherchant à l'améliorer...".

La discussion devrait en fait avoir pour but, non pas l'amélioration, mais véritablement la construction de la méthode de mise en pratique. Nous y reviendrons plus longuement dans la suite du rapport (1).

Par ces discussions, il s'agissait donc d'aboutir au recrutement des volontaires, puis de convaincre les réfractaires en organisant des réunions de démonstration pour les techniques ou les résultats, d'organiser enfin des visites.

L'important sera d'étudier, sur le terrain, comment s'est passée dans la réalité cette phase de la vulgarisation.

*

* *

Ce sont les mêmes structures et les mêmes méthodes, adaptées à un contexte différent, qui ont servi pour la vulgarisation de la mise en valeur des collines.

Comme nous l'avons signalé au début de cette seconde partie, c'est cette seconde phase qui devait assurer l'introduction de la paysannerie dans l'économie marchande. A cet égard, J. GILLAIN remarque (2) : "Si l'opération de développement entreprise avait pour fin l'OPR, l'accroissement de production rizicole et le surplus commercialisable dégagé permettraient seulement de pallier l'accroissement de la consommation, issu du déséquilibre démographique. L'OPR doit utiliser son expérience acquise et éventuellement le surplus dégagé, en vue de la mise en valeur rationnelle des "tanety" : l'OPR doit donc déboucher sur la constitution d'exploitations agricoles modernes, alliant la polyculture à l'élevage".

...

(1) Nous ne saurions trop souligner l'importance d'une telle étude. Le rapport du comité scientifique et technique du GPR (10 au 22 avril 1969, réf. n° 14e, p. 15, annexe 9) insistait sur la nécessité d'entreprendre des études socio-économiques sur le même ordre d'idées : comportement des groupes et attitudes des paysans vis-à-vis des groupements collectifs, c'est à dire manifestations de l'initiative paysanne ou structures faisant appel à une telle initiative.

(2) cf. réf. n° 6a, p. 27.

2. Les "secteurs modernisés de cultures sèches" (SMCS)

a. Les nécessités

A l'heure actuelle, sous la poussée d'une démographie galopante qui amène un excédent annuel de population de 55.000 individus (1), on assiste à une mise en valeur spontanée des terres de collines. Or cette mise en valeur est anarchique en ce sens qu'à l'intérieur de l'URER-Tana près de 60 % des terres ainsi cultivées se trouvent sur des pentes supérieures à 12 % (2). C'est dire qu'elles sont soumises à une érosion intense. D'autre part, elles sont disséminées à l'extrême sur le terroir et ont des tailles incompatibles avec une "mise en valeur rationnelle".

C'est donc pour répondre à une nécessité vitale et pour redresser une évolution compromettant gravement l'avenir, que l'URER-Tana s'est vu confier le soin de mettre en valeur rationnellement les "tanety".

D'autres arguments militaient en faveur de cette action :

- L'opération rizicole en arrivant à son dénouement, on ne pouvait envisager de s'en tenir à cette seule activité, d'autant plus qu'il s'agissait d' "amortir" les investissements humains (formation des vulgarisateurs) et matériels de l'OPR : les "tanety" étaient donc tout indiquées.

- D'autre part, des conseils de plus en plus nombreux concernant les méthodes culturales et les améliorations possibles sur les "tanety" semblent avoir été demandés aux vulgarisateurs.

- Enfin, un argument également avancé, était la formation des agriculteurs aux techniques modernes de culture : "former de véritables chefs d'exploitation entrepreneurs". Ainsi, pensait-on, les migrations vers l'Ouest et le Moyen-Ouest en seraient facilitées (3).

b. Les obstacles

Cependant, un tel projet devait surmonter plusieurs obstacles principaux, sans compter les blocages plus techniques dont nous parlerons plus loin.

...

(1) Non compris Tananarive-ville.

(2) cf. réf. n° 14 c (p. 21)

(3) cf. réf. n° 14 e, annexe 9 (p. 34-36).

- En premier lieu, l'action projetée consiste en fait à transformer les exploitations traditionnelles à dominante rizicole avec complément de cultures sèches vivrières, en véritables exploitations de polyculture-élevage : obstacle d'autant plus névralgique, qu'un tel passage nécessite des capitaux assez importants.

- Les capitaux nécessaires pour les approvisionnements, le cheptel, le matériel (charrues, charrettes, etc...), les aménagements immobiliers (étables, fosses, etc...) et enfin les fumures de redressement, ne sont pas obligatoirement mobilisés dès le début de l'action, mais risquent de demeurer néanmoins prohibitifs.

- En dernier lieu, l'inadaptation des structures foncières ne peut être résolue que par un remembrement dont on conçoit aisément les difficultés. Ajoutons encore l'amélioration nécessaire des communications, et des structures de commercialisation, si l'on veut que les productions des "tanety" trouvent des débouchés suffisants (1).

c. Compte tenu de ces obstacles, les possibilités qui s'offraient pour la mise en valeur des collines entraînaient une localisation au démarrage dans des régions assez riches en potentialités agricoles. A ses débuts donc, le "projet tanety" ne pouvait être une action de vulgarisation de masse.

Il pouvait néanmoins prendre plusieurs formes (2) :

- Etant donné la complexité du type d'exploitation envisagé, "l'idéal théorique" (3) eût été "d'installer d'emblée (le modèle) chez les exploitants et les guider simplement pour le faire fonctionner".

C'est la solution des exploitations-pilotes, ou encore celle des sociétés d'aménagement dont on a déjà dit un mot dans la 1^o partie.

Mais les résultats n'ont pas été probants et les coûts sont assez élevés.

- La vulgarisation de la culture d'une seule plante commerciale était une autre solution.

...

(1) cf. réf. n° 14 c, annexe 9 (p. 38-39)

(2) cf. réf. n° 14 e, annexe 8 (p. 1-4) et n° 15 d (p. 16-17)

(3) Comme dit le rapport ; disons plutôt : "la solution de facilité".

L'encadrement peut être lâche et le coût minime, l'opération touchant de très larges masses paysannes.

Cependant cette solution élude la tentative d'association agriculture-élevage, sans rendre pour autant la fumure organique inutile.

L'examen des contraintes et des objectifs techniques nous fera mieux comprendre les caractéristiques de la solution choisie et les objectifs quantitatifs qui ont été assignés au projet.

d. Contraintes et objectifs techniques

. Contraintes techniques. Deux contraintes techniques principales faisaient problème :

- la fertilisation des sols (1),
 - l'aménagement des terres (2).
- Les terres de collines peuvent donner des rendements plusieurs fois supérieurs à ce qu'ils sont à l'heure actuelle, mais cela nécessite une forte fumure de redressement.

Des expérimentations agronomiques ont montré que les rendements optima pouvaient être obtenus à l'aide de la seule fumure minérale pour le redressement et l'entretien. Mais le prix en est prohibitif (29.000 FMG/ha pour le seul redressement). Par ailleurs, on aboutit pratiquement aux mêmes résultats avec une fumure organique de redressement de 60 à 100 t/ha de fumier, et 20 à 30 t/ha/an pour l'entretien, ce qui est tout aussi prohibitif, vue l'importance du cheptel dans la région concernée.

L'URER a donc expérimenté la voie moyenne. Selon l'IRAM (Institut de Recherche Agronomique de Madagascar), une fumure minérale de fond moitié moindre (+ fumure organique) donne des rendements 1/4 à 1/3 moindres. Un seul boeuf est alors nécessaire pour fournir les 4 à 6 tonnes de fumier demandées. Encore faut-il disposer d'un boeuf, ou bien pouvoir bénéficier d'un crédit (3).

...

(1) cf. réf. 14 c (p. 40-42)

(2) cf. réf. 14 c (p. 46-49 et 34-39)

(3) Sur les parcelles récupérables traditionnellement cultivées, la solution 7.000 à 9.000 FMG/ha/an de fumure minérale, joint à 10 t/ha de fumier donnerait de bons résultats (cf. réf. n° 14 c, annexe 9, p. 42). D'autre part, le fumier serait plus ou moins indispensable pour augmenter le taux d'humus, améliorer l'économie de l'eau et donc les rendements.

- L'aménagement des terres s'avère également coûteux. Les 25 ares cultivés traditionnellement par exploitation dans des zones non soumises à une trop forte érosion, sont dispersés en multiples parcelles éloignées de l'exploitation. Outre l'aménagement anti-érosif, le problème du défrichement se pose donc, d'autant plus que le "projet tanety" ne vise pas seulement l'intensification mais aussi "l'extensification".

Sans compter les travaux de dessouchage ou autres, le coût de défrichement à l'hectare varie de 10.000 FMG à 25.000 FMG, selon que l'on emploie défonceuse, tracteur, brabant double ou "angady" (bêche malgache).

Cependant, l'économie globale du projet ne prend pas en compte en termes monétaires, l'investissement humain des agriculteurs pour l'aménagement des terres de "tanety" (et pour la micro-hydraulique). Les études de temps de travaux effectuées dans le II^e Plan quinquennal concluent en effet : "les travaux correspondants doivent être considérés comme "gratuits", puisque (...) ils pourront être réalisés durant des périodes actuellement inoccupées" (1).

Quant aux frais monétaires de l'aménagement foncier (défrichement) ils sont censés être palliés à l'aide du revenu monétaire résultant de l'OPR (2).

La solution technique apportée à ces deux contraintes principales et aux contraintes secondaires périphériques fut le "secteur modernisé de cultures sèches".

• La solution technique : les SMCS. Opération de masse, le SMCS doit pouvoir être mis sur pied par tous les exploitants (3). "Pour cela, il devait être assez grand pour constituer une unité technique de production :

- associant agriculture et élevage,
- à un niveau de production intensive et de revenu significatif.

Il devait être également assez petit pour être accessible à tout agriculteur :

- intellectuellement (organisation du travail et gestion)
- financièrement (capacité de trésorerie ou d'emprunt)
- matériellement (surface disponible et équipement)" (4)

...

(1) cf. réf. n° 14 d (p. 182, p. 173, p. 169-172)

(2) cf. réf. n° 14 c (p. 45)

(3) Cet optimisme paraît tout à fait démesuré.

(4) cf. réf. n° 15 d (p. 19)

Il se définit comme étant (1) :

- à l'intérieur de l'exploitation ;
- sur "tanety" à moins de 12 % de pente ;
- un ensemble de parcelles de 10 ares chacune,
- réparties en le moins grand nombre possible de lieux,
- toutes accessibles aux charrettes chargées,
- dont aucune n'est à plus de 30 minutes de charrettes du lieu de production du fumier,
- soumises à un assolement et à une fumure organique et minérale préalablement définis (2),
- protégées de l'érosion par un réseau de drains anti-érosifs complantés en "éléphant-grass"

Afin de rallier le plus grand nombre d'exploitants, deux possibilités d'assolement sont proposées : l'assolement permettant à l'exploitant d'étaler ses temps de travaux, de pondérer ses types de cultures (vivrières, fourragères, commerciales) (3), tout en jouant sur les quantités et qualités de fumures demandées par chaque sol (ou plante) :

- le secteur de 60 ares (assolement de 6 ans) en comprend 30 en prairie,
- mais l'agriculteur qui ne veut pas "cultiver de l'herbe" peut opter pour le secteur de 30 ares (assolement de 3 ans), identique au premier mais sans prairie ;

la conversion étant facile à opérer.

Outre l'augmentation des rendements, les principaux avantages procurés par le SMCS sont les suivants :

- éviter les travaux de défrichement sur jachère, grâce à la mise en culture permanente,

...

(1) cf. réf. n° 14 c (p. 51)

(2) cf. plus haut.

(3) Maïs, tabac, arachide, haricot, soja, pomme de terre, légumes...

- écousser les pointes de travail du calendrier agricole, grâce au système de l'assolement,
- multiplier la capacité de travail avec un équipement modeste (1).

e. Les diverses phases de l'action

En 1967 a eu lieu une phase "démonstrative" sur de très petites parcelles (+ 5 ares), uniquement quant à la fumure. Ces parcelles avaient été choisies en fonction de leur dispersion, afin de pouvoir tester diverses variétés de sols.

Si cette opération a été un succès, par contre les tentatives d'aménagement de terroirs et d'exploitations (assolements) ont donné des résultats prouvant leur inapplicabilité en action de masse.

Ces tentatives ont permis de définir plus précisément le SMCS, la phase préparatoire ayant duré jusqu'en 1969. Mise en parallèle avec l'évolution de l'OPR, l'évolution prévue du projet tanety apparaît comme à peu près comparable (2):

Année	O.P.R.		TANETY	
	Nombre adhérents	Hectares	Nombre adhérents	Hectares
1	2.604	390	3.900	697,5
2	10.747	1.382	13.700	2.947,5
3	35.454	6.314	36.300	8.122,5
4	50.614	17.780	60.000	15.847,5
5	65.000	32.000	60.000	22.267,5
	(Prévision)			
O.P.R. : Année 1 = 1965			Tanety : Année 1 = 1970	

Cette évolution sur la période 1970-74 se divisera en 2 phases :

- une phase d'imprégnation de 3 ans,
- une phase de généralisation de 2 ans.

Selon l'URER, l'objectif théorique maximum est de 40.000 ha sur 160.000 potentiels.

...

(1) cf. réf. n° 15 d (p. 24) .

(2) cf. réf. n° 14 c (p. 77 et 80)

Sur les 80.000 exploitants de l'URER, 60.000, soit les 3/4, sont censés pouvoir être entraînés, soit 200 par cellule, au cours de ces deux phases (1).

Pour les progressions en surface, 1/6 du nombre des adhérents suivra une voie rapide. Pour le reste, il faudra sans doute prévoir un abaissement de la parcelle minimum de 10 à 5 ares (2).

Cette nécessité apparaîtra plus ou moins évidente, si l'on remarque que sur les 3.900 secteurs installés en 1970, 900 seront de 40 ares, et 3.000 de 10 ares.

A l'heure actuelle cependant, on ne dispose pas encore de résultats confrontables à ces objectifs.

Globalement et à long terme, le programme sera le suivant (3) :

- 1970-74 : Sur 60.000 exploitations :

- Augmentation de 100 % du produit agricole brut, par ha de "tanety".
- Regroupement sans extension des surfaces et de l'équipement.
- Assolement : 50 % de fourrages.

- 1975-80 : Sur 60.000 exploitations :

- Augmentation de 200 % du produit agricole brut, par rapport au niveau de départ (intensification de la fumure).
- Triplement de la surface par exploitation (60a X 3 = 180) sur les 12.000 exploitations équipées en boeufs de trait, charrues et charrettes.

- 1980-90 : Sur les 48.000 exploitations de 60 ares :

- Triplement de la surface par effort d'équipement.
- Sur toutes les collines mises en valeur, l'augmentation du produit agricole brut atteindra 300 %.

Mais quelle est la signification de cette évolution, au niveau de la structure des exploitations agricoles ?

...

(1) C'est faire preuve de beaucoup d'optimisme que d'envisager la mise en valeur des collines comme une opération de masse semblable sur ce point à l'OPR. Remarquons à ce propos que les objectifs de l'URER en 1969 étaient beaucoup moins exigeants que ceux qui furent repris par le II^e Plan quinquennal (chiffres cités dans ce texte).

(2) cf. réf. n° 14 c (p. 66)

(3) cf. réf. n° 6 b (p. 836-837).

3. L'évolution des exploitations agricoles résultant de l'opération.

Les 60.000 exploitations que compte toucher l'URER, vivaient auparavant en auto-subsistance principalement. A la fin du II^e Plan quinquennal (1974-75), elles devront être devenues des exploitations tournées vers le marché, et surtout le marché de l'élevage. Le rapport du Plan (1) prévoit en effet pour cette date :

- 14.000 exploitations pratiquant l'embouche de saison sèche et l'engraissement d'un porc.
- 15.200 exploitations pratiquant la seule embouche de saison des pluies.
- 5.400 exploitations se consacrant à l'élevage d'une vache et de son veau, et à l'engraissement d'un porc.
- 10.200 exploitations pratiquant l'élevage laitier.
- 4.700 exploitations se spécialisant dans la naisserie porcine.
- 11.380 exploitations engraisant seulement un porc.
- 1.800 exploitations cultivant du tabac.

Or d'après les sources du Service de l'Elevage citées dans le II^e Plan (2), le cheptel était réparti en 1967 de telle sorte que :

- 60 % des exploitations ne possédaient pas de porcins ;
- 30 % des exploitations ne possédaient pas de bovins.

De plus, sur ce cheptel bovin, seuls 32.000 boeufs de trait, 15.000 vaches laitières et 8.000 boeufs de fosse présentent une certaine rentabilité.

Si l'on compare la réalité et les prévisions, on voit tout le chemin qui reste à parcourir.

D'autant plus que les exploitants devront être, au terme de cette évolution, de véritables entrepreneurs agricoles dont les charges monétaires seront passées en moyenne de 5.513 à 98.000 FMG pour un produit agricole monétaire s'élevant de 19.663 FMG à 190.000 FMG (3).

...

(1) cf. réf. n° 14 d (p. 31)

(2) cf. réf. n° 14 c (p. 26 et s.)

(3) Nous ne commenterons pas ici ces chiffres prévisionnels. Nous avons l'intention d'y revenir dans une autre étude.

Par ailleurs, J. GILLAIN (réf. n° 6 b, p. 835) prévoit une multiplication par 9 des dépenses d'exploitation, qui passeront ainsi de 11,2 à 45,4 % du revenu agricole brut.

Nous avons déjà vu à travers quels profonds changements techniques ces charges et ces revenus monétaires avaient ainsi évolué. Cependant, la transformation des exploitations agricoles de l'IMERINA Central ne devra pas s'en arrêter là. Le stade ultérieur est en effet celui de la généralisation de la culture attelée.

Cette généralisation au niveau de chaque exploitation ne pouvait advenir jusqu'à présent car, étant donné son coût, la culture attelée ne pouvait s'appliquer que sur des surfaces assez étendues pour la rendre rentable. Or cette extension des surfaces n'était pas possible en raison du goulot d'étranglement constitué par le fumier, et des faibles moyens monétaires à la disposition des paysans.

Comme 20 % des exploitants possédaient déjà boeufs de trait et charrue, et 10 % des charrettes, le II^e Plan quinquennal verra se développer la pratique des travaux à façon, pratique assez lucrative ou pratique assez onéreuse selon le point de vue duquel on se place.

Ce n'est finalement qu'entre 1975 et 1984 que pourra être envisagée une vulgarisation de masse de la culture attelée : la "monétarisation" sera alors accomplie. L'économie marchande aura alors emporté les derniers bastions de l'autosubsistance, si l'on en croit du moins les prévisions des experts.

*

* *

Pour en revenir à des préoccupations plus immédiates, un dernier aspect de l'URER de Tananarive doit maintenant être abordé : c'est celui de la diversification de ses activités.

4. Diversification des activités de l'URER-Tana

Etant donnée l'énormité de la tâche qu'elle s'est donnée pour objectif, l'URER-Tana a dû se préoccuper d'un certain nombre de problèmes complémentaires de la vulgarisation.

...

Ces activités sont les suivantes (1).

Ont été entrepris à l'occasion de l'OPR :

- la fabrication artisanale des houes rotatives,
- le traitement des semences,
- les ventes groupées de paddy,
- la micro-hydraulique.

A l'occasion du projet tanety :

- la protection sanitaire de masse du bétail,
- l'installation et le suivi de naisseurs de porcelets.

Toutes ces activités menées parallèlement à trois problèmes fondamentaux pour l'action :

- le crédit,
- l'organisation commerciale,
- l'organisation de la profession agricole.

Ce sont ces trois problèmes que nous allons étudier plus en détail.

a. Les crédits aux agriculteurs

. Les diverses catégories de crédit.

- Le crédit à la riziculture n'a pas joué un rôle très important tout au long de l'OPR. D'abord parce que les dépenses en engrais n'étaient pas très élevées ; ensuite parce que le souvenir de certaines expériences malheureuses faisait qu'il était distribué avec parcimonie et circonspection.

Cependant la mise en culture rationnelle des "tanety" en entraînant de nouvelles et de plus lourdes charges monétaires, va se traduire, paradoxalement, par le développement du crédit rizicole en espèces à court terme. Un tel crédit en espèces aura pour but de libérer les agriculteurs de leurs travaux rizicoles (embauche de salariés) pour qu'ils puissent se consacrer aux semis et plantations de "tanety". Son rôle ne sera donc pas tant de parer au goulot d'étranglement de la trésorerie : si tel est bien effectivement l'aspect immédiat, l'aspect principal reste cependant le goulot d'étranglement temps de travaux dans le calendrier agricole.

...

(1) cf. réf. n° 14 d (p. 33-34)

En outre les dépenses liées à l'élevage viendront s'ajouter aux précédentes et rendre le recours au crédit plus indispensable encore.

Si l'on suit l'évolution du crédit rizicole, on voit qu'un bond a été réalisé de 1968/69 où il atteignait 3.500.000 FMG (1.200 agriculteurs) à 1969/70 = 20.000.000 FMG et 3.600 agriculteurs (1). Il est prévu qu'en 1974/75, 45.000 exploitants seront touchés, pour un montant de 234.000.000 FMG (2).

- Le crédit aux spéculations en élevage, tout comme le crédit riz, est destiné à devenir un crédit de masse, puisqu'en 1974/75, 48.000 exploitants en bénéficieront pour près de 240.000.000 FMG (3).

- De même pour le crédit aux engrais : 41.600 exploitants pour 125.600.000 FMG (4).

- Quant aux crédits à moyen terme (mise en valeur des "tanety" et équipement), ils restent au contraire assez peu nombreux. Nous avons vu d'ailleurs que le vulgarisateur avait opté, pour le développement des travaux à façon.

. L'organisation du crédit.

Les crédits sont accordés par des comités d'octroi, au niveau communal, comités constitués par des notabilités politiques et administratives : maire, conseillers municipaux... La municipalité devait fournir une caution de 10 % des encours au maximum. Au fur et à mesure que la masse des encours a augmenté, le pourcentage de la caution a pu diminuer. En effet le système de la caution municipale avait pour but de rendre les membres du comité plus sévères dans leur choix. Lorsque le nombre des crédits augmente (15 % des citoyens de la commune), ce but devient inutile, car alors la pérennité du crédit devient vitale pour l'économie de la commune, et la réélection du conseil municipal en dépend ! C'est alors la caution provinciale qui prend le relais.

...

(1) Ce qui est tout à fait normal puisque cela correspond à la période de généralisation de la fumure de base en rizière et de l'épandage de l'azote.

(2) cf. réf. n° 14 d (p. 138-140)

(3) cf. réf. n° 14 d (p. 140-141)

(4) cf. réf. n° 14 d (p. 142-144)

. Les conditions de crédit.

Pour obtenir un crédit, il faut satisfaire à certaines conditions (1), notamment :

- avoir payé ses impôts avant la date limite,
- avoir rempli ses engagements jusqu'à présent.

D'autre part, pour pouvoir solliciter un crédit autre que pour la riziculture, il faut d'abord utiliser le crédit-engrais riziculture sur toutes ses rizières.

Si l'on veut enfin associer le crédit-riz à un autre crédit, il faut avoir une fiche de suivi-SMCS sans reproche, chez le vulgarisateur.

Chaque crédit est de plus associé à des conditions particulières, conditions techniques généralement, dont la réalisation permet de penser que le crédit sera utilisé aux fins qui sont les siennes.

Les échéances tombent le 15 juin (ou exceptionnellement le 31 juillet) : sur les crédits riz, embouche et engrais "tanety" à une seule échéance, est perçue une commission de 8 %.

Tout retard ou toute modification de l'objet du crédit entraîne une exigibilité dans les 8 jours (et une pénalisation de 10 % pour le retard).

La Banque Nationale Malgache et l'URER-Tana ont d'autre part le droit de fermer le crédit aux quartiers (subdivisions de communes) dont le taux d'impayé serait jugé trop important.

*

* *

A crédit ou au comptant, l'achat d'engrais ou de petit matériel devait se généraliser avec la vulgarisation. Encore fallait-il mettre ceux-ci à la disposition des paysans. Ce fut le rôle de l'Intendance de l'URER.

...

(1) cf. réf. n° 16 c (p. 15).

b. L'organisation commerciale de l'URER-Tana

A l'heure actuelle, l'URER essaie de se décharger de cette tâche sur le secteur privé : c'est qu'en effet la distribution des engrais, matériels, insecticides, aliments du bétail, etc... nécessite un stockage parfois important de ces produits (1).

Or de façon à réduire ces capacités de stockage (ou leur rythme de construction), l'URER se déchargeant progressivement (2) sur le secteur privé, a décidé d'instituer un prix différentiel afin d'étaler les ventes : le prix pratiqué étant inférieur en morte saison (- 2 FMG/kg) et vice-versa (3). Nous verrons quelles ont été les conséquences de ce système.

Déjà surchargée par la commercialisation des inputs, l'URER n'a pas envisagé de prendre en mains la commercialisation de l'output : le paddy. On sait pourtant, que dans nombre d'endroits, le problème de la soudure est la simple conséquence du système de collecte.

Cependant, l'URER a suscité un certain nombre de tentatives de structuration du monde rural, notamment sous la forme de l'institution des Ventes Groupées de Paddy (VGP).

c. La structuration du monde rural (4)

L'idée que l'on trouve émise dans le II^e Plan quinquennal, est que la régionalisation des objectifs, c'est-à-dire en fait la spécialisation des régions selon les activités : élevage laitier, diverses sortes d'embouche, tabac, etc... devrait favoriser la structuration du monde rural, par la création de groupements de commercialisation, et la constitution à terme d'associations pré-coopératives" (5). Cette idée nous paraît juste dans la mesure où une mobilisation des masses paysannes ne peut intervenir que sur des objectifs communs et non disparates.

...

(1) Ce qui fait problème, c'est aussi le fait que l'engrais est un produit d'importation, et qu'en conséquence se pose la question du déchargement à Tamatave et du transport aux points de vente.

(2) Progressivement afin de surveiller les prix, poids et qualité pratiqués par les vendeurs.

(3) Nous y reviendrons plus en détail ultérieurement.

(4) Nous avons déjà dit de quelle manière ce point nous paraissait devoir être rattaché aux problèmes méthodologiques de la vulgarisation : les tentatives d'organisation paysanne doivent partir de la base et non pas être administrées d'en haut.

(5) cf. réf. n° 14 a (P. 3-4).

Le problème - sur lequel nous reviendrons- demeure néanmoins sur le point de savoir comment dépasser la "passivité" dans laquelle s'est enfermée la paysannerie et lui permettre de retrouver son initiative créatrice et libératrice (1).

Dans cet ordre d'idées, un essai a été tenté et mené à bien, semble-t-il ; il s'agit des Ventes Groupées de Paddy, action menée conjointement par l'URER et le Commissariat à l'Animation Rurale. Cette action n'a pas touché toutes les communes, puisque certaines sont déficitaires et donc officiellement ne vendent pas de paddy (2). Et bien que la commune où sera localisée notre étude n'ait pas connu de VGP, nous discuterons dans la IV^e Partie des leçons que l'on peut tirer de cette expérience.

Les VGP qui ont démarré lentement, sont estimées devoir évoluer comme suit au cours des 5 années du Plan (3) : de 500 tonnes (soit 1 % du total commercialisé) en 1970/71 à 15.000 tonnes (26 %) en 1974/75.

A partir de cette expérience, l'URER espère amener les groupes ainsi formés à d'autres actions collectives : crédit, micro-hydraulique, achats collectifs d'engrais..., et finalement à se transformer en véritables associations pré-coopératives.

Mais il est encore trop tôt pour faire le bilan des réalisations actuelles dans ces domaines.

*

* *

Ainsi l'URER Tananarive nous apparaît, à travers l'Opération Productivité-Riz et le projet tanety, comme un organisme de vulgarisation multidimensionnel.

...

-
- (1) L'émulation par les stimulants matériels ne peut être une bonne solution. Quant au prix décerné au paysan modèle, replacé dans le contexte actuel, il ne saurait mener bien loin (cf. réf. n° 14 e Annexe 9, p. 5).
- (2) On peut penser cependant que des ventes s'y effectuent pour subvenir aux besoins monétaires pressants.
- (3) cf. réf. n° 14 d (P. 10)

Il s'agit maintenant de voir l'autre aspect de la réalité : celui du vécu au niveau de la paysannerie. Pour cela, nous avons fait une étude de terrain ponctuelle : le village d'Antanimasaka (sous-préfecture de Manjakandriana).

CULTURE	B
Repiquage	5

QUOI FAIRE	COMMENT	POURQUOI
<u>ARRACHAGE</u>		
- Ne jamais arracher plus de 24 heures avant repiquage	- Echelonner si besoin l'arrachage	- Pour ne pas gêner la reprise des plants qui suffiraient d'un déracinement prolongé.
- Refermer ma main sous le collet	- En appuyant la tranche de la main sur le sol	- Pour ne pas casser les plants
- Tirer de côté		
- Secouer les plants	- Racines dans l'eau mais jamais sur un bâton ou sur le talon.	- Pour enlever la boue qui colle aux racines sans les abîmer.
- Trier et éliminer les plants chétifs ou cassés	- Rapidement en examinant la poignée arrachée	- Pour éviter ensuite les manquants ou les plants chétifs après reprise.
- Déposer les plants par paquet dans l'eau	- Racines dans l'eau jusqu'au transport vers les TB (1)	- Pour éviter l'exposition des racines au soleil
<u>REPIQUAGE</u>		
- Orienter la ligne de repiquage	- Lignes assez longues	- pour faciliter le travail à la houe
	- En tenant compte de la direction du vent, de l'inondation et de l'ensoleillement	- Pour éviter l'averse et avoir le maximum de soleil
- Approvisionner régulièrement les repiqueuses	- En répartissant régulièrement les bottes sur la TB	- Pour éviter les temps morts
- Vérifier fréquemment l'alignement		
- Vérifier le nombre de touffes au mètre	- En prenant 1 mètre et en vérifiant qu'il y a bien 15 touffes par mètre	
- Vérifier l'écartement entre les lignes	- 25 centimètres	
- A la fin faire compléter éventuellement les lignes	- Sur les bords de la TB	

(1) TB = "tanin bary" (rizières)

DIFFERENTES AMELIORATIONS DE LA CULTURE DU

CULTURE	B
Vary Aloha	7

	Repiquage en lignes - Sarclage	Méthode semi-améliorée	Méthode améliorée
Date de semis	Habituelle	Habituelle	Entre le 1 ^o juillet et 31 août
Dose de semences	Habituelle	12 kilogrammes par are	9 kilogrammes par are
Mode de semis	Habituelle	Habituelle	Aménagement de la TK (pépinière) Tri-trempage - Prégermination et couverture du semis
Engrais en T K (pépinière)	Habituel	Tous les engrais, y compris l'azote (SA) apporter en une seule fois à la mise en boue	Engrais P & K à la mise en boue Azote (SA) en couverture
Repiquage	En lignes	En lignes de 25 à 30 centimètres sur 7 à 9 centimètres par brin de 4 à 6 par touffe	En lignes de 25 centimètres sur 7 centimètres à deux brins par touffe
CELA EXIGE	Une houe rotative	Une houe rotative des engrais	Une houe rotative Des engrais Alimentation en eau continue donc de l'eau en juillet-août Des pépinières abritées contre les vents (brise-vent ou à l'abri d'une tanety)
ON PEUT AMELIORER EN PLUS PAR	Engrais en TB (rizière)	Engrais en T B (rizière)	Engrais en T B (rizière)
	Urée en couverture	Urée en couverture	Urée en couverture

DEFINITION = La causerie est un CONTACT EN GROUPE de façon à INFORMER à la fois un grand nombre de gens sur des sujets variés

LES CONTACTS	M
La causerie	1

QUOI FAIRE	COMMENT	POURQUOI
- Fixer les points de causerie	- 8 à 10 par cellule	
- Rendre la causerie officielle	- En invitant personnellement les autorités locales (RAD, maires,...)	- Pour donner plus de poids à la causerie
- Faire une grande publicité	- En prévenant 8 à 15 jours à l'avance - du sujet) affiches - de la date par { animateurs - de l'heure par { paysans { maires	- Pour que tous les paysans intéressés soient prévenus et toucher ainsi un plus grand nombre
- Préparer avec quelques leaders la causerie	- En leur indiquant les objectifs de la causerie - En leur remettant deux notices d'information - En les faisant participer à l'organisation	- Pour animer la discussion et vous soutenir
- Le jour même arriver avant l'heure	- En apportant le matériel nécessaire et les documents	- Pour voir comment disposer les gens, recevoir les personnes influentes
- Faire placer les gens	- En demi cercle	- Pour que tout le monde voit et entende
- Faire ouvrir la causerie	- Par une personnalité	
- Indiquer le sujet	- En donnant les grandes lignes de la causerie	- Pour centrer l'attention des auditeurs
- Développer votre sujet	- D'une façon CLAIRE, PRECISE, RAPIDE	
- Répondre aux questions		- Pour établir une discussion - Pour engager les paysans à prendre une décision
- Faire un résumé, conclure et remercier	- Rappelant les points importants	

DEFINITION = Le contact individuel c'est le "porte à porte". C'est une excellente méthode de vulgarisation. Mais elle prend du temps.

LES CONTACTS	
Le contact individuel	2

QUOI FAIRE	COMMENT	POURQUOI
Définir le but du contact	- Contact d'information	- Pour préparer une réunion - Pour s'entretenir avec le paysan de ses problèmes
	- Contact de décision	- Pour décider le paysan à agir
	- Contact de suivi	- Pour vérifier l'action du paysan et le conseiller
Rechercher au cours de la DISCUSSION les MOTIVATIONS qui vont aider le paysan à prendre sa décision et à agir	- En connaissant parfaitement : = le sujet = les problèmes du paysan	- Pour répondre aux questions - Pour accrocher la discussion!
	- En dialoguant avec le paysan = d'une façon ouverte = d'une façon coopérative = d'une façon progressive	- Pour observer, écouter, comprendre et s'adapter au paysan - Pour ne pas passer pour celui QUI SAIT mais CELUI QUI AIDE - Pour ne pas attaquer forcément d'entrée dans le vif du sujet
Résumer, conclure et déboucher sur une résolution de l'action	- En faisant la SYNTHESE de la discussion ou du Dialogue - En se mettant à la disposition du paysan	- Parce que le paysan DOIT décider LUI MEME.

LES CONTACTS	M
La réunion	3

On entend par réunion non pas la réunion spécialement provoquée par vous car c'est alors une causerie, mais les réunions naturelles.

Par exemple, si vous avez groupé les semis dans une vallée, pour une bonne organisation de votre travail, il est certain que les gens seront réunis le même jour ou par petits groupes en plusieurs jours pour pratiquer leurs semis.

C'est le cas par conséquent :

- des prégerminations
- des semis
- des repiquages
- des journées de traitement
- de la moisson.

C'est pour vous une occasion naturelle (les gens étant réunis, ils ne se plaindront pas que vous les réunissiez spécialement) pour contacter les paysans et faire passer vos messages qui peuvent être :

- une information
par ex. rappel de date limite d'achat des engrais à prix réduit
- un thème de vulgarisation
par ex. = La Houe Rotative = on peut en parler au semis pour la mise en boue, on doit en parler au repiquage pour les sarclages, on peut en parler à la moisson pour faire la relation entre rendement et sarclage et inciter les paysans à en acheter une pour la prochaine campagne.
- une démonstration de technique
par ex. = à l'occasion du semis, vous constatez qu'une opération est mal faite - vous faites alors une démonstration (fiche technique B)
- une démonstration des résultats
par ex. = à l'occasion de la moisson, vous pouvez emmener les paysans sur une rizière qui a reçu les doses d'engrais recommandées ou le 2ème azote.

DEFINITION = Elle est utilisée pour MONTRER une technique à un ou plusieurs paysans volontaires et intéressés. Elle peut se faire occasionnellement (voir M3) ou être provoquée : dans ce cas on réunit expressément les gens pour cette démonstration, ce sera souvent le cas pour les nouveaux adhérents.

LES CONTACTS	M
La démonstration d'une technique	4

QUOI FAIRE ?	COMMENT ?	POURQUOI ?
PREPARER LA DEMONSTRATION	<ul style="list-style-type: none"> - dans le cas d'une démonstration provoquée, il faut : <ul style="list-style-type: none"> - choisir le lieu - fixer les rendez-vous 8 à 10 j à l'avance - préparer le matériel - dans les autres cas, pas de préparation spéciale 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour réunir une dizaine de paysans au maximum.
PHASE D'INSTRUCTION	<ul style="list-style-type: none"> - Rappeler l'objet de la démonstration - Introduire la séance = en partant d'une observation, d'une remarque ou d'un exemple. - Etablir un DIALOGUE, une discussion - Répondre aux questions ou objections des paysans 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour centrer l'attention des paysans sur le thème de la démonstration - Pour FAIRE DECOUVRIR et FAIRE COMPRENDRE aux paysans les avantages du thème vulgarisé
PHASE D'APPLICATION	<ul style="list-style-type: none"> - Placer les gens de façon qu'ils voient TOUS clairement ce que vous allez faire - Montrer aux paysans comment on fait (F.B) <ul style="list-style-type: none"> - en découpant en phases (points clefs) - en expliquant simultanément le POURQUOI - Répondre aux questions des paysans 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour que les paysans voient et comprennent COMMENT IL FAUT FAIRE
PHASE D'EXECUTION	<ul style="list-style-type: none"> - Faire faire aux paysans le travail correspondant au thème 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour voir s'ils ont bien compris donc si vous avez bien enseigné - Pour corriger les erreurs
PHASE DE CONCLUSION	<ul style="list-style-type: none"> - Conclure la démonstration en rappelant les points importants 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour que les paysans prennent la décision d'agir comme vous leur avez montré et enseigné

DEFINITION = Elle a pour but de montrer un résultat qualitatif ou quantitatif d'une technique agricole (ex. = l'aspect d'une TB avec 2è azote - la levée régulière des semences prégermées - la récolte). Elle peut se faire occasionnellement (M3) ou au cours des visites organisées.

LES CONTACTS	M
La démonstration d'un résultat	5

QUOI FAIRE ?	COMMENT ?	POURQUOI ?
PHASE DE PREPARATION	<ul style="list-style-type: none"> - Définir précisément ce qu'on veut démontrer et les moyens à mettre en oeuvre. - Choisir le paysan où se fera la démonstration - Préparer le paysan 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour qu'il comprenne le but et le service qu'on attend de lui
PHASE D'INFORMATION	<ul style="list-style-type: none"> - Expliquer ou faire expliquer (c'est mieux) par le paysan volontaire - la technique et les moyens qu'il a utilisés - les résultats obtenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour que les paysans comprennent COMMENT a été obtenu le résultat
PHASE DE DISCUSSION	<ul style="list-style-type: none"> - Faire discuter les paysans sur ce qu'ils ont vu - Répondre à leurs objections avec l'aide du paysan volontaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Parce que c'est au cours du dialogue que vous découvrirez les réticences des paysans et que vous pouvez mieux les combattre
PHASE DE CONCLUSION	<ul style="list-style-type: none"> - Rappeler les grandes lignes de la technique qui a abouti au résultat objet de la démonstration - Définir les moyens nécessaires pour appliquer cette technique 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour que les paysans SE DECIDENT à appliquer la technique

LES CONTACTS	M
Les contacts des petits groupes	6

Il peut exister (ou vous pouvez susciter leur création) des groupes qui se constituent à l'occasion :

- d'un groupage de pépinières ou de semis ;
- d'un groupage pour la vente du paddy ;
- d'un groupage pour l'approvisionnement (engrais, etc...).

Puisque ce groupe existe, vous devez l'utiliser pour faire passer vos messages et pour contacter les gens.

Il est bon de faire choisir par le groupe un responsable auprès duquel vous agirez par contact individuel. Ce sera votre correspondant sur le terrain - vous pouvez même lui confier quelques responsabilités, par exemple :

- suivre les paysans du groupe pour une technique précise (conduite de l'eau...)
- réunir les paysans pour une démonstration (M4) ou une réunion d'information.

Ainsi par l'intermédiaire d'un groupe, animé par un responsable, vous simplifierez votre travail et vous aiderez les paysans à :

- se structurer
- prendre en charge leurs responsabilités
- s'organiser.

Vous jouerez-là un rôle de formateur des paysans.

COPYRIGHT O.R.S.T.O.M. 1973

**LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN
DESTRUCTURATION**

Jacques CHARMES

L'opération productivité-riz et le projet
« tanety » de mise en valeur des collines
à Antanimasaka (Manjakandriana)

TOME 2



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE TANANARIVE - MADAGASCAR - B.P. 434



FEVRIER 1973

CHARLES Jacques

ECONOMIE

Rapport d'élève 1ère année - 1971

LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN
DESTRUCTURATION

L'OPERATION PRODUCTIVITE-RIZ ET LE PROJET
"TANETY" DE MISE EN VALEUR DES COLLINES
A ANTANINASAKA (MANJAKANDRIANA).

JOURNAL DE TERRAIN

Février - Juin 1971

AVERTISSEMENT

Ce journal de terrain a été écrit entre le début du mois de février et la fin du mois de juin 1971.

Comme son nom l'indique, ce n'est qu'un journal où nous avons noté nos impressions au jour le jour, avec tout ce qu'une telle démarche comporte d'inexactitudes, répétitions, préconceptions, perceptions partielles des faits observés.

Le lecteur ne doit donc y voir que l'itinéraire d'une démarche qui se cherche. La théorisation des données recueillies fait l'objet de la IV^e partie, et c'est seulement dans la V^e partie (à paraître) que nous tirerons les leçons méthodologiques de cette expérience.

Nous devons dire que deux ans après avoir écrit ce journal, nous en percevons aujourd'hui les nombreuses naïvetés, car ce journal est non seulement un journal de terrain, mais encore le journal d'un débutant, aux prises pour la première fois avec ce genre de problème. La V^e partie tiendra d'ailleurs compte de l'expérience accumulée depuis ce temps-là. Il faut dire, de plus, que ce journal n'a pu exister que parce qu'il s'agissait d'une expérience de débutant; un homme de terrain expérimenté ne ressentant généralement pas le besoin - sans doute à tort - de noter ses impressions.

Signalons enfin que nous avons opéré quelques ^{coupures}, afin de rendre la lecture moins fastidieuse, notamment en ce qui concerne les réponses aux interviews.

IIIème PARTIE

JOURNAL DE TERRAIN (1)

Le premier problème qui se posa fut celui du choix du terrain sur lequel nous aurions à travailler, à l'intérieur de la sous-préfecture de Manjakandriana.

Pour cela, nous prîmes contact avec des techniciens de sociétés d'études ayant eu ou devant avoir l'occasion de travailler dans cette région, ainsi qu'avec le chef de la zone de Manjakandriana (cadre de l'URER). Il nous fut ainsi possible d'opérer une classification des communes selon les bons ou mauvais résultats obtenus par l'OPR et le projet tanety.

C'est ainsi qu'il apparut que la commune de Sadabe, au Nord de la zone, était celle qui posait le plus de problèmes aux vulgarisateurs. Les raisons qui en étaient données divergeaient d'ailleurs. Selon les uns, l'échec était dû à la décision de l'URER de lier les divers types de crédits entre eux, notamment en ce qui concerne l'élevage, activité particulièrement importante dans la région. Les techniciens de l'URER par contre donnaient trois raisons. L'une, l'influence gardée par les Anciens - les "ray aman-dreny" - ne nous paraît pas suffisamment explicative. Les autres semblaient plus pertinentes : le déséquilibre population-ressources ne serait pas sensible dans cette commune ; d'autre part, pratiquant des cultures rémunératrices sur leurs tanety (tomates et oignons), les habitants de Sadabe seraient peu enclins à "cultiver de l'herbe" (fourrages).

Tout le monde fut d'accord, en tout cas, sur les difficultés de pénétration dans cette commune. C'est pourquoi nous écartâmes cette solution, car mieux vaut ne pas multiplier les difficultés pour un premier terrain. Mais le cas méritait d'être retenu pour une étude ultérieure.

...

(1) Cette III^e Partie pourra être lue en dernier lieu par ceux qui seraient désireux de suivre un ordre plus classique.

Finalement, deux communes furent retenues que rien ne semblait distinguer; en apparence du moins, puisque les qualificatifs qui leur étaient attribués par l'URER étaient les suivants :

- Antanimasaka : riz-bien ; tanety-moyen.
- Ambohitrolomahitsy : riz-moyen ; tanety-moyen.

Mais avant de nous rendre sur le terrain pour prendre les premiers contacts, un conseil nous fut octroyé à maintes reprises concernant l'objet de l'étude : celui-ci ne doit être qu'un prétexte (1), l'essentiel étant la mise au point d'une méthode d'approche, à travers la saisie des relations "vazaha"-paysans (2), par le double intermédiaire des relations assistant-paysans, assistant-chercheur. L'objet de l'étude étant lui-même à la limite, les rapports entre vulgarisateurs et paysans.

Or nous verrons, dans la suite de ce texte, que cet objet réel, - la perception de cette triple relation - qui disparut très vite de notre champ de conscience, fut en fait toujours et partout présent, bien que nous n'en ayons pas eu conscience.

Fort de ces conseils, et en compagnie de Jean Chrysostome qui sera notre collaborateur malgache, cumulant les tâches d'interprète et de guide, et dont le rôle principal sera de nous éviter de faire de faux pas dans une société que nous ne connaissons pas encore, nous nous rendîmes à Ambohitrolomahitsy, le 2 février, non sans quelque inquiétude ou appréhension. Munis du papier officiel signé du chef de la province de Tananarive expliquant le but de notre étude et demandant aux autorités administratives comme aux administrés de se prêter à nos questions, nous partîmes accompagnés d'un technicien de l'URER.

Après avoir retrouvé le chef de secteur, nous allâmes à la mairie où les agents de l'URER exposèrent le but de notre "enquête". Ce dernier mot eut pour effet de faire sortir le maire de sa sérénité. Lorsque l'OPR a débuté à Ambohitrolomahitsy, les choses ont très bien marché ; pendant 6 ans, les paysans ont suivi les consignes des vulgarisateurs (repiquage en lignes, etc...) ; le maire était fier de sa commune. Or, lors de la dernière campagne, les paysans se sont vus

...

-
- (1) Prétexte nécessaire certes, car il ne saurait y avoir de méthode sans objet.
(2) Le terme "vazaha" désigne les étrangers européens.

confrontés avec une augmentation du prix des engrais. Depuis, la quasi-totalité des paysans ont abandonné la méthode améliorée. Et effectivement, lorsqu'on suit la route qui mène à Ambohitrolomahitsy, on voit quelques parcelles repiquées en ligne, au milieu d'une multitude de parcelles repiquées en foule. Avant même notre arrivée au village, on sentait que la méthode améliorée n'était appliquée que marginalement. Pourtant cette commune nous a été présentée par le chef de ZER, comme marchant moyennement, en ce qui concerne la riziculture améliorée. Le maire nous dit (et nos observations au hasard du chemin le corroborent) que la riziculture améliorée ne marche plus du tout. Il a honte de sa commune ; lors des assemblées à la capitale, il "tonne", il se plaint de ce que l'URER mette en péril l'opération pour des "affaires commerciales" (augmentation du prix des engrais) qui se moquent des paysans. Ce sont les paysans qui y voient une "affaire commerciale". Le maire a essayé de leur expliquer que c'était normal qu'il s'agissait d'une compagnie et non de l'URER. Cette augmentation des prix, jointe à une augmentation des impôts de 500 FMG (= 4.000 FMG) cette année, fait que les paysans n'ont plus assez d'argent et ressentent très durement la période de soudure.

Le maire n'hésite pas à parler des bureaucrates de l'URER, qui décident des choses "sur la table", mais ne se rendent pas compte de ce que signifient leurs décisions pour les paysans. "Ils" ne sont jamais venus vivre avec eux ; "ils" ne savent pas ce que c'est. "Le fanjakana⁽¹⁾ a dépensé de l'argent en vain", se lamentait-il. Et le maire de prédire un avenir mouvementé (2).

Il semble par ailleurs que devant cette évolution, on ait voulu user d'autorité pour pousser les paysans à continuer la méthode améliorée, mais que cela n'ait pas réussi, si ce n'est marginalement. Pourtant, d'après Jean Chrysostome, le maire a l'air d'être une personnalité très écoutée et très respectée.

Finalement, après que nous ayons bien expliqué que nous n'appartenions pas à l'URER, mais que nous voulions faire une étude pour comprendre les problèmes des paysans et vivre avec eux, le maire a quitté sa colère et s'est montré, au contraire, très satisfait de cette initiative, bien que doutant des réponses et des résultats que "ces jeunes gens" pourraient obtenir des paysans, qui d'après lui sont très attachés aux coutumes et très durs à amener vers le progrès. Il nous assure de son soutien et nous propose de nous loger dans une maison réservée au service médical et nous remercie encore de bien vouloir aider les paysans à "progresser".

...

(1) "fanjakana" = administration.

(2) Allusion probable à un raz de marée resampiste pour les prochaines élections (tendance du Ministre de l'Intérieur d'alors).

C'est J.A. Dupont qui s'occupera de l'étude de cette commune.

*

* *

Et deux jours plus tard, le 5 février, le chef de la ZER de Manjakandriana nous conduit à Antanimasaka. Situé à 80 km au Sud-Est de Tananarive, légèrement à l'Ouest de la zone inter-lacustre Mantasoa-Tsiazompaniry, la commune d'Antanimasaka apparaît comme difficile d'accès, surtout en saison des pluies. Pourtant nous rencontrerons des camions et des taxi-brousse sur la piste.

La durée du voyage nous permet en tout cas de discuter longuement avec le chef de ZER.

Celui-ci fait d'abord une mise au point à propos d'Ambohitrolomahitsy dont nous lui parlons. Il n'y a pas eu en fait augmentation du prix des engrais, mais l'URER a fait varier le prix au cours de la campagne afin de décongestionner les achats d'engrais en période de pointe. Ainsi le prix a été abaissé de 2 FMG dans la période qui précède ; il est revenu au niveau habituel en période normale, puis a été augmenté de 2 FMG dans la période qui suit (afin que l'URER puisse récupérer une partie de la subvention de première période). Ces variations ne concernant que l'URER, les régions placées sous l'autorité du MAER exerçaient un effet négatif lorsque les paysans ont comparé les prix plus élevés de 2 FMG par rapport à ceux pratiqués dans des régions voisines.

Deux ambiguïtés demandent à être levées à Ambohitrolomahitsy :

- 1 - Les autorités administratives devaient être parfaitement au courant du système de prix mis en vigueur sur l'URER. Pourtant, elles n'ont pas donné la bonne explication à leurs administrés (cf. plus haut). Pourquoi ?
- 2 - D'autre part, seulement 20 à 25 % des exploitants ont dû payer leur engrais à un prix majoré de 2 FMG. Or ces 25 % ont entraîné un abandon de la part de la majorité des exploitants. Pourquoi ?

Le chef de ZER estime que dans bien des cas, l'analyse explicative devra être faite en termes politiques : le repiquage en ligne passe pour une opération

...

du PSD, et l'AKFM (1) aurait exploité ce bruit lors des élections de septembre 1970, en promettant de ne plus l'imposer.

Il cite le cas d'un animateur rural qui conseillait aux paysans de ne pas pratiquer la méthode améliorée. Le cas aussi d'un notable qui disait avoir expérimenté la méthode améliorée et s'être rendu compte qu'elle ne donnait pas de meilleurs rendements. Il la pratiquait en fait, faisant les diverses opérations de culture, en fin de période, et vendant sa production aux paysans, au moment de la soudure. Ceci tend à prouver que l'accroissement de la production se heurte aux intérêts particuliers de certains notables, plus particulièrement les usuriers et les commerçants. C'est pour cette raison que l'URER s'est préoccupé de crédit et de commercialisation. D'autre part, le sarclage à la houe allège le travail des femmes et a tendance à les émanciper. Ce qui ne manque pas d'effrayer les hommes. (cf. aussi transport de l'engrais à la place du fumier).

Les cultures sur le bord de la route Tananarive-Tamatave, où l'on voit peu de repiquage en ligne, exercent un effet de démonstration négatif sur les paysans. Les paysans se rendent compte qu'il y en a qui ne la pratiquent pas. Pour quelles raisons inconnues d'eux ? Y a-t-il des inconvénients qu'on ne leur aurait pas dits ? On a donc le droit de ne pas repiquer en ligne, si on le désire ? Ceci permet de se demander si la méthode améliorée n'a pas bénéficié dans une certaine mesure d'une implantation plus ou moins coercitive, par l'intermédiaire des notables par exemple. Là encore, on retombe sur l'analyse en termes politiques.

Le chef de ZER nous parle encore des Androrosy, mendiants de père en fils car la coutume dit : "il vaut mieux mendier que voler". Mendiants à Tananarive, ils sont gros propriétaires de terres qu'ils donnent en métayage, et usuriers dans leurs villages. Nous verrons plus loin quel rapport ils ont avec l'étude entreprise.

Comme nous approchons, la conversation tombe sur la commune d'enquête. La commune d'Antanimasaka est de date récente. Autrefois, elle était rattachée à la commune d'Ambohitrandriamanitra, qui est aussi le canton. Les habitants de la région ont demandé à former une commune séparée d'Ambohitrandriamanitra, en raison de la "différence de mentalité". Le premier chef-lieu de la nouvelle

...

(1) PSD : Parti Social Démocrate au pouvoir à l'époque.

AKFM : Parti du Congrès pour l'Indépendance de Madagascar : opposition légale.

commune fut Merikanjaka dont le premier maire était originaire. Le nouveau maire (actuel), originaire d'Antanimasaka, a transféré dans ce village le chef-lieu de commune ¹. Ainsi l'histoire d'Antanimasaka semble être au départ, l'histoire d'une double rivalité. Au niveau de la nouvelle commune, cette rivalité se traduit par la construction d'un centre sanitaire à Antanimasaka, qui fera double emploi avec celui de Merikanjaka.

L'OPR à Antanimasaka, est selon toutes les sources (SEDES (1), URER, Maire) une réussite complète : la preuve c'est que les femmes n'y ont plus besoin de ficelle pour repiquer en ligne, en raison de leur longue habitude. 95 % des paysans pratiquent la méthode améliorée ; les seules terres à ne pas être mises en valeur par cette méthode étaient des terres qui ne pouvaient l'être. Au départ, les paysans ont pratiqué la méthode traditionnelle sur une partie de leurs terres, et la méthode améliorée sur une autre partie. Ils ont comparé les résultats et se sont mis à la méthode améliorée.

Cependant cet optimisme doit être tempéré à l'heure actuelle. Pour la première fois cette année, on a en effet enregistré plusieurs abandons. Quelles sont les raisons de ces abandons ? Sont-ils le départ d'une tendance qui va s'affirmer ?

Ce qui est intéressant à Antanimasaka, c'est que cette réussite (même si elle est en déclin) fait face à un rejet relatif de la méthode améliorée qui n'est appliquée qu'à 50 % dans la commune d'Ambohitrondriamanitra ("ces gens qui ont une mentalité différente"). On dit qu'Ambohitrondriamanitra serait influencé par les Androrosy (cf. plus haut).

L'accueil du maire d'Antanimasaka fut très cordial. Il nous dit que dans sa commune tout marche bien et qu'il espère que nous oeuvrerons pour le progrès de l'agriculture malgache. Ici les gens n'ont pas peur des étrangers et il n'y a plus depuis longtemps de "mpaka-fo" (2). Les gens apprécient beaucoup les "mpanao fanjakana", agents de l'Administration, qui ne leur ont fait que du bien. Il se propose de nous présenter aux Anciens, les "Ray aman-dreny", et jusqu'aux villages les plus reculés, notamment un village à l'autre extrémité de la commune (12 km),

...

(1) Société d'études du Développement Economique et Social

(2) "voleurs de coeurs" : c'est en prenant le coeur des malgaches que les étrangers auraient acquis leur puissance.

Miarinarivo, où se sont installés, voici plusieurs années, des gens qui ont été chassés de Tsiazompaniry où l'on construisait le barrage. Depuis, ils sont restés très méfiants, craignant toujours qu'on ne vienne les chasser de leurs terres.

Le chef de ZER nous dit également que le moniteur de l'URER est ici très dynamique, et que la réussite de la méthode améliorée lui est imputable en grande partie.

*

* *

Nous revenons à Antanimasaka le mardi 9 février. Ce qui nous donna l'occasion de constater l'importance du marché de Talata-Morokay qui draine un nombre impressionnant de gens, venant surtout du Nord, plutôt que du Sud (semble-t-il).

C'est aujourd'hui que Jean Chrysostome doit s'installer au village. Durant le voyage, celui-ci me fait part d'une conversation avec l'un de ses oncles, originaire de la région. Les villages de Miadanandriana et d'Ambohitrandriamanitra, ou plutôt leurs habitants seraient considérés comme des "mpaka ra" (buveurs de sang) par les autres habitants de la région. Ces deux villages sont riches par rapport au reste de la région. On m'a déjà parlé des "mpaka ra", à rapprocher du terme "exploiteurs". Les "mpaka ra" seraient des gens qui auraient fait fortune sur le dos des autres (usure, etc...). Et il y a sans doute là l'un des éléments d'explication de la scission de la commune.

Certaines paroles rapportées par Jean Chrysostome, sur la couleur de la peau des habitants de la commune d'Antanimasaka (plus noire) font qu'il faut se demander si cette commune n'est pas peuplée d'anciens esclaves, ce qui pourrait expliquer son dynamisme hors du commun ; la réussite économique constituant pour eux le moyen le plus direct de gravir la hiérarchie sociale. Ainsi s'expliquerait peut-être aussi la considération et l'amitié dont jouissent "vazaha" et "fanjakana" dans ce village. Mais tout ceci demande évidemment à être vérifié.

Jean Chrysostome s'installe dans une pièce attenante à la mairie. Les enfants de l'école nous observent de loin, s'enfuyant dès que nous apparaissions.

...

Une fois débarqués le sac de riz et le sac de pommes de terre, je prends congé de nos hôtes. Ceux-ci s'étaient étonnés de notre provision de riz : non pas que nous ayions fait des provisions, la période de soudure a déjà commencé pour certains, mais du fait que nous ayions l'intention de manger du riz ! Au moment du départ, le maire me demande de prendre un jeune homme (non originaire du village) jusqu'à Manjakandriana. Les quelques mots que mon passager me dira en français seront pour m'expliquer qu'à Antanimasaka, les jeunes filles sont "faciles" (sourire entendu).

Cette journée m'aura en tout cas appris ce que signifie d'être enfermé dans la condition de "vazaha" et de "fanjakana".

*

* *

Ce n'est qu'une douzaine de jours plus tard que nous viendrons habiter au village. En attendant Jean Chrysostome, par sa présence et ses conversations avec les habitants, va essayer de leur expliquer le but de notre étude et le rôle que nous allons y jouer.

*

* *

Dupont, retour de terrain, m'explique que des paysans d'Ambohitrolomahitsy lui ont dit que certains types d'engrais n'étaient pas bons (1). Un agronome m'éclaire sur ce point. Au départ l'URER avait demandé à l'IRAM (2) de faire des études pédologiques afin de déterminer un ensemble d'engrais applicable en moyenne sur l'ensemble de la région, c'est-à-dire sans tenir compte des variations régionales ou locales, ce qui aurait compliqué les choses au départ et augmenté les coûts. Ainsi s'explique que certains types d'engrais puissent s'avérer inefficaces à certains endroits.

...

(1) Certains engrais, mal adaptés aux conditions locales, peuvent même faire durcir la terre, et rendre le labour plus difficile.

(2) Institut de Recherche Agronomique de Madagascar.

Il faudrait dès lors savoir si l'URER a l'intention de tenir compte des doléances des paysans, doléances pouvant être recueillies par les vulgarisateurs de cellules et remontant jusqu'aux chefs de ZER. Bien sûr, une telle prise en compte risquerait de grever assez considérablement les coûts de la commercialisation de l'engrais ; mais en cas contraire, ne risque-t-il pas d'en résulter une désaffection vis-à-vis de la méthode améliorée, ou tout au moins une méfiance vis-à-vis des agents de l'URER ? La vente des engrais aux paysans ne risque-t-elle pas de passer pour une vulgaire "affaire commerciale" aux yeux des paysans ?

Cela me rappelle la conversation avec le chef de ZER de Manjakandriana. Jean Chrysostome lui expliquait que dans son pays, à Ambatolampy, les gens qui s'occupaient de la commercialisation des engrais, faisaient un mélange de deux types d'engrais dans un même sac, parce que les paysans, ayant remarqué qu'une certaine catégorie d'engrais était inopérante, ne voulaient plus en acheter. Les commerçants, voulant liquider leurs stocks, ou peut-être même, l'URER continuant à les alimenter avec ce type d'engrais, ils s'en débarrassaient comme ils pouvaient.

*

* *

Lundi 15 et mardi 16 février =

Depuis une semaine, Jean Chrysostome a commencé à prendre contact avec les habitants du village. De ses entretiens, il ressort plusieurs points importants qui demanderont à être vérifiés pour confirmation :

- En ce qui concerne la structure de la population, elle se répartirait à peu près également à l'échelle de la commune entre catholiques et protestants. Il en est de même de la répartition entre Hova et "Noirs"⁽¹⁾, sans que l'on ait parlé de corrélation entre les deux (à voir). Le village d'Antanimasaka lui-même est essentiellement composé de Hova et de catholiques. Quelques unités seulement se rendent au petit temple protestant situé dans le hameau voisin, visible d'Antanimasaka. L'école est celle de la paroisse, et les paysans paient une somme globale

(1) Hova = ancienne caste des hommes libres.
"Noirs" = Andevo = ancienne caste des esclaves.

très importante pour "l'écolage" de leurs enfants. Une évaluation sera nécessaire pour voir le poids supporté par chaque famille.

Le curé vient une fois par mois visiter les villageois. Le denier du culte étant récolté par son catéchiste. Le fait que la quête du dimanche précédent ait été en faveur des sinistrés du Pakistan me laisse rêveur, car j'ai tendance à mettre en parallèle l'isolement et le dénuement relatifs du village.

- Le nom du village, Antanimasaka (= terre fertile) aurait été conseillé par des gens de passage, qui, voyant les riches cultures maraîchères (melons) portées par les champs, s'extasiaient sur la richesse de cette terre. Il semble que ce temps là soit fini, puisque les "tanety" ont l'air d'y être très peu mises en valeur, si ce n'est par des plantations d'eucalyptus, qui procurent du bois et du charbon (ce serait d'ailleurs un des moyens de se procurer de l'argent ici).

Les gens d'ici se disent pauvres, mais il paraît que si l'on considère les régions avoisinantes par comparaison, on aurait plutôt tendance à conclure qu'ils sont relativement aisés (les toits en tôle sont en proportion importante). Il y a cependant peu de bétail. Mais surtout, selon les informateurs de Jean Chrysostome, le village ne connaîtrait pas, ou du moins assez peu, la soudure. La sagesse des gens leur aurait fait comprendre qu'il ne faut pas vendre au moment de la récolte, car il y aura juste assez de riz pour tenir jusqu'à la récolte suivante. D'autre part, certains habitants de la commune (deux surtout) semblent posséder plusieurs magasins importants dans le Nord de l'île (Diégo-Suarez).

Cependant une caractéristique très importante des exploitations agricoles d'Antanimasaka serait la suivante : les habitants partent à la recherche de salaires, tout ou partie de l'année à Tananarive, et font travailler leurs champs par des journaliers. Il y a là un phénomène intéressant ; si l'on se reporte à l'analyse faite par D. HARDEL (1), cette catégorie d'exploitation rentre dans sa typologie en corrélation avec l'origine Andevo des exploitants. La question que l'on peut se poser et qu'il serait d'un grand intérêt de résoudre est la suivante : cette caractéristique est-elle la preuve d'un dynamisme progressif ou récessif du point de vue de l'exploitation agricole ? Autrement dit, la poursuite d'une activité agricole par journaliers interposés, sert-elle seulement d'appoint par

...

(1) D. HARDEL : Analyse économique d'exploitations agricoles de l'Imerina.
in Bulletin de Madagascar n° 276 mai 1969.

rapport au salariat ou aux activités rémunérées ? ~~Ceux-ci tenaient-ils~~ à prendre une importance croissante ? Sommes-nous en face d'un transfert progressif de population vers le secteur secondaire ou tertiaire ? Ou au contraire, l'activité salariée ou rémunérée est-elle destinée à développer et à moderniser l'activité agricole, qui n'était pas jusqu'à présent suffisamment lucrative, étant donné l'origine Andevo des paysans ? Si tel est le cas, ne risque-t-il pas de se développer une contradiction : les jeunes qui partent se salarier sont soumis à toutes les "tentations" de la ville, et le retour au village risque d'être pénible. Pourtant les vieux qui ont poussé les jeunes à partir, l'ont fait dans l'espoir d'agrandir les terres, ou de moderniser la mise en culture. Mais si personne ne veut plus rester sur la terre, à quoi bon ? Dans ce cas là, il se pourrait qu'on assiste à des mises en location des terres, et à un développement du métayage. Mais ce ne sont là que des hypothèses.

Le métayage existe actuellement, mais il ne semble pas à première vue, très important.

En ce qui concerne la méthode améliorée de riziculture, il semble que :

- 1) bien que le repiquage en ligne soit généralisé autour d'Antanimasaka, toutes les directives ne sont pas toujours respectées (doses d'engrais, espaces entre les lignes, date des opérations...).
- 2) certains paysans feraient exprès de ne pas suivre exactement les indications données par le chef de secteur, pour pouvoir critiquer (information donnée par le chef de secteur lui-même).
- 3) les dernières élections communales furent très agitées, paraît-il. Et les quelques abandons constatés cette année pour le repiquage en ligne, en seraient issus.

Autres indications éparses :

- 1) La scission d'Antanimasaka et d'Ambohitrandriamanitra daterait de l'indépendance. Toujours rien de nouveau à ce sujet = "différence de mentalités".

A la sous-préfecture, on nous a indiqué que du point de vue administratif, une telle scission ne se justifiait pas, étant donné le faible nombre d'habitants du canton. Mais on n'a pas été au delà de cette indication. A noter que l'on nous a donné l'autorisation (verbale) de consulter les documents sur le canton et la commune.

- 2) La commune se serait appelée "commune de Merikanjaka", mais le chef-lieu aurait toujours été Antanimasaka. Il y a toutefois un centre médical à Merikanjaka. La chose n'est pas claire (à approfondir).
- 3) Le maire précédent était également originaire d'Antanimasaka. Il est mort. Des enfants ont raconté à Jean Chrysostôme qu'ils l'avaient entendu frapper à la machine dans sa mairie, un soir, il y a quelque temps (à approfondir).

Premiers pas au village =

Le lundi, nous avons visité la maison que le maire nous proposait. Elle appartient à son frère, n'a pas été habitée depuis longtemps, et semble être la plus belle et la plus grande du village.

Un autre logement nous était proposé. On ne nous l'a pas fait visiter, et on nous l'a tout de suite déconseillé. J'ai la vague impression de m'être fait avoir. Après que j'eus donné mon accord pour la grande maison, on m'a dit que dans l'autre, on n'aurait eu que le rez-de-chaussée, les habitants demeurant au premier étage : on risquait de se gêner. Mais il ne m'a pas été précisé si ce sont les habitants de la maison qui ont librement proposé cette solution ou non.

Bref, il fallait donc demander l'accord du frère du maire, le propriétaire, lequel habite à Isotry, à Tananarive. Le gendre du maire s'est proposé pour aller demander cet accord (cela lui faisait plaisir d'aller à Tananarive, semble-t-il). Nous sommes donc partis le lundi après-midi. Je suis revenu le chercher le lendemain matin à 8 H. Il m'attendait avec 2 sacs de ciment et 3 pots de peinture pour "arranger la maison". Un ouvrier sera nécessaire pour ce travail, j'é l'ai appris par la suite. Quant au prix de location, c'est un secret !

Etonné de ne pas voir Nicole, ma femme, il me demande la raison de son absence. Pour que personne ne soit gêné par mon retour le lendemain (uniquement pour ramener le gendre), j'avais dit en effet que j'en profiterais pour amener Nicole. Des villageois étaient d'ailleurs prévenus de nos intentions dès le départ. Ayant cru comprendre qu'on l'attendait plus ou moins au village, je suis revenu la chercher. Le gendre a fait mine de vouloir monter avec moi. Je l'ai donc invité à prendre une bière. Or, le soir au moment de mon départ d'Antanimasaka, le maire a fait un discours pour s'excuser de sa modeste demeure, et pour me souhaiter d'aller loin dans les échelons du "fanjakana" (pur hasard peut-être).

Au retour de Tana, nous avons rencontré des paysannes s'en retournant du marché de Talata-Morokay. C'est dire que tout le monde va pouvoir deviser sur le couple de "vazaha". Les gens en tout cas, semblent peu à peu s'habituer à nous.

Enfin, un "ray aman-dreny" nous a fait un grand salut, alors que nous déambulions dans le village. J'ai répondu à son salut, mais nous aurions peut-être dû nous arrêter.

*

* *

C'est le lundi 22 février que nous emménageâmes, en face de l'école pour les petits, de telle sorte que les enfants passèrent une bonne partie de leur récréation à nous observer de loin, nos apparitions soudaines créant de rapides débandades et de formidables cris. La légende du "mpaka fo" est-elle donc vraiment oubliée, comme le maire nous l'a répété plusieurs fois ?

Cependant, Jean Chrysostome s'était fait un ami en la personne de Petit-Jean garçon de 12 ans, chargé de nous approvisionner avec l'eau du puits de ses parents. Et c'est lui qui nous accompagna du côté du village d'Ambohinaorina (à 2 km au Sud-Ouest d'Antanimasaka), lorsque nous eûmes terminé le déménagement.

Car lorsque les diverses opérations de rangement eurent fini de nous occuper, une singulière gêne s'empara de moi. Que faire pour finir cette journée ? Chacun vaquait à ses occupations ordinaires ; et nous, qu'étions-nous donc venus faire ici ? Comment de tranquilles villageois peuvent-ils interpréter la venue d'un étranger au milieu d'eux, sinon en le présentant comme un empêcheur de tourner en rond ou un espion ?

C'est alors que toutes les justifications préalables que le chercheur de terrain néophyte peut se donner, toutes les conduites à adopter qu'il a pu envisager auparavant, tombent irrémédiablement, d'un seul coup. Et il se retrouve seul devant la réalité d'un rapport qui lui préexiste : le rapport qui oppose les paysans à l'étranger blanc, qui fut le colonisateur, et qui appartient encore aujourd'hui au "fanjakana".

...

Dans la nature au moins, peut-être échapperais-je à ce vertige. C'est la raison qui me poussa à aller faire une promenade. Mais lorsque la nuit fut tombée et tandis que je lisais à la lueur de la bougie les notes qu'avait écrites Jean Chrysostome (indications sur la taille et les diverses occupations des familles), le nécessaire abandon de tout ce que mon imagination avait pu inventer concernant la méthode d'approche, notamment sa non-directivité, m'apparaît évident. J'avais, sous peine d'incompréhension de la part des villageois, un rôle à jouer. Et ce n'était pas un rôle que de discuter au hasard des sujets et des rencontres. Mais dans quelle mesure cette réaction "à chaud" ne me fit-elle pas tomber dans l'excès contraire ? Je rédigeai en effet un questionnaire dont la directivité m'apparaîtra après coup.

Type de "kabary" (discours) introductif
et questionnaire

Nous vous remercions pour l'accueil que vous nous avez réservé à Antanima-saka. Nous ne sommes pas des envoyés du "fanjakana", ni de l'URER, mais nous faisons une étude pour voir quels sont les problèmes qui se posent à vous, agriculteurs.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous les Anciens qui avez beaucoup d'expérience. C'est pourquoi aussi, nous venons vivre avec vous et comme vous, travailler aux champs, car nous pensons que c'est en vivant chaque jour comme vous, que nous pourrions mieux comprendre quels sont vos problèmes, et comment on peut essayer de les résoudre.

Nous profitons donc de votre expérience pour vous demander quelques renseignements sur la culture du riz et d'autres problèmes.

1. Comment vous-êtes-vous mis à la méthode améliorée de riziculture ? (historique de l'introduction et de l'extension de la méthode améliorée) :

- Arguments et action du vulgarisateur.
- Comparaison des récoltes obtenues avec les 2 méthodes.
- Exemple des voisins ou des communes voisines.

...

2. Que pensez-vous de la méthode améliorée de riziculture ?

- Production accrue ou non ? Pourquoi ?
- Coût de la méthode. Adaptation conséquente des comportements.

1) crédit pour engrais.

2) économie d'engrais sur les doses.

(Peur devant l'insuffisance des semences en pépinières ?)

- Gain de travail : pour le sarclage, le travail des femmes est bien allégé. Qu'en pensez-vous ?

3. Comment expliquez-vous qu'il y ait des gens qui ne pratiquent pas la méthode améliorée dans d'autres communes (exemple d'Ambohitrandriamanitra) ou qui l'abandonnent après l'avoir pratiquée, si la méthode améliorée est réellement avantageuse ?

4. Comment utilisez-vous la production supplémentaire venant de la méthode améliorée ?

- Soudure raccourcie.
- Vente aux collecteurs.
- Achat de matériel ou d'engrais pour les rizières ou les "tanety".
- Autres dépenses (cérémonies, écolage des enfants).

5. Avez-vous d'autres sources de revenus supplémentaires ?

- Légumes.
- Bétail.
- Charbon Bois.
- Travail à l'extérieur.

6. Le travail à l'extérieur.

- Qui le pratique ? Les jeunes ?
- Est-il permanent ou temporaire ?
- Quel genre de travail.
- Ces gains permettent-ils à l'exploitation de survivre, ou de

s'agrandir ou se moderniser ?

1) achat de terres ;

2) achat de matériel et d'engrais.

...

- Les jeunes qui s'en vont ne sont-ils pas tentés par la vie à la ville ?
Qu'en pensent les anciens ?

- Reste-t-il assez d'hommes et de femmes pour cultiver la terre, ou bien doit-on :

- 1) utiliser des journaliers ;
- 2) pratiquer des formes d'entraide agricole.

7. A propos du métayage.

- Quelle proportion de terres avez-vous en métayage par rapport à la totalité des terres que vous cultivez ?

- Pratiquez-vous la méthode améliorée sur ces terres ?

- Y trouvez-vous un avantage ?

*

* *

Le lendemain, mardi 23 février, nous nous rendons au grand marché de Talata-Morokay. Sur la piste, je renverse un cycliste qui roulait à gauche et qui s'avère être un moniteur de l'URER. Je lui donne l'argent nécessaire pour réparer sa roue voilée ; et lorsque à notre retour, nous nous arrêtons chez lui pour nous enquérir de sa santé, il sera visiblement très touché et nous offrira un poulet en cadeau.

L'incident a, en tout cas, eu pour effet de délier les langues : le moniteur ne semble pas être très bien considéré. Ce n'est pas un homme "pratique" ; il est trop "simple", n'ayant pas été souvent à la ville, comme les autres moniteurs. Ajoutons que son plus grand tort sans doute est d'être protestant, alors qu'il n'y a guère que des catholiques au village.

Les quelques pas que nous faisons, Nicole et moi, dans l'enceinte du marché, nous replacent à l'intérieur du même rapport dans lequel nous sommes enfermés. Les gens s'écartent à notre passage ; les conversations s'arrêtent ; le silence semble remplacer le brouhaha du marché ; Jean Chrysostome n'arrive pas à négocier ses achats et doit nous renvoyer à la voiture.

...

Nous revenons en compagnie de quelques femmes du village, dont j'apprendrai plus tard qu'elles "avaient plusieurs maris", ou qu'elles étaient divorcées. Ainsi donc les personnes qui semblaient nous accorder un peu de confiance, étaient des marginales, victimes d'une certaine répression sociale. Chose classique si l'on en croit les écrits des auteurs.

Sur le chemin, nous discutons et j'en profite pour leur expliquer que nous ne sommes pas venus ici, à Antanimasaka, pour leur donner des conseils ou des ordres, mais bien pour recevoir des leçons de la part des paysans, pour connaître leurs problèmes en les aidant dans leur travail, et en vivant avec eux.

Les femmes rient de contentement : car nous tombons en pleine saison de travaux agricoles : cultures de collines, et début de la moisson du riz. Il y aura du travail !

Cela implique d'ailleurs que nous fassions nos visites à certaines heures de la journée : en début de matinée, ou en fin de soirée, afin de ne pas déranger les travailleurs des champs.

Après le repas de midi, le maire vient nous rendre visite, jetant des coups d'oeil scrutateurs pour voir comment nous sommes installés. Comme son regard s'arrête sur le magnétophone portatif, je lui en explique le fonctionnement et lui demande de faire un petit discours sur la méthode améliorée de riziculture. Avec un peu d'émotion dans la voix, il prononce une exhortation à pratiquer la nouvelle méthode, car aujourd'hui les terres deviennent trop petites et les familles plus nombreuses.

Ainsi, il m'apparaît que le magnétophone peut avoir des effets assez positifs, poussant les gens à parler, en leur donnant le sens de leur importance. Mais ce sont les cantiques de l'église que le maire nous conseillera finalement d'enregistrer.

Cependant qu'arrivent tables et chaises de la mairie, nous regardons tous ensemble les photos aériennes du village. Le maire me fait comprendre qu'il n'en refuserait pas une si je le lui proposais, Ce qui fut fait.

Jean Chrysostome, qui a déjà ses entrées dans certaines familles (lesquelles ?), nous dit qu'on parle beaucoup de l'arrivée des "vagaha" au village.

L'instituteur prévoit quelques heures de cours sur la France, travail destiné à Nicole. Des femmes auraient également demandé à ce que Nicole leur apprenne la couture, la cuisine, etc...

C'est aujourd'hui que nous commencerons les visites des familles ; Jean Chrysostome se charge d'établir les rendez-vous la veille. Cependant nous ne ferons pas ici le compte rendu de chaque interview, car cela deviendrait fastidieux à la longue. Nous essaierons simplement de retracer l'approfondissement progressif de nos connaissances.

Notre première visite fut pour la famille de Petit Jean, notre porteur d'eau (famille A). Le mari était absent, du fait de son travail à Tananarive, c'est sa femme qui nous reçut, ce qui peut expliquer certaines de ses réactions. Elle accepta certes l'enregistrement au magnétophone, mais après avoir reçu l'assurance que nous ne répéterions pas ses paroles à d'autres villageois. Elle ne parla que des problèmes concernant la famille en particulier, ne voulant pas prendre parti, sinon pour dire des choses très générales ; situation qui se reproduira généralement.

D'autre part, concernant les formes de travail en commun ou d'entr'aide, la femme affirma qu'il n'en existait plus. Certes un curé (l'actuel archevêque de Tananarive, alors curé d'Ambohimiadana, chef-lieu de district) essaya et réussit, il y a quelques années (15 ans peut-être) à instituer une forme d'entr'aide, mais cela a disparu, peut-être à cause du travail à l'extérieur.

L'atmosphère de cette première conversation fut très détendue, et nous riâmes tous de bon coeur lorsque le petit enfant que Nicole avait pris dans ses bras s'oublia sur ses genoux. Quant au magnéto, mon inexpérience à son égard était telle qu'il refusa d'enregistrer ; aussi la femme nous proposa de revenir la semaine prochaine.

Nous lui proposâmes nos bras pour sarcler son champ de manioc, mais elle s'exclama qu'elle aurait honte si des gens comme nous venaient travailler avec elle. J'expliquai alors que c'est en mettant la main à la pâte que l'on peut mieux comprendre les problèmes qui se posent aux agriculteurs ; d'ailleurs, nous avons l'intention de faire la même proposition à tous les villageois : ce dernier argument l'emporte. Demain matin à 8 heures, nous prendrons donc "l'angady".

...

La famille B, chez laquelle nous nous rendîmes aussitôt, refusa carrément l'enregistrement, arguant qu'on risquerait de ne pas dire tout ce qu'on pense dans la crainte que la conversation ne soit divulguée dans la région ou même dans tout Madagascar.

L'homme nous expliqua qu'il fut au départ un farouche opposant à la nouvelle méthode de riziculture, mais qu'aujourd'hui il en est un ferme partisan. C'est qu'alors les gens avaient cru qu'on allait leur voler leurs terres, "comme cela s'est passé à la Somalac" (1) ; ils ne voulaient pas devenir des "employés de l'Etat".

Notre hôte est un homme nerveux, ponctuant la conversation en faisant claquer ses mains sur ses jambes, à tel point que j'ai cru qu'il nous signifiait que la conversation avait assez duré. J'interrompais donc la conversation avant son terme ; mais je crois que le plus nerveux des deux, ce fut moi, et que son geste n'avait pas la signification que je lui ai donnée !

L'un des fils qui est instituteur au village, nous raccompagne jusqu'à notre porte. Nous l'invitons à prendre une tisane. Il nous apprend que pendant la visite, sa mère s'était réfugiée dans le coin le plus reculé de la maison ! Il félicite aussi Jean Chrysostome pour l'art avec lequel il évite les pièges et transforme les questions. Je ne sais trop que penser de cette révélation. Sans doute les questions telles que je les pose auraient pour effet, si elles étaient strictement traduites, d'enfermer mes interlocuteurs dans un mutisme dont il serait difficile de les tirer. Mais toute latitude étant laissée à Jean Chrysostome sur le problème de la traduction, ne risque-t-on pas d'aboutir à une déviation importante de l'enquête. Il en résulte la nécessité d'une discussion préalable pour s'entendre sur l'objet de la recherche.

Mais là encore, nous butons sur une autre question : lorsque, autour de la tisane, je m'informe auprès de l'instituteur, sur le pourquoi et le comment de la scission du canton, Jean Chrysostome, au lieu de traduire la question, me répond directement, croyant sans doute que j'ai oublié les réponses qui nous avaient déjà été faites et qu'il ne pensait pas devoir être mises en doute.

...

(1) Société Malgache d'Aménagement du Lac Alaotra.

En fait, c'est tout le problème du questionnaire qui ressort ici. Celui qui a été mis au point s'avère trop directif parce que les personnes qui y sont soumises risquent de répondre ce qu'elles pensent qu'on veut les voir répondre. Il vaut mieux laisser un éventail de réponses possibles très large, quitte à le préciser au fur et à mesure, si certains points n'ont pas été éclaircis.

Cependant, la largeur de l'éventail peut, dès lors, laisser au traducteur la possibilité d'amener les réponses qu'il juge adéquates.

Des deux côtés, il y a des risques, et il faudra donc maintenir un équilibre plus ou moins instable entre les deux pôles extrêmes.

Pour en revenir à l'interview impromptue de l'instituteur, j'apprends de lui que les gens d'Ambohitrandriamanitra sont riches, égoïstes, paternalistes, toujours prêts à pousser l'administration dans leur propre intérêt, et cela au détriment des autres villages de la commune, n'hésitant pas à aller jusqu'à intenter des procès à l'administration. Ce qui explique que certains villages de la commune se soient sentis frustrés et aient demandé à se constituer en commune indépendante. Les gens d'Ambohitrandriamanitra leur opposèrent toujours un refus catégorique, allant même jusqu'à refuser de constituer une commune, lorsque la scission fut admise. De nos jours encore, des villages limitrophes demandent à être rattachés à la commune d'Antanimasaka.

Quant à la nouvelle commune, son chef-lieu était Merikanjaka, mais le nouveau maire étant d'Antanimasaka, c'est dans ce dernier village qu'il s'installe, à la grande honte des habitants de Merikanjaka. Finalement, le chef-lieu fut transféré, mais une certaine rivalité doit subsister qui se traduit par la localisation de l'Ecole Primaire Publique à Merikanjaka, et la construction d'un centre de Maternité à Antanimasaka.

A l'issue de cette journée, un autre problème se pose. Si nous devons visiter chaque famille du village, il faut le faire en nous donnant un critère d'ordre, sans avoir l'air de privilégier certaines personnes ; ce qui n'est pas si facile en début d'enquête où notre connaissance des familles est encore assez restreinte. Il me semblait avoir fait une faute en rendant visite à un riche notable qui de plus était un Andriana (1), dès ce premier jour.

...

(1) Le système des castes chez les Merina des Plateaux Centraux distinguait les "Andriana" ou nobles, les "Hova" ou hommes libres et les "Andevo" ou esclaves.

Ne pourrions-nous pas commencer par les familles avec lesquelles nous entretenons des relations plus étroites ? Je propose par exemple la famille que nous avons accompagnée au marché. Ce n'est que bien plus tard que Jean Chrysostome me dira que c'est une "divorcée" qui est mal vue au village.

Suis-je donc un patron si terrible que Jean Chrysostome n'ose pas me mettre en garde contre les faux pas que je fais presque inévitablement ? Nicole me fait comprendre que c'est à moi de prendre les décisions, après en avoir discuté avec Jean Chrysostome, car vis-à-vis de lui aussi, je dois jouer un certain rôle auquel il s'attend.

Et finalement le critère de visite choisi sera spatial : Nord-Sud à l'Ouest de la piste, Sud-Nord à l'Est de la piste et à l'Ouest de l'église, Nord-Sud, Est de l'église.

Mercredi 24 février =

A 8 heures, nous prenons le chemin des "tanety", l'"angady" sur l'épaule. La mère de Petit Jean nous avait accueillis au son d'un magnifique harmonium trônant au milieu de la pièce et qui me semble être le type même de la dépense ostentatoire. Elle nous expliquera que c'est grâce aux indemnités touchées à l'occasion d'un accident de sa fille à Tana qu'on a pu faire la dépense.

Interrompant la mélodie, la femme nous distribue les "angady" et nous montons sur la colline par un escalier très raide taillé à même la terre, mais ayant la consistance d'un roc.

Pendant deux heures nous sarclons le manioc, travail assez éreintant puisqu'il faut tenir l'"angady" presque parallèle au sol pour arracher les mauvaises herbes. La mère et son fils sifflent entre leurs dents pour se donner du courage ou pour régler leur respiration.

Ce manioc n'est pas très beau pour tout le fumier de cochon qu'on y a mis, nous explique-t-elle. L'engrais coûte cher, et d'ailleurs le mélange engrais-fumier ne donne pas de bons résultats.

Il faut bien cultiver les "tanety", car les rizières ne suffisent pas. Certes les Bezanozano viennent vendre leur riz à Miarinarivo au moment de la récolte,

...

c'est-à-dire actuellement, et pour pas cher : 20 fmg/kg, et eux à Antanimasaka, ils en profitent ; mais cela ne leur permet pas de se prémunir contre la soudure.

Un petit groupe de personnes, en train de moissonner dans une rizière en bas, nous observe dubitativement.

Une fois le travail accompli, nous redescendons pour nettoyer à l'eau du puits la boue rougeâtre qui colle à nos bottes. Au passage, nous jetons les herbes sarclées dans la fosse à cochons.

Satisfaction du devoir accompli !

La fin de la matinée, nous allons la consacrer à deux "ray-aman-dreny".

Le premier est souvent assis sur le talus qui longe la piste : il prend le soleil ! Il doit y être encore, car il n'est pas chez lui. Aussi allons-nous chez le second (famille C) qui nous reçoit chez sa fille. Son accueil est très spontané et nous nous sentons très à l'aise à bavarder avec lui. Cet homme sympathique nous renseigne utilement sur deux points importants : les formes de travail à l'extérieur et les formes d'entr'aide.

- Formes de travail à l'extérieur :

- emplois de scieurs salariés dans la région. A Antanimasaka, ceux qui ont des bois d'eucalyptus ne les exploitent pas pour le charbon, probablement car ils n'en ressentent pas le besoin, alors que ceux qui n'en ont pas louent leurs services comme scieurs, ou bien :

- fabrication du charbon : on achète du bois et on fabrique du charbon qu'on revendra. Un camion passe de temps en temps (semaine ou quinzaine) pour la collecte.

- le travail en ville est une nécessité et ne présente pas un attrait particulier, puisque les gens laissent leurs femmes et leurs enfants à Antanimasaka et doivent revenir au moins tous les mois pour les nourrir.

- Formes d'entr'aide : c'est le premier à nous parler des formes de travail en commun qui existent toujours, et ne se sont guère modifiées depuis l'ancien

temps. C'est le "valin tanana" (échange de travail) et le "dinasa" ainsi que le "findramana".

- "valin tanana" : les hommes du village se réunissent pour cultiver pendant un jour la terre de l'un des membres du groupe ; le lendemain, on passe à un autre individu.

- "dinasa" : les hommes (sauf ceux qui ne le désirent pas) se réunissent pour défricher (ou labourer) un demi-hectare de manioc pour chaque individu faisant partie du groupe. Ce n'est plus guère pratiqué aujourd'hui, car les hommes vont travailler à l'extérieur.

- "findramana" : une personne fait appel à des parents ou à des connaissances pour venir l'aider sur sa terre ; en contre partie, ils reçoivent un repas.

Il semble que ce soit le "valin-tanana" la forme la plus courante à l'heure actuelle.

Devant l'intérêt que je portais à cette coutume, lui ayant demandé si nous pourrions en rediscuter ensemble avec lui, le "ray amandreny" nous propose de réunir les hommes du village sur la place de l'église pour en discuter un jour prochain.

Nous l'en remercions beaucoup, et comme aux autres, lui proposons de venir travailler avec lui sur ses champs. Après avoir insisté, nous sommes conviés à nous rendre vendredi matin sur son manioc.

Sur ces entrefaites, était arrivé le "ray aman-dreny" que nous devions voir auparavant. Il vient nous chercher, en profitant pour assister à la fin de la conversation. Il aura ainsi la chance d'en bénéficier deux fois !

Celui que nous allons bientôt surnommer notre "vieux papa" et qui viendra souvent nous tenir compagnie par la suite, est un homme imposant, toujours coiffé d'un majestueux chapeau de paille à large bord ; il a fière allure sur son talus.

Ce premier entretien (famille D) fut pourtant décevant. Bien qu'il nous ait dit qu'il nous dirait tout ce qu'il pense, il ne nous apprend rien de bien nouveau, se contentant de répéter les questions sur le mode affirmatif. L'absurdité du questionnaire apparaît alors en pleine lumière.

Le seul élément distinctif qui apparaît, et nous le verrons resurgir plus loin, c'est qu'il fait travailler ses terres par ses enfants et petits enfants ; ce qui le distingue de l'autre "ray aman-dreny" !

Sa principale occupation hebdomadaire, outre la méditation sur le talus, est le marché du jeudi à Miarinarivo, où nous irons demain.

C'est toujours du haut de son talus qu'il guidera, avec un autre vieux, des enfants dans leur tentative d'encerclement de notre poulet évadé. La capture finale donnera lieu à une distribution de biscuits. Dès lors certains enfants du village vont se montrer plus téméraires, ne fuyant plus lorsque nous approchons, s'aventurant même dans l'escalier et jusqu'à la fenêtre pour nous observer. Notre carapace mythique de "mpaka fo" est-elle en train de fondre comme neige au soleil ?

Cependant Petit Jean est venu nous prévenir que son père est rentré de la ville. Nous interprétons sa venue comme une invitation à nous rendre chez lui.

Mais auparavant, nous faisons les deux visites prévues.

La famille E refuse tout d'abord l'enregistrement, mais après les premières questions, la femme se met à rire et dit que s'il ne s'agit que de cela, on peut bien enregistrer ! A quoi s'attendaient-ils donc ?

La famille s'est mise à la riziculture améliorée petit à petit. La première année, elle a fait l'expérience sur une petite parcelle, puis la seconde année sur la moitié de ses terres, et enfin la troisième année sur l'ensemble des rizières. Or cette année là, la récolte fut mauvaise, et maintenant la soudure dure beaucoup plus longtemps qu'autrefois : 6 à 8 mois au lieu de 1 à 2 mois.

L'homme diminue probablement les doses d'engrais, car celui-ci est trop cher ; il dit ne l'appliquer désormais que sur une partie de ses rizières ; il se pose la question de savoir s'il va abandonner la méthode améliorée l'année prochaine sur toutes ses terres, car il trouve que la récolte était meilleure autrefois, avec la méthode traditionnelle.

Il ne pratique pas le crédit auprès de l'URER, car il coûte cher et il faut payer beaucoup dès qu'on achète l'engrais. Il l'avait utilisé d'abord mais n'avait pu payer la première échéance.

...

C'est le premier également à se plaindre devant nous de l'augmentation du prix de l'engrais, tout comme les explications données à Ambohitrolomahitsy. Avant le repiquage, le prix était de 1300 Fmg le sac ; après il est passé à 1500 Fmg, ce qui est beaucoup. Après l'explication du système d'incitation de l'URER que je lui donne, il dit qu'il comprend, mais qu'au moment où le prix est plus bas, il n'y a pas d'argent. Ceci est très important car finalement le système ne profite qu'aux riches et n'exerce aucune incitation. Bien au contraire, cette "incitation" ne risque pas d'entraîner la conviction des paysans.

Il ne sait pas pour quelle raison certaines personnes ne pratiquent pas la méthode améliorée ou l'ont abandonnée, mais lorsqu'il suit la route menant à Tananarive, après Miadanandriana, il se pose beaucoup de questions en voyant des rizières en foule.

Dans ces conditions, la question de l'utilisation de la production supplémentaire ne se pose pas.

Et l'homme se fait marchand ambulant à Tananarive, revenant régulièrement (retours hebdomadaires ou mensuels) au village, ou envoyant de l'argent à sa femme pour embaucher des salariés à la journée, afin de cultiver ses terres ; utilisant également l'entr'aide traditionnelle.

Ils ont plusieurs terrains en métayage. Un terrain qu'ils ont défriché et mis en rizière appartenant à une soeur de la femme. Cette soeur lui avait donné le terrain en lui disant qu'on pouvait le transformer en rizière. Mais maintenant, sa soeur veut reprendre la rizière qu'ils ont défrichée pour la donner à son fils ; 4 femmes étaient nécessaires pendant une journée pour repiquer cette parcelle.

Ils ont également 2 autres parcelles en métayage, qui appartiennent à deux soeurs de l'homme (habitant à Majunga et Diégo Suarez) ; l'une se fait payer, au contraire de l'autre.

Ils disent trouver un avantage à pratiquer la méthode améliorée sur ces terres en métayage.

Nous nous quittons ; ils feront appel à notre aide au moment de la moisson du riz.

C'est la première famille qui nous a donné autant de renseignements et qui a semblé être très franche avec nous. Mais encore une fois, le représentant du "modernisme" que je suis, se trouve ridiculisé, le magnéto ne se décidant pas à fonctionner.

La famille F, notre voisine du Nord, avait d'abord affirmé à Jean Chrysostome que la récolte était la même en méthode améliorée ou en méthode traditionnelle. Cependant, en ma présence, la méthode améliorée est devenue avantageuse !

J'ai la facheuse impression d'une déférence calculée et exagérée de leur part. Ils remercient les agents du "fanjakana" ou d'une quelconque société que nous sommes, de venir s'occuper de leurs problèmes et leur donner des conseils. Malgré nos précisions et rectifications, l'ambiance reste la même.

Avant toute autre chose, l'homme nous raconte sa vie. Il a beaucoup voyagé, ayant longtemps vécu à Miandrivazo et en pays Bara. C'est là qu'il apprit à parler le Bara avec une femme. Et de nous conseiller d'apprendre le Malgache avec les enfants. Mais comme scieur, il fut victime d'un accident aux pieds, ce qui fait qu'il a de la difficulté à marcher. Ce qui fait aussi qu'il a demandé une réduction d'impôt au "fanjakana". Nous a-t-il raconté tout cela pour en arriver là ? Je suis bien obligé de le décevoir en lui disant que vraiment, nous ne pouvons rien faire à ce propos.

Ses réponses anodines et longues consistent à nous prouver qu'il est bien en règle du côté de la nouvelle méthode de riziculture. Pourtant, malgré ce premier entretien peu concluant, cet homme aussi va devenir notre ami.

Après quoi, le moral un peu bas, nous allons chez Petit-Jean. Nous attendons le père près de l'harmonium. Il arrive vêtu d'un uniforme kaki. Mais ce n'est pas un militaire. Après un long discours de remerciement, il nous fait part de l'honneur qu'il y a pour lui, représentant du PSD à Antanimasaka, à nous recevoir. Ainsi je suis tombé du premier coup et pour de bon dans le piège auquel je m'attendais le plus. Non pas qu'il faille éviter à tout prix les rapports avec les représentants du pouvoir, mais éviter en tout cas d'entretenir avec eux des rapports trop étroits ; ce que nous avons fait. Par Petit-Jean, notre visite qui fut la première, notre travail sur le champ de manioc, nous sommes liés à cette famille.

Ce n'est pas étonnant selon lui que nous nous plaisions chez lui, car sa maison est accueillante et il sait recevoir. Il a rencontré beaucoup de monde à l'extérieur, et beaucoup d'étrangers sont venus le voir !

Et pendant que sa ^{femme} verse un peu de riz dans une soubique, le père de Petit-Jean nous explique qu'il revient dans sa famille chaque fois qu'il a gagné assez d'argent pour rapporter un sac de riz. Sur ce, il nous demande d'accepter cette petite soubique en signe d'union.

Et pour que tout le monde sache bien ce qu'il en est, c'est Petit-Jean qui va porter la soubique jusque chez nous ! A l'heure où la fumée sort de tous les foyers par les fenêtres ! à l'heure où l'on prépare le repas du soir ! à l'heure où tout le monde peut nous voir passer sur le chemin !

Une autocritique est nécessaire au terme de cette journée :

- 1) Il aurait fallu n'oublier aucune dimension du pouvoir : caste, religion, politique, richesse, âge, origine géographique, etc...
- 2) Pour cela, nous aurions dû demander au maire, dès le début, quels étaient les individus ayant des fonctions administratives, politiques ou religieuses, dans le village, soi-disant pour connaître les gens compétents, en fait pour pouvoir éviter de tisser des liens trop étroits avec eux.
- 3) C'est ce qu'il faudra faire si nous décidons de nous rendre dans un autre village de la commune.
- 4) De toute façon, la circonspection doit être de règle, vis-à-vis des accueils les plus spontanés. Car la méfiance n'est-elle pas l'attitude la plus normale à l'égard d'un étranger dont on ne sait pas encore très bien ce qu'il est venu faire.
- 5) Cependant, les choses ne vont peut être pas aussi mal que nous le pensons. Après tout, nous sommes dans un chef-lieu de commune, qui a l'air d'avoir des relations assez étroites avec Tananarive, et les clivages y sont peut-être moins importants que nous le pensions.

Remarque = Jean Chrysostome me signale qu'il y a un nombre relativement important de divorcées au village. Il me semble tout à coup que c'est là un signe important marquant le départ des hommes mûrs, ou jeunes vers la ville où ils ont tendance

à rester, au bout d'un temps plus ou moins long. Cette tendance est plus ou moins cachée par les gens du village que nous avons déjà vus. Pourtant elle paraît assez nette.

La poussée démographique accroît le nombre des descendants qui vivent sur une même terre, celle de l'Ancien (qui peut la distribuer à ses enfants de son vivant, tout en conservant une part pour lui ; la distribution ne devenant définitive qu'à sa mort).

Certains enfants partent à la ville pour assurer la survie de la famille. Départs temporaires avec retours réguliers pour ramener de l'argent ou de la nourriture, avec séjour prolongé au village au moment des travaux agricoles.

Cependant, au contact de la vie urbaine, certains commencent à trouver moins d'intérêt et peu de distractions à continuer de vivre au village. L'argent qu'ils gagnent sert à entretenir une nombreuse famille et ils n'en jouissent pas beaucoup.

La ville les détache petit à petit des liens qui les unissent à la terre des Ancêtres et à leur famille. Ce "conflit de valeurs" se résout souvent au profit de la ville, ce qui nécessite, soit de couper tous les liens avec le village (divorce = rupture temporelle et spatiale), soit d'en couper certains (rupture saptiale) : retours rares, mais envois d'argent.

Ce ne sont là que des hypothèses basées sur certains signes plus ou moins révélateurs. Il faudra essayer de les tirer au clair, d'une manière que nous avons éludée jusqu'à présent.

En effet, nous nous intéressions jusqu'à présent aux gens eux-mêmes que nous rencontrions : le père et la mère par exemple, et la question importante posée plus haut était éludée, du fait que le père lui-même allait travailler à l'extérieur, et qu'il semblait donc délicat de lui demander si la ville l'attirait. Mais souvent ils ont des enfants qui travaillent à la ville. Or c'est là que le problème se pose. Y demeurent-ils ou reviennent-ils souvent ou régulièrement ? Permettent-ils à l'exploitation du survivre, ou bien vivent-ils séparément ? De toute façon, il semble de moins en moins probable que cet argent serve à agrandir l'exploitation ou à la moderniser. Le problème de l'exploitation ne peut plus se poser à ce niveau. C'est de survie dont il est question.

En fait, les rizières sont cultivées au maximum, tant en extension qu'en intensivité (méthode améliorée répandue, encore que son application n'est peut-être pas aussi stricte qu'il y paraît à première vue). Les "tanety" par contre ne sont presque pas du tout mises en valeur (manque de bras ?, plutôt terre peu fertile : cf. ce que nous disait la femme A sur la fumure qui ne rendait pas sur ses "tanety").

Or la poussée démographique ne peut se résoudre que par deux méthodes :

- soit la mise en valeur des "tanety" : ce qui nécessite beaucoup de travail, et donne peu de résultats à cause de la pauvreté de ces terres. Leur engraissement grâce aux méthodes préconisées par L'URER demande beaucoup d'argent, et il semble que ce ne soit pas à la portée de beaucoup de gens ici, surtout devant leur plus ou moins grande réticence à utiliser le crédit.

De toute façon, l'argent nécessaire pour cette mise en valeur, on ne pourra l'obtenir qu'en travaillant en ville. Ce n'est certainement pas l'augmentation de la production sur la rizière qui le fournira (philosophie OPR-tanety).

Comme de toute façon, mise en valeur des "tanety" et travail en ville sont exclusifs l'un de l'autre, il ne reste plus que la seconde solution que l'on observe effectivement :

- soit le travail en ville qui procure l'argent permettant d'assurer la soudure, avec l'évolution de ce système décrite plus haut, toujours possible, sans doute même inéluctable à plus ou moins long terme.

Les jeunes partiront de plus en plus définitivement vers la ville ; seuls les vieux restent, continuant à cultiver la terre de leurs Ancêtres qui pourra les nourrir, débarrassés désormais de leur progéniture encombrante, laquelle gagnera son pain toute seule à la ville ; le chômage les guette évidemment, mais ceux qui sont déjà partis ont ouvert la voie, débroussaillé les chemins qui conduisent à des emplois permettant de survivre (au moins).

Jeudi 25 février =

De bon matin, nous partons pour le marché de Miarinarivo, à une douzaine de kilomètres d'Antanimasaka. La très forte pluie tombée pendant la nuit va nous

donner du fil à retordre sur la route. Nous nous embourbons plusieurs fois, et tout le monde patauge dans la boue. Après être passés à Merikanjaka où tous les écoliers se sont rassemblés en haut d'un talus pour voir patiner la voiture, nous passons à Ambania, gros village protestant comprenant plusieurs quartiers bien séparés (des lignages ?). Contrairement à la plupart des villages, celui-ci est resté perché sur sa colline, n'ayant pas effectué de descente vers les rizières. Nous traversons des vallées inondées, les passagers descendus guidant la voiture le long de la digue submergée. Les ponts n'existent plus et il faudra utiliser les planches d'un pont déjà franchi pour rendre praticable le suivant. C'est dire que la route ne doit pas être très fréquentée en saison des pluies. En fait la route que nous avons prise n'est pas celle qui est marquée comme étant la principale sur la carte. Ce sont les villageois qui nous ^{ont} indiqué cette route secondaire. Bien leur en a pris. Nous apprendrons au marché que plusieurs voitures sont restées bloquées sur l'autre route.

Cependant, nous devons nous arrêter en bas de la colline sur laquelle se trouve Miarinarivo, le village des émigrés de Tsiazompaniry.

Malgré les préventions que ces émigrés peuvent avoir à l'encontre des étrangers qui ne leur ont apporté que du malheur, les remous que nous provoquons sur le marché sont créés par la curiosité plutôt que par la méfiance (ce dernier qualificatif convenant certainement mieux pour notre visite à Talata-Morokay). Certains vieux n'osent pas nous regarder, mais d'autres viennent nous dire bonjour. L'intendant de secteur de l'URER vient également nous accueillir à l'entrée du marché. Ils sont tous probablement au courant de notre présence dans la commune. Hommes et femmes paraissent très élégants, ayant revêtu leurs tenues des jours de marché.

Nous achetons quelques ananas aux Bezanozano qui sont venus d'Antanandava et de Sahalemaka : 4 heures de route pour escalader la montagne et être au marché à 6 heures de matin, avec toutes les marchandises.

Nous jetons un coup d'oeil sur les environs ; une femme nous salue bruyamment et nous invite à lui rendre visite. Peut-être n'est-ce qu'une simple formule de politesse, mais c'est tout de même encourageant. Nous avons retrouvé là-bas le vieux papa qui se rend à Miarinarivo tous les jeudi et qui repart avec nous. Habitué que je suis aux obstacles de la piste, j'ai plus le loisir d'observer la

région. On trouve des fosses à boeufs et des couloirs de vaccination en assez grand nombre. Au hasard des embourbements, j'observe de très jolis tombeaux anciens à Ambania ; à la sortie du village, nous assistons de loin au transport d'une pierre tombale par un groupe d'hommes qui s'accompagnent de chants traditionnels. Le vieux papa me montre le spectacle d'un air sérieux et triste me semble-t-il. C'est qu'on ne fait plus cela à Antanimasaka ! Les gens s'en reviennent du marché, et nous en doublons tout le long du chemin. Pourtant il est à peine 10 heures.

Rentrés chez nous et tandis que je prends des notes, j'envoie Jean Chrysostome chercher des rendez-vous en suivant le système de choix mis au point. Cependant la panne de magnétophone me pousse à diminuer le rythme des visites, et surtout à garder certaines entrevues pour la semaine prochaine où je pourrai alors disposer d'un nouvel appareil. C'est le cas du jeune épiciier et d'un homme qui loue ses services avec sa charrue et sa herse. Mais encore une fois, Jean Chrysostome prend une initiative discutable : il va s'excuser auprès de l'épiciier pour le fait que nous ne pouvons le voir cette fois-ci ; le brave homme doit se demander pourquoi cette impossibilité ! Je renvoie Jean Chrysostome arranger l'affaire, en lui rappelant qu'il doit éviter de prendre des initiatives personnelles sans que nous en ayons discuté auparavant.

Quant au vieux qui habite au bout du chemin, Jean Chrysostome l'a abordé ce matin. L'homme qui avait été invisible jusqu'à ce jour, marchait en hâte et lui répondit tout en continuant à marcher, mais sans lui donner de réponse.

Puis, nous allons voir la famille G. A défaut de magnétophone, je me munis d'une feuille de papier et d'un crayon. Mais en montant l'échelle, je me trouve stupide et je range cet attirail d'intellectuel dans la poche. En me remémorant cet épisode, je me rends compte combien je fus injuste d'avoir reproché à Jean Chrysostome, un jour parmi ceux qui suivirent, de s'être muni de son petit carnet pour aller en visite. Ne lui avais-je pas donné l'exemple ?

On voit ce qui risque d'arriver à deux débutants sur le terrain. Si le chercheur trébuche, l'assistant pense qu'il est bien de trébucher aussi, car le rapport chercheur-collaborateur est encore trop proche de celui patron-employé pour qu'une véritable discussion constructive puisse s'instaurer.

...

La famille G qui nous avait été présentée par le maire comme l'une des plus pauvres du village, venait de s'agrandir d'un nouveau membre. Nous admirâmes le charmant bambin pendant que l'heureux père nous disait l'honneur que nous lui faisions en lui rendant visite.

L'examen de son interview, mis en parallèle avec les précédents, nous fit apparaître combien tout travail "salarié" en ville a un caractère temporaire et d'appoint, avant de pouvoir évoluer (sans que cela soit automatique) vers une forme plus permanente et autonome, la transformation des mentalités au contact de la ville aidant.

Malgré notre insistance à l'aider dans ses travaux agricoles, l'homme déclina notre offre provisoirement, car il ne pouvait pas travailler pour l'instant, devant veiller sa femme en couches.

Nous sortîmes, et comme nous contournions notre maison (1), nous aperçûmes le vieux C en train de bêcher son champ. Spectacle peu commun que celui d'un "ray aman-dreny" d'âge fort respectable travaillant seul sa terre. Les Anciens, détenteurs du pouvoir traditionnel n'ont pas toujours été épargnés par l'économie monétaire. A voir la difficulté qu'il a à enfoncer son "angady", je ressens la joie du scout devant la B.A. qu'il va accomplir.

Aujourd'hui, le taxi-brousse du village est resté sur la place de l'église : il est en panne, et les enfants font cercle autour de l'engin. Nous profitons de cette occasion pour rendre visite à la famille du taxi-brousse : famille H.

Ce sont les "capitalistes" du village. On s'en rend compte tout de suite : la maison est coquette, le jardin a des plates-bandes, l'ameublement européen est ultra-moderne, les crèmes de beauté de Madame sont en nombre impressionnant, et les enfants sont potelés et bien soignés.

Etre monopoleur de taxi-brousse est une situation enviable, même si le propriétaire en est le beau-père, même si nous lui faisons une petite concurrence temporaire !

A cette occasion, il nous a fallu profondément transformer notre présentation et la forme de nos questions. C'est ainsi qu'il eût été plus logique de demander s'ils donnaient des terres en métayage, plutôt que de demander s'ils en recevaient. Mais dans l'autre sens, la question devient plus délicate, car on se heurte alors à la méfiance du propriétaire.

(1) la porte d'entrée d'une demeure malgache s'oriente en effet vers l'ouest. ***

Nous nous proposons évidemment de leur être utile, mais sans préciser en quoi nous pourrions l'être, pour des raisons évidentes.

Comme tous les Malgaches, la famille s'excuse de ne pouvoir nous offrir un repas, mais dans cette maison, cette phrase a une résonance désuète et artificielle.

En sortant, nous allons chez l'instituteur des grandes classes : Monsieur Edmond (1). Il nous reçoit dans une petite pièce étroite. Son bureau est encombré de livres. La nuit n'est pas encore tombée, mais il y a tellement de monde devant la porte, qu'il fait très sombre à l'intérieur. Monsieur Edmond nous tient un long discours, s'appliquant à parler le Français devant tant de spectateurs admiratifs.

Il voudrait bien que Nicole commence les cours tout de suite. Mais Nicole lui explique que les enfants ne se sont pas encore tout à fait habitués à nous. Ils rient, crient et courent encore beaucoup sur notre passage ; ils risqueraient de ne pas être attentifs du tout si Nicole leur faisait la classe. On pourrait donc commencer la semaine prochaine. Les cours devront se résumer à quelques phrases courtes et simples, car, nous dit M. Edmond, le niveau est très faible.

Le maire que nous trouvons en train de deviser avec l'épicier, nous conseille d'aller nous promener un de ces jours sur les "tanety". Nous lui proposons de nous servir de guide.

Sur ce, nous nous retirons pour célébrer le rite du repas et prendre des forces pour le labour du lendemain.

*

* *

Vendredi 26 février =

Le vieux C nous attend à 8 heures, avec deux "angady". Il a honte de ne pouvoir nous accompagner sur son champ, mais aujourd'hui, c'est le jour de "kabary" à la mairie, pour les impôts et diverses autres affaires de la commune.

(1) Nom fictif.

En vérité, notre chance est inespérée : le champ du vieux C est tout près des rizières (colluvions des bas de pente) et longe à quelque distance le chemin qui traverse le village. Les "ray aman-dreny" venant de tous les coins de la commune pour se rendre au "kabary" du maire, sont obligés de passer devant notre champ. Ils s'arrêtent en face de nous, complètement abasourdis, semble-t-il. C'est que ce n'est pas tous les jours qu'on voit "un vazaka manier l'angady", comme vient de nous le dire une de nos voisines.

Jean Chrysostome me dit qu'en ce moment, il y a beaucoup de monde en train de nous observer secrètement. J'en ris de bon coeur.

Des femmes passent devant le champ en nous encourageant. De jeunes gens viennent s'asseoir un moment sur un petit talus, pour voir ce qui se passe et pouvoir le raconter à ceux qui n'auront pas assisté au spectacle.

Firmin l'instituteur en chef vient nous inviter à lui rendre visite. Est-ce la course au prestige ?

Un autre vient nous voir. Il est d'Ambohinaorina ; il porte un veston et parle français. Nous devons aller dans son village. Nous le rassurons sur ce point, en le remerciant. Quelques minutes plus tard, il revient en courant, brandissant un papier dans sa main. Il a vu la voiture avec le sigle ORSTOM, et nous explique qu'il a travaillé pour l'ORSTOM. C'est lui le bûcheron du parc de l'Est, exhibant le contrat comme preuve irréfutable. Puis citant quelques noms de personnages haut placés à l'ORSTOM, il nous explique que "tout ça, c'est ses copains".

Le problème est alors de savoir si cet homme va assimiler l'ORSTOM au "Fanjakana" : question de prestige, ou au contraire dire aux villageois qu'il n'y a pas de rapport entre les deux. Je pencherais plutôt pour la première hypothèse, mais j'ose espérer la seconde !

Le champ terminé, nous rentrons nous rafraîchir un peu. Ce n'est pas si facile que cela de retourner de grosses mottes de terre bien dures. A notre passage, les gens nous remercient pour le service que nous avons rendu au vieux C.

Et tandis que Jean Chrysostome se rend à la réunion de la mairie, le vieux vient nous voir avec un poulet en guise de remerciement. Sans doute serait-il mal-séant de refuser le cadeau. En attendant le retour de Jean Chrysostome, nous préparons du café.

Lorsqu'enfin celui-ci arrive, il nous dit que c'est une occasion inespérée et très favorable pour parler des choses sur lesquelles nos interlocuteurs sont restés très discrets jusqu'ici : les coutumes ancestrales.

Y a-t-il des coutumes ancestrales qui sont restées vivantes dans la région ?

Bien sûr, à Antanimasaka, il n'y en a plus, car les gens sont très croyants, mais à Merikanjaka, il y a une colline sacrée sur laquelle on pratique le "fanompoan-tsampy" (sacrifice ou culte des idoles) aux jours Alakaosy et Alahamady (1). On tue alors un bœuf et on danse au son des tambourins.

Ayant fait deux signes de croix avant d'avaler son café, le vieux C nous affirme qu'il n'a jamais assisté à cette cérémonie, car il est catholique pratiquant.

À Merikanjaka encore, le jeudi est un jour "fady" (2). On n'a pas le droit de travailler dans l'eau ce jour-là.

Nous lui racontons qu'à Ambania, nous avons assisté au transport d'une pierre tombale. De nos jours, répond-il, cette coutume a disparu ici, car on utilise le béton armé. Quant aux "famadihana" (3) ils ont lieu tous les 9 ans en principe, alors que dans d'autres régions, leur fréquence est plus grande (5 ans à Ambatolampy, patrie de Jean Chrysostome).

Enfin concernant la scission Antanimasaka-Ambohitrandriamanitra, il nous donne une information supplémentaire en nous précisant qu'il y a là-bas beaucoup d'AKFM, alors qu'ici, c'est surtout le PSD qui est implanté.

Il nous remercie encore pour notre labour ; certes ses deux fils l'aident financièrement et au moment des travaux, mais ils ne peuvent pas toujours être là, car ils sont loin (l'un est à Brickaville, sur la côte Est).

Nous lui promettons de finir son champ demain matin, avant notre départ.

La famille I -il s'agit de 2 femmes- nous accueille en nous remerciant pour le service que nous avons rendu au vieux C qui est aussi pauvre qu'elles, et qui a bien du malheur, car ses fils l'aident bien peu. Le son de cloche est différent de celui que nous a donné à entendre C. N'est-ce pas là le signe de la résolution

(1) Ces 2 noms désignent 2 mois du calendrier lunaire ; et également des jours précis à l'intérieur de ces mois.

(2) "Fady" : interdit, tabou.

(3) Fête de retournement des morts.

d'une contradiction déjà définie plus haut, à propos des départs vers l'extérieur ?

Nous sommes maintenant suffisamment connus pour pouvoir proposer nos services dès l'entrée en matière, les gens ne se faisant plus prier. Nous irons donc labourer leur champ de "tanety" mercredi matin.

Ces 2 femmes sont vraisemblablement les plus pauvres du village : elles habitent une maison qu'on leur a donnée par charité : une seule pièce sans lit, les nattes en faisant office ; un métier à tisser dans un coin. Car ces femmes qui se louent comme journalières agricoles au moment des travaux (au moment du repiquage, elles montent jusqu'à Ambatondrazaka - lac Alaotra), sont obligées de pratiquer une occupation artisanale pour se procurer l'argent nécessaire au moment de la morte saison agricole.

Outre une affabilité exagérée, un trait me semble parfaitement caractériser l'attitude plus ou moins passive et stoïque de cette famille très pauvre : leur demandant si elles trouvent que le système de variation du prix de l'engrais est injuste, je reçois comme réponse : "nous ne sommes pas en mesure de juger cela" !

Enfin nous sortons ! Je dis "enfin" ! car on m'avait fait asseoir sur un billot de bois, au ras du sol. Cela commençait à devenir fort inconfortable. J'aurais préféré m'asseoir carrément sur les nattes. Mais on m'avait donné le siège qui convenait à mon rang : la situation en était comique !

La voisine, matrone qui n'a pas l'air d'avoir froid aux yeux, nous interpelle gaillardement : qu'attendons-nous pour venir la visiter ? Jean Chrysostome répond que nous attendons le retour de son mari. Les poings sur les hanches, la vieille épicière répond alors qu'elle est sur le point de s'en séparer. Jean Chrysostome m'affirme qu'elle n'a pas dit cela pour se moquer des 2 femmes qui viennent de nous recevoir ; mais il n'est pas arrivé à me convaincre !

*

* *

Firmin, l'instituteur des petites classes, et catéchiste principal de la paroisse, occupe ces fonctions à Antanimasaka depuis 5 ans.

...

Il nous reçoit dans son bureau où les livres rivalisent en nombre avec les images religieuses. Plusieurs réveils font entendre leur tic-tac sonore. C'est qu'en effet, Monsieur Firmin a un dada : l'horlogerie. Se perdant dans les rouages des montres, Monsieur Firmin essaie d'oublier sa condition d'instituteur de campagne, lui qui a toujours rêvé de trouver un emploi à la ville.

S'excusant mille et mille fois de ne pas nous avoir reçus plus tôt, Monsieur Firmin qui parle un français absolument sans reproche, nous dit qu'il aura beaucoup de choses à nous demander ; mais aujourd'hui c'est à nous de le questionner. Nous discutons donc.

Après nous avoir dit des généralités sur la riziculture améliorée, il nous dit penser que la non pratique ou l'abandon de la méthode améliorée est une affaire politique. Ainsi dans le canton voisin d'Anosibe et à Amboronosy Sud en particulier, il y a très peu de pratiquants, ce qui retentit un peu sur la pratique de Amboronosy Nord, qui est rattachée à Antanimasaka.

En ce qui concerne les "tanety", on y cultive juste de petits lopins, de quoi manger des patates ou autre chose pendant une semaine. Pourtant les "tanety", selon lui, seraient assez fertiles. Il suffit de se reporter au nom du village.

Quant au crédit de l'URER, personne n'ose l'utiliser, par crainte (justifiée) de ne pouvoir payer les échéances.

Suit une grande discussion sur la mise en valeur des "tanety".

Emettant l'idée que le nombre relativement important de divorcées dans le village s'explique peut-être par le travail des hommes à l'extérieur, il nous répond que c'est effectivement la raison principale. A tel point qu'il en a été question (de ce problème, pas particulier à Antanimasaka, je présume) devant le Cardinal. Le fameux cardinal qui, lorsqu'il était curé dans la région, avait interdit le travail des champs aux femmes, peut-être pour résoudre cette question.

L'instituteur se félicite alors parce qu'aujourd'hui il n'y a plus que 4 ou 5 hommes qui vont travailler à la ville, alors qu'il y a quelques années seulement, on pouvait en compter 10 à Antanimasaka.

Embranchés sur l'action paroissiale, nous l'interrogeons sur ses paroissiens. Très pratiquants, nous dit-il. Sa place de catéchiste est très enviée, car c'est une bonne paroisse.

Il a 500 baptisés, ce qui fait à peu près 120 familles qui fournissent bon an mal an 250.000 FMG pour le denier du culte (3 instituteurs) ; en plus, il y a évidemment les quêtes, et de petits travaux. Plus 88 zinga (environ 350 kg) de paddy par mois. Depuis le mois de novembre, le "fiangonana" (1) d'Antanimasaka doit fournir une contribution de plus de 15.000 FMG (de même que tous les autres fiangonana du district) pour acheter une automobile au curé de Miadanandriana.

Dans d'autres paroisses des communes avoisinantes (Ambohitrandriamanitra = Ambohitsenana), on est à court d'argent, et certains collègues instituteurs n'ont pu être payés. C'est que par ici, c'est très difficile de se procurer 500 FMG, et finalement il faut partir.

En ce qui concerne l'attachement aux coutumes ancestrales, les gens les abandonnent peu à peu.

Il y aurait encore une famille à Antanimasaka qui conjure la grêle en criant et en pointant vers les nuages redoutés l'"angady" ou un bâton au bout duquel sont attachés des amulettes ("ody avandra" = remède contre la grêle).

Il nous dit également être au courant de la cérémonie sur la colline sacrée de Merikanjaka. Il semble que tout le monde peut s'y rendre en spectateur. On y sacrifie aussi des coqs ; on y apporte des bonbons et du miel ; cela dure une journée (de 9 h du matin à 13 H peut-être). Des gens d'Antanimasaka s'y rendent, et même certains viennent de Majunga (nous dira le maire plus tard) : 10 voitures y vont.

Jean Chrysostome m'apprend que c'est Ambohimanga le premier centre de ce culte ; Alasora le second.

Nous prenons congé en promettant de revenir le voir, car il nous dit qu'il réfléchira sur ces coutumes qui nous intéressent, pour nous en parler, et lui-même a des questions à nous poser.

La famille J du jeune épiciier qui nous reçoit maintenant n'a pas l'air de nous faire tout à fait confiance et reste très discrète sur son commerce. C'est bien normal !

Comment cet homme a-t-il pu accumuler le capital nécessaire à l'installation de son épicerie ? Il nous dit s'être endetté pour monter son commerce, voilà

(1) Paroisse, communauté de croyants.

6 mois. Tous ses prédécesseurs ont fait faillite, précise-t-il, quant à lui, il n'a pas encore fait ses comptes et il ne peut donc pas dire s'il est en faillite ou non ! Un malin, ce jeune épicier ! Sa maison nous prouve en tout cas, qu'il est un homme riche.

Nous avons gesticulé pendant toute la conversation pour chasser mouches et guêpes attirées par la nourriture ; et c'est avec soulagement que nous nous retrouvons dehors, chargés de bananes et de mangues offertes en cadeau.

La dernière visite de la journée est pour un vieux "ray aman-dreny" occupant des fonctions tout à fait spéciales dans le village, comme nous nous en apercevrons plus tard. Comme ses deux fils sont absents nous repoussons le rendez-vous à plus tard. En redescendant l'escalier qui est plutôt raide, je me cogne violemment à la poutre du plafond. Le vieux dont le sourire laisse apparaître son unique incisive, lève les bras au ciel puis fait signe de se tenir le front.

Un homme très critique, me dit Jean Chrysostome. C'est lui qui sermonne les fidèles à l'office du dimanche pour les convaincre de payer le denier du culte. "Il ne faut pas être égoïste à l'égard de M. le curé qui est bien bon de venir nous visiter une fois par mois".

L'homme est encore réputé pour poursuivre les poules qui viennent picorer sur sa rizière ; de plus, il a laissé pourrir sur place une de ses oies que le taxi-brousse avait écrasée en passant sur le chemin, ceci afin d'en obtenir réparation !

Sur le chemin du retour, nous décidons d'aller faire une promenade sur les "tanety" environnantes. Le maire et le secrétaire de mairie nous accompagnent.

Nous montons le chemin, au milieu des eucalyptus et des évasements en terre rouge qui servent à fabriquer du charbon (en grand nombre : l'exploitation de l'eucalyptus à l'air importante). Quelques tombeaux apparaissent, cachés par les arbres. En dehors des eucalyptus, et des plantations récentes (chrétiens, PSD, écoliers, plantation de l'ancien maire, commune, etc...), les "tanety" sont couvertes de taillis et de genêts. Nous arrivons à un point culminant d'où l'on peut apercevoir l'Ankaratra ; de la colline d'en face, on peut voir Tananarive, nous dit le maire.

...

Nous passons près d'une colline sacrée. Puis nous descendons vers une petite maison, au sommet d'une "tanety"; c'est là qu'habite le secrétaire de mairie avec sa femme et ses enfants, dans l'isolement le plus complet (sa maison fait partie du village d'Antanimasaka). Devant la maisonnette, deux parcelles labourées à l'"angady": cela suscite mon admiration car la terre a l'air très dure. Le secrétaire élève des poulets qui ont l'air magnifique et nous en offre un ; bientôt nous aurons un vrai poulailler. Sa femme, qui est allée en France et en Italie, en 1958, nous invite à venir passer une journée chez eux. Nous lui promettons.

Nous continuons notre petit tour ; d'une "tanety" voisine, nous apercevons un petit réservoir d'eau (c'est celui du maire, me confie le secrétaire) ; un autre réservoir de l'autre côté servira à alimenter le centre médical, par une conduite d'eau passant entre les "tanety".

J'interroge le maire sur la colline sacrée. Y a-t-il encore un culte. Le grand chef du culte est mort l'an dernier, et il n'y a plus rien, répond-il. Ce culte était rendu sur la colline d'Ambohitrinasina, en l'honneur d'un homme "Le Saint" (Masina) mort en expédition et enterré à Ampasanolomasina. La colline sacrée, Antsapia, de Merikanjaka, porte aussi le nom d'un homme qui y est enterré : Andrianefitany (celui qui est dans le désert). Les gens apportent des poulets pour remercier de la réalisation d'un vœu. Autrefois ils laissaient le poulet sur place, et des gens venaient les prendre. Quelquefois on les leur prenait sous le nez, tant et si bien que de nos jours ils remportent les poulets; la colline sacrée se contentant du sang du poulet.

Le groupe est en grande hilarité devant ces histoires "grotesques".

Le maire nous raconte encore la légende des habitants d'un village proche : Tsimananafo ("où il n'y a pas de feu"). Au XIX^e siècle, aux débuts de la colonisation, les "Menalamba"⁽¹⁾ pillaient et terrorisaient la population. Deux villages voisins avaient alors décidé de s'entendre afin de se prévenir mutuellement de l'arrivée des "brigands rouges", par le moyen de torches enflammées. Il arriva qu'un jour le feu s'éteignit dans le foyer et les gens du village se rendirent dans l'autre village : Antanimenabe pour chercher du feu. Ils n'avaient pas l'idée de rallumer leurs foyers grâce à leurs torches enflammées qu'ils avaient conservées. Dès lors, les habitants d'Antanimenabe appelèrent l'autre village Tsimananafo.

(1) "Menalamba" : mouvement insurrectionnel dirigé contre les Français après la défaite de 1895. ...

Ce soir là, autour de nos assiettes, nous discutons sur l'état de notre pénétration dans le village.

Les gens viennent maintenant nous rendre visite plus fréquemment pour nous demander des petits services. Le maire a confié à Jean Chrysostome que ce n'étaient pas les derniers poulets qu'on nous donnerait, car les gens qui se méfiaient un peu au départ, n'ayant pas encore oublié la colonisation, voient bien que nous sommes ici pour leur bien et commencent à apprécier notre compagnie. Ils n'osent pas encore nous inviter à partager leurs repas, car ils croient que nous ne mangeons pas les mêmes choses qu'eux. Ainsi, la femme du secrétaire de mairie nous a invités en nous demandant de venir à l'avance pour préparer le repas ensemble. Nous les avons, bien sûr, rassurés sur ce point. Je suggère à Jean Chrysostome de se renseigner auprès de Petit-Jean qui a ses entrées dans toutes les maisons du village, et qui est au courant de tous les petits potins, pour savoir ce que les gens pensent de nous. J'ai l'impression nette que nous avons réussi l'examen d'admission.

Toujours d'après Jean Chrysostome, il semble que les gens reprochent à la méthode améliorée de donner beaucoup de paille et pas assez de riz. Il faudra se renseigner sur ce sujet auprès des agronomes ou de l'URER, pour savoir si on peut attribuer cela à certains types d'engrais, ou aux doses, ou à d'autres causes (cela peut venir peut-être du trop faible espace laissé entre les lignes).

Jean-Chrysostome, décidément très en forme ce soir, nous raconte la vie interne du village.

D'abord, ses traductions expurgées avaient laissé de côté les grossièretés, et il nous apprend que les deux "ray aman-dreny" qui guidaient les enfants pour rattraper notre poule disaient en fait : qu'est ce que c'est que ces gamins ; ils ont donc mangé de la ... pour ne pas être capables d'attraper ce petit poulet !

C'est évidemment peu de choses, mais cela nous donne l'impression de nous enfoncer un peu plus dans la réalité et non plus de la survoler de haut.

D'autre part, Petit-Jean a raconté à Jean Chrysostome tous les potins du village. La maison juste au Sud de la nôtre est, si l'on peut dire, la "maison de tolérance" du village. Beaucoup d'hommes s'y rendent. La mère ferme les yeux sur les activités marchandes de ses filles, car elle a besoin d'argent.

...

Le "taxi-brousse" qui s'est pourtant marié légalement avec sa dernière femme clame partout qu'il va laisser tomber cette fille qu'il a ramassée à Analakely(1). Malheureusement pour lui, c'est le père de celle-ci qui a payé le taxi-brousse.

Le nombre de filles-mère est impressionnant ; la fille d'un "ray aman-dreny", toute jeune, a déjà eu un enfant, qu'elle laisse chez une cousine dans un village voisin, et il semble qu'elle n'ait pas mis son père au courant.

La fille divorcée qui tisse le raphia disait à Jean Chrysostome que si les filles de 13 à 15 ans qui vont à l'école continuaient comme ça, elles se retrouveraient bientôt filles-mères sans savoir comment.

Le dernier mariage célébré à l'église était un mariage forcé et tout le monde s'étonnait de voir la femme porter un voile blanc. Voilà un point sur lequel se retrouvent les familles bourgeoises européennes et les familles d'un petit village de la brousse malgache. Au moins la religion chrétienne réalise l'unanimité sur ce problème !

Les filles de l'instituteur Firmin sont, paraît-il, très grossières ; elles tiennent cela de leur mère (lorsqu'il nous reçoit, l'instituteur a d'ailleurs bien soin d'éloigner la gent féminine). Un jour, paraît-il, une famille très prude du village a entendu les filles de l'instituteur appeler leur fille d'une manière assez cavalière. Depuis, cette famille a retiré sa fille de l'école car elle a estimé que si c'était là tout ce qu'on y apprenait, il valait mieux ne pas y aller.

C'est dire l'état de déliquescence dans lequel se trouvent les structures traditionnelles et les structures importées par la colonisation qui sont venues se greffer dessus, devant l'introduction de l'économie marchande.

Le taxi-brousse va jusqu'à Merikanjaka. Au delà, c'est-à-dire, à Ambania ou à Miarinarivo, les structures ancestrales sont sans doute mieux conservées. Il est d'ailleurs symptomatique que ce soit à partir d'Ambania que l'on ait remarqué les tombeaux les plus décorés et le transport de la pierre tombale.

Toujours est-il que Petit-Jean a prédit à Jean Chrysostome que lui aussi irait bientôt dans la maison voisine ; les jeunes filles lui font les yeux doux (ont-elles envie d'aller vivre à la ville, comme Jean Chrysostome le pense ?). Mais il est très continent, ce qui suscite l'admiration et l'étonnement du village tout entier, et d'ailleurs il les trouve trop coquettes.

(1) Analakely : marché de Tananarive

Samedi 27 février =

Nous terminons le champ du vieux C, tous les quatre, sous le regard approbateur de ces dames de la Congrégation mariale de la paroisse, venues chanter leurs cantiques à l'église, cependant que les enfants de l'école égrènent péniblement l'alphabet.

Sur la route, nous remarquons que de nombreux trous ont été comblés avec de la terre et des pierres. Je fais le rapprochement avec la réunion des "ray aman-dreny" de la commune, la veille. La réunion était d'ue, non pas seulement à la discussion des affaires courantes, mais à l'annonce d'une affaire extraordinaire. Le Président Tsiranana en personne viendrait faire une visite dans la commune. On ne sait pas encore exactement où il ira. Mais ce qui est certain c'est que les hommes des divers "fokon'olona" (1) de la commune devront essayer de remettre les pistes un tant soit peu en état. Quelle attitude devons-nous adopter en cette occasion ? Cela me pose quelques problèmes !

*

* *

Bilan de cette première semaine

- Il semble que notre pénétration ait bien réussi.

- Le problème se pose de savoir si nous approfondirons l'étude du village d'Antanimasaka, ou si nous aurions intérêt à nous éloigner de la ligne suivie par le taxi-brousse. La délimitation est un peu simpliste, mais correspond grosso modo à la réalité.

- A court terme, nos prochaines investigations seront les suivantes (en dehors de la poursuite des interviews) :

1° dresser les généalogies du village : le maire a accepté de nous aider.

2° déterminer les détenteurs de postes administratifs, politiques, religieux, culturels et techniques, ainsi que les détenteurs du pouvoir traditionnel ; ceci pour l'ensemble des villages de la commune, et avec l'aide du maire. Prétexte :

(1) Communauté de résidence.

nous devons connaître les personnalités compétentes pour pouvoir nous adresser à elles lorsque nous nous rendrons dans les villages. Outre l'intérêt théorique de cette connaissance, il y a également un intérêt pratique : éviter d'établir des contacts privilégiés avec ces personnalités.

3° une fois la généalogie établie, en retirer les individus qui travaillent à l'extérieur pendant un temps plus ou moins long, et surtout ceux qui sont partis définitivement. On obtiendra ainsi une pyramide des âges (ou plutôt des générations que nous transformerons en pyramide des âges). Cette pyramide peut avoir un intérêt explicatif. Il se peut (c'est ce que je pressens en tout cas, d'après l'observation directe) que l'on trouve un déséquilibre très grave entre la population adulte (= active), surtout masculine, et la population âgée et très jeune (~~inactive~~). Il y aurait là un premier élément d'explication de la très faible mise en valeur des "tanety". L'instituteur nous disait que les habitants ne cultivaient pour la plupart qu'un petit lopin, tout juste de quoi se nourrir pendant une semaine, et le vieux C dont nous avons retourné la moitié de la parcelle en 4 heures, n'arrivait à bêcher qu'un sillon en une journée.

Il s'agit de savoir en fait si cette terre aurait pu continuer à assurer la subsistance des familles tout entières (sans provoquer de départs vers les villes). L'insuffisance manifeste des rizières à résoudre le problème de la soudure (6 mois de soudure en moyenne ; 8 mois pour certaines familles), aurait-elle pu être comblée par la mise en valeur des "Tanety"? Antanimasaka mérite-t-il son nom de "terre fertile" ? Madame A n'avait pas l'air de penser ainsi devant son champ de manioc. Toujours est-il que les cultures de "tanety" ne peuvent remplacer totalement l'absence de riz. C'est pourquoi l'instituteur ne parlait des cultures de "tanety" qu'en terme de cultures commercialisables. Mais c'est là que le bât blesse selon lui : comment évacuer les produits ? Il est à remarquer que cette opinion se rapproche de la philosophie de l'opération "tanety".

A première vue, il ne semble pas que ce problème soit réellement insoluble. Il y a bien un camion qui fait la collecte du charbon de bois (chaque quinzaine) ; il y a également des marchés relativement fréquentés dans la région surtout celui de Talata-Morokay qui draine une population impressionnante, alors qu'il paraît véritablement perdu dans la brousse. Jean Chrysostome me disait qu'il y avait un marché presque chaque jour à l'échelle de la région. Il est vrai que l'écoulement

vers Tananarive est indispensable dans le cas d'une mise en valeur généralisée des "tanety" mais la présence de ces marchés n'est tout de même pas à dédaigner.

Si en fait, telle n'a pas été la solution apportée par Antanimasaka au déséquilibre population-ressources, la raison se situe à un niveau supérieur.

La mise en valeur actuelle est impossible, à cause du manque de bras actifs. Mais quelles sont les raisons qui ont poussé les jeunes et les adultes à s'expatrier pour trouver un travail salarié, plutôt que de défricher les "tanety" ?

- Il y a évidemment l'attrait de la ville qui s'accroît de plus en plus, avec l'accroissement du nombre de ceux qui partent.

- La nécessité de gagner de l'argent pour payer l'impôt, l'écolage des enfants, etc... Mais la possibilité de vendre le charbon de bois par exemple diminue l'intensité de ce facteur.

- La fertilité douteuse des "tanety", pour lesquelles le travail de mise en valeur n'apporterait pas des rendements suffisants.

Toujours est-il qu'il y a bel et bien départ des jeunes vers la ville. Ceux-ci peuvent revenir au moment des travaux agricoles, et peuvent aussi participer financièrement à la "gestion de l'exploitation", c'est-à-dire en fait à la subsistance de ceux qui restent. Mais les retours peuvent tendre à se raréfier. Le vieux C nous disait bien que ses enfants et petits enfants revenaient régulièrement, c'est-à-dire qu'idéologiquement, il persiste, malgré la rigueur de la réalité, à croire en la vieille solidarité familiale ; cependant les tisseuses de raphia nous apprirent qu'il était bien malheureux parce que ses enfants l'abandonnaient.

Si effectivement, cette participation (financière surtout) existe d'une manière plus ou moins générale, alors on peut penser que les jeunes expatriés poussent les vieux qui sont restés à utiliser la méthode améliorée, afin de leur faciliter la soudure, et de diminuer leur participation effective. Il n'en reste pas moins que la méthode améliorée n'est pas forcément rentable pour tous. Il y a gain de semences, gain de travail au moment du sarclage, normalement production accrue, mais il y a aussi les engrais, et la difficulté d'acheter les doses adéquates : faute de doses adéquates, la rentabilité peut être douteuse.

Vu l'état de décrépitude des structures traditionnelles (cf. plus haut), on peut admettre que ce sont ceux qui partent qui dictent leur loi à ceux qui restent. Cf. par exemple la manière dont la femme du "taxi-brousse" nous a dit : "Oh, mais c'est nous qui finançons" ! en réponse à la question : Qui cultive la terre ? Les parents du mari ? Il est vrai que le cas est marginal, vu la superficie cultivée par cette famille (plus d'un hectare).

Une chose certaine, c'est que ce système permet de bénéficier de termes de l'échange favorables entre le salaire urbain et le salaire agricole. Ainsi, on a pu remarquer qu'un bon nombre de familles utilisaient les services de salariés agricoles. (Remarque : la vieille qui tisse le raphia va pourtant louer ses services jusqu'au lac Alaotra, en saison de repiquage. Les gens du village hésiteraient-ils à louer les services d'une des leurs ?).

Au terme de ces quelques remarques, il semble indispensable de rajouter un certain nombre de questions à poser, ou de réponses à relever systématiquement (ce qui n'a pas été toujours fait jusqu'à présent) :

- 1° Pourquoi n'exploite-t-on pas plus les "tanety" ?
- 2° Combien de membres de la famille partent-ils à l'extérieur ? (chef de famille, enfants, petits-enfants).
- 3° Les jeunes qui partent travailler à l'extérieur partent-ils d'eux-mêmes ? En avaient-ils envie ? La famille les a-t-elle encouragés à partir, ou bien a-t-elle essayé de les retenir ?
- 4° Ceux qui sont partis, reviennent-ils régulièrement ou non ? (au moment des travaux agricoles?) ; participent-ils financièrement à la subsistance de la famille ?
- 5° Utilise-t-on des salariés, sur les champs ? Combien ? Utilise-t-on l'entraide de préférence ? Pourquoi ?

La problématique qui vient d'être tracée devrait avoir pour localisation privilégiée Antanimasaka (le village). Le problème de l'abandon de la méthode améliorée de riziculture pourra être étudié avec profit à Ambohinaorina, village protestant voisin d'Antanimasaka (cf. plus haut), ainsi qu'à Amboronosy-Nord, qui semble influencé par Amboronosy Sud (Ambohitrandriamanitra).

En complément des questions posées par cette problématique, on pourrait envisager :

- de recueillir des biographies des "ray aman-dreny". Celles-ci permettraient de se faire une idée sur l'histoire du village.

- de demander aux Anciens de nous raconter l'histoire de leur village. Il y a dans un hameau d'Antanimasaka une vieille femme très bavarde sur la rébellion de 1947 pendant laquelle elle a perdu un de ses fils.

- de les questionner sur les légendes de la région (origine des noms de village par exemple) et sur les coutumes ancestrales d'autrefois, et celles qui sont encore vivantes.

On peut penser que cette dernière question serait à traiter d'une manière plus fructueuse ailleurs qu'à Antanimasaka, car, comme on l'a vu, il semble que les structures traditionnelles aient passablement éclaté dans ce village. Dans cette optique, la localisation devrait être : Merikanjaka, Ambania, et peut-être Miarinarivo (mais il risque d'y avoir des difficultés de pénétration dans ce dernier village : réfugiés de Tsiacompaniry).

Merikanjaka permettrait d'élucider le comment et le pourquoi de la rivalité de ce village avec Antanimasaka. Rivalité niée par Antanimasaka. Merikanjaka devrait être plus bavard, car c'est lui l'offensé. (Remarque : de même pour Ambohitrandriamanitra : c'est dans ce village qu'on pourrait élucider la rivalité avec Antanimasaka, car c'est lui l'offensé).

De plus, à Merikanjaka, on pourra étudier le fameux "fanompoantsampy" qui a l'air assez vivace.

Mais il ne faut pas pour autant repousser l'hypothèse du maintien et de la revivification de telles structures et de telles manifestations à Antanimasaka même.

Après tout, les gens d'Antanimasaka préfèrent sans doute parler des croyances des autres, plutôt que des leurs. Et on peut ainsi être moins bien informé sur ce qui se passe à côté de soi, que sur ce qui se passe plus loin.

En fait, la destruction des anciens cadres traditionnels ne peut pas s'être faite sans ^{avoir} provoqué une réaction quelconque de la part des habitants du village. Certes, la religion catholique offre une échappatoire de choix, une

soupape de sûreté idéologique non négligeable. Il est frappant que la paroisse d'Antanimasaka suscite l'admiration des catholiques de la région (selon l'instituteur). Mais jusqu'à l'an dernier, il y avait bien un "fanompoan-tsampy" à Antanimasaka même ; et des habitants du village se rendent encore sur la colline d'Antsapia à Merikanjaka.

Cette introduction de l'économie marchande jusque dans les profondeurs de la vie du village (la "maison de tolérance" à côté de chez nous, le départ des jeunes pour se salarier, la méthode améliorée, etc...) ne peut pas ne pas avoir entraîné des réactions individuelles mais surtout collectives, pour s'en préserver ou plutôt (puisqu'il semble y avoir résignation, dans le cas présent) pour en faciliter l'acceptation obligée : contrepartie idéologique négative, en face d'un phénomène extérieur devant lequel on ne peut rien.

Note : Finalement, notre récupération par le représentant du PSD n'aura sans doute pas eu d'effets trop fortement négatifs. Dans la mesure où nous en avons pris conscience à temps, ce qui nous a permis de prendre nos distances insensiblement ; dans la mesure aussi où cela nous a donné une allégeance vis-à-vis de lui, qui nous considère favorablement, mais sans que cette allégeance soit trop marquée et trop remarquée par le reste de la population.

Des conseils nous furent prodigués à Tananarive :

- ne pas négliger les visites aux autorités administratives (sous-préfet, chef de canton), car il ne faudrait pas que le stage de terrain se heurte à leur opposition. Ils doivent certainement être déjà au courant de notre comportement vis-à-vis des paysans, comportement diamétralement opposé à ce qu'on attend habituellement du "fanjakana", ce qui doit leur donner quelques soucis.
- ne pas négliger non plus les généalogies qui peuvent être pleines d'enseignements.

D'autre part, l'existence du "dinasa" autrefois suppose en général une convention orale du "fokon'olona", édictant les règles d'une telle entr'aide.

...

ANNEXE

Pendant la durée de nos séjours à Tananarive, je chargeais Jean Chrysostome qui demeurait au village, de mener de petites enquêtes personnelles et complémentaires de celles que nous menions ensemble. C'est ainsi que je lui avais demandé de tenir une chronique du village. Mais en fait, bien souvent les journées s'écoulaient sans qu'il ne se passe grand chose. Aussi Jean Chrysostome mit-il à profit ses discussions avec certaines familles pour écrire la chronique de problèmes particuliers. La présence d'une "prostituée", la relative importance des femmes divorcées et des filles-mères ne pouvaient que nous inciter à approfondir les problèmes des relations entre sexes au village.

Nous donnons ci-dessous la substance de sa chronique, que nous interpréterons à l'occasion dans le texte.

La présence d'une prostituée dans un petit village de brousse ne peut manquer d'étonner. Celle-ci, encouragée par le silence de sa mère, dit que "cette manière de vivre fait gagner de l'argent", et encourage d'autres jeunes femmes du village, divorcées comme elle, à se faire "filles de plaisir". Que la nécessité de se procurer de l'argent dans un milieu où la circulation monétaire est très faible, soit une des causes importantes de cette situation est incontestable. Mais elle n'est pas suffisante.

L'autre aspect du problème, il faut le chercher dans le fait que dans un chef lieu de commune, il passe ou demeure de nombreux individus isolés, amenés là de par leurs occupations : l'examen de la fréquentation de la maison de la prostituée, le prouve bien.

Mais ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la situation actuelle que l'économie marchande qui a tant de peine à pénétrer les sphères de la production et de la circulation, s'est par contre infiltrée dans un domaine qui semblerait logiquement devoir intervenir ultérieurement : la transformation de la femme en une marchandise en est d'autant plus étonnante.

Les "corrupteurs de jeunes filles", qui constituent le second aspect de cette situation sont, nous l'avons dit, des étrangers au village. Mais ce ne sont pas des étrangers à part entière. Il peut s'agir d'individus originaires du village

...

ou de la région qui, après un long éloignement, y sont revenus, titulaires de postes plus ou moins prestigieux, mais dont l'attache principale est restée la ville. On peut ainsi dire que ces personnages sont bel et bien considérés comme des étrangers.

Or cette coupure ville-brousse, citadins-paysans, on peut aussi la percevoir dans certaines réflexions rapportées. Il y a au village quatre "coquines". Ces "coquines" sont "coquettes" : elles s'habillent à la moderne, portant cheveux courts, pantalons ou mini-jupes. C'est ce qui a fait dire à une vieille femme : "Ah ! On va se marier avec des vazaha" !

Ces quatre "coquines" qui avaient coutume autrefois de déambuler ensemble sur le chemin du village, se jalourent désormais. Elles entretiennent des amis dans tous les marchés de la région qu'elles aiment à fréquenter. Et les jeunes filles sérieuses se sont offusquées de leur comportement, parce qu'elles attirent auprès d'elles tant de jeunes gens et même des Noirs".

Cette dernière réflexion nous fait toucher du doigt un point fort important : la discrimination inter-castes. Celle-ci, niée idéologiquement, réapparaît dans la réalité vécue. Nous aurons l'occasion d'en voir d'autres exemples.

Or nous voyons qu'une partie de la jeunesse - celle du moins qui a reçu une éducation citadine - a tendance à faire tomber un certain nombre de cadres sociaux qui n'ont plus de signification pour elle. Et cette tension entre jeunes et générations plus proches de la tradition est effectivement ressentie consciemment par ces dernières qui reprochent aux jeunes de ne pas aider leurs parents et de ne penser qu'à vagabonder.

Chez les plus jeunes, cette évolution se traduit verbalement par la prononciation de phrases obscènes. La mère d'une de ces jeunes filles - étrangère au village elle aussi - disait en parlant d'elles : "Elles ont l'âge, Madame, et elles ont besoin des hommes ; on va les vendre au marché de Talata-Morokay".

Quelles relations les jeunes entretiennent-ils entre eux, dans le village même. "Contrairement à la coutume, rapporte Jean Chrysostome, ce sont les filles qui cherchent les hommes". Mais au village, si les personnes "tabous" (olom-pady) ont disparu en ce qui concerne le verbe (1), la contrainte subsiste en ce qui concerne la chair : pour la proche parenté donc.

...

(1) On ne doit pas prononcer certaines paroles devant les personnes "tabous", par exemple la soeur devant le frère, etc...

Du côté de l'ordre établi mais branlant, l'idéologie garde le dernier mot puisque, s'étonnant de ce que ces jeunes "délurées" ne tombent pas enceintes, on dit : "Elles ne conçoivent pas parce qu'elles courent partout".

Mardi 2 mars

A notre arrivée à Antanimasaka, nous sommes accueillis par notre vieux papa qui tient longuement la main de Nicole dans les siennes, avec un sourire radieux. Nous invitons tout ce monde à prendre un café chez nous.

A 15 h, Nicole donne son premier cours (7° et 8°) à l'école catholique : dictée française avec questions. Une petite fille pleure au premier rang. Petit-Jean est venu au cours, bien qu'étant seulement en 9°. Lorsqu'il s'en apercevra, l'instituteur lui dira de partir. Le niveau est évidemment très faible, mais l'instituteur espère que des progrès interviendront grâce au nouveau professeur.

Au moment de rendre les cahiers, une petite fille garde le sien serré contre elle : elle n'a rien écrit dessus.

L'instituteur qui viendra nous rendre visite dans la soirée pour organiser l'emploi du temps, nous dira qu'il compte ne présenter que 5 élèves (sur 16 en classe de 7° ; 24 en tout) au CEP (certificat d'études primaires).

Il y a là une dimension de la vie villageoise et de la reproduction de sa structure qu'on ne doit pas négliger. Le contenu de l'enseignement, sa qualité, la réceptivité des élèves en face de cet enseignement, les clivages qui peuvent se dessiner entre les élèves. Il est à noter que 2 enfants d'Antanimasaka vont à l'Ecole primaire publique de Merikanjaka. Vers le soir, certaines élèves s'aventureront jusque chez nous pour voir corriger leurs cahiers.

Pendant que Nicole assure son cours, nous nous rendons à la mairie où nous trouvons le maire, son adjoint et le secrétaire de mairie.

Nous leur expliquons notre désir de voir le chef de canton pour lui faire part de notre présence à Antanimasaka. Compte tenu des conseils que nous donne le maire, nous décidons de nous rendre au chef-lieu de canton : Ambohitrandriamanitra, samedi, à pied ou en taxi-brousse. Nous en profiterons pour visiter également l'instituteur directeur de l'EPC (école primaire catholique) d'Ambohitrandriamanitra,

qui nous a été indiqué par un collaborateur de la section Géographie de l'ORSTOM.

Puis nous entamons la discussion sur la parenté et les généalogies des habitants d'Antanimasaka. Entre temps, notre vieux papa est venu se joindre à nous.

Il semble qu'il y ait, à l'origine de la fondation du village, 4 ancêtres :

- Rainitsizehena,
- Rainimamanjanahary,
- Rainizanamanga,
- Ralesalia,

dont nous allons établir la descendance.

Pour les généalogies, il faut savoir à ce propos que le maire et ses aides ont été de précieux informateurs qui ont facilité grandement notre tâche. En effet, des agents de la Radio-Télévision malgache sont déjà venus dans la région, et le maire les a aidés dans leur recherche, ce qui a eu pour effet de rafraîchir leur mémoire généalogique ! Ceux-ci ont aussi, semble-t-il, interviewé un vieux du hameau d'Ambohitrangahy ("gardien des terres des nobles") qui a beaucoup de choses à raconter. Nous ne l'oublierons pas, lorsque le magnéto sera réparé.

Pour ne pas trop lasser nos interlocuteurs, nous interrompons cette remontée dans le passé que nous reprendrons demain.

Faisons entre temps une petite parenthèse sur l'histoire du village, à partir d'éléments recueillis par Jean Chrysostome, à l'occasion de ses diverses prises de contact. A l'origine, le village était installé tout au sommet de la colline ; il s'appelait alors Androvakely ("le Petit Palais") ; puis il a entrepris sa marche descendante vers la vallée ; ce fut d'abord Soavinandriana ("A qui les nobles ont rendu du bien") ; on cultivait alors beaucoup de melons (voatavo), de maïs et de patates. Les habitants d'Antanimasaka (dans le district d'Antsampan-drano (Est d'Ambatolampy) faisaient étape à Soavinandriana, sur le chemin de Manjakandriana et Tananarive. Admirant les cultures qu'on y faisait, ils conseillèrent aux habitants de baptiser le village Antanimasaka : "la terre fertile". Le village a terminé sa lente migration vers la vallée et la piste, et les premières maisons du village actuel n'ont que 35 ans d'âge (il y a en tout à peu près 40 maisons et 300 habitants).

*

...

* *

Nous avons déjà entendu parler de la famille K. La femme, très bavarde avait raconté à une de ses voisines que nous devions travailler un de ses champs. Avec toute la diplomatie qui est la sienne, Jean Chrysostome s'efforça de remettre les choses au point. Mais cette réaction jeta un certain trouble dans nos esprits. Obnubilés que nous étions par les réactions éventuelles du "fanjakana" devant notre attitude, nous ne nous étions guère préoccupés de la manière dont les villageois interprétaient notre action.

Les gens que nous avons aidés en tiraient-ils volontairement un certain prestige ? Ou bien au contraire, les gens que nous n'avions pas encore rencontrés l'interprétaient ainsi et voulaient ^{-ils} récupérer notre attitude avant même sa réalisation ? Cela restait à élucider.

Ayant tenu compte des leçons du séjour précédent, nous avons légèrement modifié notre présentation. Nous expliquions au départ que nous nous intéressions également à l'histoire et aux coutumes ancestrales, éléments indispensables pour mieux comprendre la vie du village et certains problèmes qui peuvent s'y poser.

D'autre part, dans le questionnaire lui-même, nous avons relié la mise en culture des "tanety" à la question des départs vers l'extérieur.

A la question : "Pensez-vous qu'il était préférable que les enfants partent travailler en ville, ou qu'on essaie de mettre en valeur les collines ?", c'est cette dernière hypothèse qui est retenue. Mais on n'y peut rien. Les enfants sont partis cette même année, ^{ce sont} eux qui l'ont voulu. Ils aident financièrement leurs vieux parents, mais on ne sait pas encore s'ils reviendront pour les travaux agricoles. Jusqu'à présent, la famille a dû embaucher des salariés à ces époques de travaux, car l'entr'aide ne subsiste qu'entre proches parents. Mais même cette survivance, ils l'ont, pour leur part, abandonnée depuis un an peut-être.

Autre caractéristique de cette famille : le père se loue comme journalier avec son attelage de boeufs, sa herse et sa charrue. Mais selon lui, ce travail ne se prolonge jamais au delà d'une quinzaine de jours et il n'en tire donc pas des revenus très importants. Il ajoute assez curieusement et significativement, qu'il a acquis sa charrue au début de son mariage, à une époque où ses charges (ses enfants) étaient réduites.

Comme nous nous apprêtions à partir, la femme, trouvant sans doute que nous étions restés trop peu de temps chez elle (crainte d'être ridiculisée auprès de ses voisines ?) relança la conversation sur le travail d'entr'aide.

Je lance alors l'idée de remettre sur pied un groupe d'entr'aide. A leur avis, cela paraît impossible, sauf entre proches parents ; auquel cas cela ne demanderait pas trop de travail.

Selon Jean Chrysostome, la chose serait peut-être plus facile entre femmes, et certainement le travail accompli serait alors plus important que la somme des travaux individuels, car "les femmes restent plutôt oisives tandis que leurs maris sont partis se salarier".

En cette occasion, j'ai manifestement été influencé par les multiples tentatives faites par des sociologues de terrain qui voient dans de telles expériences une méthode privilégiée d'observation. Cela se rapproche de l'interprétation que donne Edgar Morin du concept de praxis (1). Interprétation qui me semble tout à fait ^{critiquable} en ce sens que cette praxis est amputée et artificielle, tenant beaucoup plus de l'expérimentation in vitro. J'aurai l'occasion d'y revenir.

*

* *

Mercredi 3 mars =

Tôt le matin, nous allons voir le chef de secteur que nous n'avons pu voir jusqu'à présent en raison de ses multiples activités.

Le secteur qu'il a sous sa direction comprend les 2 communes du canton d'Ambohitrandriamanitra, il a ainsi sous ses ordres 8 agents de vulgarisation.

Les rendements qui étaient de 800 kg/ha avant l'introduction de la méthode améliorée sont passés à 2,5 t/ha, lorsque les directives sont respectées.

Les qualités physiques du sol dans cette région sont bien connues, et les engrais bien adaptés. Les ravages causés par la fusariose et les nématodes

(1) cf. E. Morin : "La démarche multidimensionnelle en sociologie", dans les Cahiers Internationaux de Sociologie, 1966, II.

(communément appelés par les paysans "maty fotsy" (1)) sont dûs au non renouvellement des semences. Une des seules parcelles respectant toutes les directives se situe au delà d'Ambohidrangahy. Elle a une superficie de 80 ares.

Cependant, le terrain est bourbeux et froid, ce qui rend difficile le sarclage et l'engraisement.

La méfiance des gens à l'égard du crédit (intérêt de 8 %) vient de ce qu'ils ont été traumatisés par l'expérience antérieure du crédit agricole. Les paysans ayant payé leurs échéances et soldé leur crédit, se virent réclamer de nouvelles échéances par les nouveaux gérants venus remplacer les précédents dont la gestion avait plus ou moins abouti à la faillite.

La soudure qui durait 6 mois en moyenne avant l'introduction de la méthode améliorée serait maintenant ramenée à 3 ou 4 mois.

L'ODEMO (2) qui a essayé de recruter des migrants potentiels dans les familles nombreuses cultivant de faibles surfaces, n'a pas eu beaucoup de succès. On espère organiser des excursions pour montrer aux paysans intéressés les installations du Moyen Ouest, tant il est vrai qu'ils veulent voir pour croire.

D'autre part, le métayage (souvent entre parents) représente près de 50 % des terres exploitées.

En ce qui concerne les "tanety", elles sont faiblement mises en valeur, parce qu'il y a beaucoup de bois couvrant les superficies qui seraient cultivables (pentes inférieures à 12 %). Bois qui, entre autre sources de revenus, procurent suffisamment de ressources pour ne pas inciter à mettre en valeur les "tanety". N'y a-t-il pas là une certaine contradiction avec une politique de reboisement assez active (plantations sur pentes inférieures à 12 %) ? Ou bien, a-t-on abandonné tout espoir de mettre en valeur les "tanety" ? De plus, malgré son nom de "terre fertile", les sols d'Antanimasaka sont très pauvres et leur engraisement de régénération demande en moyenne 1.500 FMG /10 ares. En fait, ce nom d'Antanimasaka vient du fait qu'autrefois des marchands de bestiaux faisaient étape au village et parquaient leurs bêtes pour la nuit sur les terres de bas de pente qui ainsi, devinrent assez riches.

(1) du riz mort et blanc.

(2) Société d'Aménagement du Moyen Ouest.

Actuellement, il y a très peu d'élevage, ce qui pose un problème pour se procurer du fumier de ferme.

D'ailleurs, toute l'opération "tanety" devra se concentrer sur la production de viande, car d'éventuelles cultures de rapport (légumes, etc...) se trouveraient mises en difficulté par l'absence d'infrastructure de transport et donc de commercialisation. En fait, les collecteurs font baisser les prix, arguant de la difficulté des communications. Le seul moyen d'éviter cet obstacle des collecteurs serait donc la transformation des cultures de "tanety" en viande. On se doute des difficultés que cela va soulever.

Actuellement, il y a un schéma de "tanety" au Sud d'Antanimasaka, à Ambohitafy. Mais pour ces schémas, il est nécessaire de regrouper les parcelles individuelles pour en former une d'au moins 10 ares. En plus de ces regroupements de parcelles (qui, dans le cas d'Antanimasaka, ne doivent pas poser de problèmes fonciers importants, vu la faible mise en valeur des collines), l'URER essaiera, à partir de l'année à venir, d'organiser une forme de travail en commun sur ces parcelles regroupées. Il faudra donc bien faire attention à ce que notre éventuelle action en ce sens ne soit pas assimilée à celle de l'URER.

Selon le chef de secteur, la méthode améliorée a accentué la tendance à aller se salarier en ville, ce qui fait que le schéma qui sous-tend toute la philosophie de l'OPR-Tanety, est loin d'être vérifié, ni spontanément, ni autoritairement ou par l'incitation. Le surplus extrait des rizières pour être investi sur les "tanety", devait libérer des agriculteurs formés à la technique moderne, qui iraient coloniser les terres vierges du Moyen Ouest (ODEMO) ou de l'Ouest.

Il nous répète que la cause du demi-échec d'Ambohitrandriamanitra est d'ordre exclusivement politique, cette commune étant un fief de l'AKFI. Mais les abandons se traduisaient uniquement en effectifs, et non pas en surfaces. L'URER ne rompt cependant pas le contact avec ceux qui abandonnent, partant de l'idée qu'ils ne pourront pas toujours rester perdants à la fois sur le terrain politique et sur le terrain économique. Emettant l'hypothèse que l'opposition des 2 communes, traduite administrativement dans les faits, se retrouve au niveau de l'action de l'URER, du fait même de l'opposition ancienne, le chef de secteur nous rappelle que les gens d'Ambohitrandriamanitra sont riches et qu'autrefois (avant la scission) ils avaient tendance à se décharger des corvées de "fokon'olona" sur les gens de la région d'Antanimasaka.

Quant au récent abandon dans la commune d'Antanimasaka elle-même, il s'agit du hameau d'Ambohinaorina (= 1 cellule) qui, pour moitié, a abandonné la méthode améliorée. Deux causes peuvent être avancées à cela.

- D'abord le conseiller rural d'Ambohinaorina a brigué le poste de maire d'Antanimasaka aux dernières élections communales et il a échoué. D'où un abandon d'ordre politique ici encore.

- Ensuite, le vulgarisateur d'Ambohinaorina a laissé des dettes impayées et semble avoir eu quelques ennuis avec des filles du hameau. Dès lors les habitants n'ont plus voulu de lui. Le chef de secteur a donc promis aux habitants de le muter dans une autre commune, mais on n'a encore aucune assurance quant à la reprise du repiquage en ligne.

Il semble que les gens d'Ambohinaorina veuillent nous attirer chez eux. On se souvient de celui qui nous avait dit avoir travaillé pour l'ORSTOM (c'est le même qui nous conseillait de nous adresser au chef de village, le seul noble, pour avoir des renseignements intéressants). De même, en entrant chez le chef de secteur, un expert forestier (1) s'est adressé à nous très aimablement et a renouvelé l'invitation.

Mais il est intéressant de remarquer que le hameau d'Ambohinaorina est de population noble (Andriana) et protestante. Il en reste quelques uns au village mais la plupart sont fonctionnaires à Tananarive et laissent leurs terres en métayage. Or d'après le chef du secteur, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui ont pris la décision de ne pas pratiquer la méthode améliorée cette année. Donc, la cause d'ordre politique serait la plus importante.

Il y a à Ambohinaorina un gros propriétaire qui possède 140 ha. C'est un médecin renommé de Majunga. Toutes ses terres de rizières sont données en métayage. Et son fils va reprendre les terres de "tanety" pour les mettre en méthode améliorée, et y pratiquer la solution URER : élevage de bovins, porcins, volailles, poissons; il se lance aussi dans la construction. C'est dire que c'est une recrue de choix pour l'URER qui va pouvoir obtenir ainsi des statistiques importantes pour les "tanety".

...

(1) On procède en effet à un inventaire forestier pour préparer la venue d'une mission d'experts qui devront étudier les possibilités de transformation de l'eucalyptus en tissu.

On aura remarqué que les explications données par le chef de secteur recourent exactement celles recueillies par l'analyse documentaire menée au début de cette étude (cf. II^e partie). Il semble qu'il n'y ait pas à ce niveau de distorsions, par rapport à ce qu'on professe au sommet de la hiérarchie.

D'autre part, le chef de secteur a bien fait ressortir devant nous la situation concrète dans la région, et les particularités dont doit tenir compte l'URER dans son action.

Nous nous rendons ensuite chez les 2 tisseuses de raphia qui nous offrent le café dans de petites tasses en émail, la cafetière étant une boîte de conserve. Puis on part sur le champ de "tanety", l'"angady" sur l'épaule. Le vieil épicière nous a regardés partir en disant : "le vazaha, il va se faire des ampoules avec l'angady" ! Nous découvrirons alors de nombreux tombeaux à l'air plutôt austère. Certains semblent même abandonnés.

Bien qu'il soit difficile d'entretenir une conversation tout en travaillant (mais ce n'est pas dans ce but que nous proposons notre force de travail), nous échangeons quelques paroles sous un soleil de plomb. En fait, l'intérêt de tels travaux est de faire comprendre des choses qui ne viennent pas tout de suite à l'esprit quand on ne se trouve pas en face de tels problèmes dans la pratique quotidienne (1). Nous avons travaillé toute une matinée, mais le fruit de ces efforts n'apparaîtra au plus tôt que dans 3 mois, plus vraisemblablement dans 6 mois (patates) ; à la fin de la journée il n'y a rien à manger si ce n'est en réserve. Or ces 2 femmes vivent au jour le jour. Chaque jour doit leur apporter soit une quelconque récolte, soit de l'argent pour acheter de quoi se nourrir et renouveler leur force de travail. Les cultures de "tanety", nécessitent un investissement en temps de travail et en semences, investissement qui ne produira que 6 mois plus tard. Bien sûr, le problème ne se pose pas avec une telle acuité pour tous les habitants du village. Mais lorsqu'on sait que pour un certain nombre de familles, la soudure peut durer 6 mois en moyenne et quelquefois plus, ceci

...

(1) Réflexion faite, cet argument me semble être une justification spécieuse et fautive. Car s'il est vrai que la pratique est le point d'où il faut partir pour résoudre un certain nombre de problèmes techniques particuliers et même globaux ou sociaux, il est tout à fait abusif de ma part de dire que c'est en travaillant sur les "tanety" que j'ai pris conscience du problème que j'expose dans le texte.

En fait, moi aussi, malgré mes efforts, j'ai une praxis amputée, mais je ne veux pas me l'avouer. Sur ce point aussi, il faudra revenir.

même avec la méthode améliorée, on comprend alors que le dilemme : mise en valeur des "tanety" - travail salarié à l'extérieur n'en soit plus un. Il s'agit de se procurer de l'argent le plus vite possible, pour pouvoir boucler la soudure, payer l'impôt, contenter toutes les pressions idéologiques qui s'exercent et qui nécessitent des liquidités monétaires ou en nature ("famadihana", denier du culte, etc...).

Le labour continue. Des gens viennent plaisanter un peu avec nous pendant le travail.

En fin de matinée, nous arrêtons le travail en promettant de finir le champ demain matin. Ou plutôt Jean Chrysostome leur dit qu'on en fera une bonne partie, et que ce sera à elles de terminer. Il interprète notre travail sur les "tanety" comme devant être une action exemplaire destinée à stimuler les paysans dans leur travail.

Aujourd'hui, la mère était restée à la maison pour le tissage, car il faut de l'argent.

La fille s'est montrée sceptique quant à l'organisation d'une entr'aide : chacun travaille pour soi.

Un quart d'heure après les avoir quittées, la mère arrive avec un poulet dans les bras. C'est le quatrième depuis que nous sommes arrivés ici. Nous lui offrons à boire. Mais la conversation est très espacée, car c'est l'heure de la préparation du sacro-saint repas, et j'ai toutes les peines du monde à faire participer Jean Chrysostome à la discussion.

Incidentement Jean Chrysostome m'apprend que la jeune femme que nous avons aidée ce matin, participait à une réunion du PSD tenue dimanche dernier et regroupant une trentaine de personnes. Selon les indications du maire, une centaine de cartes du Parti ont été vendues dans la commune.

Tout cela me laisse pensif. Mais la famille L nous attend. Il s'agit du "vieux charbonnier" qui ne paye pas de mine et après lequel Jean Chrysostome est obligé de courir afin d'obtenir de lui un rendez-vous. Il semble, à vrai dire, que cette famille n'entretient que peu de relations avec le voisinage. Sont-ils mis à l'écart du reste du village ?

...

Cela n'est pas sûr cependant : le travail de charbonnier est très absorbant, et en dehors de ce travail, l'homme se loue comme salarié agricole avec ses deux fils que nous avons vus travailler assez souvent sur la colline qui surplombe le village.

Quoiqu'il en soit, il a installé deux chaises pour nous recevoir et a passé une chemise neuve ; habituellement, il est très mal habillé et fait très pauvre ; mais il semble qu'il ne soit pas aussi pauvre qu'à première vue.

Il nous accueille en nous disant qu'il est heureux de notre présence à Antanimasaka, car "plus on est nombreux, plus on est fort". Et il ajoute qu'il est aussi heureux que la maternité soit installée à Antanimasaka, car à Merikanjaka, il n'y a pas assez de gens, et ils ne pourraient pas donner de riz aux étrangers. Je ne comprends pas très bien la raison de toutes ces précisions. A-t-il déjà entendu parler de nos interrogations à ce sujet ? Cela paraît probable. Je ne pense pas, en tout cas, que ces réponses aient été amenées par l'initiative de Jean Chrysostome.

Après les préliminaires habituels, il nous explique qu'il fut domestique d'un fonctionnaire à qui il demanda congé lorsque sa mère devint veuve. C'est alors qu'il revint au village.

En ce qui concerne la méthode améliorée, il a d'abord essayé sur une petite parcelle (repiquage : 3 femmes), et jusqu'à l'année dernière, il n'a cultivé ainsi que quelques petites parcelles. Puis, comme tout le monde s'y est mis, et comme il lui a semblé que c'était un ordre que donnait le gouvernement, alors il a tout cultivé selon la nouvelle méthode. Il ne peut donc nous dire quels sont les résultats quant à la soudure, puisque c'est la première année qu'il cultive toutes ses rizières en ligne. Mais il sait que les quelques parcelles qu'il cultivait en ligne jusqu'à cette année lui donnaient une production de 8 sacs au lieu de 5 avec la méthode traditionnelle.

Ici, sur les Plateaux, la terre demande le service des hommes ; ce n'est pas comme sur la côte où les plantes poussent toutes seules. Bien sûr, c'est difficile de se mettre au repiquage en ligne, on n'a pas l'habitude, et puis l'engrais est cher. Comme tout le monde, il n'ose pas utiliser le crédit ; il préfère acheter comptant, et il achète autant d'engrais qu'il peut, lorsque le prix est bas, c'est-à-dire avant le labour.

Il n'a pas développé les cultures de "tanety," car l'argent manque et il faut vivre. Et puis il y a l'impôt à payer, qui est assez lourd, car il n'a que 65 ans et paie comme un adulte, et de plus il doit payer pour son fils aîné.

Il a une parcelle de deux ou trois femmes en métayage. Pour lui, il n'y a pas d'avantage visible à pratiquer le métayage, mais on est obligé, car on a besoin de riz. Quelquefois, les propriétaires ne réclament pas leur redevance, mais ils peuvent reprendre leurs terres, si jamais ils reviennent s'installer au village.

Comme autre source de revenus, il fabrique du charbon, et ce travail le fait lever dès 5 H du matin. A la saison des travaux agricoles, il se loue comme salarié avec ses deux fils.

Mais pour travailler ses terres, il est obligé d'employer des salariés agricoles ; il serait hypocrite de dire qu'une famille peut cultiver seule ses terres. Ainsi donc cette famille n'utilise pas la faveur des termes de l'échange définie plus haut. Elle représente une nouvelle solution apportée aux problèmes de survie qui se posent dans la région.

L'entr'aide existe entre parents ou entre voisins. Et une forme d'entr'aide peut prendre l'apparence du salariat = Une semaine on repique quelque part comme salarié, et la semaine suivante, il est temps de repiquer chez soi, et pour cela, on emploie des salariés. Il y a là une sorte d'échange de travail qui passe par la médiation de l'argent, lequel permet d'élargir la sphère de cet échange. En effet l'entr'aide traditionnelle, le "valin-tanana" postule que tous les participants n'ont pas le même travail à faire le même jour. Or on sait que la méthode améliorée implique la prise en compte de dates très précises pour certaines opérations bien déterminées. Ainsi les participants à l'entr'aide pourraient ne pas être tous libres au moment où l'un des membres fait appel à eux ; le salariat accroît dans de très forte proportions le nombre des postulants, et il donne la possibilité à chaque individu de se procurer de l'argent lorsqu'il en a besoin. On sait bien que ce besoin d'argent est provoqué afin d'ériger le salariat en système, mais il faut remarquer que l'argent a transformé l'ancien échange de travail. La question que l'on peut alors se poser est la suivante : l'argent a-t-il désagrégé la structure traditionnelle de l'entr'aide, ou bien l'ancienne structure de l'entr'aide, retranscrite dans les rapports de salariat, a-t-elle

réussi à rendre ceux-ci inoffensifs, à annihiler la puissance de désagrégation de l'argent ?

En effet, par ce circuit, l'argent reste dans une sphère bien déterminée, et finalement sa puissance d'achat est réduite au minimum, car à la limite, il circule continuellement, constituant l'équivalent de services rendus, ne s'arrêtant définitivement ou complètement entre aucune main.

Questionné sur les coutumes, le couple nous cite quelques exemples de "fady":

- Ainsi, pendant que les riz sont verts, il est interdit de couper les herbes aquatiques avec lesquelles on tisse les nattes. De même pendant cette période, il est interdit aux femmes de pêcher avec des nasses.
- Il est interdit de travailler dans les rizières le jeudi, à Ambohidrandriana (Nord-Est d'Antanimasaka), à Ambohijafy-Est et à Ampitana.
- Très significativement, l'homme ajoute qu'il est interdit aux catholiques de travailler le dimanche ; les jours fériés.

Ainsi cet homme discret, un peu "sauvage", s'est montré très bavard et très intéressant. Pendant toute la conversation, il recherchait dans le regard de sa femme une approbation, ou bien l'interrogeait du regard, comme pour chercher une aide. Nous irons un jour faire du charbon avec lui, à 5 H. du matin.

- A 17 H., c'est la famille M à qui nous rendons visite. C'est cet homme qui est assez pointilleux et qui harangue les habitants du village lors des réunions du "fiangonana". C'est lui qui nous avait déjà demandé de revenir plus tard, lorsque ses deux fils seraient là.

Lors de la première prise de contact avec Jean Chrysostome, il avait dit avoir cinq parcelles de rizières où dix femmes étaient nécessaires au repiquage en ligne. Avec les deux parcelles de rizières (de cinq femmes) de chacun de ses deux fils restés auprès de lui, la soudure tournait autour de six mois en moyenne. En fait, la moisson nous révèle une sous-estimation de ses surfaces, et il nous apprendra lui-même qu'il n'a qu'une soudure d'un mois. On peut estimer à trente femmes le total de leurs rizières.

Après le petite "kabary" introductif, ils entament sans attendre la discussion sur la riziculture, en disant qu'auparavant ils n'avaient pas de soudure, et que cela avait continué pendant les deux ou trois premières années de méthode améliorée, mais depuis un an ils connaissent une soudure d'un mois (et non pas six mois comme ils l'avaient dit auparavant) ; leur riz est "maty fotsy" (fusariose et nématodes), et ils ont été obligés de changer les semences cette année.

Au début ce fut difficile de pratiquer le repiquage en ligne, ils n'utilisent pas le crédit par peur de ne pouvoir faire face aux échéances. Ils achètent donc les engrais au comptant, et pour une bonne part, au moment où le prix est le plus élevé.

En ce qui concerne le métayage, ils n'y trouvent pas un grand avantage mais il faut quand même le faire, car on en a besoin : ils ont ainsi une parcelle de deux ou trois femmes en métayage.

Ils n'exploitent plus les "tanety" comme autrefois, car il y a maintenant beaucoup d'autres occupations (trouver de l'argent pour payer l'impôt notamment...).

Les deux fils qui sont restés auprès de leur père partent ainsi comme scieurs (jusqu'à la banlieue de Tananarive), pendant deux ou trois mois de l'année, juste après la moisson (mai-juin-juillet) ; ils sont toujours là au moment des grands travaux.

Dans ce cas précis nous avons donc une nouvelle formule qui est proposée comme solution au problème de la survie de l'exploitation ou si l'on préfère, de la subsistance de la famille. Il s'agit évidemment ici d'une famille relativement riche, tout au moins pour ce qui est du riz, et qui ne connaît pratiquement pas de soudure. Dès lors, le travail à l'extérieur ne devient nécessaire que pour les dépenses obligatoires : impôts, engrais, dépenses cérémonielles (denier du culte...). Ce travail à l'extérieur devient alors minimal et n'empiète pas sur les obligations à caractère agricole : c'est pour cette raison -travail très temporaire- qu'il a pu se cantonner dans un domaine para-agricole, à caractère plus ou moins saisonnier. La cohésion familiale reste alors très forte, et l'attachement à la tradition aussi sans doute même si cette tradition est devenue le catholicisme, le PSD, etc... Disons plutôt qu'il y a tout à parier que la tradition est restée vivace à l'intérieur de sa retranscription idéologique dans la religion ou dans la politique du développement (cf. plus loin).

On verra plus loin aussi que cette caractéristique : travail salarié agricole ou para-agricole est le fait de familles très pauvres. Son caractère limité dans le temps disparaît alors : s'il reste temporaire, car lié au cycle agricole, il subsiste tout au long de l'année, épisodiquement.

En fait, on pourra très bien expliquer l'évolution du village d'Antanimasaka à partir d'un petit nombre de cas typiques, représentant les solutions apportées par des familles au problème du déséquilibre population - ressources, de l'introduction de l'économie marchande. Ces solutions diffèrent d'un cas type à l'autre, et ces différences proviennent des inégalités qui existaient à l'origine de la destructuration de l'ancienne société, au moment où ses équilibres fondamentaux ont été perturbés.

Malgré l'aide de ses deux fils, le père est obligé d'employer quelques salariés et aussi l'entr'aide, pas seulement entre parents, mais entre proches. On nous dira par la suite qu'ils peuvent presque tout faire à eux seuls.

Nous terminons l'entretien en leur demandant si eux-mêmes ont des questions à nous poser, quelles qu'elles soient ; et effectivement ils se mettent à nous poser des questions :

- Vous dites que vous n'êtes pas du "Fanjakana", mais alors que faites-vous et à quoi sert votre travail ?

Je réponds qu'ils ont dû s'apercevoir que leur vie était devenue plus difficile qu'autrefois, car il y a maintenant plus de bouches à nourrir, et que nous étudions comment les communautés villageoises ont réussi à résoudre ce problème. Nous accumulons ainsi une somme d'expériences dont on peut tirer des leçons qui pourront profiter à tout le monde.

La version qu'en donne Jean Chrysostome est plus concrète, puisqu'il dit en gros qu'on étudie les raisons de la réussite d'Antanimasaka, qui a mieux résolu le problème qu'Ambohitrandriamanitra par exemple.

D'autre part j'ajoute que les gens qui introduisent de nouvelles méthodes de culture ou de nouvelles techniques ne réalisent pas toujours qu'elles peuvent avoir plus d'inconvénients que d'avantages pour les paysans, et qu'il faut donc faire le bilan de ces avantages et de ces inconvénients du point de vue du paysan, afin qu'on n'introduise pas des techniques qui ne lui seraient pas profitables.

Ils nous répondent alors qu'"il faut travailler comme des cochons", c'est ce que dit le journal ; et comme on l'entend à la radio : "Il faut soigner pour avoir ce qui est bien".

Puis ils nous demandent si nous n'aurions pas un "truc" pour avoir de l'engrais moins cher !

Enfin ils nous demandent ce que nous leur apportons pour la bonne année, bien que ce soit un peu tard : nous répondons que nous ne sommes pas ici pour leur donner des conseils, mais que nous nous efforçons de leur rendre des services aux champs, ou avec la voiture.

Ils ajoutent alors que nous sommes les bienvenus à Antanimasaka, et qu'ils nous accueillent au nom de l'union et de la charité. Jean Chrysostome répond que nous sommes comme l'eau et le riz, et que nous partageons le cru et le cuit.

Le vieux père en riant me précède dans l'escalier pour me montrer la poutre à laquelle je m'étais heurté la première fois. Un blagueur, ce vieux ii. Nous irons chez eux vendredi matin à 6 H pour battre le riz. Ainsi, il semble vraiment que ces deux dernières visites marquent un net dégel dans nos relations avec les habitants du village qui n'ont plus peur de s'adresser à nous pour nous poser des questions indiscrettes, et blaguer un peu avec nous.

*

* *

Jeudi 4 mars =

Tôt le matin, le charpentier du village vient réparer notre poulailler car nos poules se sont encore enfuies cette nuit : il ne nous en reste plus que deux.

Après un copieux repas, nous partons chez les femmes dont nous devons terminer le champ. Seule la jeune est là, la mère étant allée aider à la moisson quelque part. Après le café nous montons sur la colline où nous travaillons jusqu'à 10 H $\frac{1}{2}$. La jeune femme n'arrêtera pas de parler de son ancien mari qui l'a abandonnée et qui a eu cinq femmes ; tout cela elle le dit sans complexe,

...

sur le ton de la plaisanterie ; elle ajoute que sa dernière femme le tient grâce au taxi brousse qui a été payé par son père à elle.

Nicole cesse le travail, car il fait un soleil de plomb et la fatigue l'a gagnée. Le jeune femme du deuxième chauffeur prend la relève.

Au retour, nous remontons vers l'ancien village pour que les femmes puissent cueillir des haricots qui poussent entre les plants de manioc : le champ est tout près des maisons abandonnées et elles n'osent pas s'y rendre seules.

Puis nous redescendons jusqu'à la maison pour nous changer et nous rafraîchir un peu : la sueur a complètement trempé ma chemise, et cela attire des nuées de moustiques qui se trouvaient dans les herbes.

La famille N, assez pauvre, va nous renseigner sur les problèmes que pose la solution "culture des collines" pour une famille de ce niveau économique. La mère (divorcée) et ses deux filles cultivent les "tanety" autant qu'elles le peuvent, y travaillant près de 20 jours par mois. La seule chose qui les arrête dans cette mise en valeur des "tanety", c'est le manque de semences qu'il leur est impossible d'acheter, faute d'argent. Ainsi, nous dit-elle, la plus petite parcelle de manioc demande 250 FMG de boutures, ce qui est trop cher. Les gens lui en donnent un peu, ici et là, et elle arrive à faire ainsi une parcelle. Il n'est évidemment pas question pour elle de mettre du fumier sur les "tanety", et elle le remplace par de la paille de riz qu'elle enfouit sous la terre.

Ainsi là encore, nous nous trouvons devant une nouvelle solution apportée au problème de la subsistance de la famille.

Jusqu'en 1965, la famille subvenait à ses besoins en cultivant ses terres, le mari ramenant de la ville l'argent nécessaire aux dépenses obligatoires ou indispensables. Après 1965, la femme se retrouve seule. Il n'est pas question pour elle d'abandonner tout, ses parents et ses terres pour chercher un travail hypothétique en ville. Elle prend à elle seule toute la charge de l'exploitation, ce qui ne change pas grand-chose, car son mari travaillait à l'extérieur ; certes il devait revenir au moment des grands travaux, mais c'est elle qui faisait marcher l'exploitation. L'argent qu'il ramenait est tout aussi indispensable qu'auparavant, et elle va essayer de se le procurer en se louant comme journalière avec ses filles. Mais ce cas diffère d'un exemple précédent relativement semblable,

...

celui des deux femmes (tisseuses = famille I) que nous avons aidées sur les "tanety" : dans le cas présent, la mise en valeur des "tanety" est considérée comme primordiale, le travail journalier venant en second lieu ; alors que dans l'autre cas (les tisseuses), c'est juste l'inverse = Tissage et travail journalier viennent en premier lieu, la mise en valeur des "tanety" ensuite, encore qu'elles développent elles aussi ces cultures sèches.

Il y aurait donc intérêt à comparer les caractéristiques de ces deux familles, pour essayer de comprendre pourquoi telle solution a été choisie par telle famille, plutôt que telle autre.

A première vue, on peut sans doute dire que chez les N, il y a trois forces de travail, alors que chez les I, il y a seulement deux forces de travail, dont l'une (la mère) est déjà assez faible. Cependant pour ces dernières la soudure est moins longue que pour les premières (cinq mois au lieu de huit), les deux familles ayant une même surface de rizières. Les "tanety" représentent donc pour elles une nécessité moins pressante que le besoin d'argent.

Sur cet exemple, on voit tout l'intérêt qu'il y aura à faire des fiches classant les diverses caractéristiques de la famille et de l'exploitation, facilement maniables, afin d'opérer des comparaisons qui seront sans doute très instructives.

- En début d'après-midi, nous apercevons sur la route l'adjoint au maire qui s'en va en quête de gens pour faire la moisson de son riz, demain (il vit seul avec sa femme, et le couple n'a pas eu d'enfants). Nous lui proposons donc nos services ; il hésite un peu car il a peur que nous "attrapions des fièvres" ; finalement il accepte : nous ferons donc notre première moisson de riz demain matin.

- Un peu plus tard dans l'après midi, arrivent le gendre du maire et deux autres individus qui viennent remplacer les carreaux absents à nos fenêtres, sur ordre du propriétaire de la maison, qui est venu faire un "tour du propriétaire", dimanche dernier. Sur ces entrefaites, arrive le maire qui vient voir comment ça se passe. Jean Chrysostome est en train d'écrire, et le maire lui pose une question, puis il regarde mon manuscrit (celui-ci). Il demande alors si ce sera imprimé et traduit en malgache. A cette dernière question, Jean Chrysostome répond non. Mais

lorsque j'apprendrai l'objet du dialogue, je lui dirai qu'avant de partir, nous informerons tous ceux que cela intéresse, du contenu de nos recherches.

Puis Jean Chrysostome lui dit que la famille M était assez légère de nous avoir avoué un mois de soudure, après avoir dit 6 mois au départ (1). Sur quoi, le maire répond que les gens peuvent avoir peur des impôts ou des réquisitions. (Il aurait dit, dans son "kabary" de présentation aux habitants, qu'il fallait tout nous dire, si on mange des rôtis, si on mange de l'herbe, si on mange des cotelettes... !). Certains ne sont pas si pauvres qu'ils en ont l'air !

Après quoi la discussion roule sur la pauvreté comparée en Europe et à Madagascar, puis, assez curieusement sur les densités de population.

- Nous offrons à tout ce monde présent du thé. Le maire s'informe du prix de la boîte et de la quantité nécessaire pour une casserole !

Puis il nous demandera si nous pouvons trouver une place de chauffeur pour son gendre (là encore, l'exode vers la ville est à l'ordre du jour). Je lui réponds que je ne peux rien lui promettre ; j'en parlerai à l'ORSTOM, autour de moi. Il n'y a pas de place de chauffeur à l'ORSTOM, mais on ne sait jamais.

Nous nous quittons pour aller en visite. La famille O est bien connue de Jean Chrysostome ; la femme a déjà discuté longuement avec lui, mais sur des sujets anodins : c'est elle qui nous reçoit, son mari étant absent.

Pour la seconde fois depuis notre arrivée, on nous reparle de "l'ordre du Fanjakana" pour le repiquage en ligne. Cette fois-ci, je saisis la balle au vol, et lui demande ce qu'il en est exactement : était-ce réellement un ordre ou une incitation ? Mais je me suis trop avancé et la femme répond : "On ne peut pas dire que c'était un ordre, mais on ne peut pas dire non plus que ce n'était pas un ordre".

Durant la conversation, Jean Chrysostome s'arrête au milieu d'une phrase : un homme est en train de crier à travers le village les consignes concernant la réfection de la route, pour le lendemain.

C'est au cours de cette interview que j'ai pris conscience pour la première fois avec autant d'acuité de l'inconvénient que constitue la présence d'un interprète : peut-être cela venait-il de l'étroitesse des relations établies par Jean Chrysostome dans cette famille.

(1) Lorsque je l'apprendrai je dirai à Jean Chryst que c'est une chose à éviter. Mais il semble que M soit connu pour être un mauvais coucheur, et qu'il n'y ait pas de risque de retombée. C'est tout de même à éviter. Le maire a raconté à Jean Chryst que lorsqu'il voit le vieux M malmenier une poule sur son champ, il n'ose pas intervenir, sauf bien sûr si la poule y laisse sa vie. C'est dire que l'indiscrétion n'est peut-être pas trop grave.

Le système est le suivant : je pose la question en m'adressant, malgré tous mes efforts, à l'interprète ; lequel traduit la question en se tournant vers l'interlocuteur, qui lui répond à son tour : le circuit s'établissant en sens inverse. A la limite, il n'y a plus aucune relation entre le chercheur et l'interlocuteur, pas même un regard prolongé, si ce n'est en coulisse. Système d'autant plus gênant qu'il a tendance à devenir artificiel, dans la mesure où le chercheur pose des questions toujours semblables, du moins pour l'interprète qui n'en voit pas toujours les nuances et qui ressort toujours les mêmes phrases qu'il a appris à traduire. Dans ces conditions, le chercheur a du mal à se persuader de son utilité.

Pour éviter ce dernier défaut des relations triangulaires (non perception des nuances par l'interprète), il conviendrait sans doute de discuter avant l'interview des modifications éventuelles à y apporter. Et lorsque ces modifications sont introduites à brûle-pourpoint, dans le courant de l'interview, il faudrait sans doute prendre la peine de bien souligner la nuance et éventuellement l'expliquer, pour que l'interprète en tienne compte.

Toujours est-il que ce soir-là, je n'avais pas réussi à "me persuader de ma propre utilité". C'est peut-être ce complexe qui me fit percevoir plus consciemment la vie du village :

Longeant le chemin pour nous rendre chez le vieil épicier, nous entendons des cris de voix s'échappant des cuisines enfumées, des radios hurlent, cependant qu'un groupe de jeunes gens gouailleurs jouent des rôles improvisés et pourtant stéréotypés devant notre voisine qui les aiguillonne finement : tout le monde rit très fort, alors que nous passons en riant aussi, car nous avons compris.

C'est l'heure de pointe chez le vieil épicier : trois clients dans son épicerie qui n'en peut contenir plus. Il pèse une ration de sucre sur une balance archaïque et vérifie soigneusement la monnaie que lui tend le petit garçon. Les quantités vendues sont parfois dérisoires : l'huile se vend à la cuillère par exemple. Mais en vérité, la question que je me pose sur le moment est d'un autre ordre : pourquoi le vieil épicier, qui pratique des prix plus chers que le jeune, continue-t-il à avoir des clients ? Seraient-ce par hasard des obligés à qui il a prêté de l'argent ? ou fait crédit pour des achats alimentaires ? Voilà sans doute un mystère que nous ne pourrions peut-être pas éclaircir de sitôt, tout ce genre de transactions restant discret.

Devant l'activité fébrile de ce vieux qui nous reçoit toujours en blaguant, nous remettons notre rendez-vous à plus tard. Mais nous en profitons toujours pour acheter quelques bougies, car la nuit est maintenant tombée.

*

* *

Vendredi 5 mars =

Lever à 5 H. du matin pour aller battre le riz des M. Il fait encore nuit, et lorsque nous arrivons un des deux fils est déjà en train de battre à la lueur d'une bougie. Il frappe avec force deux gerbes de riz sur un socle de bois, les faisant tourner petit à petit pour battre de tous les côtés. Il jette ensuite les gerbes en arrière, pour que les femmes puissent les mettre en grandes bottes de paille. De temps en temps, il balaie les brins de paille qui ont pu s'échapper au milieu des graines. Il nous installe deux récipients dans lesquels on pile le paddy afin de le décortiquer, en les plaçant à l'envers pour que nous puissions battre à notre tour sur le socle. On peut battre à plusieurs sur le même socle, mais comme nous sommes inexpérimentés, il vaut mieux que nous travaillions sur des socles séparés. Nous vissons donc nos chapeaux sur nos têtes, afin que des grains de riz ne s'accrochent pas à nos cheveux. Pendant une heure $\frac{1}{2}$ nous allons battre, et nous en ressortirons avec quelques courbatures dans le dos, les poignets et les articulations du bras ankylosés (lorsqu'on m'offrira une tasse de café, je pourrai à peine l'amener jusqu'à la bouche avec mon bras droit). C'est donc un travail très fatigant et on peut s'étonner que le fils y travaille seul (le père et le second fils le regardant travailler). A trois ils auraient pu terminer le battage dans de brefs délais et être stimulés dans leur travail. De même c'était la seule femme du premier fils qui faisait les bottes de paille. Il était difficile de demander l'explication de cette non-collaboration.

Après discussion de Jean Chrysostome avec des femmes et le vieux D, on apprend que les deux femmes des fils ne s'entendent pas entre elles, donc il faut que le père travaille, pour que les deux fils travaillent ensemble. Il semble aussi que les deux fils aient eu, avant leur mariage, des visées sur les

...

cadettes de leurs femmes ce qui pose une autre sorte de problème.

Le vieux D conseille à Jean Chrysostome de les mettre bien ensemble à nouveau. Jean Chrysostome dit que ce n'est pas à nous étrangers, mais à eux de le faire.

De plus la rivalité entre les deux femmes (1) vient d'une rivalité entre les deux familles, rivalité qui a pour origine une différence de niveau dans la hiérarchie sociale.

Ce conflit est le premier que nous découvrons. On doit signaler que c'est à l'occasion d'une participation au travail d'une famille large. Cette méthode semble donc fructueuse (Rappelons que c'est le rôle de l'organisation d'actions collectives, que de faire apparaître les conflits cachés).

Ce second fils (qui a épousé la plus riche) était auparavant chauffeur (une belle situation), sa femme avait été demandée en mariage par un technicien de l'URER qui était alors très pauvre. Elle avait refusé. Il est aujourd'hui l'un des plus riches du village. Quant au deuxième fils, il semble avoir perdu son emploi.

Le cercle des spectateurs s'agrandit : le vieux D vient s'asseoir au bord de la cour de la maison, le maire arrive aussi, et quelques enfants. On discute d'un peu de tout. D'un pèlerinage religieux qui a lieu dans les environs ; des revenants de la mairie : il semble que ce soit des histoires d'enfants ; de l'intérêt qu'il y aurait à faire ce travail avec une batteuse. Jean Chrysostome leur soumet l'idée d'en acheter une en commun pour tout le village (15.000 FMG) ; mais l'idée n'est pas reprise. Enfin, cette fois-ci, on nous confirme qu'aujourd'hui sera une journée de réfection de la route (en vue d'une hypothétique visite officielle ; mais c'est plutôt là un stimulant ou un prétexte, semble-t-il) : toujours est-il qu'à 8 h, un crieur appellera les hommes qui devront y travailler pendant deux heures, d'Ankarefo jusqu'à Ambohidrangahy. Chaque famille doit fournir une paire de bras.

On nous dira aussi qu'à Ambohitrandriamanitra, on a vu des gens qui n'étaient pas du village, travailler à la route, ce qui confirme donc la réputation des gens d'Ambohitrandriamanitra qui font travailler les autres.

...

(1) Nicole a observé les deux belles filles lors de notre visite précédente. Lorsqu'elles s'en sont aperçues, elles se sont mises à se faire des sourires, alors qu'elles se regardaient avec des airs peu amènes jusqu'alors.

Fait bizarre : le fils que nous aidons demande de quelle nationalité je suis : Français ou quoi ?

Au passage du taxi-brousse un voyageur lance : combien la journée ? - 150 répond Jean Chrysostome.

Puis les spectateurs se dispersent ; mon poignet commence à être ankylosé, et le père se moque un peu de moi ; toujours aussi blagueur. Il paraît d'ailleurs que ^{cette} ankylose peut durer 2 à 3 jours.

C'est dire la dureté de ce travail. Nous faisons encore quelques gerbes, que nous retirons fumantes du tas, puis je pars avant Jean Chrysostome qui continue un peu. Il ne s'agit pas que je reste à les regarder, car cela pourrait faire honte à la famille.

On se doute aussi de la perte qui peut résulter d'un tel battage, même si les poulets peuvent s'en nourrir.

Nous avons remarqué aussi qu'un certain nombre d'épis étaient abîmés par le vent et la pluie : le cyclone Félicie est censé avoir occasionné des dégâts montant jusqu'à 30 % de la récolte de riz (indication donnée lors d'une assemblée communale).

La variété de riz que nous avons battu, est une variété nouvellement introduite : la tige est plus courte ; la variété ordinaire = 1300, est plus longue et plus sombre.

Après avoir aidé une famille parmi les plus pauvres, nous en aidons une qui vit dans une relative aisance. Nous nous sommes donc ménagés des entrées aussi bien chez les riches que chez les pauvres. D'autres critères distinguent ces familles. Mais nous ne le saurons que plus tard. Le hasard fait bien les choses.

Après ce travail, nous devons nous décommander pour la moisson de l'adjoint au maire auprès duquel Jean Chrysostome va s'excuser : il nous appellera pour le battage.

- 13 salariés travaillent actuellement pour moissonner sa rizière (c'est à leur recherche qu'il était parti hier après-midi). Les hommes sont payés 125 FMG et les femmes 95 FMG pour une journée de 8 heures à 14 heures. Ce qui fait en moyenne une dépense de 1300 FMG.

...

Le vieux ne travaille pas lui-même la rizière. Il n'a pas fait appel au "findramana", car il est difficile de trouver du monde (tous ont des occupations plus ou moins absorbantes) et en plus c'est la période du carême. On ne peut offrir de la viande à manger. Un calcul très approximatif montre pourtant que cela revient bien moins cher : pour treize hommes appelés au "findramana" auxquels il faut ajouter une moyenne de huit personnes pour la famille, on a les dépenses suivantes :

2/3 Kg de viande	= 400 FMG Maximum
7 Kg de riz (35 FMG)	245 FMG
	<hr/>
Total	600 à 650 FMG

Certes le "findramana" sert à procurer du prestige à celui qui fait appel à l'entr'aide (ce sont souvent des gens assez pauvres qui répondent à cet appel, car cela leur permet de bien manger), mais il apparaît qu'en plus de ce rôle idéologique, cette forme d'entr'aide joue également un rôle objectif nécessaire : dans la mesure où il faut avoir du prestige pour y faire appel, et que celui-ci est plus ou moins lié à l'ancienneté, ce sont donc des gens assez âgés qui pratiquent le "findramana", c'est-à-dire des gens que l'âge rend incapables de rendre le travail fourni par le "valin tãnana". On peut estimer de plus que le "findramana" opère une certaine redistribution (mais cela est certainement moins net de nos jours).

- Cette après-midi, il y a un chemin de croix à l'Eglise. Aussi nous devons décommander nos rendez-vous, car les gens s'y rendent.

Mais un évènement nouveau nous est tombé dessus au milieu de l'après-midi : les deux instituteurs des grandes classes sont venus nous trouver, à leur retour de Miadanandriana, où il y avait une réunion de tous les instituteurs de la Commune et des communes voisines, autour du curé de Miadanandriana. Celui-ci ayant appris que Nicole donnait des cours de Français à l'école catholique d'Antanimasaka, a décidé de faire passer à Antanimasaka même l'examen qui permettra de choisir les élèves qui seront présentés au CEP à la fin de l'année scolaire. Selon les directives du curé, rapportées par les deux instituteurs, Nicole devrait choisir la dictée, faire passer l'épreuve et corriger les copies, c'est-à-dire participer directement à la sélection des élus, et ceci pour les trois écoles

catholiques de Miadanandriana, Antanimasaka et Miarinarivo (ces deux derniers villages seuls, appartiennent à la commune).

On comprend les problèmes qui se posent :

- La dictée choisie habituellement par les instituteurs, entraîne (régulièrement ?) des contestations, car ceux-ci se gardent bien de dire que cette dictée a déjà été faite dans leur classe : il y a en fait une compétition entre les diverses écoles, chacune voulant avoir le plus grand nombre d'élus. Le choix de la dictée par Nicole risquerait d'entraîner des contestations encore plus fortes.

C'est généralement une soeur de nationalité française qui vient faire passer l'examen ; notre présence à Antanimasaka permet d'éviter le déplacement. Mais les habitants des autres villages concernés peuvent estimer que les élèves d'Antanimasaka ont été favorisés, puisque Nicole a déjà fait faire une dictée avant l'examen (normalement, elle en aurait même fait deux). Bien que les autres écoles concernées, semblent avoir des instituteurs plus compétents qu'à Antanimasaka, on n'est pas du tout à l'abri de la critique.

- Enfin, et c'est le point le plus grave sans doute, le fait que Nicole corrige les copies d'examen, risque de déchaîner les contestations. Car nous ne sommes pas extérieurs à la commune ; nous résidons bel et bien à Antanimasaka, et notre seule présence dans ce village supprime notre possible impartialité, vis-à-vis des autres villages d'abord, vis-à-vis des diverses familles du village ensuite : car, sans le savoir, nous pouvons très bien avoir établi des relations privilégiées avec certains habitants.

Pour essayer de transformer ce guêpier en élément dynamique et positif pour notre enquête, nous envisageons :

1) de faire envoyer une circulaire communale aux deux "fiangonana" concernés : Miadanandriana et Miarinarivo afin que soient mis au courant les gens concernés, et qu'ils en discutent en commun pour faire connaître leur opinion.

2) d'en discuter dimanche matin avec le "fiangonana" d'Antanimasaka, pour que les parents concernés soient juges de notre impartialité.

3) de nous rendre dans la semaine qui va suivre, à Miarinarivo pour en discuter nous-mêmes avec les "ray aman-dreny", les instituteurs et les parents d'élèves.

...

Jean Chrysostome part donc à la recherche des trois instituteurs, du maire, et du chef de village pour discuter de ces problèmes en commun. Bien qu'il en ait discuté avec eux sans moi, et qu'un accord ait pu se faire, je tiens tout de même à aller leur dire quelles sont les raisons de mon insistance.

Nous nous rendons chez Firmin, l'instituteur en chef. Chez lui, se trouvent réunis le maire, les "ray aman-dreny", le vieux D, les deux autres instituteurs, et un autre personnage (qui avait aidé à la pose des vitres sur nos fenêtres).

Je leur dis donc que nous ne sommes pas du tout opposés à ce qu'ils nous proposent, mais que pour cela, il y a certaines précautions à prendre, car notre étude exige que nous soyons en bons termes avec tout le monde, à Antanimasaka bien sûr, mais aussi dans les autres villages de la commune.

L'instituteur de la 7^e nous répond que de toute façon, c'est le curé de Miadanandriana qui a décidé et que personne ne peut contester sa décision, que de plus ce n'est pas uniquement l'examen qui permettra d'opérer la sélection, mais aussi le travail de l'année. (Rappelons qu'il a 15 élèves de 7^e à Antanimasaka, 6 à Miadanandriana et 12 à Miarinarivo. L'an dernier, il n'y a eu aucun élève reçu au CEP à Antanimasaka, ce qui fut une grande honte pour le village).

J'insiste sur le fait que notre présence à Antanimasaka est en soi extraordinaire, et qu'il y a peut-être des gens qui peuvent saisir ce prétexte hors du commun, pour contester.

L'instituteur en chef semble comprendre notre hésitation et a l'air un peu gêné, mais pour les autres, "il n'y a pas de problèmes". Et puis, comme dit le maire : "Charité bien ordonnée commence par soi-même".

Quoiqu'il en soit, ils enverront une circulaire à Miadanandriana et à Miarinarivo. Mais il faut encore que nous nous informions sur le contenu de cette circulaire (il ne faut pas qu'elle prenne une forme impérative, contre laquelle on ne peut rien, mais au contraire qu'elle soit soumise à la discussion), et sur ses destinataires. Car en fait, il est trop tard pour qu'elle arrive avant la réunion des "fiangonana".

Comme nous avons notre idée derrière la tête, nous acceptons ces conditions. En fait, nous nous rendrons à Miarinarivo jeudi (pour le marché) et nous y prendrons contact avec les habitants. Evidemment les choses ne sont pas facilitées

du fait de l'absence de voiture = Miarinarivo est à 12 Km d'Antanimasaka.

Le maire se moque gentiment de moi, car j'ai mis du mercure au chrome au bout de mes doigts : les feuilles de riz m'ont coupé ce matin et cela me pique. Bref, l'ambiance n'est pas tendue, et c'est l'essentiel.

En conclusion, on peut dire que cette affaire peut devenir bénéfique pour notre étude. Jusqu'à quel machiavélisme faut-il en venir pour écarter les embûches et mener à bien l'enquête ! Nous allons discuter avec le "fiangonana" d'Antanimasaka ; et également avec les gens de Miarinarivo, individuellement ou collectivement. Seuls n'auront pas été contactés, les gens de Miadanandriana. Mais ceux-ci ne font pas partie de la commune, et c'est là que le machiavélisme intervient, parce que j'estime que si une contestation vient de Miadanandriana, les habitants de Miarinarivo et d'Antanimasaka, feront alors corps avec nous, et que désormais, comme dit le proverbe "nous nous entendrons comme larrons en foire", c'est-à-dire qu'une complicité favorable à la communication, s'établira entre nous. D'ailleurs nous n'aurons rien à nous reprocher, car nous avons l'intention de garder toute l'impartialité voulue à l'examen : je note d'ailleurs à ce propos, que la remarque du maire citée plus haut, établit déjà une certaine complicité ("Charité bien ordonnée commence par soi-même").

Remarque :

Un fait à noter ; à la fin de l'entrevue, alors que la conversation divaguait d'un sujet à l'autre, le maire a demandé si nous devions également travailler à Manjakandriana. Nous avons répondu que non ; nous ne nous occupons que de la commune d'Antanimasaka ; et il y a un autre groupe à Sambaina (RABOANALY de l'ORSTOM, que connaît l'instituteur en chef ; il nous en a parlé à notre précédente visite).

*

* *

...

Samedi 6 mars =

Lever à 5 heures du matin pour essayer d'attraper le taxi-brousse d'Ambohi-naorina qui va à Ambohitrandriamanitra ; à la sortie du village, Jean Marie, le chauffeur du taxi nous dit qu'il pourra nous déposer à Ambohidrafito, en revenant de Merikanjaka, vers 7 heures. Nous revenons donc à la maison. Un peu loin, deux salariés battent le riz de l'adjoint au maire depuis une heure du matin : ils doivent être payés à la tâche. Et le vieux D est déjà assis à les observer à 5 heures $\frac{1}{2}$ du matin. Ils devaient terminer vers 8 heures. Nous montons dans le taxi-brousse qui a de sérieux problèmes pour rouler car il a beaucoup plu la veille. Le maire vient nous serrer la main, il pensait que nous partions à Tana pour le week-end ; je remarque l'insigne qu'il porte toujours à sa boutonnière (insigne de maire, ou du PSD ?). Nous descendons à Ambohidrafito, et je donne 50 Fmg à Jean Marie qui les refuse, puis finit par les accepter.

Sur le chemin qui mène à Ambohitandriamanitra (et qui est très bien entretenu par rapport aux voies de communication ordinaires, probablement parce que cette voie n'est pas fréquentée par les automobiles !), nous remarquons sur la droite d'importantes cultures de collines. Tout le long du chemin, et de même au retour, nous pourrions voir des cultures de collines beaucoup plus étendues et travaillées que dans la commune d'Antanimasaka, semble-t-il.

Nous faisons notre entrée à Ambohitrandriamanitra, par l'ancien village qui se trouve en haut de la colline ; les maisons y sont richement décorées, et la présence d'étables à cochons assez grandes et nombreuses est là pour attester la richesse des habitants du chef-lieu de canton ; des tombeaux, presque de la taille d'une petite maison, se tiennent sur le bord de la route ; plusieurs maisons en cours de construction prouvent que le village connaît un certain essor.

Le directeur de l'EPC (dont nous avait parlé un assistant de l'ORSTOM, son parent) était absent. Nous rejoignons donc le village d'en bas, en empruntant la route réparée par les gens d'Ankadivory : par quels moyens de pression, les hommes d'Ankadivory ont-ils pu être obligés d'effectuer ce travail ?

Les gens nous regardent plutôt en coin, et l'accueil nous semble assez froid.

Le chef de canton, qui est en train d'encaisser les impôts, nous reçoit très aimablement. Je lui présente nos excuses pour ne pas être venus lui rendre

visite plus tôt. Lui aussi s'excuse de n'avoir pas eu le temps de venir nous voir.

Il nous demande si nous nous plaisons à Antanimasaka : logement ? nourriture ? Quand je lui apprends que je suis arrivé à Madagascar début janvier, que je n'ai pas l'intention de trouver un emploi de bureau à Tana, mon travail étant de faire des études en milieu rural (ce sont là des réponses à ses questions) et que nous nous plaisons beaucoup à Antanimasaka, visiblement, il ne semble plus très bien comprendre. Nous parlons alors de l'objet de notre étude : la méthode améliorée de riziculture (il confirme au passage l'importance du parti d'opposition à Ambohitrandriamanitra), la mise en valeur des "tanety" et les obstacles qu'elle rencontre : plaie des collecteurs, achat du charbon : 125 FMG ; vendu 350 FMG à Tana. Prétexte : mauvaises communications. Solution : élevage - trop d'eucalyptus sur terres cultivables. Il me demande si je ne pourrais pas faire quelque chose à ce sujet à Ambohitrandriamanitra : il semble m'avoir pris pour un technicien, mais je saute quand même sur cette possibilité inespérée de faire une comparaison rapide entre les deux communes du canton, que tant de choses séparent. Nous en reparlerons donc.

Il nous dit aussi qu'un expert doit se rendre lundi 15 mars au marché de Merikanjaka pour parler aux paysans de la culture du tabac. Malheureusement nous ne pourrions être là lundi.

Je lui explique aussi l'histoire de l'examen pour la sélection au CEP, et il me dit qu'il n'y a rien à craindre. De toute façon, je n'attendais guère de conseils sur ce sujet, mais je le disais plutôt pour qu'il nous considère bien, si besoin était.

Il regrette que sa femme soit actuellement à Tana, car il aurait bien voulu nous avoir à dîner. C'est donc en très bons termes que nous nous quittons.

Remarquons au passage qu'il nous a conseillé de rendre visite au sous-préfet ; (nous lui avons expliqué qu'il était absent lorsque nous étions passés à Manjakandriana), il avait d'ailleurs sur son bureau une circulaire le prévenant de notre séjour à Antanimasaka.

Dans la rue, nous rencontrons l'adjoint au maire d'Antanimasaka venu au marché à bicyclette. Nous allons vers le marché (samedi à Ambohitrandriamanitra). C'est un marché très clairsemé, ridicule à côté de ceux de Talata-Morokay et de

Miarinarivo (je ne connais pas encore celui de Merikanjaka) = Mais il est vrai qu'il est déjà tard dans la matinée.

En passant nous rencontrons les experts forestiers de la FAO qui ne sont pas très bavards. J'ai l'intention de me renseigner à Tana sur les projets de la FAO dans la région.

Puis nous prenons le chemin qui va nous ramener à Antanimasaka : 7 - 8 km à travers les collines (Ambohimijery, Mandrifazany, Ambohinaorina et Ambohidrangahy). Tout le long du chemin, le riz est le plus souvent repiqué en foule ; on remarque des épis vides ("maty fotsy" = fusariose et nématodes) ; il y a beaucoup de moissons aujourd'hui : les familles profitent de ce que les enfants n'ont pas classe pour les faire travailler à la moisson. On moissonne même du riz qui est encore vert. (Il y a des parcelles très pauvres dans le fond des vallées).

Visiblement les travaux de réfection de la route ont été bâclés : une pluie et un passage de taxi-brousse ont suffi à faire réapparaître les trous. Nous arrivons à Antanimasaka après 2 h 1/2 de marche. Notre voisine qui a un décolleté déconcertant en pleine brousse, nous gratifie d'un sourire.

Le Petit Jean va nous tenir compagnie pendant près de 2 heures. Sa mère est partie rejoindre son père à Tana. Il explique que quand son père est là, on mange de la viande presque tous les jours, mais quand il est absent (et cela peut durer plus d'un mois), on n'en mange pas du tout.

Cependant, les chefs de "fiangonana" réunis dans l'école pour discuter des problèmes administratifs de l'Eglise sortent. La gestion des deniers du culte a l'air de leur poser des problèmes !

Hier nous avons écrit à l'ORSTOM, pour que l'on vienne nous chercher, le samedi 13 mars à midi, et non pas le 17 comme prévu. Car la panne du magnétophone nous oblige, non pas à ralentir l'enquête, mais à en séparer les divers aspects ; nous sommes obligés de sauter le tour des "ray aman-dreny" qui risquent d'être très bavards sur les coutumes et les croyances ancestrales. Quant aux biographies, il n'est pas possible d'en entreprendre la collecte dans ces conditions.

Espérons que le chauffeur du taxi-brousse n'oubliera pas de poster la lettre à Tana.

...

Ce soir, une tisseuse (la mère) que nous avons aidée sur les "tanety", est venue nous apporter des oeufs (elle nous avait déjà donné des légumes). Cela me pose des problèmes. Comment peut-on accorder tant d'importance au riz, par rapport à d'autres aliments peut-être ^{plus} nutritifs (poulets, légumes, oeufs,...) ? En contrepartie, nous lui avons en effet donné du riz et elle a été émerveillée : les deux femmes sont obligées d'en acheter chaque jour.

Jean Chrysostome m'explique que ce qu'on cultive sur les "tanety" constitue le "hanina kotrana" (= repas-gros grain) ; ici on dit plutôt : "hanina mainty" (= repas noir). Ceci apporte un éclairage nouveau aux orientations prévues par l'URER pour la mise en valeur des "tanety" : la transformation en viande dont nous a parlé le chef de secteur (et aussi le chef de canton) a en effet pour but d'éviter une commercialisation difficile qui donne toute latitude aux collecteurs pour exercer leur action néfaste. Mais dans les deux cas : élevage, cultures commerciales, il y a orientation des cultures de "tanety" vers le marché. On comprend, dans l'optique de l'URER, que le lourd investissement financier que le paysan entreprend sur les "tanety" doit se solder par des gains monétaires sur la production. Mais cette solution ne s'applique dès lors qu'aux paysans assez riches, n'ayant pas de problème de soudure. Pour les familles qui connaissent des soudures de 6 mois en moyenne, le problème ne peut se poser en ces termes. Il est hors de question pour elles de se lancer dans une entreprise commerciale dont le profit interviendra à terme et qui de plus nécessite une mise de fonds importante. Vivant au niveau de la subsistance, la survie étant un problème quotidien, on ne peut leur demander d'avoir un comportement d'entrepreneur. Mais dans ce dernier cas, et si l'on pense que la mise en valeur des "tanety" doit prendre la forme de cultures vivrières destinées à l'auto-consommation, on ne peut alors calculer une rentabilité financière pour un tel investissement, ce qui exclut toute possibilité de recours au crédit. Cependant, comme la remarque précédente nous le fait pressentir, il est exclu que les cultures sèches remplacent purement et simplement le riz pour la soudure ; il y aura certainement des tentations et des tentatives pour vendre les produits de "tanety" afin de les transformer en riz. Donc le problème de la commercialisation se pose, mais en des termes légèrement différents qui peuvent permettre de l'envisager au niveau de la petite région, c'est-à-dire que ce sera une commercialisation artisanale sur les marchés où les paysans ont l'habitude de se rendre dès à présent.

Dimanche 7 mars =

A 10 heures, nous nous rendons à l'office du dimanche (Eglise catholique) qui a commencé depuis 9 heures et qui va durer jusqu'à 11 heures $\frac{1}{2}$. Sans respecter la séparation des sexes, nous nous installons sur le seul banc qui reste libre, car le plus inconfortable. Un vieux devant nous, propose sa place. Bien sûr, nous déclinons son offre. Les cantiques se mettent à retentir ; ils sont chantés avec tant de ferveur (ou tant de force tout simplement) que c'en est presque insoutenable. Je reconnais dans l'assistance le jeune épicier, le vieux M, le maire et son adjoint. Jean Marie le chauffeur est arrivé après nous et a l'air assez décontracté. Quant au vieil épicier, il préfère installer un étal sur le chemin pour pouvoir bénéficier de la large clientèle drainée par l'office. Comme dans tous les offices religieux du monde, les enfants s'ennuient et essaient de se distraire comme ils peuvent ; on les occupe en les faisant chanter, au son de l'harmonium.

Dès notre entrée, le jeune instituteur se précipite à notre rencontre pour nous dire que l'annonce a déjà été faite à propos de l'examen du CEP. Si l'annonce a véritablement été faite, elle a dû prendre la forme d'une décision du curé, contre laquelle on ne peut discuter ; or c'est une discussion qui seule pouvait nous libérer de nos craintes. Dans l'après-midi, nous apprendrons que les parents d'élèves ont demandé à ce que tous les enfants soient présentés au CEP.

Finalement il semble que cette affaire qui aurait pu être tout à fait profitable à notre enquête, a été désamorcée avec beaucoup d'habileté. Nous essaierons tout de même d'en récupérer quelques miettes.

Une fois la cérémonie religieuse proprement dite terminée, la place est laissée au "fiangonana". Le maire prend la parole. A la sortie de l'Eglise, Jean Chrysostome lui demandera le petit papier sur lequel il a noté le plan de son kabary (voir plus loin). Puis la présidente des congragétionistes mariales prend la parole ; elle parle des oeuvres à faire (cotisations) et dit que désormais les jeunes filles devront assister à la cérémonie du samedi.

Pendant que l'un des instituteurs compte le nombre des participants (mais il m'a semblé qu'il regardait aussi tous ceux qui étaient présents), ce qui avait déjà été fait une première fois par l'un des fidèles (1), ce vieux renard de M.

...

(1) Petit Jean est chargé de noter le nombre des élèves qui sortent pendant l'office. Cela ne l'empêche pas de sortir lui-même, et deux petits garçons sortis au milieu de l'office, se font rappeler à l'ordre.

(On plaisante beaucoup entre nous, de la poule qu'il ne nous a pas donnée pour le battage du riz) harangue la foule et exhorte les fidèles à verser leur cotisation pour acheter la voiture de M. le Curé. Le succès a l'air mitigé. Déjà au moment de la quête (1), M était allé se mettre au fond de l'Eglise : pour espionner les gens qui ne se rendaient pas à l'autel ? Il semble que M soit "mpitandrina" du "fian-gonana" (= "celui qui garde", sorte de vice-président). Il y en a 5 ou 6. Nous sortons enfin : les hautes autorités du "fiangonana" nous attendent pour nous serrer la main. Après quoi nous rentrons chez nous.

Voici en gros le contenu du kabary du maire, résumé des décisions prises hier à l'Ecole par les membres du comité de section (3 ou 4 "fiangonana") :

- 1) Les gens du "Fiangonana" se réuniront pour labourer (asa) un terrain de "tanety" qui appartiendra à l'Eglise et servira à nourrir les trois instituteurs.
- 2) Ils laboureront également un terrain de "tanety" qui appartiendra aux instituteurs, lesquels pourront en disposer librement et feront eux-mêmes les autres travaux agricoles. Sorte de "dinasa": une durée est fixée ; la surface cultivée dépendra du nombre d'hommes qui y participeront, et de leur ardeur au travail.
- 3) Le "hasina" (= denier du culte ; désignait autrefois ce qu'on offrait au roi en signe de respect et de soumission) est un devoir pour tous les baptisés.
- 4) Désormais l'écologie des enfants en 8è et 7è deviendra payant = 200 FMG par mois au plus. Autrefois, il était pris sur le denier du culte, ce qui demeure pour les autres classes.
- 5) Les oeuvres du diocèse nécessitent le versement de 5.000 FMG pour la paroisse d'Antanimasaka ; 5.000 FMG encore pour les oeuvres du séminaire.
- 6) En ce qui concerne l'absoute (cérémonie pour les morts), les instituteurs pourront avoir les mêmes pouvoirs que le prêtre, donc personne ne pourra plus prendre prétexte de l'absence du prêtre.

...

(1) La quête a lieu devant l'autel, ce qui oblige tout le monde à donner : un instituteur tient la panière, un autre vérifie de ses yeux perçants combien chacun met.

7) Les versements de riz pour la mission s'élèveront à =

- 25 zinga de riz (1) pour chaque jeune instituteur ;

- 34 " " pour celui qui est marié;

ce qui fait à peu près 260 kg de paddy par mois.

- En début d'après midi, le maire nous offre une soubique de manioc. Nous allons le remercier. En chemin, un petit groupe nous propose de faire une promenade sur les "tanety" en compagnie des deux jeunes filles qui sont venues à Antanimasaka pour la moisson de leur parent. L'une était institutrice et parle français. Elles viennent de Mandrosoa, district d'Andramasina. Nous acceptons. Nous voilà partis ; nous traversons l'ancien village abandonné depuis 15 ans nous dit-on ; sur l'emplacement de ce village abandonné, il y a de nombreuses parcelles de cultures : la terre doit y être plus riche. Puis, à travers les eucalyptus, nous apercevons de nombreux emplacements de fabrication de charbon de bois. Nous débouchons alors sur une autre branche^{de la}/vallée cultivée en rizières. C'est là que le maire va moissonnerⁿ mardi : nous nous devons donc de proposer nos services. Nous retrouvons là, sur le bord du ruisseau Jean Chrysostome en train de laver son linge et devisant avec la fille du charpentier ; nous le taquinons un peu, car cette fille a été abandonnée par son mari.

Nous nous allongeons sur des pierres et prenons le soleil tout en discutant un peu. La discussion est très fructueuse, tout en étant bâtie sur le style de la conversation ; c'est évidemment de cette manière qu'il conviendrait d'obtenir des renseignements sur l'objet de notre étude, mais cela n'est pas toujours possible c'est donc là notre première expérience ; est-ce le signe (un de plus) de notre intégration au village ?

Nous parlons des cultures de "tanety". Les gens les cultivent pour gagner un peu de temps sur la soudure, et se libérer ainsi, afin d'aller gagner de l'argent à l'extérieur. Ainsi la mise en culture des "tanety", risque de précipiter les départs vers la ville, tout comme l'introduction de la méthode améliorée de riziculture. Mais ils n'envisagent pas des cultures intensives sur de plus grandes surfaces ; les problèmes de commercialisation sont sans doute pour beaucoup dans cet exode vers la ville, et le relatif abandon des "tanety". Les collecteurs achètent à des prix trop bas. Il y a bien eu une coopérative dans la région, mais sa

...

(1) 1 zinga = 6 mesures (boîte de conserve grande contenance).

gestion a été désastreuse, et c'est en effet par crainte de la faillite que les paysans désignent les plus riches pour s'en occuper, car comme cela, ils pourront payer si besoin est. Toujours est-il que les possibilités de coopération dans la région se heurteront aux traumatismes causés par les expériences anciennes, que ce soit sur place, ou au dehors, car ces choses-là se divulguent très rapidement. Ainsi l'URER dans ses tentatives d'organisation du travail ou de la coopération, se trouvera en présence d'un milieu qui n'est plus vierge en la matière, et de ce fait, assez méfiant.

Si on ne part pas à l'extérieur, on peut faire du charbon, mais c'est une occupation très absorbante, et les "tanety" s'en ressentent dans ce cas-là également.

D'après ce que le groupe dit, on ne part pas à la ville par gaieté de coeur, mais par nécessité ; l'attrait de la ville n'y est pour rien, et si on avait des possibilités de gagner autant d'argent sur place on ne s'exilerait pas. Mais les possibilités de gain d'argent sur place sont faibles en nombre et en rapport (ainsi on nous apprend que les deux hommes qui ont battu le riz toute la nuit, avaient commencé à 10 heures du soir, jusqu'à 8 heures de matin, et pour ce travail ils n'avaient gagné que 350 FMG), ou alors que les entreprises lucratives nécessitent des fonds importants dès le départ.

En ce qui concerne l'élevage, solution proposée par l'URER pour éviter l'obstacle de la commercialisation des cultures de "tanety", on remarque :

- que le boeuf de fosse nécessite beaucoup de travail ;
- que le profit est réduit, et parfois même négatif : un boeuf acheté de 10 à 15.000 FMG, ne sera revendu que 15 à 20.000 FMG. On voit que dans ce cas, on n'envisage l'achat d'un boeuf qu'au plus bas prix (puisque un boeuf acheté 20.000 FMG pourrait être revendu 50.000 FMG).

Sans compter qu'on redoute beaucoup les épizooties, les vaccinations semblent assez peu efficaces. Ainsi, il paraît y avoir eu des ravages dans le troupeau de porcs, et aussi dans les volailles, malgré les vaccinations. Des enquêtes ont été faites dont on n'a jamais eu les résultats. Le gendre du maire avait un élevage de 30 poules, il ne lui en reste plus qu'une. On ajoute même que les bêtes vaccinées étaient plus fragiles que les autres, au moment de l'épizootie. C'est toujours aux petits paysans que ces choses-là arrivent, remarque-t-on avec amertume. Ainsi,

il y a 4 ou 5 ans chaque famille avait au moins un porc. Actuellement c'est l'exception.

Quant aux diverses formes d'entr'aide, elles ne sont plus guère utilisées, les gens ayant préféré utiliser des salariés : les premiers salariés venaient des districts du Sud ; aujourd'hui on utilise des salariés locaux. Il semble qu'il y ait pas mal de gens qui se fassent salariés puis embaucheurs tour à tour. Ce système du salariat est préféré à l'ancien échange de travail, car ainsi les gens disposent de plus de temps qu'ils peuvent mettre à profit pour gagner de l'argent en ville. Là encore, les termes de l'échange jouent en faveur du travail en ville.

Puis on parle des "vazaha" et du "fanjakana". Je leur demande pourquoi on assimile toujours les "vazaha" au "fanjakana". C'est que les seuls "vazaha" qui passent dans un village comme Antanimasaka sont toujours en mission au nom du "fanjakana". Mais les gens s'apercevront peu à peu qu'on n'en fait pas partie, nous dit-on.

Nous prenons le chemin du retour. A l'extrémité du village, il y a une magnifique maison en construction. Elle appartient à un journaliste (journal catholique) retraité qui va venir s'installer dans son village d'origine.

Nous nous quittons en nous disant à bientôt.

Après quoi, nous allons rendre visite au réparateur de bicyclette. C'est lui qui avait aidé à la pose des carreaux. Lors de la première visite que nous lui avons rendue, sa femme était en couches. Aussi avons-nous décidé de suivre la coutume malgache en apportant à sa femme des petites crevettes (facilitant l'allaitement), c'est-à-dire un billet de 100 FMG, dans une enveloppe. Puis nous rentrons.

Remarque = Au cours de la conversation au bord du ruisseau, on apprend que les gens d'Antanimasaka n'aiment pas l'eau de la maternité (réservoir que nous avons observé lors de notre première promenade sur les "tanety" avec le maire et l'adjoint au maire), car elle vient du village d'Antevibe, qui est un village de Noirs (il en vient quelques uns à l'Eglise le dimanche) : ceux-ci sont sales, dit-on, car ils laissent pourrir sur les collines les nattes des morts. Il faudra que nous allions faire un tour là-bas.

- Soirée de réflexion à Antanimasaka, à partir des quelques éléments recueillis depuis deux semaines :

...

Il semble qu'au moment de la récolte du riz, les impôts qui représentent la forme de la domination politique au village (mais ce n'est pas la seule forme de cette domination) poussent les paysans à choisir entre deux possibilités extrêmes: soit la vente d'une partie de leur récolte, ce qui aggrave la soudure partout présente, et assure une forme de domination économique par les collecteurs et les usuriers ; soit la recherche d'un travail à l'extérieur qui assure également, mais d'une manière différente, une forme de domination économique.

Les besoins d'argent sont aggravés par la domination idéologique moderne (denier du culte, etc...) ou traditionnelle (dépenses cérémonielles éventuellement en argent !

la première possibilité peut permettre la préservation des structures traditionnelles ; alors que dans la seconde, le travail à l'extérieur a tendance à acquérir une certaine autonomie, en ce sens que si c'est la nécessité qui a poussé l'individu à s'exiler vers la ville, le résultat de cet exode est bien supérieur au besoin auquel il répondait et de plus la ville peut exercer son attrait). L'argent gagné sert aux dépenses nécessaires qui ont provoqué sa recherche ; il peut servir les premiers temps, à maintenir la marche de l'exploitation (embauche de salariés, achats d'engrais, etc...) mais sans modifier sa structure . Les forces de travail parties à la ville sont remplacées par des salariés (ou par des engrais) sur la rizière et les "tanety", mais remplacées à l'identique et non pas multipliées. Dans la région étudiée, l'emploi salarié urbain ou simplement rémunéré a repoussé plus loin le déséquilibre population-ressources ; et la mise en valeur rationnelle (c'est-à-dire capitaliste) de l'exploitation, si elle devient possible financièrement, n'apparaît plus comme nécessaire.

Alors que dans le cas d'une soudure aggravée par la vente au moment de la récolte, cette mise en valeur rationnelle des "tanety", disons de l'exploitation est nécessaire, mais impossible financièrement. Par ailleurs la conservation des structures traditionnelles constitue un obstacle à l'exploitation rationnelle, car elles servent à refuser l'installation d'un nouveau système de domination économique, pire que l'ancien, puisqu'il est l'oeuvre d'un pouvoir extérieur au monde villageois.

Ainsi on pourrait résumer le système à deux possibilités, par le schéma de la page suivante.

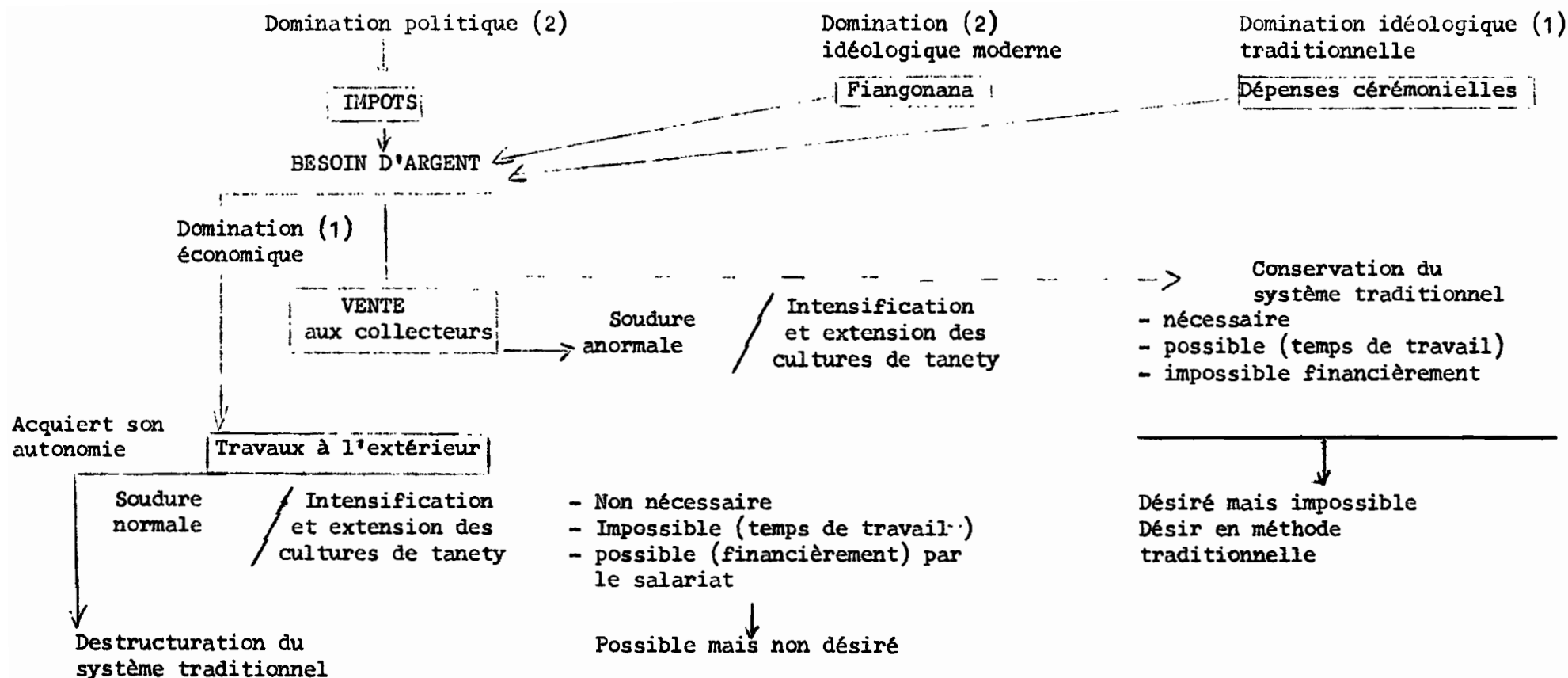


Schéma d'évolution de la société traditionnelle sous l'effet d'une domination économique introduite par la domination politique et idéologique

- (1) = Domination lorsque ces dépenses sont retranscrites en termes monétaires. Mais il faut remarquer qu'il y a là une dualité contradictoire, dans la mesure où cette retranscription peut être un signe de la neutralisation des effets de l'économie marchande (accumulation non productive de biens de prestige, par exemple).
- (2) = On voit sur ce schéma, que c'est la domination politique et idéologique qui assure la domination économique. On y reviendra.

Lundi 8 mars =

La lecture rapide d'un ouvrage (J. Brochier : la diffusion du progrès technique en milieu rural sénégalais. (Tiers Monde 1968) me fournit certains thèmes de réflexion :

- D'abord une meilleure alimentation peut se traduire par une meilleure productivité. Ainsi des investissements importants en formation, en matériel et en engrais peuvent avoir une rentabilité sociale certaine à plus ou moins long terme, bien que la rentabilité financière immédiate ne soit pas assurée (Je pense ici à la mise en valeur des terres de "tanety". D'où la nécessité de confier une telle entreprise à un organisme étatique).

- Ensuite, en ce qui concerne l'alphabétisation. On sait qu'à Antanimasaka, celle-ci est entre les mains de l'Eglise catholique et a de ce fait un caractère idéologique très marqué ; idéologie qui n'est pas semblable à celle des écoles publiques peut-être plus marquées par l'idéologie politique du développement. En fait, cela n'a pas grande importance si, comme l'écrit Richard L. Meier dans "La théorie de l'éducation dans les sociétés en voie de développement" (Revue d'économie appliquée T. XIV n° 23, 1961) : "L'éducation est destinée à accroître le stock d'informations du récipiendaire et à faciliter sa faculté d'accès à d'autres enseignements" (Je pense ici à l'enseignement de la méthode améliorée de riziculture ou sur "tanety").

Cependant étant donné que cet enseignement est très peu axé sur la vie agricole et le milieu rural, il en résulte que la faculté d'accès à d'autres enseignements a pour effet de pousser les jeunes gens vers la ville, plutôt que d'en faire des agriculteurs formés aux techniques modernes (fondement de la politique de l'URER pour l'OPR-tanety, qui prévoit l'émigration de ces "agriculteurs formés" vers le Moyen Ouest et l'Ouest. Dans ces conditions, un enseignement à caractère agricole (cf. propositions de R. Dumont sur les fermes-écoles) aurait des résultats plus positifs.

Là encore on constate comment la non prise en compte d'une dimension importante de l'action entreprise, peut inverser purement et simplement le sens de cette action.

...

- Remarquons enfin que l'alphabétisation des enfants se fait dans un milieu familial resté en majorité analphabète.

- D'autre part, il me semble de plus en plus possible et extrêmement fructueux de développer la totalité à partir d'un de ses éléments. C'est-à-dire que l'étude d'un terrain limité dans le temps et dans l'espace (la commune d'Antanimasaka en 1971) peut permettre d'appréhender les voies et moyens de l'introduction du capitalisme en pays sous-développés. J'y reviendrai, bien que je pense que les réflexions qui précèdent en sont une preuve.

*

* *

Conversation avec l'un des instituteurs : il se montre un peu méprisant à l'égard de certains de ses élèves ("il use des culottes"; "il est bon pour travailler sur la rizière"), montrant ainsi que toute l'idéologie qu'il véhicule ne peut qu'entraîner la dévalorisation du travail agricole, par rapport à tout autre travail.

Quant à nos craintes de voir s'élever des contestations chez les parents d'élèves, il nous dit qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur, les habitants d'ici sont très doux, et puis ils ne savent même pas lire, ni écrire.

*

* *

Mardi 9 mars =

Nous avons été obligés de nous décommander pour la moisson de Monsieur le maire, car il fait froid ce matin, il y a du crachin, et nous risquerions donc "d'attraper des fièvres" en travaillant les pieds dans l'eau. Comme de plus, son gendre Martin s'est fait mal au doigt et ne peut pas travailler non plus, le malheureux maire va se retrouver seul avec ses cinq salariés qu'il a embauchés pour l'occasion.

...

Nous avons donc tout le loisir d'observer l'entrée à l'Ecole des petites classes = les élèves se mettent en rang devant la porte et tout devient silencieux ; le maître passe entre les rangs, tire des oreilles, fait son cinéma devant nous ; puis il hisse le drapeau malgache en haut du mât. Après quoi les élèves peuvent rentrer pour égrener l'alphabet ou des syllabes.

Un élève, retardé sans doute par le mauvais temps, reste songeur devant la porte fermée ; il regarde par toutes les issues de la porte, afin de mettre au point la stratégie qui lui permettra de rentrer sans se faire remarquer ; après quoi, il entr'ouvrira la porte, juste ce qu'il faut pour passer, et entrera en prenant toutes sortes de précautions ! Un autre entrera en rampant ! C'est dire la terreur dans laquelle ils sont tenus.

J'ai l'intention de me renseigner sur les familles des meilleurs élèves ; s'il y a effectivement peu de chances comme me le dit Jean Chrysostome, pour que les meilleurs soient les enfants des plus riches, je pense cependant qu'on pourra établir une corrélation avec la détention du pouvoir administratif ou idéologique. Ces renseignements seront de première main, puisque nous avons les cahiers de classe des élèves de 7^e et 8^e. A suivre également.

Première visite de la journée :

Joseph S est marié à Crépine, femme à l'air plutôt timide ; ils ont 9 enfants. Le repiquage de leurs rizières demande 10 femmes (dont 4 pour leurs rizières en métayage), ce qui équivaut pour eux à une soudure de 7 mois. Ils possèdent en plus 400 pieds d'eucalyptus et 2 cochons. La pièce dans laquelle ils nous reçoivent est fraîchement repeinte, et bien propre.

A cette occasion, nous inaugurons une nouvelle formule d'entretien. Nous disons au départ que nous sommes venus étudier comment les paysans du village résolvent le problème de la soudure.

Ainsi, la personne interviewée peut partir dans de grands discours non dirigés, et nous exposer ses idées sur ce problème.

C'est de cette manière que nous apprenons qu'il y a deux ans encore, Joseph partait travailler comme scieur, parfois pendant 2 mois de suite ; mais il en revenait très fatigué, et il lui fallait se reposer pendant un mois ; comme

d'autre part la famille s'agrandissait peu à peu, il renonça bientôt à partir à l'extérieur, car durant son absence, il n'y avait ni argent, ni nourriture pour la famille. C'est la raison pour laquelle il décida de se louer comme journalier sur place et il se mit à cultiver les "tanety", en compagnie de ses 2 fils aînés qui durent abandonner l'écolage devenu trop cher.

L'élargissement de la famille n'a donc pas permis de bénéficier d'une diminution de la soudure. N'y a-t-il pas là, une clé de l'explication pour le clivage entre travail à l'extérieur et salariat sur place ?

Il fut l'un des premiers à pratiquer la méthode améliorée, sur une parcelle repiquée par 2 femmes. Le "Fanjakana" ayant dit qu'avec cette méthode on sème moins et on récolte plus, et comme le "Fanjakana" n'a pas l'habitude "d'offrir des pierres chaudes" (c'est-à-dire de raconter des tromperies), cela les a poussés à essayer la nouvelle méthode. Le groupe qui fut réuni pour choisir les bénéficiaires des crédits, ne leur en a pas accordé, bien qu'ils en aient demandé, et c'est l'élevage de 2 cochons, et de volailles et lapins qui leur permet de faire face aux dépenses d'engrais, les cochons leur fournissent de plus du fumier. Quant aux lapins et à la volaille, ils ont été décimés au mois de janvier dernier par la maladie.

Puis il se met à blaguer en nous citant un avantage qui est également un inconvénient de la méthode améliorée = à savoir que la variété de riz 1300 se mange beaucoup plus vite, car elle est meilleure !

Presque la moitié de ses rizières sont en métayage : il n'en voit pas beaucoup l'intérêt, mais cela leur permet d'avoir un peu plus à manger, et c'est toujours ça.

Quant aux "tanety", il les cultive pour se nourrir, et pas pour vendre.

L'homme et ses 2 fils aînés font les travaux agricoles sur leurs terres à eux seuls. Ils n'embauchent pas de salariés et n'utilisent pas l'entr'aide ; sauf pour les travaux réservés aux femmes, car dans ce dernier cas, la mère de famille ne peut suffire à la tâche (= salariés).

En fait, l'entr'aide a aujourd'hui pratiquement disparu parce que les riches ont commencé à embaucher des salariés, il y a 4 ou 5 ans de cela, et les gens plus pauvres ont été, de ce fait, obligés de s'y mettre.

...

L'homme nous explique qu'il vient de travailler pendant 15 jours à la construction d'une digue de rizière, comme salarié. Pour l'instant, il se repose un peu, mais dès qu'il reprendra le travail, il fera appel à nos services.

Ont-ils des questions à nous poser ? Non, pas spécialement ; Madame voudrait qu'on lui apprenne des recettes de cuisine. Nous essaierons.

Ainsi, dans le cas de cette famille, nous voyons que l'évolution constatée dans plusieurs autres familles (travail à l'extérieur) a dû être interrompue et inversée ; les besoins d'argent étant satisfaits par la vente de la force de travail de la famille sur place. Cette inversion aurait eu pour cause l'accroissement de la famille.

Voilà donc une autre expérience originale dont il faudra tenir compte dans l'établissement d'une typologie des solutions données à la soudure, selon la place des familles dans la hiérarchie sociale, place largement tributaire de la richesse. Il est vrai aussi que la richesse des individus doit largement dépendre de facteurs sociaux que la suite de l'étude devra déterminer.

L'adjoint au maire, avec lequel nous devisons sur le bord du chemin, nous explique que ses terres, il les fait travailler par des salariés, n'utilisant pas l'entr'aide qui a maintenant pratiquement disparu, parce que les gens partent travailler à l'extérieur et ne peuvent donc plus échanger leur travail, préférant d'ailleurs embaucher des salariés.

On peut remarquer que cette explication n'est pas forcément en contradiction avec la précédente selon laquelle les gens riches se sont mis à employer des salariés, et qu'en conséquence les plus pauvres ont dû s'y mettre aussi. Il n'y a pas de contradiction ; mais simplement, l'explication des 2 phases de l'évolution de cette forme d'entr'aide.

L'économie monétaire a permis aux paysans les plus riches de se libérer de l'entr'aide - échange de travail qui représente un avantage relatif plus important pour les familles modestes. De plus pour les riches, le "valin-tàna" ne suffit pas à leur permettre de couvrir toute la superficie de leurs terres (remarquons qu'alors le "findramana" peut intervenir) ; or le "valin-tàna" implique pour eux le sacrifice de plusieurs journées de travail qu'il peut être difficile de récupérer à temps.

...

Du fait de l'importance de leur exploitation, ils peuvent commercialiser une partie de leur surplus, en aidant par exemple les plus pauvres à passer la période de soudure c'est-à-dire en se faisant usurier, ce qui leur permet d'embaucher des salariés, et le salariat en vient vite à les dégager de l'obligation du "valin-tàana".

Le "findramana" tombe alors lui aussi en désuétude, car le "valin-tàana" devient plus lourd pour ceux qui continuent à l'utiliser ; or ce sont les mêmes individus qui répondaient au "findramana". Comme il n'y a que peu de différence entre ce "findramana" et le salariat (sauf peut-être lorsqu'on essaie de rogner sur le repas), il est peu à peu abandonné.

Pour ceux qui continuent à pratiquer le "valin-tàana", l'introduction dans l'économie monétaire ne peut prendre que la forme de la contrainte : les besoins monétaires imposés par les sphères politiques et idéologiques peuvent les pousser plus avant dans les bras de l'usurier ; mais alors la soudure devient de moins en moins supportable au fil des ans, et tôt ou tard, ils doivent partir à la recherche d'un travail à l'extérieur = le "valin-tàana" a alors vécu, sauf peut-être pour les femmes qui restent au village et continuent à le pratiquer.

En résumé, l'accumulation permise à certains par l'économie monétaire, transforme ces individus en les seuls détenteurs de l'argent devenu nécessaire. Les plus pauvres deviennent dépendants de ces usuriers, et sont obligés de s'expatrier vers la ville ; la société traditionnelle, devenue chancelante, s'écroule alors.

- Depuis plusieurs jours, on voit passer la 2 CV camionnette des personnes qui s'occupent du "maty fotsy" : ils prennent des échantillons (qui s'élèvent à plusieurs dizaines de Kg) de riz. Est-ce qu'ils vont réussir à faire quelque chose, se demandent les paysans d'Antanimasaka !

- Il semble confirmé ce soir que les parents d'élèves insistent pour que tous les enfants soient présentés au CEP. C'est d'ailleurs l'usage depuis 2 ou 3 ans, paraît-il. Jean Chrysostome aurait conseillé à l'instituteur de demander en contre-partie aux parents qu'ils laissent plus de temps à leurs enfants pour étudier à l'école, et qu'ils leur achètent des livres. (Le Mercredi, jour de congé pour les écoliers, est un jour privilégié pour la moisson).

- A l'issue de cette journée, j'ai un peu l'impression d'effectuer un passage à vide : ce séjour-ci (le second) a été prévu trop long ; le retour à Tana est fructueux, permettant de digérer, synthétiser et analyser les données recueillies, et sur cette base, se donner de meilleurs moyens d'analyse et de réflexion pour le séjour suivant. Or cet effort ne peut être fait sur le terrain où il y a toujours quelque chose à faire au moment où on s'y attend le moins. Ceci ne veut pas dire cependant que la période idéale est de 1 semaine. C'est effectivement sa durée au stade actuel de l'étude entreprise. La durée et la périodicité des séjours doivent probablement varier au cours d'une enquête.

*

* *

Mercredi 10 mars =

A l'issue des derniers entretiens que nous avons eus depuis quelques jours, il apparaît :

1) que la participation des enfants travaillant à l'extérieur, à l'exploitation familiale, cesse à partir du moment où ils se marient, surtout si le mariage se traduit par un établissement définitif à l'extérieur.

2) que l'on peut préjuger de la richesse des familles, d'après le nombre de ses membres ; d'après le rapport du nombre de ses membres au nombre de femmes nécessaires au repiquage des rizières ; d'après la possession de têtes de bétail d'après le nombre de membres à charge travaillant à l'extérieur, leur genre de travail, et la durée de leurs séjours à l'extérieur.

3) les terres ne sont considérées comme richesse que pour ce qui est des rizières, et des terres de "tanety" plantées en eucalyptus. Jamais il n'est fait référence aux terres de "tanety" en cultures sèches.

4) parmi les critères de richesse des familles, certains constituent ce qu'on peut appeler la richesse traditionnelle - richesse traditionnelle retranscrite

...

en termes monétaires, bien sûr - (rizières, bétail, eucalyptus), d'autres permettent cette richesse traditionnelle sans en faire partie eux-mêmes (ainsi le nombre réduit des membres de la famille permet la concentration de la richesse entre quelques mains, évitant la parcellisation ; pourtant le prestige social traditionnel pouvait se mesurer au nombre de dépendants : il y a là une contradiction dont le développement entraîne la destructuration de la société traditionnelle) ; d'autres critères enfin, constituent la forme de l'accumulation moderne (travail à l'extérieur).

5) Cependant la contradiction entre prestige proportionnel au nombre des dépendants, et prestige dû à l'accumulation de la richesse, n'en est pas une véritable, lorsque les familles peu nombreuses le sont involontairement. En fait les véritables familles peu nombreuses sont celles qui ont vu leurs enfants partir à la ville et s'y établir plus ou moins définitivement.

- Visite impromptue de Petit Jean et Théophyle. Jean Chrysostome est parti acheter de la viande à Ambohinaorina. Je me débrouille comme je peux avec eux, essayant de savoir les noms des parents des élèves de 7^e et 8^e. La plupart des garçons redoublent ou même triplent, 2 filles font l'école buissonnière ; elles sont d'Antevibe, village de Noirs, au Nord-Est d'Antanimasaka.

Puis Théophyle prend le balai et nettoie la pièce ; il paraît que c'est la coutume à l'égard des instituteurs ; ceux-ci utilisent leurs élèves pour faire toutes sortes de petits travaux. Cela me gêne énormément, et à l'avenir je préférerais éviter une telle situation.

- Par ailleurs, j'apprends par Jean Chrysostome que l'instituteur en chef est l'oncle du jeune, lequel a un frère en 7^e. D'autre part ce jeune instituteur donne chaque soir, des cours particuliers à 5 ou 6 élèves de 7^e (pris ensemble), et chaque famille lui donne 200 FMG par mois.

- Nouvelle visite de Petit Jean et Théophyle ; Jean Paul, le frère du jeune instituteur (on l'appelle le "vazaha", car il a la peau claire) préfère se sauver. Selon Théophyle, les plus riches du village serait A (qui possède 2 Maisons à Tananarive) et l'adjoint au maire. Les plus pauvres seraient les 2 tisseuses que nous avons aidées sur les "tanety".

Les deux compères vont nous tenir compagnie une bonne partie de l'après-midi, essayant un peu de parler. Je leur donne un livre sur Madagascar, et ils commencent à lire un passage sur la christianisation de l'île. Théophile lit très bien et a l'air de comprendre. J'ai l'impression que finalement, ce qui manque aux écoliers, ce sont des livres qu'ils puissent lire, et des livres qui soient plus intéressants que des livres de classe.

Cependant, au bout d'une demi heure, ils me demandent si je n'ai pas un livre malgache. Je ne peux que leur donner le "Parler malgache" qui me suit partout.

En fait le Français à l'examen du CEP constitue pour beaucoup l'épreuve la plus difficile, et cette épreuve entraîne une sélection de classe, seules les élites possédant suffisamment le Français pour pouvoir passer l'examen.

Y a-t-il une épreuve d'anglais pour passer en 6^e chez nous ? Pourtant Madagascar a bien une langue écrite et une littérature.

Que le Français soit une épreuve difficile, c'est bien ce que semblait nous faire comprendre le vieux charpentier qui a réparé notre poulailler, et qui disait : "Vous feriez du travail plus utile à l'Ecole que sur les "tanety" ! Jean Chrysostome lui a expliqué que l'un n'empêchait pas l'autre, et que le travail sur les "tanety" nous permettait surtout de pénétrer plus profondément dans la vie des habitants et de nous intégrer au village.

*

* *

Jeudi 11 mars =

Les renseignements obtenus par Jean Chrysostome à l'occasion de discussions avec les familles d'Antanimasaka, me font penser que c'est par ce moyen que nous obtiendrons maintenant le plus de renseignements.

Cependant il faut remarquer qu'une méthode non directive dès le départ n'aurait pas été valable ; en effet, il est difficile d'arriver dans un village sans avoir un but précis qui nous donne un rôle, dans la conscience des habitants.

...

Le questionnaire ne doit pas être non plus conçu ex ante, car alors il risquerait de ne pas coller à la réalité. Le nôtre fut construit progressivement, puis plusieurs fois modifié au cours de l'enquête, sans oublier les modifications dues aux différences de statut économique ou social des familles visitées. Les renseignements partiels, parfois à mettre en doute, ainsi obtenus seront alors complétés ou vérifiés au cours des conversations non directives qui suivront.

Au cours de l'élaboration du questionnaire (qui reste lui-même non directif), on peut ainsi élaborer des hypothèses de travail à partir desquelles il sera plus facile de travailler, soit qu'on les consolide, soit qu'on les remette en question. Par exemple, l'entrevue que nous avons eue avec la famille V a montré qu'il s'agissait d'une famille relativement aisée, utilisant de plus des machines agricoles : attelage avec herse et charrue. Or nous apprendrons au cours d'une conversation postérieure, que cette famille s'est installée à Antanimasaka (village d'origine), il y a 5 ans seulement et que l'homme est un ancien coiffeur de Tananarive. Dans ce cas là, le travail à l'extérieur, devenu permanent, a été interrompu lorsque les gains qu'il avait permis, suffirent pour assurer une vie décente sur l'ancienne exploitation familiale. Ainsi apparaît un premier schéma d'évolution. Cependant la fille V s'était mariée avec un fils du vieux M ; celui-ci avait alors un bon emploi de chauffeur à Tananarive. Il le perdit, et la famille revint à Antanimasaka où elle se mit à exploiter sa part de l'exploitation. Il y a donc ici un nouveau schéma d'évolution, ou plutôt un schéma d'évolution interrompue et inversée.

Nouvelle précision qui montre comment des conclusions trop rapides peuvent être fausses : le retour à Antanimasaka serait dû à une faillite = impossibilité de continuer à payer la patente.

- Craignant de tomber en panne de gaz, Jean Chrysostome va acheter du pétrole chez le vieil épiciers. Mais l'appareil à pétrole nous crée des difficultés, entre nos mains inexpertes. Nous nous rendons donc chez la femme de Jean Marie que Jean Chrysostome a rencontrée chez l'épicier et qui dit savoir s'en servir. L'appareil a seulement besoin d'être nettoyé et la femme de Jean Marie revient quelque temps plus tard chez nous avec tout ce qu'il faut pour effectuer le nettoyage. Nous lui offrons le café, et elle devient très bavarde.

Elle nous dit qu'elle ne serait pas venue ici s'il n'y avait pas eu la voiture qui permet de s'approvisionner à Tananarive, car à Antanimasaka, tout est cher : il est vrai qu'elle vit à l'Européenne, achetant la meilleure qualité. Le vieil épicier se montre orgueilleux ; c'est pourquoi elle n'y va plus ; d'ailleurs ses prix sont plus élevés. Depuis l'installation du nouvel épicier la concurrence le pousse à se montrer plus aimable.

Elle se plaint de ce que le prix du voyage en taxi-brousse a été ramené à 150 FMG, alors qu'il était de 300 FMG "Nécessité fait loi" dit-elle ; les paysans seraient bien forcés de trouver l'argent. Or il faut 25 - 30 litres d'essence pour l'aller-retour, plus de l'huile. On ne s'y retrouve pas ; le prix de 300 FMG pratiqué au départ était concurrencé par d'autres taxis qui passaient par ici, et il a donc fallu le baisser. La route est mauvaise, les paysans comblant les trous avec de la boue et non des pierres ; le maire ne semble pas s'en préoccuper, tout affairé qu'il est à la construction de sa maternité.

Visiblement, la brave dame se défoule, car elle doit être plus ou moins rejetée par les autres habitants, ou peut-être ne tient-elle pas à entretenir des relations avec "ces paysans". Voilà une autre source d'information privilégiée, avec qui il faudra établir des contacts plutôt discrets.

Elle nous raconte encore que le secrétaire de mairie, qui habitait autrefois à Ambohijanaka s'est établi à l'écart ($\frac{1}{4}$ d'heure de marche du village, de l'autre côté des "tanety") parce que toutes ses rizières se trouvent là-bas ; ce sont des concessions qu'il a achetées au gouvernement : c'étaient des terres non mises en rizières ; il a dû les obtenir à un prix assez bas par rapport aux prix pratiqués ici ; Jean Chrysostome s'étonne d'ailleurs qu'on les lui aient fait payer ; il n'est pas impossible qu'il les aient obtenues gratuitement en concession.

Du fait de la pénétration poussée de Jean Chrysostome dans la famille que nous visitons ensuite, la conversation va prendre une tournure inhabituelle, d'autant plus que c'est le vieux charpentier lui-même qui a dit à Jean Chrysostome qu'on serait mieux à l'école que sur les tanety. On va donc retranscrire exactement le déroulement de l'entretien, sans que, malheureusement, la forme des réponses et leur intégralité soient garanties, puisque le magnétophone est toujours détraqué. Cependant le contenu et le sens en ont été, bien entendu, conservés :

- Nous sommes venus pour vous exposer l'objet de notre visite à Antanimasaka.

- N'étant ni envoyés par le Fanjakana, ni envoyés par l'URER, nous ne sommes venus ni donner des ordres, ni donner des conseils; mais simplement étudier les problèmes des paysans. C'est pour cela que nous avons tenu à vivre avec eux et comme eux, et aussi travailler avec eux.

- Plus précisément nous sommes venus voir comment les diverses familles du village résolvent les problèmes de la vie quotidienne. Cette connaissance, entreprise en de nombreux lieux, peut faire bénéficier les paysans de toutes les expériences accumulées par leurs semblables.

- Mais peut-être avez-vous déjà des questions à nous poser à ce sujet ou sur tout autre sujet ?

- Il y a certainement eu là une distorsion entre la question et la traduction.

- Non, nous verrons à la fin. Mais en ce qui concerne la méthode améliorée de riziculture, nous nous y sommes mis devant les exhortations du "Fanjakana", qui nous le demandait. Certes, cela permettait d'économiser des semences, mais au début, le repiquage en ligne demandait plus de travail que la méthode traditionnelle en foule ; cependant peu à peu avec l'habitude, il a fallu aux femmes moins de travail pour le faire, et puis les rendements augmentaient.

- Il me semble que le point faible de la M.A. est le coût des engrais. Comment fait-on ? Utilise-t-on le crédit ?

- Pour les engrais, il n'y a pas de problèmes. Ce n'est pas une obligation, et chacun met ce qu'il peut ou ce qu'il veut.

- Oui mais pour obtenir un accroissement de production appréciable il faut une dose d'engrais suffisante.

- Oui, on sait bien que les rendements sont d'autant plus grands qu'il y a plus d'engrais.

- Je sais que l'URER doit entreprendre un projet de mise en valeur des "tanety". Mais cela nécessite beaucoup d'engrais et cela risque de coûter cher. D'autre part

...

la commercialisation risque d'être difficile. Pensez-vous qu'il y ait là un moyen de diminuer la soudure ?

- On ne mange pas que du riz, et de toute façon, on peut vendre le surplus de production par les camions qui se rendent à Tananarive.

Maintenant les gens pratiquent la M.A. de riziculture, et le contre-maître peut nous donner des conseils pour les "tanety". "On se laisse porter comme un cadavre". Nous suivons le "Fanjakana" dans tout ce qu'il propose ; de toute façon on ne peut rien y faire.

- Pour l'instant ce n'est pas encore obligatoire tout de même ?

- On ne sait pas ce que ça deviendra, mais si on nous dit de le faire et si on s'y retrouve, on le fera.

- A propos de la commercialisation, je croyais que les collecteurs achetaient à très bas prix, et que c'était pour cette raison que l'URER proposait de transformer les cultures de "tanety" en viande.

- Si on s'y retrouve, on le fera.

- En fait, d'après ce que nous avons pu avoir à Antanimasaka, il semble que les familles résolvent de différentes manières leurs problèmes = par le travail salarié sur place, le travail salarié à l'extérieur, le charbon. Dans ces conditions, on n'est pas poussé à cultiver les "tanety" ?

- On ne savait pas que les "tanety" pouvaient rapporter quelque argent. Mais les gens sont obligés de partir à la ville pour pouvoir nourrir leur famille, et avec l'argent gagné, on peut exploiter les rizières et les "tanety". De toute façon le travail à l'extérieur était une nécessité.

- Le travail à l'extérieur n'a-t-il pas été choisi parce qu'il était plus rentable ?

- C'est certain. Mais on peut bien le remplacer par une exploitation intensive des "tanety".

- Est-ce seulement la nécessité qui pousse les gens à partir en ville. N'y a-t-il pas aussi l'attrait de la ville ?

- Bien sûr, cela peut arriver. Mais en général ce n'est pas le cas. Les gens y vont pour pouvoir s'acheter des maisons, ou bien acheter des rizières, ou encore pour permettre aux enfants de faire leurs études.

- Ces départs vers la ville n'entraînent-ils pas un développement du métayage du fait que ceux qui partent laissent leurs rizières à ceux qui restent ?

- Non, on ne peut pas dire cela. Car cela ne concerne que de toutes petites parcelles, puisque ceux qui partent s'en vont précisément parce qu'elles ne suffisent pas à les nourrir.

La famille qui m'a donné des terres en métayage va revenir cette année, et j'en suis très content, car c'est un signe d'attachement à la terre des Ancêtres.

(A ce moment, l'heure du chemin de croix sonne (17 heures), Le père de famille regarde sa montre).

- Nous ne voudrions pas empêcher la famille de se rendre à l'Eglise, si elle avait l'intention d'y aller. (C'est la femme qui répond).

- Cette conversation est comme une prière. Nous sommes dans l'union et la fraternité, et nous apprenons beaucoup de choses.

(Après avoir remercié, nous reprenons la discussion).

- Est-ce que les départs à l'extérieur se traduisent par une participation financière ou en nature, à la bonne marche de l'exploitation familiale, ou à sa modernisation ?

- Cela dépend de chacun. Il y en a qui partent pour pouvoir se construire de belles maisons à Tananarive, ou même ici. Ainsi le propriétaire de votre maison n'avait pas assez de terres pour nourrir ses 9 enfants, et il est parti pour pouvoir faire continuer les études à ses enfants. D'autres sont partis et doivent s'occuper d'abord de nourrir leur propre famille.

- A cause de ces départs, n'est-on pas obligé d'embaucher des salariés pour travailler les terres, ou bien s'arrange-t-on avec l'entr'aide ?

- Beaucoup de ceux qui s'en vont reviennent pour les grands travaux (labour, repiquage). Mais presque tout le monde utilise les salariés, car l'entr'aide a disparu à cause du départ des hommes.

- Nous vous remercions d'avoir bien voulu répondre à nos questions. C'est maintenant à vous de nous en poser, sur ce que les habitants du village peuvent attendre de nous ou sur tout autre sujet.

- Nous pensons que les travaux que vous faites sur les "tanety", ça ne sert pas à grand chose, car ça n'augmentera pas la production, et de toute façon, les gens sont obligés de le faire. Vous seriez beaucoup plus utiles à l'Ecole, à enseigner à nos enfants.

- En ce qui concerne le travail sur les "tanety", outre le fait que cela peut aider certaines familles qui peuvent en avoir besoin, nous le faisons car nous pensons que c'est en mettant la main à la pâte, par la pratique, que nous pouvons mieux comprendre les problèmes qui se posent aux paysans.

- Mais vous obtiendriez beaucoup plus de renseignements en rendant des visites (ce qui se fait beaucoup dans les familles malgaches) et en discutant avec les gens plutôt qu'en labourant les "tanety".

- Ne vous fatiguez pas trop, ajoute la mère de famille.

- Nous avons pensé aussi que c'était un bon moyen de nous intégrer à la vie du village et à ses habitants, voulant ainsi nous démarquer par rapport à des "vazaha" qui ont pu laisser de mauvais souvenirs.

- Nous comprenons bien, mais ne vous épuisez quand même pas à ce travail.

- En ce qui concerne l'école nous avons mis un frein à nos activités ces derniers temps, car on veut que nous fassions passer l'examen samedi, et comme nous devons travailler au niveau de la commune, nous ne voudrions pas que les habitants de Miarinarivo ou de Miadanandriana s'estiment lésés parce que nous avons déjà donné des cours à Antanimasaka, ou que nous préférons les gens d'Antanimasaka chez lesquels nous vivons. Et de plus, rien ne nous permet de nous ériger en juges de vos enfants, et même à Antanimasaka nous risquerions d'être contestés

(c'est ici je crois que Jean Chrysostome en profite pour embrayer sur les conflits qui peuvent exister dans le village = nouvelle distorsion).

- Vous avez raison. Ceci ne manquerait pas d'arriver. Certes, il y a quelques familles qui ne s'entendent pas bien en vivant au village, vous vous en apercevez bien ; mais à la fin nous serons tous unis, d'autant plus que nous sommes tous de la même Eglise, répond la femme.

- De toutes façons, je crois que finalement tout le monde va être présenté au CEP, ce qui est très bien, car même ceux qui n'ont aucune chance d'être reçus verront ainsi comment se passe un examen, et ils y reviendront l'an prochain avec moins d'appréhension.

- C'est moi-même qui ai demandé à ce que tous les élèves soient présentés.

- D'ailleurs je crois que cela se passait depuis 2 ans.

- C'était ainsi il y a 2 ans. Depuis 2 ans, il n'y a eu aucun élève reçu au CEP. Les parents et tout le monde doivent faire des efforts car c'est difficile.

- Le Français est une épreuve difficile ; en France il n'y a pas de langues étrangères au CEP. Qu'en pensez-vous de cela ?

- Certes il est normal d'apprendre d'abord la langue maternelle, mais à Madagascar, il est très important de connaître le Français.

- En fait, quel est, pour vous, le but de l'Ecole ? de former de futurs fonctionnaires ou de futurs citoyens ? ou plus vraisemblablement de futurs chômeurs ? Ne pensez-vous pas qu'un enseignement basé sur la vie rurale et l'agriculture serait plus profitable ? Par exemple j'ai été frappé de voir dans un livre que nous a prêté l'instituteur, une dictée intitulée "La moisson" ; mais il ne s'agissait pas de la moisson du riz mais de celle du blé !

(Jean Chrysostome traduit en disant que l'Ecole pourrait servir à former des contremaîtres, des instituteurs, ingénieurs, des vaccinateurs qui soient des paysans).

- Oui, je suis tout à fait d'accord ; le contremaître de l'URER pourrait apprendre à nos enfants des choses beaucoup plus intéressantes que ce qu'on leur apprend à l'Ecole.

- En fait, les techniciens et ingénieurs conçoivent souvent des projets, qui ne tenant pas compte de tous les problèmes de la réalité (qu'ils ne connaissent pas), ne peuvent marcher ou se heurtent à l'opposition des paysans qui connaissent bien, eux, la réalité quotidienne dans laquelle ils vivent. C'est aussi ce qui nous pousse à travailler sur les "tanety".

(Jean Chrysostome traduit en disant que par exemple, si les techniciens qui s'occupent du "maty fotsy", étaient des paysans, ils auraient déjà trouvé la clé du problème).

- En effet, répond le père de famille, il faut être ingénieur pour ne pas savoir que le "maty fotsy" sévit sur les rizières qui sont les plus élevées. Car cette année, il n'y a pas eu de pluies du mois d'octobre au mois de décembre, et ces rizières élevées ont souffert de la sécheresse.

(Cependant, la mère de famille se penche vers son mari, semblant l'implorer. Avait-elle peur que son mari se laisse aller à des critiques trop virulentes envers ces techniciens incapables ? Malgré les affirmations contraires de Nicole et Jean Chrysostome, je ne suis pas convaincu).

- Nous vous remercions de nous avoir accueillis, et nous excusons d'être restés si longtemps. Et bien que vous ne soyez pas d'accord avec notre travail sur les "tanety", nous vous proposons nos services (...)

- Nous vous souhaitons de revoir votre pays natal.

Remarque sur cette discussion :

On constate qu'on n'a obtenu de cette manière aucun des renseignements plus précis que nous avons obtenus des autres familles (nous essaierons de les obtenir d'une autre manière, ou bien en revenant les voir).

Mais cette discussion a vraiment été un échange d'idées : les enquêteurs n'ont peut-être pas été les seuls à recevoir des informations, ils en ont également données ; et l'ambiance très bonne en a été le résultat (même si Jean Chrysostome avait bien pénétré dans cette famille).

...

Cela est-il possible avec toutes les familles ? Sans doute non.

D'autre part, il est regrettable qu'il s'agisse là d'une famille assez riche. Mais nous ne pensons pas qu'il en résulte des conséquences trop graves.

Cette conversation aurait de plus mérité d'être enregistrée, pour la raison exposée plus haut, mais aussi parce qu'elle est exemplaire des distorsions que peut introduire l'interprète.

On voit aussi que l'enquêteur se trouve pris dans une certaine contradiction : s'il veut que l'entrevue soit réellement un échange, il est obligé de développer certaines questions, c'est-à-dire en fait suggérer certaines réponses ; il est vrai que les suggestions pourraient venir après les réponses ; cependant s'il procède ainsi, la rentabilité à court terme de la conversation est plus faible, mais à la longue, cela met les gens en confiance et cela peut s'avérer payant.

*

* *

Vendredi 12 mars =

C'est dans cet état d'esprit que nous nous rendons chez le vieil épicier : A B. L'homme est à moitié aveugle. Il a eu 3 enfants dont un est chez les Betsileo. Il tient son commerce d'un chinois de Tananarive. Leurs rizières sont repiquées par 10 femmes (devenues 13 femmes).

Nous nous installons dans l'épicerie, car on ne peut se permettre de perdre des clients.

Après notre présentation d'usage, le vieux déclare : Que l'on repique en foule ou en ligne, on cultive toujours la terre des ancêtres. Mais ce qu'il y a, avec cette nouvelle méthode, c'est que cela produit beaucoup de paille. Et j'apprends à cette occasion que la production de paille et le "maty fotsy" ne constituent en fait qu'une seule et même réalité. L'épi du riz est très maigre et blanchit rapidement au soleil, ce qui fait qu'il ne reste plus que la paille.

...

Mais, n'ayant pas encore réalisé cela, je réponds ce que nous avait dit le chef de ZER au début de notre enquête, c'est-à-dire que cela peut provenir d'un écartement trop faible entre les lignes.

Mais non, cela ne vient pas de là : ils respectent bien les 20 cm d'écartement. Cet écartement est d'ailleurs assez gênant, disent-ils, car il faut surveiller les salariées qui repiquent, car elles ont tendance à écarter les lignes encore plus ; elles terminent ainsi plus vite leur travail !

Finalement, à cause de ce "vary maty fotsy", leur soudure, qui était autrefois de 1 mois est passée à 3 ou 4 mois.

N'avez-vous pas demandé conseil au contremaître ? Le contremaître il nous a dit d'abord que cela venait des engrais, puis que cela venait de l'eau. Finalement il a fallu changer les semences.

Donc le changement de semences est uniquement dû au fait qu'on n'a pas trouvé de traitement valable ?

Le chef de secteur nous a d'abord demandé de venir "faire cuire notre riz dans de l'eau chaude". Cela n'a pas marché.

Puis le "Fanjakana" a apporté un nouveau riz ; enfin les habitants eux-mêmes se sont procurés du petit riz, pour changer les semences.

Autres inconvénients ? Vous qui avez de l'autorité, ne pourriez-vous pas dire qu'il faut éviter de changer tout tout le temps ? On change d'engrais à chaque fois ; le dernier en date durcit la terre.

Je réponds que, comme nous l'avons dit au début, nous n'appartenons pas au "Fanjakana", et que donc nous ne pouvons les aider sur ce chapitre, ni leur donner des conseils techniques. Cependant les études que nous menons, ici et ailleurs, peuvent permettre aux autorités ou aux gens qui lancent de tels projets de modernisation technique, de prendre conscience de toutes les conséquences que cela peut avoir sur les paysans (Jean Chrysostome repart là encore sur le "maty fotsy").

Oui en effet, le "maty fotsy" sévit surtout sur les rizières élevées qui ont connu la sécheresse.

Ainsi nous mettons ici le doigt sur la faiblesse des services techniques de traitement du riz. Des employés viennent ramasser des gerbes de "vary maty fotsy"

qu'ils ramènent aux laboratoires, où techniciens et ingénieurs en cravates, examinent ces échantillons avec circonspection et méthode. Mais ce n'est pas derrière leurs microscopes qu'ils peuvent apprendre que tous ces échantillons proviennent de rizières situées en surplomb. Ou alors il faudrait demander aux employés qui viennent relever les échantillons de noter toutes les conditions attenantes à ces échantillons de riz.

Qu'en est-il du prix des engrais et du crédit ? Le crédit, on n'ose pas l'utiliser, car les échéances risquent toujours d'arriver au moment où l'on n'a plus d'argent. Et l'engrais, ils sont obligés de l'acheter, pour la plus grande partie, au moment où il coûte cher.

Ne trouvent-ils pas injuste que le prix le plus bas soit pratiqué justement lorsqu'il n'y a pas d'argent ? Si, certainement. Mais que voulez-vous, lorsque les petits Malagasy osent augmenter un peu leurs prix, tout le monde leur tombe dessus alors que le "Fanjakana" et les "Vazaha" peuvent augmenter leurs prix comme ils veulent. Si vraiment "Fanjakana" et "Vazaha" voulaient le bien des paysans, ils n'agiraient pas ainsi.

"Que voulez-vous, il faut travailler, car on ne peut forcer la porte des voisins".

Alors, la soudure a augmenté. Comment font-ils pour s'en sortir ? Il y a l'épicerie. C'est un chinois d'Andavamamba (Isotry) qui fournit la marchandise chaque quinzaine à Ambohitrandriamanitra. Une fois la marchandise vendue, ils paient le prix d'achat au chinois, et gardent ce qui reste après les taxes. Ce chinois qui leur donne ce métayage est vraiment très bien.

Quant aux "tanety", ils font ce qu'ils peuvent. Ils sont obligés de les faire travailler par des salariés, car ils sont vieux, les fils sont partis, et l'entraide n'existe plus. Mais même comme cela, ils n'ont pu tout faire, car le sol est devenu dur et on ne peut le labourer.

Oui, les fils sont partis : il y en a un dans la province de Fianarantsoa ; il ne revient jamais ; un autre est à Tananarive, qui revient quelquefois ; le dernier est parti il y a 15 jours comme marchand ambulant à Antsohihy (Diégo-Suarez) : on ne sait pas s'il reviendra. Ils sont partis car ils voulaient voir comment on vit ailleurs, et puis il est difficile de vivre avec une marâtre. Tous les jeunes partent. Ils ont voulu faire comme les autres.

...

Quant au métayage il ne le pratique pas, mais il ne pense pas qu'on y trouve beaucoup d'intérêt, surtout avec les engrais qu'il faut acheter.

Les deux époux se lamentent : autrefois, on avait tout sans qu'il y ait besoin d'argent ; maintenant il en faut pour tout et les prix augmentent, et la vie devient plus difficile.

Nous les questionnons enfin sur les coutumes ; mais malgré leur grand âge, ils disent ne pas en connaître. C'est assez étonnant. Est-ce une preuve qu'il en existe toujours de vivantes à Antanimasaka, pour que l'on ne veuille pas nous en parler ? Peut-être avons-nous posé la question trop tôt. Ou peut-être faudrait-il orienter leurs idées dans certaines directions, comme cela a été nécessaire pour la conversation qui précède (Avantages et inconvénients ? On ne sait pas. L'engrais par exemple ? Ah oui l'engrais ! eh bien ...) Nous les remercions, en leur proposant nos services.

Bien que ce soit généralement les parents qui donnent des conseils aux enfants, ils nous disent que nous pouvons leur donner des conseils durant notre séjour à Antanimasaka. Et si nous trouvons que cela marche bien à Antanimasaka, alors nous pourrions leur faire un cadeau !

C'est ensuite le tour de M. le Maire de nous recevoir : A B est veuf, avec une fille unique, qui s'est mariée avec Martin, qui nous a déjà accompagné à Tananarive, une fois et avec qui nous avons bavardé l'autre jour au bord du ruisseau. 18 femmes repiquent ses rizières ; 18 femmes également pour les rizières de son gendre (qui a deux enfants) cela fait à peu près 1 ha à eux deux. De plus, le maire possède 2 ha d'eucalyptus (et une réserve d'eau que nous avons observée l'autre jour, du haut de la colline).

Nous sommes de vieilles connaissances, et nous démarrons presque aussitôt sur la M.A. de riziculture dans la commune, la famille du maire lui-même ne posant pas de problèmes, étant relativement riche et peu nombreuse.

Nous lui disons qu'en ce qui concerne la méthode améliorée, deux problèmes se posent : celui des engrais qui coûtent relativement cher pour les paysans, et celui du "vary maty fotsy" qui a l'air de faire des ravages assez importants.

...

- Pour ce qui est des engrais, un curé (celui d'Ambohimiadana ?) avait entrepris de les commercialiser dans la région, il y a une vingtaine d'années de cela ; il en distribuait gratuitement aux gens pauvres, et pratiquait un prix très bas pour les autres.

Puis les engrais passèrent entre les mains de l'Agriculture. Le maire, qui était alors chef de village et pas encore maire, s'était fait alors commerçant en gros d'engrais : il ne pouvait le vendre au détail à cause des risques de déficit ; alors les paysans pauvres se groupaient pour pouvoir acheter un sac.

Enfin, c'est l'URER qui eut la charge de commercialiser les engrais ; elle le fit d'abord par l'intermédiaire d'un intendant ; les prix étaient plus élevés qu'auparavant.

On sait que la politique suivie par l'URER a été de se décharger progressivement de ce fardeau sur le réseau de commerçants existant. Cependant les premiers commerçants qui acceptèrent de vendre des engrais ~~furent~~ faillite et passèrent devant le tribunal. En effet, les sacs d'engrais livrés aux commerçants perdaient en chemin (manutention, transport...) près de 2 kg sur 150 ou 100 kg au total. La demande de livraison avec un léger poids supplémentaire pour un même prix ne fut pas prise en considération.

Toujours est-il qu'il devient de plus en plus difficile de trouver des commerçants qui acceptent de vendre des engrais.

- Que pense le maire du prix différentiel des engrais, pratiqué par l'URER ? C'est un scandale et une injustice, car cela ne profite pas aux pauvres, mais juste le contraire. Cela n'éduque pas les gens, mais au contraire cela déforme leur esprit, et les rend critiques. C'est ainsi que devant ce scandale, les paysans tombent sur le dos des maires qu'ils tiennent pour responsables. C'est pourquoi 12 maires du District (dont lui-même et 16 conseillers de la commune), sont allés trouver le directeur de l'URER pour lui demander de fixer le prix des engrais une fois pour toutes.

Je réponds que ce système est en effet la cause d'un certain nombre d'abandons dans d'autres communes, et que je crois avoir compris qu'il n'avait de raison d'être que tant que la commercialisation se faisait par l'intermédiaire de l'intendant : à partir du moment où le système de vente se décentralise en passant

entre les mains des commerçants, il devrait disparaître.

- Quant au "vary maty fotsy", les plus graves dégâts furent en 1968 où près de la moitié du riz fut perdue ; en 1969, cette proportion passa à 1/3 et à 1/5 en 1970.

Il est faux de dire que cela est causé par les engrais, car on a fait des comparaisons entre rizières avec engrais et rizières avec fumier, et il y avait autant de "vary maty fotsy" sur les unes et les autres.

C'est vrai que c'est surtout sur les rizières élevées que sévit le "maty fotsy" : ainsi une de ses rizières, alimentée en eau pendant 2 jours, s'assèche en 1 jour ; alors la racine n'a pas assez d'eau pour se développer, sans compter que cela inonde les rizières situées plus bas (problème de la discipline de l'eau).

- Antanimasaka a reçu un diplôme, car c'est la première commune de la province pour le repiquage en ligne ; c'est aussi la première commune du district pour l'utilisation des engrais ; cela lui a valu de recevoir une prime de 15.000 FMG et la création de 2 magasins d'engrais ; l'un à Antanimasaka (Ambohinaorina) ; l'autre à Miarinarivo.

Lui-même, maire, s'est vu promettre la remise de la médaille du mérite agricole par le ministre.

- Enfin le maire nous dit que les gens parleront peut-être de l'ordre du "Fanjakana" pour le repiquage en ligne. C'est que, à son avis, les moniteurs ont exagéré : pour obtenir de bons résultats, ils n'ont pas hésité à dire qu'il fallait repiquer en ligne, car c'était un ordre du "Fanjakana", qu'il fallait acheter tels engrais, en telles quantités.

Devant ces abus, le maire est allé voir les familles et leur a dit : "Faites ce que vous pouvez ; en tout cas, il n'y a aucune loi du "Fanjakana" qui oblige à le faire".

Comme nous nous sommes un peu attardés, nous disons au maire que nous reviendrons le voir pour d'autres questions, car il a tellement de choses à dire qu'on ne peut tout faire en une seule fois.

Martin nous apporte des œufs, et le maire nous propose de boire du café. Jean Chrysostome qui connaît bien le maire blague un peu en demandant s'il n'y a

rien de plus consistant (il sait que le maire veut nous offrir du rhum). Le maire sort donc une bouteille de rhum toute neuve. Nicole et moi demandons à être servis dans le même verre, pour suivre la coutume malagasy des jeunes mariés. Le maire nous dit alors qu'au mariage, l'homme coupe le gâteau verticalement en disant : "C'est moi qui commande", et la femme le coupe horizontalement, en disant "C'est moi qui préside". Nous lui expliquons alors qu'il y a un peu la même coutume chez nous : l'homme enfile la bague à la femme jusqu'à la moitié du doigt et c'est la femme qui l'enfile jusqu'au bout.

Bilan, réflexions, et autocritique sur ce séjour.

Trois mises au point sont nécessaires : d'une part en ce qui concerne la méthode d'enquête, d'autre part en ce qui concerne l'objet ou les objets de l'enquête, et enfin en ce qui concerne les théorisations possibles à partir de l'enquête elle-même.

- La méthodologie de l'enquête : Pratique de terrain ou praxis sociale ? Edgar Morin (in : "La démarche multidimensionnelle en sociologie") appelle praxis ce qui paraît n'être qu'une expérimentation in vitro : c'est-à-dire qu'en fait il teste les hypothèses émises à partir des observations qu'il a faites, sur un groupe de villageois auxquels il soumet les questions qu'il se pose (1).

Peu différente à mon avis est la méthode, assez couramment utilisée, qui consiste à susciter des actions collectives en milieu villageois. Là aussi, on touche à l'expérimentation dans la mesure où de telles actions font percevoir au chercheur des conflits qui peuvent exister entre villageois, ou d'autres enseignements sur l'objet de l'enquête, Mais en résulte-t-il un apport réel pour les villageois ?

Althabe justifie cette technique en assurant que c'est l'un des moyens permettant aux paysans de retrouver une unité d'action (perdue ?) sur une base quelconque (travail des champs par exemple) ; la base en question important peu, l'essentiel étant l'acquisition ou la réacquisition par les villageois de l'habitude de s'unir collectivement devant une action à entreprendre ou une décision à prendre, ou un danger à parer.

(1) Ce que Morin appelle "l'intervention-recherche", la "provocation-test".

La véritable spontanéité des masses doit d'abord surgir de la discussion ; libre à elle de s'exprimer par la suite sous la forme d'action collective : la compréhension des problèmes à résoudre peut même se trouver renforcée par de telles pratiques ; mais il faut avant tout que ces pratiques aient un objet clairement perçu.

Il s'agit donc de faire parler les gens sur leurs problèmes, sur la manière dont ils les appréhendent, et les actions et solutions qu'ils envisageraient. Dans de telles discussions, l'enquêteur est élève, plutôt que maître : il s'insère dans une pratique qu'il ne connaît pas ou qu'il ne connaît qu'en théorie. Son apport n'est d'ailleurs pas forcément nul ; il connaît, de par sa pratique personnelle, certains éléments exogènes dont les paysans n'auraient pas connaissance.

Dans cette optique, la discussion avec le vieux charpentier a plutôt été un monologue qu'un véritable dialogue constructif. Mais c'est par tâtonnements que l'on mettra au point cette méthode (Remarquons cependant que le laconisme apparent des réponses est dû à l'abandon de leurs formes, évanouies dans notre mémoire).

En somme, c'est par elles-mêmes que les masses doivent s'éduquer ; ce qu'il leur faut c'est un catalyseur dont le rôle consiste à annihiler l'effet "déresponsabilisant" des structures actuelles. De ce point de vue, on peut remarquer, la pauvreté théorique et pratique des propositions concernant la réforme de l'enseignement : le but avoué, innocemment, d'un enseignement rural basé sur l'agriculture, c'est de faire rester les paysans à la terre, plutôt que de venir grossir les bidonvilles urbains (cf. par. J. Brochier, op. cit. pp. 269-270) ; alors qu'il ne saurait y avoir de théorie donc d'enseignement, en dehors de la propre pratique sociale de ceux que l'on veut soi-disant "éduquer".

En ce qui concerne les techniques d'enquête maintenant, il apparaît clairement :

- 1) qu'il faut absolument et en priorité, terminer les généalogies : le fait qu'il y a 4 ancêtres pour le village, et donc 4 lignages, est un point important. Il se peut en effet que nous ayons entretenu des relations privilégiées, et rendu des services à certains lignages et non à d'autres, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes dans la suite de l'enquête, si l'on n'y remédie pas rapidement.

2) qu'un questionnaire (non directif) est indispensable dans la mesure où il permet aux villageois de nous situer, de nous attribuer un rôle déterminé. En l'absence de toute attribution de rôle, il résulterait une incompréhension de la part des paysans, et une méfiance corrélative.

Le remaniement constant du questionnaire, mis à l'épreuve des faits, est évidemment indispensable ; la non cohérence des données qui en résulte, devrait être palliée, en testant le questionnaire à l'avance, à titre expérimental.

Pour les familles riches, auxquelles le questionnaire habituel ne peut être appliqué, comme on l'a vu, le mieux sera de procéder par recoupements.

3) que la traduction dans les 2 sens, entraîne des distorsions, parfois trop importantes. On ne peut pas se prémunir contre la traduction des questions. L'interprète étant plus au courant des tournures malgaches et de l'esprit des villageois. On peut cependant exiger que tout le contenu de la question soit traduit : Pour cela, il sera indispensable d'émettre une seule idée par question. Quant aux initiatives de l'interprète, il vaut mieux s'y opposer = certes il est mieux à même de savoir si tel moment est favorable pour poser une question qui nous intéresse, mais après tout, c'est quand même un citadin, qui peut se tromper.

Pour la réponse, la distorsion devrait pouvoir être éliminée facilement. Mais les réponses sont souvent assez longues, et l'oubli peut jouer ; les formes peuvent être fastidieuses car répétées. De toute façon l'emploi du magnétophone et la traduction mot à mot du dialogue, devraient permettre d'y remédier.

J'ai, d'autre part, l'intention d'établir des fiches familiales, comprenant toutes les indications collectées, mais surtout des signes conventionnels, proportionnels à la soudure, au nombre de repiqueuses pour les rizières (et le métayage), au bétail, aux superficies d'eucalyptus, au nombre de membres présents de la famille, au nombre des membres expatriés (participants à la marche de l'exploitation), etc...

La mise en parallèle de ces fiches, constituant ainsi une matrice, devrait faire apparaître certaines corrélations significatives, permettant d'établir une

typologie des exploitations, ou plutôt dans l'optique qui m'intéresse, une typologie des modes de résolution de la soudure, et mieux encore, une explication de ces divers modes de résolution, par la prise en compte de certains critères non immédiatement apparents.

- En ce qui concerne l'objet même de l'enquête, j'ai l'intention de mener une étude approfondie sur 3 villages : Antanimasaka, village Hova et catholique ; Ambohinaorina, (dont Jean Chrysostome me dit que la pénétration sera plus difficile car les gens sont plus critiques et moins ouverts) village Andriana et protestant ; Antevibe, village Andevo. Cependant, l'exemple de Dupont à Ambohitrolomahitsy, qui a parcouru la commune en un mois, m'a fait pressentir que cette méthode, bien que trop superficielle et rapide, présente un intérêt non négligeable ; en parcourant tous les villages d'une commune, on peut glaner des indications intéressantes sur les coutumes ou les croyances de la région, (ceci dit il est encore trop tôt pour se lancer dans ce type d'investigations), des opinions ou des jugements de valeur significatifs sur des gens, des familles ou des groupes.

J'hésite cependant à me lancer dans ce type d'enquête. Dupont est rentré comme dans du beurre dans une population exacerbée par la M.A. Ici à Antanimasaka, c'est loin d'être le cas : peut-être quelques réunions collectives, et des entrevues avec des chefs de village pourraient présenter un intérêt. La proposition du chef de canton, me proposant de faire "quelque chose" sur la mise en valeur des "tanety", peut avoir un aspect positif et être utilisée dans la commune même. A condition que cela soit conçu comme une réunion devant faire apparaître les problèmes des paysans, et leurs désirs en la matière.

D'autre part, on ne soulignera jamais assez l'intérêt qu'il y aurait à mener une pré-enquête approfondie auprès des agents de l'URER, chefs de zone, chefs de secteur, moniteurs, qui peuvent fournir dès le départ des orientations significatives, car ils ont accumulé une somme de connaissances dont il faut faire la critique bien sûr, car ces connaissances ne sont pas toujours fondées sur une pratique véritable. Cette pré-enquête pourrait permettre de généraliser l'enquête ponctuelle approfondie, ou encore de pondérer les conditions de la généralisation.

Toujours à propos de l'URER, il faudrait étudier quelle a été la formation donnée à ces moniteurs, et la critiquer, ce qui pourrait nous donner une clé

d'interprétation pour l'étude des relations entre paysans et vulgarisateurs.

Enfin il me semble intéressant de publier ces notes dans le rapport définitif : leur lecture pourrait intervenir en second ou en troisième lieu, mais toujours après la première partie concernant la synthèse de la philosophie de l'action OPR-tanety, pour pouvoir situer l'étude dans le cadre d'une problématique et d'une opération concrète déterminée. Après ou avant le rapport lui-même, on peut en discuter = lire le journal d'Antanimasaka avant les résultats de l'enquête, serait suivre l'ordre chronologique ; le lire après, permettrait de pondérer les résultats eux-mêmes = cela serait en effet une manière d'atteindre à l'objectivité, dans la mesure où le lecteur pourrait par ce moyen, juger que telle déduction a été trop rapide, ou bien encore n'est pas suffisamment fondée pour emporter la conviction.

ANNEXE (1)

Des conflits au village

Lorsqu'on commence à avoir creusé son trou au village, que les habitants se sont habitués à la présence d'étrangers, bref que l'on s'est fait oublier tout en restant présent, et que, à la suite de questions indirectes et - croît-on - habiles, certaines gens se mettent à vous entretenir des conflits existants dans la communauté, il faut bien évidemment faire la part de l'idéologie dans ce qui vous est raconté. C'est pourquoi il convient de tenir compte de la qualité des informateurs, de leurs liens avec les parties au conflit. Diversifier les sources, et les critiquer sont donc deux démarches nécessaires dans ce genre d'investigation.

On se souvient de la manière dont le conflit qui divise la grande famille M nous fut révélé = Ayant participé au battage du riz dans cette famille, nous nous aperçûmes que l'un des fils travaillait seul avec sa femme, sous l'oeil indifférent de l'autre fils et du père.

Ce n'est que pour le père, que les 2 fils peuvent se retrouver dans un travail collectif. Le vieux père, lui, est obligé de travailler un jour pour le premier fils, le lendemain pour le second.

Pourtant les 3 membres de la famille ont bien essayé de garder intacte "l'union familiale". Quoique mariés, les 2 fils continuèrent à habiter la même maison que leurs vieux parents, puis construisirent une maison commune, contiguë à celle du père.

"Mais malgré cette cohabitation, l'union entre les 3 familles n'est qu'apparente parce que les 2 belles-filles ne s'entendent pas bien. Cette discorde viendrait d'un mariage manqué entre la soeur de Justine, la femme du premier fils, et un fils de la deuxième femme du vieux M, lequel n'a pas pu déjà épouser la soeur de Georgette, femme du second fils, à cause de la jalousie de Justine. Depuis cet événement Justine se montre mécontente et elle se venge sur Georgette. Celle-là veut dominer dans la grande famille parce qu'elle se croit supérieure à Georgette, à cause de la richesse de ses oncles (qui ont des fonctions administratives ou commerciales)". Mais en fait Georgette appartient à la famille V qui est également

(1) Nous rappelons que ces annexes sont basées sur les investigations personnelles de Jean Chrysostome.

une famille riche. Finalement le conflit est porté sur le terrain des actes : "Une rivalité commence à régner entre les deux jeunes couples qui veulent, chacun, mettre du plancher dans leur nouvelle chambre".

Le vieux M quant à lui est un homme très riche : il dispose encore d'une surface de rizières égale à 20 femmes, bien qu'ayant déjà procédé au partage = Chacun de ses fils a des rizières de 10 femmes.

Et l'on peut se demander si nous n'avons pas là un exemple de "Lova tsy mifindra" (= Mariage qui ne disperse pas l'héritage).

+

Il nous est difficile pour l'instant d'interpréter la signification des conflits qui sont rapportés ci-après (1). Nous nous contenterons donc pour l'instant d'en retracer les détails significatifs :

- La famille U : "Autrefois, Monsieur U passait à Antanimasaka toutes les semaines, au moins chaque quinzaine. Depuis 1971, il ne vient à Antanimasaka que tous les mois et même moins. On dit qu'il ne s'entend plus très bien avec sa femme, et surtout avec les habitants d'Antanimasaka, même s'il est cousin de notabilités du village.

Les relations entre Madame U et sa belle fille ne sont pas non plus très bien. Avant le mariage, la belle-mère ne voulait pas que son fils épousât une fille du village parce qu'une telle union, disait-elle, pourrait amener des désaccords entre les deux familles trop proches l'une de l'autre. Mais ce fils répondait que c'est lui et non pas sa mère qui se marie. En plus de cette raison, les deux fiancés rencontraient l'appui du père U qui aimait son fils et qui lui achetait deux cochons et du son pour préparer son avenir. Mais par contre, U n'estime pas beaucoup sa fille unique qui est parmi les plus âgées et la dernière élève en 7^e. Maintenant la belle-fille préfère confier son petit enfant de trois mois à sa mère ou à la femme de Firmin, et non à sa belle-mère quand elle va travailler. Voilà une preuve de la mésentente entre la mère U et sa belle-fille.

...

(1) Nous tenterons d'en exposer une interprétation globale dans la IV^e partie de ce rapport.

En plus de cette désunion dans la famille et du désaccord de U avec le village, on peut en signaler comme conséquence que la famille est un peu isolée de tout le monde par sa situation à l'extrême sud d'Antanimasaka, par le caractère difficile du père U, par son absence assez prolongée de son pays et par l'origine de la femme qui est d'Ambohidrafito (1)".

- La famille A B (vieil épicier) : comme la famille U, celle du vieil épicier est assez séparée des habitants d'Antanimasaka par sa provenance qui est à Ambohidrangahy et par son métier. En effet A B fixait autrefois des prix arbitraires (45 FMG le Kg de riz) quand il était encore seul épicier dans le village. Aujourd'hui on rapporte que chez lui le prix est encore plus élevé. En plus de cela il ne savait pas accueillir ses clients et ne leur accordait presque jamais des bons (crédit). C'est pourquoi, depuis l'ouverture de l'épicerie concurrente, les gens préfèrent aller chez ce dernier qui est plus propre, plus accueillant et qui vend à crédit. Il en résulte que la famille de A B reste en marge du village et sa femme elle-même, me l'a avoué. Comme preuve de cet isolement, elle m'a dit qu'ils ne participent pas au travail d'entr'aide dans le village parce qu'on ne les invite pas et que par conséquent ils sont obligés d'embaucher des salariés d'Anosibe et d'Ambohimiadana qui viennent à Antanimasaka pendant les saisons des labours, du repiquage et même, mais plus rarement, de la moisson.

Deux autres cas enfin :

- Une rivalité existe entre 2 familles de femmes divorcées (Q et Z) à l'égard d'un technicien originaire du village et y exerçant ses activités. Celui-ci est marié à une "étrangère" au village qui vit surtout à Tananarive.

- La famille Q et la femme de Simon, nièce de Madame Q, ne se rendent plus visite depuis 2 ans, date de la mort de l'Ancien Maire, frère de Q et père de la femme de Simon.

...

(1) Village situé à une dizaine de Km au Nord.

Lundi 22 mars =

Retour à Antanimasaka. Le vieux D est là pour nous serrer la main, ainsi que le maire et F qui veut aller à Tananarive.

Cependant nous apprenons les dernières nouvelles du village :

- Sur les 22 enfants qui suivent la 7^e, seulement 11 seraient présentés au CEP. Il y a donc eu pendant notre absence une contre attaque du curé et des instituteurs. Edmond l'instituteur n'a pas froid aux yeux, car il a mis au nombre des élus son frère Jean Paul qui est pourtant très faible.

- En ce qui concerne les généalogies, le vieux D était toujours aussi fatigué, et elles en sont restées au même point. Cependant Jean Chrysostome s'est renseigné discrètement sur les conflits du village, en discutant avec des commères bien connues. On verra ce qu'il en est dans ses notes. Mais, ces renseignements font ressortir deux points importants :

1) Le vieux M, qui harangue les foules du fiangonana, est en fait le sorcier du village. Il y aura beaucoup de choses à dire là-dessus. Cependant, notons que la seule certitude que nous ayons c'est qu'il est le "Mpanao ody avandra" (sorcier, devin contre les grêles).

2) Le vieil épicier n'est pas originaire du village, mais d'Ambohidrangahy. Il est assez mal vu, paraît-il, à tel point qu'il est exclu de l'entr'aide ; on ne l'y invite pas, et il doit donc embaucher des salariés d'Anosibe et d'Ambohimiadana, au moment des labours, du repiquage, et même la moisson. Il y a là un élément qu'il faudra approfondir, tendant à prouver que le salariat fait partie, en quelque sorte de l'entr'aide puisque ce vieil épicier, ne peut, semble-t-il, trouver de salariés au village même.

D'autre part, le maire nous a précisé un fait important (le pressent-on déjà quelque peu ?) = Pour le repiquage et la moisson, le salariat est très peu utilisé ; c'est plutôt l'entr'aide, échange de travail. Au moment du repiquage surtout, les règles de l'entr'aide sont strictement respectées, et un jour est réservé pour chaque famille qui fait partie de l'échange ; il ne s'agit pas alors de contracter d'autres obligations.

...

On ajoute parfois à ces équipes d'entr'aide quelques salariés, mais jamais plus de 2 ou 3. Le cas de l'adjoint au maire est spécial et vient du fait que le couple vit seul, et est assez vieux.

Par contre pour les labours, le salariat marche à plein, d'autant plus qu'il faut louer la charrue et l'attelage.

D'autre part, nous avons eu le plaisir de renouer nos liens avec Petit Jean et Théophyle, informateurs de premier ordre, qui nous chantent tous deux quelques chansons traditionnelles d'Antanimasaka, et d'autres qui le sont moins. Ils nous promettent de nous chanter un "vaky saova", chant de veille du "famadihana", (le lendemain, ce sont les troupes de "hira gasy"), qu'ils vont préparer pour pouvoir le chanter en entier.

Par quelques variations autour de ce sujet, nous apprenons que les "famadihana" sont encore secrets entre les familles et qu'on ne peut encore savoir s'il y en aura.

Le village a un tombeau commun à toutes les familles, sans doute celui des grands Ancêtres. A a d'ailleurs construit sa maison de telle sorte qu'on ne puisse l'apercevoir de chez lui. On fait appel au sorcier-devin pour construire le tombeau ; pour les maisons, cela ne se fait guère plus, car les maisons qu'on construit maintenant sont de style moderne : il semble alors que chacun vienne donner son idée sur la maison en question.

Est-ce M le sorcier-devin ? Sans doute. Toujours est-il que l'on a attendu que la famille M ait fait voler son riz dans le vent, pour commencer. (Notons aussi au passage que le vieux et un de ses fils, sont les seuls au village à vendre quelques "zinga" de riz dans l'année).

- Enfin, le jeune épiciier "fait du crédit".

- Une chose enfin m'a frappé, c'est la pénétration très poussée de Jean Chryst. C'est, bien sûr, tout à fait normal, mais cela me donne tout de même des complexes, d'autant plus que Jean Chrysostome lui-même essaye de minimiser l'écart entre nous deux, en se faisant un peu cachotier. Y a-t-il un remède à cela ?

- A peine revenu chez nous Petit Jean, Théophyle et un troisième larron, débarquent pour nous chanter le "vaky saova" qu'ils ont préparé. C'est le petit I,

...

le chef de la bande ; ils ont fabriqué de petits tambours avec des boîtes de conserve, des élastics provenant d'une chambre à air de taxi-brousse, et du papier en plastique. On frappe dessus avec un bout de bois. L'effet obtenu est très bon et rend bien au magnétophone. Nous les enregistrons ; les chants attirent d'autres petits garçons et petites filles qui viennent se joindre au chœur, le tout dans notre chambre.

Contrairement au "hira gasy", le "vaky saova" est chanté par des gens du village ; on improvise sur des airs, autour de quelques refrains. Aussi le "vaky saova" peut constituer un prodige d'acculturation : le bal où l'on danse le twist, le télégramme, le gramophone, le blackbass nouvelle variété de poisson qui vient d'être introduite à Madagascar, etc...

Une chanson porte sur la radio et la télévision, sur la speakerine "L'émission part d'Anosy et atteint toute l'île".

Antanimasaka est aussi à l'honneur = "Antanimasaka est entouré de grenadelles et de roses (?). Ceux qui ne l'aiment pas sont entourés de hiboux et de chats sauvages".

Tout ce petit monde s'aperçoit brusquement qu'il est tard, et s'envole comme une nuée de moineaux, abandonnant un tambour sur place, dans la précipitation. Les parents ne seront pas trop sévères, puisqu'on était chez les "vazaha"!

*

* *

Mercredi 24 mars =

De bon matin nous accompagnons un vieux d'Ambohidrangahy sur la rizière de la famille, ravagée par le "maty fotsy" (1/3 de la récolte) ainsi que par le cyclone, le père nous dira : On nous a dit de repiquer en ligne, on l'a fait ; si l'autorité nous dit de revenir à la méthode traditionnelle, on y reviendra. Bel exemple d'impuissance fataliste.

Visite de Petit Jean qui a l'air ennuyé, et au bout d'un moment, il nous montre un rouleau de scotch qu'on nous aurait volé hier. Je ne peux même pas dire

...

si cela nous appartient, mais il faut bien avouer qu'il ne doit pas avoir beaucoup de ^{possesseurs} de scotch au village. Petit Jean est tombé sur le dos de Théophyle qui le vendait à un de ses congénères, disant qu'il l'avait trouvé sur le chemin. Sentant venir le vent, Théophyle n'osait plus venir chez nous. Je leur fais cadeau du scotch en leur disant de s'arranger entre eux ; mais que Théophyle n'aie pas peur de revenir. (On ne laissera pas traîner de petites affaires qui pourraient constituer autant de tentations).

Les sœurs de Martin nous ont apporté ce soir les prémices du riz : riz et oeufs.

*

* *

Vendredi 26 mars =

Durant toute la nuit, des salariés ont battu du riz : les coups sourds résonnaient dans le village endormi. La moisson du maire que nous avons faite hier matin nous fait entrer, me semble-t-il, au coeur d'un problème : celui des prestations aux aînés. Le maire, qui a 57 ans, jouit d'une charge qui ne lui donne aucun travail ; mais il ne met plus les pieds dans les rizières, ni sur les "tanety", si ce n'est pour discuter le coup avec ceux qui travaillent. Martin son gendre est de tous les travaux, de même que ses sœurs qui sont venues pour la moisson (pour passer des vacances?). Malgré un désir de partir travailler à la ville comme chauffeur (avec la bénédiction du beau-père), Martin prend son mal en patience, car après tout, son beau-père lui a donné la moitié de ses rizières, et à sa mort, ce sera un homme riche. Alors, il accepte de rendre l'entr'aide aux invités de son beau-père.

Dans les familles plus pauvres, on trouve par contre deux possibilités : soit la famille forme un tout bien cohérent, (parents et enfants mariés) où le travail est réparti entre les membres assez égalitairement ; soit la famille se scinde en plusieurs noyaux, les enfants essayant de se dégager de l'entr'aide en se salariant pour les divers travaux agricoles.

Cependant, si cette dernière possibilité me semble ne faire guère de doute, la première au contraire nous a été fortement suggérée idéologiquement. Et dans

la réalité, les choses n'ont pas l'air de se passer aussi bien ou aussi facilement. On a déjà vu le cas de la famille M, sur lequel s'est greffé un conflit entre belles-familles. Nous allons voir maintenant l'exemple de la famille du vieux Joseph d'Ambohidrangahy (B C) pour lequel nous avons moissonné.

La rizière de Joseph (B C) est une toute petite rizière que nous terminons en une heure. Le vieux croyait que "Madame" serait venue pour lier les gerbes. Mais Nicole a été retenue par son travail à l'école. Aussi il me cède son couteau, et se met à ficeler les gerbes pendant que nous coupons le riz qui ne semble pas avoir été sarclé, à voir la quantité d'herbe qu'il y a entre les plants.

C'est la première fois que nous travaillons à Ambohidrangahy; les gens avaient entendu parler des travaux que nous faisons, mais ils n'avaient jamais encore assisté au spectacle. Aussi tout le monde est venu voir travailler le "vazaha". Un homme, voyant mon couteau, m'en propose un recourbé : une serpette avec laquelle il est plus facile de travailler.

Vers la fin, je me coupe un ongle avec la serpe et le sang se met à couler. Mais je continue pour que le vieux papa ne se fasse pas de soucis.

A la fin, il nous demande avec insistance de venir goûter du manioc. Nous prenons le chemin de la maison, après nous être lavés dans le ruisseau, l'homme emportant un fardeau de gerbes sur sa tête.

Dans le cas présent, il semble que le fils et la belle-fille du vieux papa n'aient pas proposé leur aide au père. Sur la rizière, les gens demandaient pourquoi la belle-fille ne faisait pas ce travail. Ce n'est pas un travail d'homme de lier et de transporter les gerbes, murmurait-on. Elle s'occupe de l'enfant, répondait le vieux. Il paraît donc y avoir une distance entre ce que le vieux père a bien voulu nous dire à propos de l'entraide pratiquée à l'intérieur de la famille, et la réalité. Pendant que nous travaillions sur la rizière, le fils était à la maison, sans occupation.

Puis le vieux papa va nous remplir une soubique de pommes de terre qu'il nous offre en cadeau. Je lui dis que nous n'avons pas assez travaillé pour mériter cela. Il demande à Dieu de nous bénir, et répond qu'il ne s'agit pas d'un salaire, mais d'un cadeau que le père fait à ses fils. Nous le remercions donc et lui promettons de revenir pour travailler ses "tanety".

L'heure de la messe sonne. Jean Chryst s'y rend, mais nous restons chez nous. Il y avait, paraît-il, très peu d'hommes.

Nous devons aller voir le curé à 13 heures, juste avant son départ.

Il nous reçoit dans une pièce nue, au rez de chaussée de la maison qui lui est réservée, à côté de l'Eglise.

Nous parlons de l'Ecole, de l'enseignement qui sert à former des citadins ou des fonctionnaires, mais qui n'est pas fondé sur la pratique quotidienne de ceux qui le suivent; nous parlons de nouveau des élèves, de ce que nous faisons ici. Le curé nous félicite des services que nous rendons : les gens n'en reviennent pas, et cela les aide à aimer leur travail et à supporter la dureté de leur vie. Nicole interprète ce qu'a dit le curé ainsi : cela aide les paysans à mieux comprendre ce qu'on appelle "amour du prochain", quelle que soit la race, quel qu'ait été le passé.

Bref, le curé est bien content que nous soyons là. Il nous dit que maintenant que la moisson va se terminer, les terres de rizières vont rester ainsi, alors qu'on pourrait y planter des haricots. Je lui explique alors que les paysans ne peuvent investir leur travail pour un produit qui interviendra dans plusieurs mois. Il faut trouver de l'argent tout de suite, (et de toute façon, toutes les rizières ne sont pas drainables). Eh oui, dit-il, les gens doivent vendre leur riz après la moisson, pour en racheter lorsqu'ils n'en ont plus. Je parle alors de l'intérêt pour des actions telles que l'OPR de se préoccuper de la commercialisation.

On se r'erra.

D'autre part, nous apprenons ce matin par notre informateur Petit Jean, que l'affaire Théophyle prend de l'ampleur; l'instituteur avait demandé hier si nous ne nous étions pas aperçu d'un vol. Il paraît que la grand-mère de Théophyle a été mise au courant et veut le renvoyer chez sa mère, ce qui lui ferait perdre une année en lui enlevant toute chance de réussir au CEP. Nous allons essayer d'intervenir en sa faveur.

Jean Chryst va chez la grand-mère de Théophyle. Certes celui-ci doit partir chez sa mère, mais c'est pour passer les vacances de Pâques. En tout cas, ce dont on l'accuse est faux, dit Jean Chryst, car les "vazaha" ont perdu le rouleau de scotch sur le chemin. Que Petit Jean soit venu dire qu'il était désormais interdit à Théophyle de rentrer chez nous, c'est l'histoire d'une rivalité entre deux petits garçons !

La famille que nous visitons à 15 heures, très ouverte, va nous offrir une conversation du plus haut intérêt. Comme la totalité de la conversation a été enregistrée, on va la retranscrire exactement : Questions - Traduction - Réponse - Traduction. Il s'agit de Baptiste C B d'Ambohijanaka; c'est le facteur du village qui gagne 150 Fmg par course. Il est aussi charbonnier, possédant 3 ha d'eucalyptus; ses rizières (avec métayage) sont repiquées par 20 femmes.

La conversation démarre tout de suite :

- Baptiste : (...) L'an dernier, j'ai fait crédit de 2 000 Fmg, car on m'en avait accordé. Le délai était fixé au 15 mars ou au 15 avril. Le paiement à la commune a eu du retard : pour un jour de retard, il a fallu payer un intérêt de 40 Fmg. Maintenant je jure de ne plus faire de crédit.

Devant la cour, un responsable m'appelait devant sa voiture : "si vous ne payez pas demain votre crédit, on va vous amener à Antanimora" (prison de Tananarive). C'était le jour qui précède le paiement de mon salaire (de facteur). Le maire était là. Il était très mécontent et il disait aux gens : "Ne faites plus de crédit".

- Jean Chryst : C'est le seul crédit que vous ayez fait ?

- Le seul. (Sur ces entrefaites, la femme arrive).

Mais Madame vous disait qu'elle ne voulait plus pratiquer le repiquage en ligne, car elle a subi une grande perte, mais moi, j'hésite encore. Sur les rizières, les riz semblent bien, mais quand on les prend, il n'y a pas beaucoup de choses.

Le travail est facile; la semence est moindre : 50 "zinga" (un "zinga" = 4 kg) dans le repiquage en foule; 240 "kapoaka" (conserves de lait Nestlé) dans le repiquage en ligne.

Pour les engrais (désavantage), 900 Fmg pour la semence. (La femme). On ne fera plus le repiquage en ligne - Sur les rizières, pour le repiquage, 2 sacs de 650 Fmg, plus d'autres engrais. (Au début de la conversation, il nous a montré ses papiers - Achats d'engrais pour 4 000 Fmg). Voilà ce qui concerne le repiquage en ligne, mais il y a beaucoup de paille. Autrefois le grenier était rempli, il y avait 2 sacs de surplus, mais maintenant il n'est plus plein. J'ai déjà dit à Monsieur (Jean Chryst) que nous devons acheter du riz dès le mois de septembre ou octobre. (Sous estimation : c'est la famille la plus riche du village). Depuis toujours, nous avons été la première famille entre toutes à repiquer en ligne, mais maintenant, vu le produit, nous ne voulons plus le faire. Et si je vais en faire maintenant, c'est simplement sur 2 ou 3 rizières, car je ne veux pas désobéir à l'ordre du "Fanjakana". Parce qu'ici on obligeait le repiquage en ligne, mais plus tard, on laissait les gens libres : ceux qui y trouvaient avantage le faisaient, ceux qui n'y trouvaient pas avantage ne le faisaient pas.

- Traduction : (non enregistré). Le Monsieur a rappelé l'histoire de la famille. Son grand-père était parmi les richards de la région, il possédait 100 boeufs. Jusqu'à maintenant la famille pratiquait toujours la méthode traditionnelle. Depuis l'arrivée de l'URER, elle a été parmi les premières à pratiquer la méthode améliorée. Tout à l'heure, il a montré sa carte

agricole où est marqué l'engrais qu'il achète pour les rizières seulement: 4 000 Fmg. La part des engrais pour la semence est de 900 Fmg. Avant l'arrivée de Madame, il a dit qu'il hésitait beaucoup s'il va continuer car la production a beaucoup diminué. Madame dit que non, on est décidé de ne plus repiquer en ligne parce qu'autrefois le grenier était plein, avec même 2 sacs en plus, et maintenant il n'est plus plein. Pour ne pas manquer à l'ordre ou à la loi du gouvernement, on va donc repiquer en ligne 2 ou 3 rizières. Toutes les autres seront repiquées en foule parce que Madame a rappelé qu'autrefois le repiquage en ligne était obligatoire dans la région. Ce n'est qu'après seulement que c'est devenu... libre et surtout ceux qui y ont trouvé un intérêt, oubliant l'ordre et la loi et le faisaient volontairement.

- Question : A leur avis, d'où vient la diminution de la production ? Une maladie du riz ou bien c'est la nouvelle méthode ou les engrais ?

- Traduction : Quelles sont les raisons exactes de ces "vary maty fotsy"? Est-ce l'engrais ? Est-ce la terre ? Est-ce les soins que vous y mettez, parce que vous êtes parmi les premières familles qui aient pratiqué la méthode comme il faut, et pourtant c'est vous qui n'en recevez aucun avantage.

- Réponse : Voici comment je le sais : Les pailles sont très bonnes, mais quand les épis arrivent, ils se dessèchent et on n'en récolte pas beaucoup. Autrefois c'était très bien avec l'emploi des engrais, mais cette année, on a partagé une rizière en deux : sur une moitié, on n'a rien mis, sur la seconde moitié, on a mis des engrais. Les "vary maty fotsy", eh bien, ils étaient sur la partie où on a mis des engrais; sur l'autre moitié, il n'y en avait pas. Au début, c'était très bien, mais quand le riz est dans le grenier, la quantité semble diminuer, peut-être à cause d'engrais excessifs. Une année, on n'a rien eu, car tout était du son. Il y a 4 ans, on a eu 30 soubiques de son. Ces belles pailles qui dépassaient la taille d'un homme, ne produisaient presque que du son.

- Question de l'interprète : Vous dites que vous avez partagé une rizière en deux.

- Réponse : Oui... oui. Dès que l'URER a commencé les engrais, on a toujours mis des engrais dans nos rizières. Depuis l'enfance de notre fille qui a maintenant 10 ans, on a utilisé les engrais. Les "vary maty fotsy", on ne sait pas si ça vient des engrais excessifs, car mon mari a mis sur une rizière de 5 femmes un sac d'engrais. S'il plaît à Dieu et si je suis toujours vivant, je vais essayer avec les "atodin-tramoina" (boeufs de papil-

lons" = variété d'engrais), des "manja-kely" ("poudre grise") et des "taim-boalavo" ("crottes de rat"). Une année, le "Fanjakana" exhortait (mot à mot : "mandroboka" = pousser, faire entrer dans l'eau) les paysans à pratiquer le crédit et tout le monde en prenait.

- Traduction : J'ai oublié de parler du crédit. Je n'ai pas traduit tout à l'heure. Autrefois la famille ne faisait pas de crédit. Une année, elle a fait un crédit. Mais elle n'a pas pu payer au jour fixé, mais seulement le lendemain, et on dit que le responsable de l'URER est venu ici et a dit : "On va vous amener à la prison parce que vous êtes facteur, donc..."

- Question : Qui ? Le chef de secteur ?

- Traduction :

- Réponse : Un employé de l'URER qui disait : "Vous êtes facteur donc vous devez savoir la loi; on va donc vous amener en prison". C'est moi qui porte les convocations et je savais qu'il y avait à l'Est un homme qui avait un crédit de 4.000 Fmg et qui allait être amené par les gendarmes. Pour une nuit, j'ai dû payer un intérêt de 40 Fmg. Nous ne ferons plus de crédit, et si nous n'avons rien pour acheter, nous ne ferons rien (la femme). Et monsieur le maire disait : "Ne faites plus de crédit".

- Traduction : Idem.

- Réponse : Une fois aussi, l'URER disait qu'on accorderait une prime à ceux qui pratiqueraient l'herbicide. Voilà un an, et la prime n'est pas arrivée (= au bout d'un an). On dit que la prime est au bureau. J'y vais : on dit : "Attends encore"! "Quelqu'un du Nord" avait aussi quelque chose comme cela, et aussi Monsieur D, et un médecin.

- Traduction : Idem.

- Question : C'était l'an dernier, l'histoire du crédit.

- Question-interprète : Oui. Et sur les engrais, on ne sait pas vraiment quelle est la raison du "maty fotsy". Mais ils disent que cette année on a divisé une parcelle en 2. Sur l'une on a mis de l'engrais (...)

- Question : Ils avaient mis du fumier sur l'autre.

- Traduction-réponse : Non, pas même de fumier.

- Traduction : On ne sait pas quelle est la cause du "maty fotsy", et en outre, Madame a dit que peut-être quand même son mari exagère un peu, parce qu'elle dit que sur une rizière repiquée par 5 femmes, il a mis là un sac d'engrais. Donc, je pense que c'est un peu exagéré.

- Question-interprète : Pourquoi avez-vous fait ça ? Mettre tout un sac d'engrais sur une seule rizière !

- Réponse : Parce que je pensais que ça donnerait mieux. Autrefois, 8 ans avant la mort de la sœur de ma mère, en ce temps là, j'ai mis une quantité

d'engrais qui "dépasse la force de la vie" ("tsy eran'ny aina" = autant que j'ai pu); j'ai mis 4 sacs d'engrais sur cette grande rizière. C'était avant l'URER. Il n'y en avait jamais eu de parcelle, et elle était repiquée en foule; on a pu en vendre 20 000 Fmg de paddy. Cette maison était pleine de riz (...)

- L'année ? 1956, peut-être 1957 - Un riz qui annonçait un malheur. J'ai mis trop d'engrais là-dessus; c'était la grande rizière qui est maintenant partagée en 4 parcelles.

- Question-interprète : C'est la rizière que vous avez divisée en deux ?

- La moitié est à mon frère, la moitié à moi.

- Traduction : (...) Produit si grand qu'il annonçait un malheur, parce que quelque temps après, la sœur de sa mère était morte. Mais quand même, c'est peut-être arrivé en même temps, mais ce n'était pas, semble-t-il, l'annonce d'un malheur (...) Il pense qu'à mesure qu'on met des engrais, il y a un produit plus grand.

- Question : Mais alors, cette dernière récolte est très mauvaise. La sou-
dure va augmenter de combien ? Ou plutôt, quelle va être la diminution de
production ?

- Traduction-question : Cette année, le mois où l'on achète du riz va
augmenter, ou non ? Certainement, la moisson n'est pas encore faite, mais
on peut deviner.

- On ne peut rien cacher, La production a vraiment diminué.

- Question-interprète : Combien de mois ?

- Réponse : Cette année depuis décembre simplement, parce qu'un fils est
parti à l'extérieur; donc on est devenu moins nombreux.

- Question-interprète : Autrefois, combien ?

- Depuis le début de septembre (= 7 mois).

- Question-interprète : Et cette année, comment ça va être ?

- Ça va diminuer car on est devenu moins nombreux. Il est là (loin de nous)
à Tananarive, et il ne revient pas. (Il n'y aurait pas de regret dans la
voix, à cet endroit). Et maintenant encore, voici que sa sœur se propose
d'aller trouver du travail, après la moisson. Cette année, on a acheté du
riz seulement en décembre, parce qu'on n'était que 4. Si on avait été 6,
on aurait dû depuis septembre.

- Traduction : Idem.

- Question : Et donc, ils vendent leur riz au moment de la récolte, puis-
qu'ils parlaient de 20 000 Fmg.

- Réponse-interprète : Autrefois !

- Question : Est-ce qu'ils mettent en valeur les collines ? Et est-ce qu'ils
pensent qu'il y a là une source de richesse, soit par la vente, soit pour
se nourrir ?

- Traduction : Et au sujet des "tanety" ? surtout pour vous qui vous plaignez beaucoup sur le riz ? Vous en faites beaucoup pour manger et pour vendre, afin d'en tirer de l'argent ?

- Réponse (femme) : Oh ! pour le manioc et les patates, nous en faisons ! Mais ça ne rapporte que peu d'argent. Cette année, nous en avons fait plutôt beaucoup, et nous avons vendu des patates pour 2 500 Fmg. Mais le manioc, nous n'en avons qu'un peu seulement; et les "saonjo", ceux qu'on voit en bas, voilà quelque chose qu'on cultive. Pour cette année, on a pu vendre 3 000 Fmg de pommes de terre; eh bien, ces patates et ces pommes de terre, nous nous en servons pour boucher la soudure. Mais voici pourquoi nous ne pouvons pas beaucoup exploiter les "tanety". Parce qu'on n'a pas une grande source de richesse. Seulement les commissions (de facteur) qui donnent peu, et le charbon. Nous vivons avec la scierie et le charbon. Mais maintenant, comme il est facteur, il ne peut plus pratiquer la scierie à cause des commissions, il y a donc seulement le charbon. Donc, quand on vend les cultures sur "tanety", on consacre l'argent à acheter du riz.

Parce que le riz ne suffit pas, et lui ne peut pas travailler seul les "tanety", si on n'embauche pas des salariés. Pendant l'été (période de soudure), l'argent qu'on a va au riz, donc on ne peut pas embaucher de salariés pendant ce temps.

- Question-interprète : Vous faites beaucoup de cultures sur "tanety" ?

- Pour toute culture, nous faisons des patates, des pommes de terre, pas beaucoup de manioc.

- Question-interprète : Pourquoi vous n'embauchez pas des salariés pour le manioc ?

- Au sujet des salariés pour labourer le manioc, on ne peut pas car l'argent va au riz (période décembre à février).

- Question-interprète : Et l'argent des pommes de terre et des patates ?

- Pendant la dernière soudure, on a vendu des patates et acheté du riz. On a vendu des pommes de terre au mois de septembre et ça a servi pour le labour des rizières et le repiquage. Vous comprenez ? (la femme répète l'explication).

- Traduction : (légèrement amoindrie).

- Question : Et les produits ? Peut-on les vendre à bon prix ? Dans la région ? ou à des camions qui passent ?

- Traduction : Ces produits, vous les vendez assez bien ?

- On vient les chercher ici.

- Question-interprète : Vous les vendez assez cher ? ou bien à un prix moyen ?

- On a un prix moyen. On achète la semence de pommes de terre à 15 Fmg le kg à Tananarive, et après on vend le produit à 25 Fmg le kg (le prix semble

exagéré par rapport aux prix pratiqués sur le marché d'Isotry). Quelquefois, ça n'en va à Toamasina (Tamatave).

- Question-interprète : Y a-t-il des clients qui viennent ici ?

- Même des voitures qui viennent et vendent les produits à Toamasina et Tananarive.

- Question-interprète : Mais comment peut-on vendre à Tananarive 25 Fmg le kg?

- Eh oui, ça peut se vendre. Si on achète, c'est qu'on y trouve un bénéfice.

- Question-interprète : Mais à Tananarive, ça se vend 15 Fmg le kg !

- Je ne sais pas pourquoi. Ils prennent le kg à 25 Fmg. A Toamasina, on le vend à 35 ou 40 Fmg. Parce que notre pomme de terre est la grande pomme de terre rouge.

- Traduction : Idem.

- Question : Selon eux, y a-t-il de bonnes possibilités de commercialisation, si l'on mettait en valeur les collines ?

- Traduction : Pour vous les cultures de "tanety" produisent-elles vraiment de l'argent ?

- Si on les cultive beaucoup, cela produit de l'argent. Certainement, la pomme de terre en produit beaucoup. Le "repas noir" (manioc, patates, pommes de terre) produit beaucoup. Ici chez nous, l'exploitation des "mangahazo" (manioc) est rendue difficile par les plantations d'eucalyptus. Les eucalyptus et les mimosas règnent sur les "tanety", et les maniocs ne produisent presque rien (= petits tubercules), et moi, je vais abattre tous les eucalyptus que je vous ai indiqués le jour où vous avez lavé votre linge. Il n'y a plus rien à faire ("tsy misy fatiny" = mot à mot = "où la mort n'est pas respectée" = qui est mort pour rien) parce que les bonnes terres sont plantées d'eucalyptus.

- Traduction : Idem.

- Question : Y a-t-il d'autres sources de revenus pour se procurer l'argent nécessaire ? Travail à l'extérieur ? Des enfants qui envoient de l'argent ? Le charbon ? L'élevage ?

- Traduction : En plus de l'élevage et de l'agriculture, quelles autres sources de richesses avez-vous ? Les enfants à l'extérieur rapportent-ils de l'argent ? Quelles sont vos autres sources d'argent, parce que l'élevage nous savons que vous n'en faites pas.

- Quand je reviens de commission, je fais du charbon. Le mardi et le jeudi, je fais les commissions, et aussi quand il y a des lettres officielles. Autrefois, j'étais charpentier, mais^{je}/ne pratique plus car je suis déjà assez âgé. J'ai 55 ans et j'ai travaillé pendant longtemps dans des compagnies à Tananarive. Par exemple chez Bayot, chez Pochard et à Ambatondrazaka. Et

maintenant qu'on est âgé, on a préféré rester au village et on fait ce qu'on peut (mot à mot : on fait ce que permet la force).

- Question-interprète : Et vous avez des enfants qui vous aident ?

- Oui, le fils envoie de l'argent pour le repiquage.

- Question-interprète : Un ou deux enfants ?

- La fille reste à Tananarive 3 ou 4 mois, et elle se prépare à partir après la moisson.

- Traduction : Idem.

- Question : Est-ce qu'ils envisagent de fertiliser les "tanety" avec des engrais ? Est-ce que le projet de l'URER les intéresse ?

- Traduction-interprète : Comme vous suivez toujours de près le progrès, est-ce que "la méthode améliorée et les recherches" sur les "tanety" vous intéresseraient ? Car l'URER propose d'exploiter les "tanety", maintenant qu'on sait déjà pratiquer le repiquage en ligne. Alors, est-ce que vous aimerez fertiliser votre terre avec les engrais, et qu'en pensez-vous ?

- Déjà depuis l'an dernier, l'URER proposait l'exploitation sur "tanety". Alors elle disait qu'il y a du fumier à acheter, mais je lui répondais : on ne peut pas faire beaucoup de labours, car "la main ne suffit pas toute seule", étant donné qu'il y a beaucoup de labours. On dit aussi qu'il faut du fumier mais nous n'avons pas de bétail. Cependant on est toujours content de cela, car il y a là un intérêt pour nous (paysans). Donc on va faire tout le possible. Maintenant, en ce temps de progrès, au temps du Président Tsiranana, un temps nouveau, il faut toujours avancer, et non pas reculer. Car on doit saisir le signe du progrès. Et si maintenant, il y a de nouveau le progrès sur les "voly an-tanety" (cultures de "tanety"), eh bien, s'il y a une famille qui est la première, nous serons la seconde, s'il n'y a pas de famille qui vient la première, nous serons la première. Mais si tout se fait avec l'argent, peut-être nous n'aurons pas les moyens. Vous voyez que comme source de richesse, nous n'avons que le charbon et les commissions qui ne donnent que 1.500 Fmg/mois. Et aussi si les "voly an-tanety" demandent beaucoup d'engrais, peut-être nous ne pourrions pas en acheter beaucoup, mais nous essaierons toujours. Si le "Fanjakana" veut qu'on exploite les "tanety", s'il y a une famille qui vient en premier... (bis). En effet, pour le repiquage en ligne, nous étions la première famille pour l'herbicide, et maintenant pour les cultures sur "tanety", s'il y a une famille... (ter), et nous essaierons tout, selon le cantique du catholicisme qui dit : "mieux vaut avancer que d'être brûlé". Donc nous essaierons.

Nous avons près du bassin de la commune une bonne terre plantée de mimosa, aussi fertile que les terres des Bezanozano. J'ai déjà dit au maire que c'est moi qui en suis le plus content car je l'irriguerai et j'y

planterai du manioc. Nous ne désobéissons pas au "Fanjakana" et nous sommes très contents si le "Fanjakana" peut faire quelque chose pour l'agriculture, parce que je suis prêt à exploiter cette terre, car cette terre est bonne. Elle mesure environ 1 ha. J'abattraï tous les arbres et j'y cultiverai du manioc, des haricots, etc... On aura de la chance quand l'eau arrivera.

- Question-interprète : Cette terre est très haute ?

- Oui, elle est sur une "tanety", mais le bassin est encore plus haut; car la terre est juste là près du barrage de la commune, et c'est bien, surtout que maintenant on parle de cultiver le tabac.

- Question-interprète : Ça ne va pas, s'il n'y a pas d'eau ?

- Oui, je pense faire un grand bassin pour moi, pour pouvoir arroser le tabac.

- Question-interprète : Vous allez profiter de l'eau qui coulera ?

- Oui, mais ce sera une eau stagnante pour moi, parce que l'eau, elle, servira à boire pour Antanimasaka.

- Question-interprète : Il y avait un canal autrefois entre le bassin et Antanimasaka ?

- Il y en avait un du temps de mon grand-père. Et maintenant, le "Fanjakana" est en train d'aménager ce canal. L'eau ne coule pas encore, et quand elle coulera, j'aurai de l'eau.

- Traduction : Au sujet des cultures sur "tanety", la famille dit qu'elle est prête à exploiter ses "tanety" selon la méthode améliorée, et s'il y a une famille qui le fait en premier, elle sera la seconde (...). Mais Madame dit que si cela demande trop d'argent, on ne pourra pas car le mari gagne seulement 1.500 Fmg comme facteur. Et puis je me suis rappelé que l'URER préconisait d'employer du fumier pour exploiter les "tanety", et la famille n'a pas de boeuf, donc... (coupé par moi).

- Question : Justement à ce propos, tu peux dire que selon l'URER, il y a des difficultés de commercialisation dans la région, et c'est pour cela qu'elle préconise de faire de l'élevage sur les "tanety". Seulement, c'est cher pour avoir des boeufs, et puis il faut aussi des engrais, et ça aussi, ça coûte cher.

- Traduction-question : L'URER ne propose pas seulement d'exploiter les "tanety", mais leur changement en viande, c'est-à-dire qu'on va beaucoup exploiter les "tanety", mais aussi faire un grand élevage : et ce seront les produits des "tanety" qui serviront à nourrir les animaux. Ce sera les animaux qu'on vendra, et non les produits, par exemple les porcs, les boeufs. Alors ? Est-ce qu'il y a un moyen pour faire cela ? c'est-à-dire élever les animaux avec les produits des "tanety" ?

- Sur ce point, Monsieur, ça va bien, car quand les productions de "tanety" abondent, les animaux viendront. Car quand il y a des cultures, on achète des animaux pour les manger. Ici chez moi, j'ai des canetons et j'achète du riz pour 100 Fmg tous les 10 jours. Parce que s'il n'y a pas de repas comme cela, on ne peut pas en donner aux animaux (= il faut avoir quelque chose à donner aux animaux). Il faut que l'élevage produise de l'argent pour pouvoir faire grand-chose. Parce que tout se fait par l'argent, par exemple l'agriculture. L'argent produit autre chose = un porc produit un boeuf. Nous avons bien compris votre question et s'il y a un progrès à faire, nous sommes prêts à faire tout ce que nous pouvons; on fera toujours un effort pour faire davantage.

- Traduction : Idem.

- Question : Mais est-ce que cela leur semble possible financièrement, pour eux ?

- Traduction-question : Est-ce que vous pouvez le faire ? parce que tout à l'heure Madame disait que vous ne pourriez pas si cela demande trop d'argent. Est-ce que vous pouvez faire une exploitation plus grande sur les "tanety" ?

- Mais nous, nous ne ferons pas du crédit et nous ferons ce que nous pourrons avec le peu d'argent que nous avons. Parce que déjà nous avons eu l'expérience du crédit pour l'engrais. Car on ne peut pas manger l'argent du "vazaha", du "Fanjakana" et de l'URER. Donc nous ferons d'abord ce que nous pouvons avec nos propres forces "hanoa izay araky ny ainay". Autrefois, nous avons eu du crédit et on nous disait qu'on mesurerait notre riz si nous ne pouvions pas payer le crédit, et cette année, nous avons fait du crédit et on nous a dit que nous allons être emprisonnés. Nous ne ferons plus de crédit. Nous préférons utiliser le peu que nous avons.

- Traduction : Idem.

- Question : Est-ce qu'ils peuvent cultiver leurs terres seuls ? Utilisent-ils le salariat, ou l'entraide ? Est-ce que les enfants reviennent pour les grands travaux agricoles ?

- Traduction-question : Et pour vos labours, comment faites-vous ? Est-ce que la famille à elle seule peut les faire ?

- Oui, nous embauchons des salariés. Autrefois, on pratiquait beaucoup le "valin-tànana", et maintenant encore un peu. Quand ^{il} n'y a pas assez d'invités, on pratique le salariat.

- Question-interprète : Et pour vous, c'est le salariat ou le "valin-tànana" ?

- Nous pratiquons à la fois le salariat et le "valin-tànana", par exemple pour le repiquage. Cette année pour la moisson, nous n'avons pris qu'un salarié, car on est déjà 3 dans la maison.

- Question-interprète : Mais pour vous, c'est l'entraide ou le salariat qui vient en premier ?
- Nous pratiquons plutôt le "valin-tànana", car pour la moisson si on embauche des salariés, ils demandent du riz = 2 "zinga" pour un homme, 1 "zinga" et demi pour une femme. Alors, ils prennent la récolte.
- Question-interprète : Ils ne veulent pas d'argent ?
- Ils n'en veulent pas, mais du riz.
- Traduction : Idem.
- Question-traduction : Et est-ce que leurs enfants partis à l'extérieur reviennent pour les aider ?
- Il ne vient pas parce qu'il travaille à la compagnie Horse Beer; car si on travaille chez un "vazaha", si on part trop souvent ou si on demande trop de congés, ils vous renvoient. Peut-être qu'il viendra à Pâques.
- Question-interprète : C'est de l'argent qu'il vous envoie ?
- C'est de l'argent qu'il nous envoie quand on lui en demande.
- Traduction : Idem.
- Question : Remerciements - Questions à poser ?
- Traduction-question : (...) et nous sommes contents de vous écouter car c'était toujours vous qui parliez... (bis).
- Excusez, je voudrais demander un peu si nous voulions travailler sur les "tanety", est-ce que vous trouveriez de l'argent pour nous y aider ? Alors, le délai de cette aide sera de combien de mois ou de combien d'années ?
- Traduction : Idem.
- Réponse : Nous ne décidons pas. Il y aura évidemment du crédit pour la mise en valeur des "tanety". Et tu peux dire que l'intérêt de l'étude que nous faisons, est qu'on recueille les doléances des paysans. Ainsi les organisateurs de ces actions de progrès technique pourront prendre conscience de certaines inadaptations des techniques employées, et on peut espérer qu'il en résultera une amélioration.
- Traduction-réponse : Nous avons oublié de vous dire que nous ne faisons pas partie du gouvernement. Mais nous sommes indépendants. Certainement, c'est le "Fanjakana Malagasy" qui nous a permis de venir ici; c'est pourquoi nous n'allons pas avec les agents de l'URER ou le contremaître, mais nos occupations sont très différentes, car nous venons regarder la vie (ou le niveau de vie) des paysans, ici, en brousse. Donc nous ne pouvons pas du tout faire du crédit, car voilà le travail des autorités qui s'en occupent, comme ils ont fait jusqu'ici. Mais vous, vous n'osez pas en faire.
- Non, nous n'osons pas en faire !
- Nous savons seulement que beaucoup de gens se plaignent du crédit. C'est difficile de le payer et on n'aime pas les prix qui montent et qui descendent

comme la morve dont on se mouche ("tahaka ny lelon-jaza). Ces plaintes pourraient venir jusqu'aux oreilles des autorités et on peut en tirer un bien pour ne pas changer les prix. Voilà seulement ce que nous savons, mais vous connaissez déjà les responsables qui vivent ici avec vous.

- Oui Monsieur; merci Monsieur. Mais si nous faisons un crédit, il y a déjà un homme qui en faisait à l'Agriculture (Ministère) et on venait d'abord regarder ses terres ancestrales. C'est pourquoi nous n'en prenons pas car on vient mesurer toutes vos terres et quand vous ne pouvez pas payer le crédit, on va vous prendre facilement vos terres.

- Traduction : Idem sur le fond.

- Question : Je croyais que la raison véritable de ces mesures était qu'on voulait ainsi connaître la quantité d'engrais nécessaire. Cela semble avoir été mal expliqué aux paysans.

- Réponse-interprète : Je ne crois pas. On mesure et on donne à ceux qui ont beaucoup de terres. Pour pouvoir récupérer au cas où on ne paierait pas. On ne donne pas de crédit à ceux qui ne sont pas riches, car alors on ne pourra rien prendre.

- De toute façon, c'est intéressant à savoir, car ce n'est pas une chose à faire.

- Traduction : Certainement, vous n'aimez pas qu'on vienne mesurer vos rizières, car vous avez peur que le "Fanjakana" ou quelqu'un vous prenne vos terres. Et c'est bien de savoir cela. (Coupure-bande).

- Un homme a fait du crédit, et il disait qu'il en achèterait 4 boeufs, une charrette, 1 charrue; mais l'argent, il ne l'a pas utilisé, il l'a mangé - (la femme). Oui, pour nous en brousse, ce n'est pas étonnant si nous sommes tentés par l'argent.- C'est 20 ans après que l'affaire ("zavatra") est apparue. Alors le monsieur était mort et le "Fanjakana" n'avait plus affaire qu'avec son fils. Mais le fils répondait qu'il n'y avait ni charrette, ni charrue, ni boeufs, mais voici seulement sa rizière, si vous voulez en faire la vente. Alors le "Fanjakana" allait tomber sur tous ses parents et le papier officiel ("taratasy") disait qu'on prendrait tous leurs biens. Mais les parents disaient : "Nous n'avons rien, et le crédit est perdu : le débiteur l'a emporté au tombeau". Voilà pourquoi il est difficile de faire un crédit du "Fanjakana".

(Ici, on voit apparaître la raison qui a poussé l'URER à ajouter aux conditions du crédit, la clause d'extinction de la dette en cas de mort du débiteur, les héritiers pouvant continuer à en jouir, s'il y a lieu).

- Traduction : idem sur le fond.

- Et à mon sujet, on m'a dit à Manjakandriana : Pourquoi ne faites-vous pas de crédit ? Prenez des cochons, prenez 50 000 Fmg. J'ai répondu que les

cochons peuvent mourir facilement, et je prendrai plutôt des boeufs que je pourrai utiliser comme boeufs de trait. Je n'ai qu'à acheter les beaux boeufs qu'on m'indique. Alors, ils verront eux-mêmes ces boeufs, et les boeufs n'ont pas beaucoup de maladies. S'ils voient que les boeufs sont morts, ils le savent déjà. J'avais des cochons, mais le "ramoletaka" (paralysie des cochons) les a emportés. De même pour 4 boeufs, pour 5, et encore pour 2. Jusqu'ici, je n'en ai plus élevé. Mais pour les boeufs, je peux encore en faire.

- Question-interprète : C'est l'URER qui en donne ?

- Non, je n'en ai pas pri , c'était tout simplement une discussion. Nous n'en ferons pas. Pendant notre discussion, on me disait d'en prendre, mais je répondais : c'est toi qui as voulu m'emprisonner à Antanimora. Ce jour-là, vous n'avez pas pu attendre même un jour. Et vous étiez décidés à me faire emprisonner. Et il répondait que c'était tout simplement pour me menacer, car il ne l'aurait pas fait.

- La femme : Non, ce n'était pas une menace, car il agit de même avec les autres.

- Traduction : idem sur le fond.

- Question : Ont-ils d'autres questions à nous poser ?

- Merci, nous n'avons plus d'autres questions. Que notre entretien nous attire des grâces. On ne peut rien vous offrir car les poules ne pondent pas encore et les poulets sont encore petits. Nous vivons encore ensemble. On verra ce qu'on vous offrira et nous viendrons nous-mêmes vous rendre visite à l'improviste. Madame ira vous voir.

- Traduction : idem sur le fond.

- Je vous apporterai des patates, des "saonjo".

- Et ces saussettes, à qui appartiennent-elles ?

- C'est à nous.

- C'est de ces saussettes que nous voulons, si vous voulez bien.

- Oui. Yvonne va vous en apporter. On ne voit pas que faire. On n'a pas pu offrir du café.

- Et Antevibe, c'est loin d'ici ?

- Vous irez là-bas ?

- Nous voulons tout simplement nous promener.

- Il est déjà tard. N'y allez plus ! Vous allez escalader cette colline, et vous l'apercevez de là. Si vous voulez, nous irons ensemble.

- Traduction : Ils vont aller avec nous à Antevibe.

- Nous les remercions beaucoup.

- Inter prête : Voilà, mais comme remplacement des remerciements, on va venir vous rendre service, ces prochains jours, et nous travaillerons ensemble.

- Est-ce qu'il s'agit d'un labour à l' "angady" ?
- Oui, ou autre chose. Parce que même les femmes labourent la terre.
- Oui, nous vous préviendrons, mais pouvez-vous sarcler les patates ? Ma femme et ma fille viendront encore, parce que je ne peux pas regarder simplement les visiteurs. Maintenant on n'est pas encore dans l'abondance, mais on se reverra encore. Car voilà des parents qui viennent rendre visite et nous apporter du bien. Ce sont des "vazaha" qui viennent d' "Andafy" (outre-mer) apporter du bien pour nous. Nous-mêmes, nous avons déjà travaillé chez des "vazaha" qui étaient nos patrons. Certainement ce n'est plus le temps de la colonisation (= "fananjanahan-tany" = rendre enfant le pays). J'ai travaillé 16 ans chez des "vazaha", à Diégo par exemple, (la femme : je préfère travailler chez des "vazaha" que chez des "malagasy"). Après je me suis fait charpentier pendant 20 ans dans une compagnie : Bayot... Maintenant, j'ai 55 ans... Nous allons faire un peu de moisson et après, nous labourerons un terrain de patates.
- Vous faites une moisson ?
- (la femme) : Demain nous moissonnons la moitié d'une riziére.
- C'est une grande moisson ?
- Non, c'est une petite !
- Alors, si c'est une petite, nous ne viendrons pas ?
- Non, non, c'est une grande !
- Mais nous ne faisons que pendant quelque temps.
- Non, nous ne vous laisserons pas sans l'avoir terminée ! Oui, vous pouvez venir demain matin, ici, tout près, vous ferez un peu, car on est content de tout cadeau. La femme : moi, ça m'embarrasse beaucoup de les laisser faire (...) Merci beaucoup. "Soava tsarà". Voilà un "vazaha" qui vit avec nous.

- Traduction :

fin de l'enregistrement.

Aux fins de comparaison, on va retracer l'interview telle qu'on l'aurait retenue s'il n'y avait pas eu d'enregistrement :

La question préliminaire de l'enregistrement au magnétophone nous empêche de nous présenter et de prendre nos distances par rapport au "Fanjakana" et à l'URER.

Dès le début, l'homme nous montre sa "feuille d'engrais" sur laquelle est marqué un achat de 4.000 Fmg. Je pense alors que la discussion est mal

partie, car l'homme semble vouloir se présenter comme étant en règle.

Autrefois, la famille était très riche (le grand-père possédait 100 boeufs), et elle a été l'une des premières à pratiquer la nouvelle méthode. Mais maintenant l'homme hésite à continuer la M.A., car il trouve que le produit a beaucoup diminué; la femme affirme carrément qu'on va l'abandonner. Ils continueront à repiquer en ligne sur 2 ou 3 parcelles pour "être en règle", car au début c'était une loi au "Fanjakana". Après, c'est devenu plus libre en ce sens que ceux qui y trouvaient un intérêt, oubliant qu'il s'agissait d'un ordre.

En ce qui concerne le crédit, la famille a eu une expérience malheureuse, puisque pour un jour de retard, on lui a fait payer 40 Fmg d'intérêt, et on l'a menacée de prison. A tel point qu'elle en a été sérieusement traumatisée, et que le maire s'est mis à conseiller à ses administrés de ne plus faire de crédit.

Quant à la prime promise par l'URER à ceux qui utiliseraient l'herbicide, ils l'attendent toujours, et ils ne sont pas les seuls à être dans ce cas.

- La diminution de la production qui a été observée, on ne sait pas quelle en est la cause, non plus que celle du "vary maty fotsy". La famille a divisé une parcelle en deux, mettant des engrais sur une partie, et rien sur l'autre, et il y a eu du "maty fotsy" sur la partie où l'on avait mis des engrais.

Mais d'après les dires de la famille, il semble que l'on ait exagéré les doses d'engrais : un sac pour une rizière de 5 fanmes. C'est qu'en effet, on pense que plus on met des engrais, plus ça produit. Il y a quelques années, l'homme en avait mis tant sur une rizière que ce riz annonçait un malheur tellement il avait poussé vite et fort. Ils avaient pu en vendre pour 20.000 Fmg. La sœur de sa mère en était peut-être morte.

La soudure sera cette année de 4 mois, car leurs fils est parti travailler à Tananarive; sinon elle aurait été de 7 mois (visiblement il y a là exagération).

Les cultures sur "tanety" procurent à la famille un peu d'argent : 2.500 Fmg de patates, 3.000 Fmg de pommes de terre. Et cet argent sert à acheter du riz, c'est-à-dire, qu'on ne peut pas l'utiliser pour embaucher des salariés et développer ainsi les "tanety" - (pour les patates et le manioc. Quant à l'argent des pommes de terre, il sert au labour des rizières et au repiquage.

Il y a des voitures qui passent et qui achètent les pommes de terre à 25 Fmg/kg pour les revendre à Tananarive ou à Tamatave (prix de vente du Kg à Isotry : 15 Fmg !).

Les eucalyptus qui règnent sur les terres de culture, empêchent les maniocs de pousser.

Comme autres sources de revenus extérieurs, il y a les commissions de facteur et le charbon, car l'homme ne peut plus travailler en tant que charpentier dans des compagnies, comme autrefois : on fait ce qu'on peut au village.

Le fils établi à Tananarive envoie de l'argent au moment du repiquage; il ne revient plus pour les grands travaux agricoles, car sinon on le renverrait; la fille se prépare à partir après la moisson, pour 3 ou 4 mois.

On revient sur les cultures de "tanety" : la famille est tout à fait d'accord pour suivre les conseils de l'URER; s'il y a une famille qui fait en premier, elle sera la seconde; s'il n'y a pas de famille qui le fasse en premier, elle sera la première. Mais on se demande si on aura assez d'argent pour acheter l'engrais et le fumier nécessaires.

Les "tanety" peuvent produire de l'argent, surtout si on change les cultures en viande. Pour cela, on n'est pas très enclin à utiliser le crédit : on fera avec le peu dont on dispose.

Pour les travaux agricoles, on utilise surtout l'échange de travail, et on fait le complément avec des salariés. Mais ceux-ci demandent à être payés en riz (8 kg de paddy pour un homme, 5 pour une femme) et alors on dépense trop de riz.

Comme question, la femme nous demande si nous pourrions trouver de l'argent pour mettre en culture leurs "tanety", et à quelles conditions.

Nous profitons de cette question pour leur dire que nous n'appartenons ni au "Fanjakana", ni à l'URER et que donc, nous ne pouvons les renseigner à ce propos. Mais l'intérêt que peut avoir notre étude, c'est que, en recueillant les doléances des paysans, on peut percevoir l'inadaptation de certaines actions, notamment le crédit, et peut-être qu'ainsi on pourrait amener l'URER à réviser certaines conditions de ces crédits.

La femme rappelle alors qu'on n'aime pas voir les gens du "Fanjakana" venir mesurer les terres ancestrales, lorsqu'on demande du crédit : c'est pour les prendre si on ne paye pas. Je dis alors naïvement que je croyais qu'on faisait cela pour mesurer les quantités d'engrais à mettre sur ces terres ! Cela n'a pas du tout l'air d'être la raison ! Et ils nous racontent alors l'histoire d'une famille à qui cela était arrivé dans la région.

Après les remerciements, on nous promet de venir nous offrir quelque chose, et demain nous viendrons mesurer leur rizière. L'homme se propose de nous accompagner jusqu'à Antevibe.

Nous prenons alors le chemin des "tanety". Au passage, le facteur nous montre la rizièrre qui a été partagée entre ses 3 frères et lui-même.

On aperçoit de l'autre côté des rizières, le village d'Antanimena qui, n'étant pas sur le chemin, a opéré sa "descente", en passant sur la colline d'en face. Mais ce village appartient déjà à la commune d'Ambohitrandriamanitra.

Pour Antanimasaka, la descente vers la route, s'est opérée vers 1953-1955, date de transfert de l'église.

Je profite de l'occasion donnée par la promenade, pour demander ingénument, s'il n'y a pas de collines sacrées dans les environs. Le facteur se retourne alors et nous montre du doigt la colline d'Ambohimatsinjo : le sommet en est recouvert par un bois d'eucalyptus à l'aspect très touffu et relativement grand par rapport à ceux qu'on peut observer sur les autres collines (le plus souvent, ces bouquets d'arbres perchés au sommet des collines, marquent l'emplacement d'anciens villages qui ont effectué leur migration = il y a d'ailleurs encore des enceintes, et on y pratiquait un culte). Ce culte a maintenant disparu, nous dit le facteur, car... (il fait un signe de croix en riant). Il nous propose de nous y accompagner un jour. Nous acceptons avec d'autant plus d'empressement que je suis persuadé qu'il sera plus bavard sur place.

Puis il nous désigne un bois d'eucalyptus qu'il a l'intention d'abattre. C'est là en effet que passera l'eau alimentant Antanimasaka, à partir du bassin de la commune.

A travers les eucalyptus, nous pouvons alors apercevoir le hameau d'Antevibe qui doit comporter une dizaine de familles à peu près. Les "Noirs" qui se sont installés là, sont les anciens serviteurs de son grand-père, nous révèle alors le facteur. (C'est pourquoi je préfère que nous nous contentions d'observer les lieux à distance). Ce sont d'excellents joueurs de flûte, et ils viennent chanter à l'Eglise lorsque le cardinal est de passage.

Nous rebroussons chemin, en continuant la conversation dans le domaine musical. A Antanimena, il y a une troupe de "hira gasy" amateur. Mais pour les "famadihana", on fait venir des troupes de Tananarive. D'ailleurs ces troupes font actuellement, chaque quinzaine, des démonstrations au marché de Talata-Morokay, pour pouvoir "vendre leur folklore" à partir du mois de Juin.

Puis la conversation part sur les liens de parenté. Je pose la question des ancêtres. Il y en a 12, qui sont les fils de l'Ancêtre fondateur. Sur ces 12 fils, 4 seulement ont eu une descendance. Je demande si nous pourrions venir le voir à propos des généalogies. Bien sûr, et de plus, son voisin le "Noir", Joseph, pourra également nous y aider. Son grand-père, dont

il était serviteur, l'a en effet élevé "au même niveau que nous", et il le considère comme étant des leurs.

En passant chez sa sœur à Ankarefo, celle-ci lui fait une demande d'entraide pour sa moisson de demain. Le facteur accepte; il fera la sienne plus tard. Nous nous proposons donc avec Jean Chryst, en disant qu'à nous deux, nous faisons le travail d'un homme ! La femme nous invite alors chez elle pour nous donner des oeufs. Dans la pièce où elle nous fait rentrer, il y a de nombreuses photos, sur le mur, des "diplômes" de CEP; un diplôme protestant (le mari est représentant du pasteur) et également un diplôme catholique, en remerciement pour la participation de la famille à la construction de l'Eglise : indication fort intéressante montrant que la famille (au sens étroit) paraît jouer sur deux registres; et le plus étonnant est que ce jeu sur deux registres se retrouve au niveau de la famille au sens large; l'une des branches étant catholique (famille du facteur), l'autre protestante.

Nous prenons congé, et nous retournons à Ambohijanaka. Nous passons devant une immense maison qui est celle d'un de ses oncles, lequel est marchand de tissus à Tamatave, et revient une fois par an, à Noël. Il est parti très jeune, ainsi que son frère, et a laissé ses terres en métayage à la famille ou à d'autres personnes. Il sera intéressant d'étudier par quels moyens cette famille a pu garder l'unité de la terre des Ancêtres.

Samedi 27 Mars. Visite au conseiller rural d'Ambohidrangahy qui nous explique que, dans la région, il n'y a pas beaucoup de possibilités de mise en valeur des "tanety", car les eucalyptus occupent beaucoup de place, et les gens ont peu de surfaces de "tanety", sauf sa propre famille. Eux en effet, gardent les terres de tous les descendants (sauf en ce qui concerne les rizières qui sont en métayage, familial ou non). D'autre part, ces terres de "tanety" sont peu fertiles, et il n'y a pas assez de fumier pour y mettre dessus.

On discute alors du projet "tanety" que va lancer l'URER. Selon eux, il n'y aura pas beaucoup de monde à pouvoir le faire à cause du manque de bétail.

Je dis alors que je croyais que le fumier n'était pas forcément indispensable, et qu'on pouvait fertiliser les terres de "tanety" avec les seuls engrais, l'URER préconisant l'emploi du fumier, afin d'abaisser le coût de la fertilisation pour les exploitants, qui à l'échelle de la province, sont censés avoir suffisamment de bétail. Mais l'homme précise que des techniciens et ingénieurs sont venus et ont dit qu'on ne pouvait utiliser des engrais seuls, car "cela mangerait la terre". Il faut bel et bien

du fumier. Or la famille n'a qu'un boeuf qui ne suffit pas à procurer le fumier nécessaire, car pour 100 kg d'engrais, il faudrait mettre 12 charrettes de fumier (250 à 350 Fmg la charrette).

Les frères de l'homme sont partis, et c'est lui qui a gardé les terres de la famille. De même ses enfants sont partis, à cause du manque de terres. Mais ils ne peuvent aider les vieux parents dans la marche de l'exploitation, car ils ont eux-mêmes beaucoup d'enfants ne gagnant que 3 000 à 3 500 Fmg par mois, et il faut payer le loyer, les études, etc...

Les vieux parents se chargent de quelques petits enfants, et ainsi le nombre des bouches que la terre des Ancêtres continue à nourrir, est resté le même.

Enfin, la famille utilise le salariat plutôt que l'entraide, car on trouve plus facilement des salariés à embaucher, et d'ailleurs tout le monde est occupé.

Sur le chemin du retour, nous croisons une femme d'Ambohidrangahy qui nous dit qu'elle a peur du chien, pas des "vazaha". Les "vazaha" font des cadeaux !

Puis nous allons à la moisson chez la cousine du facteur Baptiste. Il s'agit d'une très grande rizière. Le riz est beau, et l'eau profonde, en plus de cela, il se met à pleuvoir (alors que depuis quelques jours, le temps annonçait déjà la saison sèche : les flaques du chemin avaient séché, et le sol était dur). Jean Chryst demande s'ils n'ont pas demandé conseil pour la pluie. Tout le monde rit. Après deux heures de travail, nous arrêtons. Assez bizarrement pour cette famille très riche (1 ha de rizière), il n'y avait aucun salarié, et peu d'invités (proches parents). Est-ce ainsi qu'on a accumulé de la richesse ? On nous offre un café à la maison, et on se dit : A cet après-midi !

Seconde moisson chez le riche protestant d'Ankarefo. Il ne semble pas y avoir de salariés ou très peu (des femmes peut-être). Pourtant la taille de la parcelle aurait de quoi décourager les plus vaillants. "Ils prennent leur temps", me dit Jean Chryst. Est-ce que les familles moins riches, ou les familles pauvres, doivent se hâter de moissonner, afin de partir se salarier à l'extérieur. Le cas a l'air douteux. On ne doit pas être à un jour près, surtout si pour gagner quelques jours, il faut payer des salariés. Les termes de l'échange ne peuvent pas jouer sur une aussi petite marge.

Il y a donc là un point important à éclaircir : la plupart des familles moyennes que nous avons rencontrées, utilisaient au moins un ou deux salariés pour la moisson, en plus de l'entraide. Une famille très riche, n'en utilisait pas : pourtant l'entraide n'était pas plus large pour cette

famille que pour les autres. Est-ce encore une fois un cas de marginalité ? La marginalité ne peut tout expliquer, surtout lorsqu'il s'agit d'emploi de salariés. Remarquons toutefois un point qui pourrait être déterminant : la famille en question a embauché un salarié pour battre le riz : c'est un étranger qui vient du Sud. Les salariés locaux ne se laisseraient-ils pas embaucher par quiconque ?

Vendredi 2 Avril. Nous allons voir à Ambohinanorina l'homme dont on m'avait parlé et qui est un scieur attitré de l'ORSTOM. Je devais lui annoncer la bonne nouvelle : l'ORSTOM avait du travail pour lui.

Nous tombons d'abord sur son frère qui parle un peu français, et qui nous conduit jusqu'à lui, après 2 ou 3 km le long de la vallée. L'homme en question est en train de faire sécher son paddy. Très familier avec moi il fait son petit numéro pour montrer que lui et les "vazaha" ne font qu'un.

Il s'empresse et nous dit de ne pas croire un mot de ce que nous disent les habitants d'Antanimasaka : "Ils vous racontent des blagues ! Venez me voir et je vous dirai tout ce que vous voulez savoir" ! "N'allez pas vous fatiguer sur les champs ! Chez nous à Ambohinanorina, on ne vous fera pas travailler" ! Puis il ajoute que tel personnage d'Antanimasaka est son ancien bûcheron, que c'est un fainéant, un arriviste et un parvenu. Visiblement, cet homme doit avoir triché dans l'affaire des élections municipales. L'affaire est vraiment à suivre de près. Il semble qu'apparaisse là un conflit très net entre les 2 villages.

Malgré la compagnie plutôt gênante et compromettante de cet individu, j'ai l'impression qu'il ne faudra pas le négliger.

Jedi 15 Avril. Lors de mon retour à Tananarive, je prends conscience d'une des principales contradictions dans laquelle se trouve enfermé le chercheur : établir des relations hiérarchiques à l'égard de son collaborateur-interprète. J'ai donc une série de remarques à lui faire :

1) En ce qui concerne l'attitude pendant les conversations :

- Il ne faut, en aucun cas, avoir l'air de se moquer de ce que dit l'interlocuteur, même si l'attitude de celui-ci est effectivement à la moquerie (mise au point concernant l'enquête sur les coutumes).

- Il ne faut jamais rien raconter de ce que d'autres personnes nous ont dit. Cela se saurait, et finalement, personne n'oserait plus parler librement.

2) En ce qui concerne le déroulement même des interviews :

- Il ne faut prendre aucune initiative sans m'en parler auparavant, notamment en ce qui concerne les questions posées. Ne pas déformer leur

contenu; ne pas en rajouter, ne pas en retirer.

- Ainsi par exemple, il conviendrait de ne jamais répéter des questions stéréotypées, car au fur et à mesure de l'approfondissement de l'enquête, j'introduis des nuances, ou je modifie légèrement certaines questions. Si ces nuances ne passent pas dans la traduction, cela ne sert à rien.

En fait tout le problème qui vient d'être soulevé, est que c'est moi le chercheur et non pas le collaborateur; certes celui-ci sait mieux se mouvoir dans le milieu étudié que le chercheur, mais il ne connaît pas les hypothèses et les objectifs de l'enquête; les connaîtrait-il, qu'il risquerait de les déformer. L'idéal serait que s'établisse une symbiose parfaite entre les deux acteurs; cela nécessite qu'une méthode de réflexion soit fournie au collaborateur. Or celui-ci est recruté au hasard, il n'a pas forcément les mêmes idées que le chercheur. Finalement, il faudrait chercher à convaincre quelqu'un qui ne demande pas à être convaincu.

C'est la fameuse question des rapports triangulaires qui ressort : L'assistant est-il un collaborateur ou simplement un interprète ? Deux solutions peuvent être apportées au problème : ou bien travailler avec un individu de même niveau (et de même formation éventuellement et alors le travail est collaboration entre deux chercheurs), ou bien parler parfaitement la langue.

3) En ce qui concerne le déroulement quotidien de l'enquête :

- Il faut me tenir au courant de toutes les activités de la journée, et de tous les éléments nouveaux que l'on aura appris.

- Pendant une conversation improvisée (au hasard d'une rencontre par exemple), je dois être absolument tenu au courant de la conversation, et je dois pouvoir l'orienter comme je l'entends.

- Finalement, je ne devrais pas avoir à interviewer le collaborateur lui-même pour savoir ce qu'il a appris.

Si l'on pouvait comparer la somme des connaissances, au niveau de l'immédiateté, entre le chercheur et le collaborateur, on s'arracherait sans doute les cheveux. Il est vrai cependant, que le collaborateur peut apprendre plus de choses et plus vite, car quoiqu'on fasse, il est plus près du paysan.

Au retour, nous prenons la route d'Ambatomanga, au delà de Miadanandriana. J'ai été très étonné de la différence que présente cette région par rapport à celle d'Antanimasaka : région qui a l'air très riche; les "tanety" sont mises en valeur dans des proportions énormes. On aperçoit même des parcelles sur les pentes très raides, et sur les sommets les plus élevés des "tanety"; les maisons sont riches. Il serait sans doute fort intéressant d'étendre l'enquête (dans la seconde phase de l'étude : après octobre) à cette région.

Samedi 17 Avril, Réunion avec des membres de sociétés d'études et de divers ministères.

La question sur les maladies du riz et l'engrais est fort importante, comme le souligne le responsable de l'Itasy. Il semble bien qu'il y ait une corrélation de cause à effet entre l'engrais et le "maty fotsy" sous forme d'un excédent d'azote. Une étude de l'IRAM a même été consacrée à ce problème (cf. le "colloque sur la fertilité des sols tropicaux"-IRAT-1968).

Il est souligné p.95 de cet ouvrage que sur sols tourbeux à matière organique évoluée (expérimentation sur PC.23, Lac Alaotra), aucune réponse à l'azote n'est relevée jusqu'à la dose de 60 unités/ha. Au delà (200, 120, 90 u/ha), les rendements diminuent très rapidement (de 6.440 Kg/ha à 2.670 Kg/ha), le riz ayant tendance à "verser", ou devenant plus sensible aux maladies.

Le second tome de cet ouvrage contient une étude plus précise.

Remarque sur la relation engrais-"maty fotsy". Comme on l'a déjà souligné, l'URER, au moment d'entreprendre son action, a demandé à l'IRAM de lui établir un complexe de doses d'engrais, valable pour l'ensemble de la Province. C'était passer sur des cas particuliers. Malheureusement, une moyenne n'est faite que de cas particuliers.

C'était également faire confiance aux structures de la communication à l'intérieur même du propagateur, et entre les propagateurs.

Ce qui reste inexpliqué cependant, c'est la raison pour laquelle les investigations des "techniciens du "maty fotsy"" n'ont jamais donné de résultats, ou du moins n'ont jamais été divulguées. C'est aussi la raison pour laquelle l'URER, qui ne peut pas ne pas être au courant, n'a pas pris les dispositions nécessaires.

L'ignorance des diverses conséquences que peut entraîner l'impact d'une technique est toujours dangereuse, surtout si ces conséquences sont purement techniques.

Quant à la structure de vulgarisation, un excès de rigidité l'empêche sûrement de jouer le rôle qui est le sien.

Enfin pour ce qui concerne la mise en valeur des "tanety", il y a une contradiction entre la justification théorique de la transformation des cultures de "tanety" en viande, et la justification administrative locale de cette solution. La première consiste à dire que la fumure d'entretien sur les "tanety" nécessite plusieurs tonnes de fumier, d'où l'obligation de consacrer une partie des "tanety" aux fourrages, en vue d'élever un boeuf de fosse (cf. plus loin). Cela revient à réserver la mise en valeur des "tanety" aux seuls éleveurs; la seconde justification est la difficulté de la commercialisation. Cela revient à rejeter la responsabilité de la

décision sur une cause externe qui semble inéluctable : la commercialisation. Mais, dira-t-on, la nécessité d'utiliser du fumier est tout aussi bien une cause externe (rappelons que le coût du fumier est équivalent à celui de l'engrais). Cependant, la référence à cette nécessité ferait apparaître une contradiction dans la politique de vulgarisation. Les paysans comprendraient-ils qu'on les pousse à remplacer le fumier par les engrais dans les rizières, et qu'on leur conseille juste le contraire sur les "tanety"? Cette contradiction n'est qu'apparente dans la mesure où effectivement l'engrais ne peut remplacer le fumier sur les "tanety". Mais qu'en est-il en fait ? Une nouvelle incursion dans le domaine de la pédologie et de la fertilisation des sols sera nécessaire afin d'éclaircir cette question.

Les explications du responsable de l'URER Itasy vont nous permettre de pénétrer plus profondément dans la logique interne de la mise en valeur des "tanety". Pour les raisons expliquées plus haut, le Secteur Modernisé de Cultures Sèches (SMCS) doit consacrer une certaine superficie aux fourrages. Il y a deux possibilités :

- Les petites graminées
- Les grandes graminées.

Petites graminées : Les paysans peuvent les donner comme fourrage vert au bétail, dédaignant alors le "bozaka", vert également, des parcours de "tanety". Or si l'on cultive des plantes fourragères, c'est afin de pouvoir les conserver et nourrir le bétail lorsque le "bozaka" se fait rare, et lorsque les parcours deviennent plus longs, rendant ainsi la fabrication du fumier impossible. C'est donc le problème de la soudure pour le bétail. Si on lui donne du fourrage lorsqu'il est vert, c'est donc comme si l'on vendait du riz après la récolte.

Or, dans le cas des grandes graminées, le risque est moindre, paraît-il.

Sur l'URER Itasy, on a séparé le SMCS et les soles de grandes graminées pour lesquelles les paysans bénéficient de subventions importantes. Car il semblerait que bien souvent les paysans ne font les grandes graminées que pour la simple raison que c'est une obligation du contrat. Mais ils ne les utilisent pas : les gens de l'URER Itasy ont été frappés de voir dans l'URER-Tana, ces fourrages sécher sur pied, sans que les paysans ne se préoccupent de les couper.

Autre point d'opposition entre l'URER-Itasy et l'URER-Tana : la fabrication du fourrage.

Alors qu'à l'URER-Tana on est de fermes partisans du foin, qui demande un faible travail sur une longue durée, et qui présente l'inconvénient de devoir être préparé durant la saison des pluies, sur l'URER-Itasy au

contraire, on penche pour l'ensilage, qui demande un gros travail sur une petite durée, ce qui semble plus "compatible avec la mentalité du paysan malgache".

Jeudi 22 Avril. Il est 15 heures, et nous partons pour Ampitana où nous rendons visite à la famille d'un notable d'Ambohiyafy. L'homme avait en effet rendu visite à Jean Chryst, lui exprimant l'attente des gens d'Ambohiyafy-Est envers nous. C'est l'épicier du hameau, et il a été militaire dans l'armée française de 1945 à 1960. Il est "noir", et très riche. Sa maison d'Ambohiyafy-Est est immense, de plus elle a été modernisée; cependant la famille s'est installée sur la "tanety" d'en face afin de pouvoir étendre à son aise ses cultures sèches. Seule la femme est présente lorsque nous arrivons. Elle nous invite à entrer; mais nous visitons d'abord la fosse à cochons. Il y en a 3, plus 6 petits qui viennent de naître; il y a aussi 2 boeufs de fosse. Nous rentrons dans la maison, portes et parquets cirés : elle respire un air de modernité assez artificielle.

La visite de courtoisie terminée et après avoir traversé les rizières, nous tombons sur plusieurs personnes en train de deviser ensemble devant une maison. Nous allons leur dire bonjour. Un homme qui transportait une poutre, la dépose et vient se joindre à nous. C'est un "noir" aussi, qui semble très bien parler et comprendre le français (il semble que ce soit aussi un ancien militaire). Nous leur disons que nous viendrons bientôt leur rendre visite. Mais l'homme insiste pour savoir ce que nous sommes venus faire dans la région. Nous le lui disons, en disant que nous ne sommes ni de l'URER, ni du "Fanjakana". "Oui, mais n'êtes-vous pas des espions, des agents secrets du Fanjakana!" Tout le monde se met à rire. Je lui dis que cela m'est complètement égal qu'ils repiquent leur riz en ligne ou en foule, que je ne suis venu donner ni ordre, ni conseil, mais simplement essayer de comprendre comment les paysans résolvent leurs problèmes. "Vous êtes indépendants alors"? Oui, mais pour venir dans un village, il faut demander les autorisations nécessaires aux autorités. Et normalement, nous devrions essayer de voir toute la commune, mais ce n'est pas possible de voir chaque famille, comme nous l'avons fait pour Antanimasaka, aussi nous pourrions peut-être aller dans chaque village et discuter avec les paysans réunis. L'homme nous dit alors qu'il ne faut pas aller à l'improviste dans les villages, mais prévenir auparavant, parce que sinon, les gens s'enfuient. "C'est là qu'on va, nous dit-il, en désignant une "tanety", lorsque l'administration nous embête". C'est bien comme cela que nous l'entendons. Mais est-ce que nous pourrions les aider, pour la cuisine, le tricotage ? Nous sommes d'accord. "Parce que, dit-il, il faudrait qu'il reste quelque chose après votre

passage". Lorsque nous reviendrons, j'ai donc l'intention de proposer une petite action coopérative sur la base : "l'union fait la force". Je vais y penser, et je me demande si finalement, ce n'est pas plus profitable de sortir du chef-lieu de commune. C'est ce que nous dit indirectement le notable que nous étions venu visiter qui arrive sur sa bicyclette : "Pourquoi restez-vous à Antanimasaka ? Ce ne sont pas de vrais paysans là-bas" ! Il venait de passer sans tourner la tête, sur sa bicyclette qu'il est allé garer un peu plus loin. Entre temps, l'homme à la poutre, qui est son oncle maternel, a repris sa poutre et nous a quittés.

Nous lui répétons que nous avons bien l'intention de revenir. Peut-être les gens d'Ambohidraondria pourraient-ils se réunir pour discuter des questions qu'ils voudraient nous poser, et pour se mettre d'accord sur ce qu'ils attendent de nous. C'est entendu. Le notable s'adresse alors à un vieux qui est derrière lui, sans tourner la tête; le vieux répond tout doucement, comme à contre-cœur.

Nous prenons bientôt congé et repartons en voiture. J'ai la vague impression que nous avons fourbi les armes de deux adversaires. Je demande à F qui nous a suivis dans nos visites, pourquoi l'homme à la poutre est parti lorsque le notable est arrivé. "Ils ne s'entendent pas bien", dit-il. Suit une discussion amusée avec sa femme. Je suppose qu'ils doivent se dire : "il comprend vite, le "vazaha" ! Mais il ne sait pas d'où vient cette mésentente.

Toujours est-il que ce notable était venu nous chercher pour que nous venions à Ambohidraondria, non pas pour lui (il n'a pas besoin de nous), mais pour les paysans pauvres du village. Il me semble qu'il recherche par là une sorte de prestige auprès des autres villageois, peut-être parce qu'il est rejeté dans le village, et évidemment notre discussion avec son oncle a plutôt contrecarré ses plans. Je ne suis pas mécontent de l'affaire.

A remarquer que le village d'Ambohidraondria a l'air très riche. Ambohidraondria-Est est un hameau qui en dépend : l'église catholique est à Ambohidraondria, le temple à Ambohidraondria.

La présence de F était aussi intéressante. Il a vu comment nous nous présentions à Ambohidraondria, alors que nos débuts à Antanimasaka avaient été moins nets. Il a vu aussi que nous nous intéressions aux "famadihana", et dans la voiture, il nous a proposé de nous contacter à Tananarive lorsqu'il y en aurait, en Septembre. La dynamique d'opposition fait son chemin. Je suppose que les gens d'Antanimasaka seront bientôt mis au courant.

Aussitôt à Antanimasaka, l'instituteur Edmond, vient préciser quelle sera la contribution de Nicole pour l'école dans les 15 jours qui viennent : cours de géographie, d'orthographe et de français. Demain, il doit s'absenter, et c'est Nicole qui le remplacera.

A noter que le livre de géographie est un poème. On y étudie la France et les pays de la communauté, tout ce qu'a fait la France pour la mise en valeur des pays d'Outre-mer ! Quant à la France, un géographe a dit : "C'est le plus beau royaume sous le ciel". Belle envolée pour commencer !

La pénétration très poussée de Jean Chryst dans une famille et les conflits qu'elle semble susciter me font penser que nous allons apprendre beaucoup de choses en peu de temps. Cela délie la langue de certains (A E et A notamment), alors que cela suscite la jalousie de certains autres, du moins à ce qu'on dit. C'est pourquoi Jean Chryst se fait du souci pour ses maux de ventre, craignant d'avoir été ensorcelé, c'est-à-dire qu'il craint qu'on ne lui administre des "herbes". En fait, il avait simplement abusé de citronnade. Il n'empêche qu'il veut à tout prix éviter de manger chez certaines personnes sur les conseils de certains qui viennent le prévenir.

Je ne pense pas cependant que la chose soit suffisamment grave pour qu'on y mette un frein ; je pense au contraire que c'est une situation tout à fait favorable : mon machiavélisme réapparaît ; "ces sociologues qui créent exprès des conflits"...!

Le soir, à table, nous parlons de sorcellerie, phénomène qui a l'air d'impliquer tout le monde dans le village. A E, paraît-il, n'ose manger que chez T, B et A A, et chez A (tous notables comme lui) : il n'ose même plus manger chez ce dernier depuis qu'il sait que la mère de celui-ci vient quelquefois chez eux. Il ne mange pas non plus chez sa sœur Justine, qui a des relations avec Q et R.

Il semblerait que les jours de l'ancien maire aient été abrégés. (On se souvient que Petit Jean avait raconté que le gardien du bureau avait un jour entendu l'ancien maire taper à la machine).

Quant à Madame A, lorsqu'elle était malade, et que son gendre était venu veiller sur elle, une sorcière était venue danser devant sa porte. Son frère avait voulu aller l'attraper, mais elle l'avait retenu. Pourtant ce gendre, on l'appelle le "preneur de sorciers".

Malheureusement, les sorciers ne sortent que la nuit, après 10 heures. Ils vérifient que tout le monde est endormi, et vont faire leurs activités. Parfois, ils peuvent frapper à une porte, à distance.

Nous ne pouvons plus aller manger dans le village, sauf chez A et A E. On aurait tort pourtant de croire que la situation est devenue explosive. Les gens bavardent avec nous, nous demandent des services. Mais on ne saurait trop négliger les risques qui, semble-t-il, sont bien réels, surtout pour Jean Chryst.

Sur ces bonnes paroles réconfortantes, nous nous couchons. Je me promets de me lancer dans l'étude approfondie de la sorcellerie dont je suis très peu au courant, et dont je ne m'imagine pas bien le rôle. Je compte établir un plan du village, avec les relations de coopération et d'opposition dans la sorcellerie.

Au début de la nuit, vers 11 heures, j'entends une porte qui claque. Ce ne sont peut-être que des pigeons. Mais plus tard encore, j'ai l'impression que des bicyclettes tournent autour de la maison, et j'entends des voix étouffées. Est-ce un rêve ?

Heureusement, notre travail d'enquête est pratiquement terminé à Antanimasaka. Nous pourrions alors rester spectateurs, quittes à partir au plus vite, lorsque la situation se fera plus menaçante.

En fait, je pense que nous sommes dans une situation idéale pour étudier les relations conflictuelles, et de sorcellerie, bien plus idéale que si nous nous contentions de faire parler les gens sur ce sujet. (Jean Chryst m'a avoué qu'il n'osait pas m'en parler dès le début, car il avait peur que nous ne méprisions ses compatriotes). Il y a cependant deux risques principaux : 1) notre immunité de "vazaha" peut disparaître rapidement, car 2) le conflit peut devenir ouvert, rapidement aussi.

Dimanche, c'est la fête de Fidèle, l'instituteur en chef. Si nous sommes invités, nous irons y manger.

Vendredi 23 Avril.

Lever de bon matin, pour nous rendre à Ambohidrangahy, prendre des rendez-vous et visiter le vieux B, "gardien des terres du noble" enterré à Ambohinaorina. Il vit avec sa femme aveugle. Ils sont protestants, et ce sont leurs deux filles qui les nourrissent, mais ils ne vivent pas ensemble, car les vieux parents n'ont pas voulu quitter leur demeure, malgré l'insistance des filles.

Il a une rizière "symbolique" de 4 femmes. Comme il ne cultive plus la terre, nous ne lui poserons pas de questions sur l'agriculture, mais sur l'Histoire et les coutumes. Sur le préalable du magnétophone, l'homme élude la question. Il est un peu intimidé également, car il a peur de raconter des mensonges, sa mémoire pouvant être défaillante. (Sur sa carte d'identité qu'il nous montre, la date de naissance est 1884).

Il nous parle de l'arrivée des "vazaha" dans la région. Tout le monde fuyait vers l'Est, bien au delà de Miarinarivo, dans la grande forêt. Il s'en souvient, il avait l'âge de porter un fusil (au moins 10 ans). Les gens laissaient tous leurs biens sur place. Puis on s'aperçut que les "vazaha voulaient notre bien", aussi les notables qui s'étaient mis bien

avec eux, conseillaient à ceux qui s'étaient enfuis, de revenir. Peu à peu les gens revinrent et "ils n'eurent pas à s'en plaindre" car les "vazaha" ont apporté avec eux, la santé, la propreté, les routes, les bicyclettes et les voitures, etc... Il y avait une garnison à Ambohitrandriamanitra, et on en construisait une à "Ambohibazaha", au Sud de Miarinarivo et il fallait se faire inscrire sur les registres.

Quant à la rébellion de 1947, il y avait à Merikanjaka, le fameux Ralambo et ses trois lieutenants qui pillaient et dévalisaient toute la région, exigeant des contributions de la part des paysans. C'est pourquoi les gens allaient à Ambohitrandriamanitra pour s'en protéger, et ils n'hésitèrent pas à les livrer aux "vazaha".

Mais pourquoi vous intéressez-vous à tout cela ? Parce que nous aimerions connaître l'histoire des gens avec qui nous vivons; nous aimerions savoir à travers quels événements et quelles épreuves ils sont passés.

Après cela, il y a eu les techniciens qui sont venus pour nous apprendre l'agriculture. (Cela semble être l'histoire d'une longue soumission...).

Les nobles qui vivaient sur cette terre étaient de bons nobles qui n'exploitaient pas leurs dépendants : ils vivaient dans des villages, un peu comme le Fanjakana maintenant, chef-lieu de commune, chef-lieu de canton, etc... Ils travaillaient la terre.

A Merikanjaka, il y avait un "Hova régnant", guérisseur et "serviteur des vazimba".

À 11 heures 30, nous nous dirigeons vers la mairie pour chercher Nicole qui donne ses cours à l'école. Le maire et le "mpiadidy" prennent le soleil sur le bord du chemin. Le maire nous accompagne et nous devisons un peu. Il envisage une petite excursion à Mantasoa ou à Triazompaniry pour la Pentecôte. Edmond attend que Nicole ait terminé, debout et immobile devant la porte du bâtiment. Elle sort avec une immense pile de cahiers et de livres, et une grosse tête, car il paraît qu'il faut crier pour se faire entendre, car les deux classes ne sont pas séparées. A la sortie, les enfants se sont levés et ont crié en chœur : "Merci beaucoup, Madame" : cérémonie orchestrée et dont l'exécution fut vérifiée par l'instituteur.

Madame A s'est étonnée de ce que nous n'étions pas invités à la fête de Fidèle. La dynamique conflictuelle va se remettre en branle comme nous nous en apercevrons cette après-midi à 16 heures, lorsque, rentrant d'Ambohidrangahy, Edmond viendra nous apporter l'invitation, en s'excusant de ne pas l'avoir fait plus tôt, mais ce matin, il était en voyage. Sans doute est-il allé acheter les victuailles. Je suis cependant inquiet,

car il n'y a pas d'invitation pour Jean Chryst qui nous a quittés en rentrant dans la maison. Mais en fait, Edmond la lui donnera en mains propres. Un conflit existe entre eux deux, mais ils n'ont pas ^{encore ou d'explications,} Jean Chryst attend que la fête soit terminée pour envoyer un mot à Edmond, avec demande d'explications par le biais de proverbes.

A 15 heures, nous allons à Ambohidrangahy où nous devons faire une visite. Mais l'homme est encore en train de labourer son champ; il nous donne rendez-vous pour demain 11 heures : cela fera un petit repos dans le labour; d'ailleurs après cela, il partira à l'extérieur pour gagner de l'argent. Mais son oncle nous attend. Nous pouvons monter.

B K est un noir, dont l'union a été stérile. Ses rizières sont repiquées par 10 femmes (dont 5 en métayage). En outre, il possède 200 pieds d'eucalyptus.

La conversation a été enregistrée, bien que l'homme ait déclaré qu'on était déjà ensemble et que c'était bien comme cela !

Nous expliquons ce que nous sommes venus faire ici, dans la commune, en précisant que nous ne sommes pas du tout venus ici pour obliger à repiquer en ligne. Il nous dit qu'il y a des gens qui auraient pu chuchoter que nous étions venus les surveiller.

Certes, depuis la nouvelle méthode, on observe un meilleur rendement, mais il y a le "maty fotsy". L'engrais coûte cher et on n'ose pas utiliser le crédit. Pour sa part, il a repiqué en ligne une rizière voisine de celle du vieux B J qui la repiquait en foule. Eh bien, il a eu une récolte inférieure de 5 sacs à celle du vieux à cause du "maty fotsy".

Donc finalement, on ne voit pas très bien quelle amélioration il a pu y avoir. Et si on repique encore en ligne, c'est pour faire comme tout le monde. S'ils l'ont pratiqué au départ, c'est parce que le contremaître est venu et qu'il a dit aux paysans qu'ils devaient repiquer en ligne. Alors la première année, on en a fait un tiers des rizières, puis toutes. Mais on se souvient bien qu'avant le repiquage en ligne, il n'y avait pas de "maty fotsy".

Cependant, n'étant que deux, ils ne connaissent pas de soudure. Pour gagner l'argent de l'impôt, l'homme se fait journalier ou scieur. Mais quant à savoir si c'est plus profitable que les cultures de "tanety", il n'y a pas de choix à faire : les deux sont nécessaires, le travail salarié pour l'argent, les "tanety" pour la nourriture.

Leurs terres, ils les cultivent avec des salariés, car il n'y a pas beaucoup d'entraide par ici.

En sortant, nous allons présenter Nicole au vieux "gardien des terres du noble" qui nous accueille avec force gestes et exclamations; il enfile son "malabary" des grandes occasions et, voyant que nous avons les mains pleines d'oeufs, il rentre dans sa cuisine-poulailler où il nous choisit un petit coq. Nous lui disons que c'est beaucoup trop, mais il nous répond qu'il en a une dizaine comme cela. Nous voudrions lui rendre un service pour le remercier, mais il se refuse absolument à faire travailler des "vazaha". On sera mieux à discuter. Oui, nous reviendrons pour qu'il nous parle des coutumes. "Mais, qu'est-ce que ça peut vous faire, les coutumes malagasy, à vous des "vahiny" qui venez d'Andafy : outre-mer"? "Et si je vous ^{questionnais} sur vos coutumes". Je saute sur la perche : D'accord, qu'il prépare ses questions et on lui en parlera, car cela doit être un échange. Quand on se connaîtra plus, vers la mi-Mai...

"Je suis un vieux qui parle beaucoup", nous dit-il pour terminer, "mais il faut que les "vazaha" se mettent à parler le malagasy, car peut-être que la traduction n'est pas bonne"!

Nous lui expliquons que c'est bien notre intention, que pour l'instant nous laissons les sons entrer dans nos oreilles et que dans quelque temps nous nous y mettrons sérieusement.

Nous nous disons au revoir longuement, puis nous allons saluer sa vieille femme aveugle depuis 50 ans, qui nous baise longuement les mains et s'en caresse les joues à notre grand désespoir, car nous pensons que c'est là une marque d'humilité et de soumission. Mais qu'y pouvons-nous ? Cette famille de deux vieux tient absolument à nous dire son amour pour les "vazaha" de qui l'on tient toutes les nouveautés et le modernisme. Que faire, dans un tel cas ? Les tromper ? Dire que nous pensons exactement le contraire ? En fait, sa parcelle de rizière est bel et bien ropiquée en foule. Même s'il se peut que cette famille n'ait jamais eu à se plaindre des "vazaha", il n'empêche que l'idéologie qui ressort à travers leurs paroles n'est sans doute pas en accord profond avec ce qu'ils pensent réellement.

Un salarié qui vient de l'Est, bien au delà de Miarinarivo, bat le riz du vieux C depuis 7 heures du matin; à 7 heures du soir, il y sera encore : il est vrai qu'il ne fait qu'une gerbe à la fois et non pas deux. Les vieux C et D, nos deux "vieux papa" l'encouragent du regard, ainsi que le vieux charbonnier et 4 ou 5 autres personnes. C'est le spectacle au soleil, un peu comme d'autres assistent à des courses de chevaux ou des combats de boxe.

Depuis plusieurs jours, les eucalyptus sur la pente d'en face se font plus clairsemés. On les abat avec dextérité et on en fait des poutres

que leur propriétaire, le vieux D vend de 75 à 100 Fmg la pièce. Ce qui semble être un bon prix, pas trop inférieur à celui pratiqué à Tananarive (Coût de l'abattage : 50 Fmg la pièce d'eucalyptus).

A Ambohijanaka, nous rencontrons la famille de C C qui a eu 7 enfants. Ils vivent avec une parente, de rizières repiquées par 20 femmes, et de terrains d'eucalyptus sur lesquels ils font du charbon; l'homme se fait aussi journalier dans les environs.

Refus du magnéto, puis accord au bout d'un moment.

Ce sont les exhortations du contremaître qui les ont poussés à pratiquer le repiquage en ligne. Mais on n'en voit pas bien l'intérêt à cause du "maty fotsy" (et des borers qui attaquent les pieds du riz).

Quant à l'engrais, on l'achète en partie à la période où il n'est pas cher, en partie à la période où il est cher. On préfère ne pas utiliser le crédit, car celui-ci est vraiment mal conçu. Il faut payer l'échéance au moment de la moisson, et comme il n'y a pas d'argent, on est obligé de vendre une partie de la récolte; et l'URER refuse qu'on paie avant la moisson, et on ne comprend pas du tout pourquoi. En fait, nous avons là encore une des contradictions inhérentes à la structure du propagateur URER. L'échéance située juste après la moisson trouve sa justification dans l'assurance du remboursement; en fait, elle enferme plus fortement les paysans dans le système de la soudure et de l'usure, elle favorise en premier lieu les plus riches qui peuvent rentrer dans le système, tout en bénéficiant de l'immunité.

Sur les "tanety", ils cultivent ce qu'il leur faut pour ajouter au riz, mais il faut encore gagner de l'argent avec le charbon, ou on se salariant.

Ils utilisent à la fois le salariat et l'entraide sur leurs rizières et leurs "tanety", surtout le salariat.

Samedi 24 Avril. Vers 8 heures, nous allons à l'école où doit avoir lieu la petite fête en l'honneur de l'instituteur Firmin. Nous nous installons dans un coin, à côté du vieux D, drappé dans un magnifique lamba jaune, coiffé d'un magnifique canotier.

On va chercher Firmin. Il arrive, monte sur l'estrade, et les élèves le bombardent de fleurs. Coup de sifflet, un petit air d'harmonium, et ils entament une chanson d'accueil. Puis commencent les "kabary". Des protestants dont les enfants suivent les cours de l'école catholique, ont apporté leur contribution monétaire. La liste de ces contributions est lue devant toute l'assemblée; puis ce sont des "kabary" des deux autres instituteurs, de A au nom du "fiangonana". Chacun apporte sa contribution dans une enveloppe.

Puis ce sont les chansons. Après quoi, vient le discours de Firmin, qui se tourne vers moi, après avoir prévenu les assistants, et me remercie, tout en regrettant l'absence de Nicole; puis il s'adresse aux "ray aman-dreny" et aux notabilités. On se réfèrera à l'enregistrement.

Vers la fin de son discours, A vient trouver Jean Chryst pour qu'il me demande d'aller chercher l'appareil-photo. J'y vais donc, confiant le magnéto à Jean Chryst.

Je reviens pour assister à la distribution des bonbons à tous les enfants. Edmond nous offre un fond de paquet. Je me sers et lui rend le paquet, en disant que c'est pour tous les enfants.

Vient la photo devant l'école : les 3 instituteurs, noyés au milieu des enfants, puis les parents d'élèves.

Vers 10 heures 30, nous partons sur la route de Merikanjaka, assister à la fabrication du charbon. Dans un creux aménagé au flanc d'une "tanety", C C d'Ambohijanaka et son jeune fils, aidés du vieux M et de l'un des deux fils de ce dernier (sont-ils salariés pour l'occasion) empilent les troncs coupés d'eucalyptus. Ces troncs sont placés de telle façon qu'il y ait le moins d'espace possible entre eux : petites branches au fond et au-dessus, gros troncs au milieu; on allume par le haut, après avoir recouvert de terre. Il n'y a guère que 5 ans qu'on fait du charbon par ici; c'est une technique qui leur a été enseignée par des gens venant du Sud. Nous faisons une photo, puis nous repartons vers Antanimena qui est situé dans le canton d'Ambohitrandriamanitra, juste en face d'Ankarefo et d'Antevibe. Les "tanety" ont l'air d'y être beaucoup plus mises en valeur.

Nous arrivons enfin devant deux grandes maisons blanches et bleues, auprès desquelles grognent 5 ou 6 cochons. Nous sommes accueillis par le notable qui nous avait invités à venir faire une photo de famille dans une pièce richement décorée : 2 magnifiques armoires et 2 lits couverts de linge multicolore. Sur les murs, des affiches de Tsiranana et de Resampa. La radio crie à tue-tête; une ampoule électrique reliée à un interrupteur près du lit et à un système de piles est accrochée au milieu du plafond. Nous sommes en plein dans l'ostentation; on nous offre un oeuf dur à chacun, pendant que toute la famille sort ses parures : jupes en tergal et petits vestons; cela me rappelle tout à fait le rituel du dimanche; le plus incroyable, c'est qu'ici les habits des grands jours sont effectivement européens; on enfle des chaussures qu'on frotte avec une brosse; on poigne les enfants. On est enfin prêt pour la pose. J'apprends à l'occasion que les 3 frères de cette famille se sont mariés avec 3 soeurs (lova tsy mifindra)(1).

Au retour, l'homme nous accompagne, en nous expliquant que les habitants d'Antanimena ont demandé aussi à être rattachés à la commune d'Antani-

(1) Mariage qui ne disperse pas l'héritage.

masaka, car ils en dépendent pour la maternité (ils ont payé pour ça), alors qu'ils payent l'impôt à Ambohitrandriamanitra. C'est d'ailleurs parce qu'ils le payent bien qu'Ambohitranuriamanitra a refusé, alors qu'on avait trouvé un village pour faire l'échange.

Oui, à Antanimena, on dispose de plus de terres pour faire les cultures de "tanety" qui sont plus développées.

Mais on peut également trouver des terres libres à Antanimasaka, dis-je. Oui, mais les gens d'Antanimasaka se sont habitués à acheter ce dont ils ont besoin, plutôt qu'à le cultiver.

A 15 heures, nous nous apprêtons à aller à la fête de Firmin qui a lieu dans la maison du curé, juste en face de la nôtre. Je décide de ne pas prendre le magnétophone, car j'ai peur que l'on trouve cela déplacé. J'ai sans doute eu raison, mais que de beaux morceaux d'idéologie j'ai ainsi raté. Bien que Firmin m'ait promis de m'expliquer ce qui s'est passé, j'ai l'impression d'avoir manqué quelque chose. Je crois que je ne sortirai donc jamais de cette ambiguïté due à la différence de langue. Il faut absolument que j'apprenne à parler ou du moins à comprendre la langue. De moins en moins, on ne pourra éluder cette question fondamentale.

Toutes les notabilités sont attroupées autour de notre voiture et nous attendent. Fidèle vient nous serrer la main, et tout le monde vient en faire autant. Puis on nous fait signe de rentrer, je voudrais ne pas entrer le premier, mais personne ne se décide à passer en premier. J'y vais donc : Firmin nous attend dans l'entrée, avec toute sa famille qui nous remercie d'être venu et nous serre la main.

Nous entrons dans la pièce où sont installées des tables. On nous fait asseoir à la place d'honneur à l'improviste, car nous ne pouvions pas nous douter que c'était la place d'honneur. Chacun a une tasse devant lui. Lorsque tout le monde a pris place, le vieux M qui est à côté de nous, se lève et dit : "Que Firmin nous donne peu à manger ou qu'il nous donne beaucoup, de toute façon, nous le remercions"!

Sont présents tous les notables de la petite région : M (en tant que vice-président du "fiangonana") et aussi chef de quartier, B H le conseiller d'Ambohidrangahy, le chef de village, assis à côté du chef de quartier d'Antevibe, le maire, à côté du représentant du PSD (en tant que président du "fiangonana"). Sont également présents : l'adjoint au maire, le frère de A d'Ambohidrangahy, le jeune épicier, un jeune instituteur d'Angodongodona (Tsiazompaniry), ami de Firmin, le notable d'Antanimena, frère de A, Jean Marie le taxi-brousse, le maire d'Ambohitrandriamanitra (qui dépend de la paroisse d'Antanimasaka), le vaccinateur aussi, Le secrétaire de mairie - protestant - est seulement venu apporter sa contribution, et partira aussitôt après, sous les applaudissements.

Firmin et ses filles, ainsi que les deux jeunes instituteurs font le service, pendant que la femme de Firmin est aux cuisines. On nous sert d'abord une tisane excellente avec de petits gâteaux secs... On veut nous servir en premier, mais je fais signe de servir d'abord les autres.

Puis arrive le vin rouge 11°3, et de la grenadine, avec le riz, et la viande avec carottes. Tout cela est très bon.

Le chef de village plaisante en disant qu'à lui, noble, on a donné une grande tasse; je demande si on peut reconnaître au goût s'il s'agit de riz repiqué en ligne ou en foule.

On sert alors le "toaka" (rhum malgache).

Après que tout le monde se soit rassasié, les "kabary" commencent : chacun se lève à son tour pour remercier Firmin. M dit que nous avons été choisis parmi les mille cheveux, parce qu'il n'était pas possible d'inviter tout le "fiangonana", du plus petit jusqu'au plus grand. Le maire répond aussitôt que non, tous ceux qui sont ici présents sont les représentants de tout le "fiangonana" et qu'ainsi tout le monde participe à la fête. Tout le monde y va de son morceau de bravoure, et Firmin va répondre. Je pense d'ailleurs que son "kabary" sera repris à l'église le lendemain, et j'en ai donc l'enregistrement intégral.

Il se tourne ensuite vers nous et nous dit que c'est un grand honneur pour lui que nous ayons accepté son invitation à la fête.

Je me lève alors pour faire mon "kabary". Non, tout l'honneur est pour nous d'avoir été conviés à prendre part à cette assemblée. C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour exprimer à tous les gens de la commune d'Antanimasaka qui nous ont reçus, nos vifs remerciements, et en ce jour particulier, à Monsieur Firmin spécialement qui, en nous permettant de participer à l'école, nous a permis de nous rendre utiles et ainsi nous a permis de sortir de notre condition de "vahiny". Car nous savons bien que pour un village, c'est souvent un fardeau que de recevoir des "vazaha", et nous espérons que nos cours à l'école auront pu rendre ce fardeau plus léger (...).

C'est Fidèle qui se charge de traduire. Applaudissements orchestrés par le chef de village.

Puis les "kabary" semblent porter sur l'achat de cigarettes. On nous en offre. Certains en prennent deux. M en prend une, commence à fumer, cache son mégot, se fait resservir, ressort son mégot et range la cigarette qu'il vient de prendre...

Cependant que A entame son "kabary" final, un jeep de la police arrive. Le maire passe par la fenêtre pour aller voir ce qui se passe; A continue alors que tout le monde, distrait, regarde par la fenêtre.

Puis on sort, en remerciant tous les membres de la famille dans l'entrée.

Quelques minutes après avoir réintégré notre maison, A vient frapper à notre porte. Le commandant de gendarmerie de Mantasoa voudrait nous voir. Il nous attend en bas de l'escalier. Très poli, il nous dit que son métier l'oblige à vérifier notre identité, et nous prie de l'excuser. Je lui montre ma carte d'identité, ainsi que mon ordre de route de l'ORSTOM; Nicole également, il nous dit qu'il a un cousin qui travaille à l'ORSTOM. Mais je suis incapable de retrouver le papier ("taratasy") du secrétaire d'Etat, chef de la province de Tananarive qui constitue notre autorisation légale. Je lui dis que je suis allé plusieurs fois voir l'adjoint du sous-préfet de Manjakandriana, mais que je n'ai jamais pu voir le sous-préfet lui-même. Il répond qu'en effet, nous dépendons normalement de la gendarmerie de Manjakandriana, mais que ses tournées passent par Antanimasaka.

Nicole se fait du souci, mais je ne pense pas qu'il y ait lieu de s'en faire. Certes notre présence provoque une certaine effervescence dans les environs. Plusieurs villageois ont demandé à ce qu'on vienne les visiter, ce qui est bon signe, car généralement on considère cela comme une corvée; c'est d'ailleurs ce que je disais dans mon "kabary". Les gens commencent à nous dire ce qu'ils voudraient que nous fassions pour leur "rendre du bien", et à Ambohitafy, on nous a parlé "d'espions secrets du Fanjakana". La réaction est cependant un peu trop rapide, pour que cela vienne de là. Nous verrons bien.

Là encore, nous retombons sur des contradictions inhérentes à notre travail. Dès que l'on se différencie quelque peu du "Fanjakana" ordinaire, les autorités risquent de réagir. Pourtant la pratique que l'on peut avoir en milieu rural est bien inoffensive, car toute action qui pourrait sembler positive à première vue, a tendance à être interprétée comme suit : "Les vazaha sont revenus pour nous faire du bien". La seule faille dans ce système de contradictions récupératrices, est que les paysans peuvent faire la comparaison entre ce qu'est le "Fanjakana" ordinaire, et ce qu'il pourrait être, si l'on peut dire. Cette faille est-elle suffisamment importante pour entraîner une prise de conscience réelle par la paysannerie ?

Quoiqu'il en soit, l'intermède du commandant de gendarmerie aura eu pour résultat de me mettre sur le même plan que les villageois vis-à-vis de ce "Fanjakana", car certains nous observaient discrètement.

Dimanche 25 Avril. A 9 heures, nous allons à l'Office; j'emporte le magnéto, le maire m'ayant déjà demandé d'enregistrer les cantiques, c'est là un excellent prétexte, car je prévois que la séance va être intéressante.

L'Office se déroule, puis vient le grand moment. On appelle les "ray aman-dreny" à venir siéger dans le chœur où l'on a installé des tables et des chaises, juste devant l'autel. En fait, il semble que ce soient les notables plutôt que les "ray aman-dreny" qui soient conviés.

M se lève et exhorte la foule à verser sa part pour Firmin. Avec plusieurs autres (présents à l'autel), il récolte les dons et ramène aux donateurs des reçus ! Les dons tournent autour de 50 Fmg par famille, sauf en ce qui concerne les notabilités où il semble bien que l'on assiste à un tournoi ostentatoire. On trouvera ci-après la liste des notables du "fiangonana" présents dans le chœur et le montant de leurs dons :

1) Le maire	500 Fmg
2) Le maire d'Ambohitrandriamanitra	500 "
3) Le "mpiadidy", adjoint au maire	500 "
4) <u>A</u> = PSD	400 "
5) Notable d'Antanimena	400 "
6) Jean Marie (taxi-brousse)	350 "
7) L'instituteur d'Angodongodona (Tsiazompaniry)	700 "
8) Le jeune épiciier	700 "
9) <u>M</u>	150 "
10) Edmond	350 "
11) Le jeune instituteur, fils du chef de village	350 "
12) Chef de quartier d'Antevibe	?
13) Chef de quartier d'Analambano	?
14) André, frère de <u>A</u>	?

Chaque membre du "fiangonana" a un cahier sur lequel est marqué ses participations aux quêtes les plus importantes.

1, 2, 3, 9, 12, 13 peuvent être considérés comme des "ray aman-dreny". Si l'on met à part l'instituteur d'Angodongodona, qui est un ami de Firmin, celui qui a donné le plus est le jeune épiciier. Ceci me surprend beaucoup, car finalement il ne paraissait pas jouer un rôle important. Il est vrai que ce sont ses fonctions au "fiangonana" (trésorier) qui lui donnent ce rôle, et que c'est un moyen pour lui, de se donner une importance dans la hiérarchie sociale.

M par contre, n'a pas l'air d'aboir besoin de cette compétition pour assurer son statut social.

Ce qui apparaît en tout cas, c'est que l'église poursuit ses buts en se servant de ces compétitions ostentatoires. Ou bien au contraire, l'église sert en quelque sorte d'exutoire pour la société traditionnelle en mal de compétitions.

Plutôt, il faudrait dire que, pour remplir son rôle idéologique, l'église doit faire des concessions et essayer d'intégrer dans sa liturgie ou son cérémonial, certaines structures qui avaient leur importance dans la société traditionnelle, et dont elle peut (l'église) de surcroît bénéficier. Cependant, cette intégration, cette retranscription dirons-nous, vide d'une partie de son contenu destructurant, l'idéologie religieuse. Mais il semble néanmoins que c'est l'idéologie nouvelle qui sort gagnante de cette lutte. En effet les concessions qu'elle fait, sont de son point de vue purement formelles ("famadihana", ostentation, récupération des notables), même si pour ceux qui sont concernés, elles ont un contenu idéologique réel (par exemple pour le "famadihana" et le culte des Ancêtres); ces concessions la font accepter, et même peuvent rehausser son prestige. Surtout l'église permet à ceux qui ne sont pas encore des "ray aman-dreny", d'acquérir un statut social important, au même titre que l'Administration, la politique, la culture ou la technique.

Il est frappant que les vieux D et C aient été les deux grands absents de marque de ces deux dernières manifestations. Seul le vieux M a senti la nécessité de pénétrer dans cette église qui était une contestation de son pouvoir de devin. En ayant des responsabilités dans le "fiangonana" (mais sans faire de zèle autre que verbal, seul nécessaire), il peut exercer tranquillement ses activités de devin, avec la bénédiction (inconsciente) du nouveau pouvoir religieux.

Lorsque le cérémonial des dons (avec annonce publique et acclamations le cas échéant) eut été terminé, non sans que nous y ayons participé (500 Fmg à nous trois), on passa à la vente aux enchères d'une natte, de deux paniers-soubiques, de bananes, de "saonjo". Les deux paniers-soubiques avaient été gracieusement offerts par le jeune épicier.

Ainsi fut réunie une somme de 15.450 Fmg, tous records battus, puisqu'on s'attendait à environ 10.000 Fmg.

On termine par un cantique et on s'en va. La transcription enregistrée de cet office sera sans doute très révélatrice.

A la sortie, poignées de main du maire, d'Edmond qui se félicite de la grande foi de ses fidèles qui transparaît à travers les cantiques, d'un homme qui dit avoir été ramené par moi de Manjakandriana, et avoir été reconnu par moi à Tananarive (! ?) : la lutte pour le prestige s'exacerberait-elle ? De vieilles femmes viennent aussi nous serrer la main.

Le maire propose d'aller faire une promenade à Mantasoa ou à Tsiazompaniry, pour le 1er Mai. Cela va nous mettre dans une situation embarrassante, si nous devons embarquer la seule famille du maire. Plus j'y réfléchis, et plus je me demande s'il ne serait pas rentable de jouer le jeu des

autorités et notabilités d'Antanimasaka, qui nous apprendront tout ce que nous voudrions sur leurs administrés, alors que ce sera le rôle des autres villages de la commune de nous apprendre tout sur ces notables. Mais c'est là une fausse solution.

Remarques sur ce séjour.

- "Antanimasaka est un petit Tananarive; ce n'est pas là-bas que sont les vrais paysans"! Cette réflexion d'un paysan (riche) d'Ambohijafy-Est ne nous fait-elle pas toucher du doigt la particularité du chef-lieu de commune. Dès qu'on dépasse les "tanety" qui entourent Antanimasaka, on constate une mise en valeur certaine. Pourtant, ce ne peut être l'éloignement de la route qui expliquerait un rapport entre agriculture et travail à l'extérieur plus favorable à l'agriculture.

Certes, il semble y avoir une proportion de Noirs beaucoup plus importante, au delà d'Antanimasaka, et on sait que ceux-ci font preuve d'un dynamisme relativement important pour s'élever dans la hiérarchie sociale, grâce à une base économique.

Cependant, un point important doit être noté : bourgeoisie et notables se concentrent plus ou moins au chef-lieu de commune. Dès lors, on pourrait établir une corrélation (déjà posée comme hypothèse) entre richesse et départ à l'extérieur. Et cette bourgeoisie communale se crée ainsi une base économique, grâce au travail extérieur, surtout dans les cultures de rapport (riz, en période de soudure, très lucratif; élevage; etc...).

La richesse apparente d'Ambohidraondriana, reflète probablement l'importance du métayage dans un village d'anciens Andriana (à voir).

° °
°

Mercredi 28 Avril. Un épais brouillard enveloppe la vallée lorsque nous nous levons, et il fait froid. Ce temps annonce une grosse chaleur pendant la journée. Effectivement, vers 8 heures 30, le ciel devient d'un bleu transparent, et le soleil tape fort.

Aujourd'hui, c'est jour de congé pour les élèves; c'est donc aussi jour de moisson. La grand-mère de Théophyle, Angèle, moissonne du côté d'Ambohinaorina. Nous l'^{aiderons} à transporter son riz, cette après-midi.

Le taxi-brousse n'est pas parti pour Tananarive aujourd'hui. Il n'y avait pas de client ! J'espère que Jean Marie ne nous en veut pas trop !

C'est encore le jour de la nivaquinisation aujourd'hui, et le vieil épiciier a installé un petit étalage devant la cahute où l'on distribue les

cachets. Il ne perd pas une occasion. Mais c'est la concurrence du jeune et riche épiciier qui l'y pousse !

Une femme creuse un petit canal au milieu de sa rizièrre pour y attraper des poissons.

Nous partons pour Antevibe, afin de prendre des rendez-vous. Nous tombons sur une femme en train de mélanger du fumier et de la boue, afin de faire du crépis. L'un des frères est absent, parti comme scieur. Nous reviendrons donc.

De l'autre côté de la vallée, une femme nous fait signe de rentrer chez elle. Dans la pièce, un homme dort. Il vient de rentrer de son travail de scieur, et il met plusieurs jours à s'en remettre.

La famille pourra nous recevoir, et nous proposons notre voiture pour amener l'homme à Tananarive, mardi ou mercredi.

Après plusieurs visites infructueuses, nous renonçons à prendre un nouveau rendez-vous, car beaucoup d'hommes sont déjà partis chercher du travail à l'extérieur. Nous reviendrons donc.

Au passage, nous remarquons des cultures de "tanety" relativement importantes pour un aussi petit hameau. Il semble bien que le phénomène de faible mise en valeur se cantonne bel et bien au chef-lieu de la commune. Il serait certainement intéressant de savoir si ce phénomène se retrouve dans d'autres chefs-lieux de commune. A mon avis, la situation doit y être à peu près similaire, bien que s'y posant d'une manière légèrement différente, du fait qu'en général, ces villages sont plus importants.

Réflexions : - Je viens de lire un livre de Louis Michel sur "la religion des Anciens Merina". Il semble que les Merina ne considèrent pas que la mort soit naturelle, et qu'ils l'attribuent toujours à des puissances occultes et malfaisantes, autrement dit à "des sorts jetés", à la sorcellerie. Ceci viendrait donc tempérer quelque peu les révélations pour le moins non rassurantes sur les pratiques de sorcellerie dans notre village.

- Quant à la dynamique de la contradiction cultures de "tanety"-travail à l'extérieur : les cultures sur "tanety" représentent un investissement en temps de travail relativement important, et également en capitaux (engrais, salariat, etc...) si on veut que cet investissement soit rentable. Or la productivité de cet investissement n'apparaît qu'à terme. Cela nécessite une immobilisation assez importante pour des budgets très faibles. C'est pourquoi cette immobilisation est réduite au minimum pour les familles modestes. Minimum qui est un maximum du point de vue des ressources en

nourriture : on cultive ce qu'on va ajouter au riz pour se nourrir. C'est l'autoconsommation pure et simple à ce niveau de subsistance.

A un niveau supérieur, on peut cultiver pour vendre. C'est ce que font la plupart des notables, qui tirent des ressources monétaires de leurs fonctions administratives, mais ne peuvent envisager, en raison de leur âge ou des fonctions qu'ils occupent, de chercher un travail en ville.

Cependant cette commercialisation n'est rentable que si elle est le fait d'une minorité. Une généralisation des cultures de "tanety" à vendre ne se traduirait que par une forte baisse des prix, étant donné les circuits de commercialisation actuels.

Si l'on envisageait une réforme de ces circuits, une petite bourgeoisie assez large pourrait en tirer des ressources, ce que ne pourrait faire les petits paysans en voie de prolétarianisation.

Ces derniers s'efforcent de ne pas vendre leur riz au moment de la récolte et cherchent de l'argent au jour le jour, pour l'impôt (période de la récolte), pour les engrais, le labour des rizières, etc... La recherche de l'argent est ponctuelle. L'argent répond à des besoins monétaires absolument nécessaires et immédiats. On le cherche donc immédiatement, dans le village ou à l'entour si c'est possible, plus loin (scierie) si nécessaire (travail agricole ou para-agricole). Il rejoint immédiatement sa destination et ne fait que passer entre les mains de ceux qui l'ont gagné.

Le travail en ville, salarié ou non, est donc réservé à ceux dont la subsistance est moins précaire. De périodicité plus longue, il ne peut en effet répondre à des besoins immédiats. Ceux qui le pratiquent doivent donc posséder une certaine réserve d'avance afin de pouvoir répondre à ces besoins immédiats qui se posent à tout le monde.

Le travail en ville nécessite par ailleurs d'avoir des relations, car il n'est pas facile de trouver un tel travail. Il serait nécessaire d'étudier de plus près le rôle des capitalistes commerçants (ambulants) de la région, qui semblent entraîner dans leur sillage un certain nombre de villageois.

C'est dans ces familles que peut intervenir une certaine forme d'accumulation; encore qu'étant plutôt le fait de jeunes, ce travail risque de fixer ses détenteurs en ville où l'accumulation peut servir à asseoir un prestige de type différent de celui qu'il aurait pu asseoir au village. Cette lutte dévorante pour le prestige est devenue un véritable cercle vicieux. Le prestige est nécessaire pour pouvoir acquérir une position "forte" dans les rapports de production modernes. Et lorsque cette position est acquise, elle sert à renforcer le prestige qui pâlirait rapidement, si on ne s'attachait pas continuellement à en redorer le blason. Il suffit de

voir, pour s'en persuader, la déliquescence du pouvoir traditionnel qui est intervenue lorsque celui-ci n'a pas servi à une reconversion moderniste.

Jeudi 29 avril. A 8 heures, nous partons vers le marché de Miarinarivo, en compagnie du vieux C qui, en passant devant une "tanety" d'Ambohinaorina, nous explique que le "Tanjakana" veut la reprendre à ses propriétaires, parce qu'ils ne la cultivent pas. Je lui demande si toutes les "tanety" appartiennent à quelqu'un. Autour des villages, oui; mais sinon, elles ne sont à personne. C'est comme un désert, ajoute Jean Chryst.

Puis nous passons en dessous du site d'Ambania, gros village séparé en plusieurs quartiers. C'est paraît-il un lieu sacré.

Au loin sur les "tanety", s'étend une immense forêt, où il y a beaucoup de sangliers qui peuvent ravager les cultures.

Arrivée au marché après avoir pris en route des gens d'Ambania. Le marché est très animé. L'adjoint au maire est là pour faire payer la taxe (il a un carnet à souches dans sa poche) aux marchands (fruits, légumes, viande, nattes, etc...). La voiture se remplit peu à peu de soubiques de bananes, oranges, avocats, etc... Le vieil épicier était là aussi qui faisait des provisions pour son commerce.

Ici apparaît très clairement la fonction sociale que peut jouer le marché dans une telle société : fonction de ré-activation des relations inter-personnelles, fonction de distraction dans un monde où la vie coule, monotone, d'un jour à l'autre. Le marché est un vrai théâtre : on observe, on écoute, on participe, etc...

Enfin, nous repartons, après que le vieil épicier nous ait offert des bananes, et l'aide-moniteur d'Ankarefo, des oranges.

On parle des prix. A la fin du marché, ce seront ces voitures (il y avait ^{là} quelques voitures de commerçants, là) qui emporteront toutes ces bananes à bas prix. Les nattes sont chères : 300 Fmg. Mais c'est encore plus cher à Talata-Morokay, car même des Tananariviens y viennent !

Puis nous parlons d'une éventuelle excursion à Mantasoa ou à Tsiazompaniry. Nos voyageurs n'y sont jamais allés. Nous disons que nous pourrions prendre une personne par famille, et tout le monde est d'accord. Le vieux C explique qu'il a travaillé au barrage de Mantasoa au temps de la colonisation : c'était le travail forcé. Je dis alors : "Quels s..., ces vazaha"! Tout le monde se met à rire. Je me retourne et j'ajoute : "Marina"! (C'est vrai!) Alors là, tout le monde éclate et se tape sur les cuisses. Mais maintenant vous venez nous faire du bien ! disent-ils. Je réponds que malheureusement, il y a encore des "vazaha" qui ne pensent pas comme moi. "Mais on vous a, et c'est déjà quelque chose de bien". J'ai l'impression

cependant qu'ils se souviendront de cette parole, et j'en suis heureux. Pourvu qu'elle fasse le tour du village !

A vient nous voir : Petit Jean a dit que nous devions venir en visite chez eux ce soir. Mais c'est lui qui a inventé cette histoire. On parle de l'agrandissement de la photo.

A 14 heures, Jean Chryst va apporter le bidon d'eau chez eux, et A lui parle de l'intérêt du crédit qui lui paraît trop cher. L'engrais passe de 500 à 650 Fmg en l'espace de 10 mois : de janvier à octobre. Le marchand d'engrais est encore en procès avec l'URER, car il ne s'y retrouve pas, à cause de la perte qu'il y a pendant le voyage et du prix qui ne lui permet pas de faire des bénéfices. A pourra nous apprendre beaucoup de choses, car il a l'air de vouloir parler. Nous prendrons donc un rendez-vous au retour de nos visites, ce soir.

L'illusion que j'ai concernant les autorités administratives à Antanimasaka, qui me paraissent être assez proches de la population, provient sans doute du fait qu'Antanimasaka est le chef-lieu de la commune. Nous butons toujours sur le même obstacle. Ces autorités entretiennent en effet de bonnes relations dans le village. Même si elles jouissent de prébendes leur permettant de s'enrichir, idéologiquement, elles se placent délibérément du côté des paysans, et semblent prendre en mains les intérêts de leurs administrés. Cette position démagogique leur permet de s'enrichir à bon compte, avec la bénédiction de la paysannerie : c'est justement pour cela qu'elle est démagogique.

Il m'empêche que la situation politique et administrative mériterait d'être examinée, à l'intérieur même de la commune. Ambania me semble de plus en plus être un point d'impact intéressant. Je vais essayer de nouer des relations avec certains habitants, à l'occasion du marché de Miarinarivo.

En route.

Au passage, nous nous arrêtons chez la famille qui habite en face d'Antevibe pour prendre rendez-vous. On nous dit que tous les hommes d'Antevibe sont rentrés du travail, car ils pensaient que nous leur parlerions à tous ensemble. Mais ce n'était pas notre intention. Aussi, nous disons à cette famille que nous passerons chez elle au retour de notre visite.

C'est donc chez Jean D A que nous faisons notre première visite à Antevibe. C'est la seule maison "vaovao" du village : grande et à l'aspect intérieur moderne. Elle vient d'être construite. La famille est en train de manger. L'homme se moque un peu de Nicole en disant que Madame est en admiration devant un repas de Malagasy ! Puis il lui demande si elle pense que les élèves de la classe sont au niveau. Nicole répond qu'elle n'enseigne que le français (et un peu de géographie) qui est une matière très difficile;

dans d'autres pays, on n'apprend pas les langues étrangères aux petits enfants.

L'homme parle de son métier de scieur; je le questionne. Les scieurs travaillent pour des marchands-vendeurs de bois, et ils vont très loin, jusqu'à Ambatondrazaka ou Moramanga. Il dit textuellement : "On vend sa force", et c'est bien cela; on la vend tellement qu'il faut plusieurs semaines pour s'en remettre.

C'est sans difficulté qu'il accepte l'enregistrement : "on n'est pas des opposants"!

Retour chez D B et son fils. Refus poli de l'enregistrement. Cela commence assez mal; on nous prend pour le "Fanjakana" : la nouvelle méthode n'a que des avantages. Petit à petit cependant, les langues se délient pour finalement dire qu'il n'y a guère eu d'amélioration depuis la nouvelle méthode.

Lorsque nous demandons s'ils ont des questions à poser, auxquelles nous puissions répondre, le vieux nous explique qu'il possède des rizières où le riz pousse mal, à cause des racines d'eucalyptus que le propriétaire ne veut pas couper, et également à cause de rizières en friche dont le propriétaire n'assure pas l'écoulement. Peut-on faire quelque chose pour résoudre ce problème ? J'essaierai de voir s'il existe une loi du "Fanjakana" pour de tels cas. Dans le cas de l'eau qui ne s'écoule pas, la construction du canal d'écoulement nécessite évidemment beaucoup de travail, et dans le cas des eucalyptus, ils constituent une richesse que le propriétaire ne veut pas abattre avant qu'elle ait atteint son niveau maximum.

Ces deux bonnes raisons qui viennent défendre le droit de la propriété privée sont en fait les manifestations de la domination des anciens maîtres "Hova" sur leurs "Andevo" : domination perpétuée, perpétrée, au delà de la suppression des castes. Il est certain que les rizières touchées par ces deux symptômes ont été acquises en propriété par les "Andevo" d'Antevibe. C'est certainement à cause de ces caractéristiques qu'on les a laissés se porter acheteurs.

Ainsi, à partir du moment où ils sont devenus propriétaires, on les tenait, par ce système, dans la dépendance des anciens maîtres dont ils sont devenus les métayers. De ce fait, la propriété privée des rizières par les "Andevo" n'a pu devenir pour ceux-ci un moyen effectif de se libérer de l'emprise des "Hova".

Une analyse, en restant au niveau de l'immédiateté de l'observation, ferait plusieurs constatations :

1) Ce n'est de la faute de personne s'il y a en général peu de terres de rizière à vendre, et si les seules à être mises en vente sont des terres qui ont des défauts. Après tout, c'était à l'acheteur de s'en apercevoir avant de conclure l'achat.

2) On ne peut tout de même pas forcer un propriétaire à cultiver sa parcelle ou à abattre ses arbres. Le droit de propriété, c'est celui de l'usus, fructus, abusus. (Et si cet usus, fructus, abusus, consiste à créer des ennuis au voisin, on n'y peut rien). Cet argument est d'ailleurs faux, puisqu'on a vu ce matin que le "Fanjakana" avait repris des terres de "tanety" à un propriétaire qui ne les mettait pas en valeur.

3) Ainsi le propriétaire maintient son ancien esclave sous sa domination, tout en se donnant bonne conscience. On ne va pas abattre des arbres qui pourront rapporter de l'argent plus tard. Cette rizière n'est pas cultivée, car la terre est mauvaise, on ne peut la donner en métayage. On ne va pas faire du travail dessus, alors qu'elle ne rapporte rien.

Les seuls recours seraient la justice, mais la justice est celle des propriétaires; le métayage, mais le propriétaire peut le refuser, de même qu'il peut refuser qu'on fasse des travaux sur une rizière qu'il a abandonnée; la constitution d'une sorte de syndicat de propriétaires "Andevo" se trouvant dans un tel cas (qui semble assez fréquent : Dupont avait rencontré les mêmes problèmes à Ambohitrolomahitsy). Mais cette dernière solution demande une prise de conscience politique difficile à mettre en oeuvre, car les "Andevo", généralement affiliés au PSD, mais sans toujours y être aux commandes, ne peuvent réaliser une politique de revendication, car sur les Plateaux, le "Fanjakana" PSD doit jouer sur un équilibre instable entre "Andevo", "Hova" et "Andriana", et ne pas se mettre une de ces fractions à dos.

Ce soir, je suis très heureux, en répondant au vieil homme, que s'il n'y a pas d'autres moyens, il faudrait que tous ceux qui sont dans le même cas que lui s'unissent pour revendiquer leurs droits, car seule l'union fait la force.

Si sur ce point, je peux trouver un terrain pour ma praxis refoulée, je ne dois cependant pas perdre de vue que c'est un terrain mouvant et dangereux.

Vendredi 30 avril. Passage à Antevibe. C'est la famille que nous devons voir à 17 heures qui nous reçoit, parce que l'autre famille est partie au chef-lieu de canton Ambohitrandriamanitra pour faire enregistrer une terre : symptôme significatif de la condition d'"Andevo". D'autres personnes nous ont dit qu'elle était allée à la réunion d'Antanimasaka. Les autorités PSD devaient choisir ceux qui se rendraient à la fête du 1er mai à Manjandriana. C'est donc chez Pierre Louis D B que nous entrons. Sa femme s'installe sur la veranda, préparant de la nourriture, et parlant de temps en temps à travers la porte. L'atmosphère est bizarre, et les deux époux n'ont

guère l'air d'être bavard. Pourtant ils auraient sans doute des choses à nous dire puisque cette année, ils ont décidé de ne repiquer en ligne que la moitié de leurs rizières; "un tiers", rectifie la femme. Mais non, ils n'ont pas grand chose à dire. Simplement vers la fin, l'homme, à qui j'avais demandé plusieurs fois au cours de la conversation s'il n'avait pas de critiques à formuler à l'égard du crédit, se résout à nous dire qu'il n'a pas compris pourquoi la BNM qui lui avait fait un crédit remboursable en juin, s'est remboursée elle-même lorsqu'il a vendu son boeuf de fosse (en métayage) en mars. Je lui dis que cela ne me paraissait pas normal et que j'essaierai de me renseigner sur les conditions de ce crédit, et sur tous les autres crédits auxquels peuvent faire appel les paysans.

Je crois que pour délier les langues, il faudrait peut-être rappeler qu'on sait qu'il y a des gens qui sont mécontents pour telle et telle raison (après qu'ils aient donné leur première réponse); de même pour les eucalyptus et les rizières en friche...

En suivant le chemin, nous regardons les rizières en friche. Elles sont en majeure partie situées au fond des vallées, en surplomb.

Sur le chemin, écrit à la craie : "Ici notre cahire (cahier)". Les petites filles qui ont écrit cela l'ont-elles fait consciemment ou non ? On sait en effet que les enfants d'Antevibe qui vont à l'école catholique d'Antanimasaka, sont très faibles et font souvent l'école buissonnière. C'est donc avec beaucoup de pertinence et de sagesse qu'elles nous ont fait comprendre que c'était ici, dans cette région à l'écart, que se situait leur véritable savoir, leur véritable connaissance. On ne saurait trouver d'argument plus direct pour exprimer que l'apprentissage d'un savoir théorique, coupé de toute pratique, est le savoir des "autres", non le leur.

Samedi 1er mai. C'est en compagnie de Petit Jean et Théophyle que vers 9 heures, nous entreprenons l'ascension de la colline d'Ambohimahatsinjo, avec la ferme intention de faire quelques photos du village.

En chemin, on parle de la fête du PSD, et de ceux qui y sont allés. Petit Jean nous apprend que pour les dernières élections des députés, l'AKFM était venue poursuivre le maire, son adjoint et le secrétaire, qui avaient dû, de ce fait, se réfugier dans les forêts des "tanety" à l'entour. Ainsi un peu comme en Europe où toute l'idéologie politique véhiculée par la famille bourgeoise était fondée sur un anti-communisme foncier, ici l'AKFM joue le rôle du grand méchant loup qui vient poursuivre les braves gens. Cependant, cette indication idéologique nous fait penser que la lutte a dû être chaude.

J'essaye de me renseigner sur les fameuses dernières élections municipales où le maire a failli être battu. Mais ils ne savent rien. Y a-t-il des AKFM au village ? Un tel, mais faut-il prendre cette indication au sérieux ? Dans la commune, on ne peut pas dire.

On commence à trouver des baies sauvages. Mais elles sont plutôt amères. On monte encore et on surplombe les rizières d'Antanimena. Sur la pente d'en face, des rangées d'eucalyptus semblent délimiter des parcelles (3 au total, plutôt clairsemées). Le long du chemin que nous suivons, nous trouvons même une borne. Tout au long, sont également plantés de loin en loin des sapins. Tout cela dépendrait d'Antanimena.

Après être passés sous un bosquet d'arbres, Petit Jean nous dit qu'on ne peut pas aller plus loin, car il y a un gardien. Nous le rassurons et continuons. Le chemin se perd de plus en plus dans les broussailles.

Après une heure de marche, nous pénétrons dans la forêt touffue qui recouvre le sommet du mont : des lianes pendent des arbres, et le chemin devient de plus en plus difficile. Il passe entre deux levées de terre dont le haut est rebondi, les racines des arbres retenant la terre. Il semble ainsi se dessiner plusieurs quartiers séparés par des chemins (au moins 4). C'est qu'il y avait là autrefois un village noble. Après quelque temps, nous débouchons, en haut d'une petite pente, sur une espèce de foyer fait de pierres, le tout entouré d'arbustes et d'un épineux très joli. Au Nord-Est de la petite clairière, le tombeau du noble, recouvert de terre et d'herbe, est surmonté d'une sorte de borne. Tout contre lui, un sapin laisse pencher une de ses branches alourdie par des pignes, vers la borne. Dans un fourré, deux bâtons : ce serait des oriflammes, porte-drapeaux. Sous les pierres du foyer, nous trouvons un petit bonbon et des épis de riz. On a dû venir ici, il y a peu de temps. A notre retour, nous trouverons sur le chemin une bouteille de "toaka" en plastique, vide. On l'a vidée sur les pierres, pour éviter qu'on ne vienne s'en servir.

Ce sont les gens d'Antanimena et d'Ambohinaorina qui y viennent, nous disent nos informateurs; les gens d'Antanimasaka ne viennent ici que pour ramasser les restes.

Nous rebroussons chemin, après avoir pris une photo sur la clairière. Petit Jean nous indique l'endroit où se trouve le tombeau de sa grand-mère paternelle qui était un noble : son père est "métis" et a donc perdu le titre.

Petit Jean et Théophile redescendent en courant vers les baies sauvages. Ce n'était pas une promenade agréable !

De la hauteur, on domine toute la région. Deux sapins, entourés de 4 grands eucalyptus dominant le reste du bois épais, marquent l'emplacement

du culte. On aperçoit Antanimasaka, Ambohidrangahy, Ambohinaorina, Ambohi-janaka, Ankarefo, Antevibe, peut-être même Merikanjaka : le paysage est splendide. La colline d'Ambohimahatsinjo semble faire exactement face à Antanimasaka qui se découpe entre les deux haies d'eucalyptus qui entourent le bras de rizières.

Des gens d'Antanimena semblaient nous appeler à l'aller. Au retour, nous rencontrons plusieurs femmes en train de regarder travailler leurs enfants de 8 à 10 ans. On ne travaille pas le jour de la fête du travail, plaisantent-elles.

Le vieux D surveille les ouvriers qui coupent son bois. J'ai bien l'intention de l'interviewer prochainement sur ce qui se passe là-haut. Grand bonjour. Le vieux serre très fort la main de Théo, son petit-fils, qui se met à crier. Il veut faire la même chose avec Petit Jean, mais ce dernier tire et renverse le vieux qui était assis. Tout le monde rigole. D adressait-il un reproche muet aux enfants ?

Près de la maison, des gens nous avertissent que Vincent, le chauffeur du taxi-brousse est venu nous chercher, car le taxi est tombé en panne à Ambohidrafito. Je ne comprend pas bien pourquoi on a besoin de moi. Ambohidrafito n'est pas si loin qu'on ne puisse en revenir à pied. J'hésite, puis je me décide à y aller avec Petit Jean et Théophile.

Jean Marie a cassé sa boîte de vitesses, et a laissé ainsi en rade tous ses clients PSD qui se rendaient à la fête à Manjakandriana. Discussion laborieuse pour savoir si je peux amener tout ce monde à Manjakandriana. Il est midi et j'ai un rendez-vous à 15 heures à Antevibe. Je dis que je n'ai pas assez d'essence pour revenir et que je n'ai pas d'argent sur moi, ni mes bons d'essence. On se met d'accord pour me payer l'essence, et je donnerai un bon de 10 litres en contre-partie. Mais Vincent semble dire qu'il faut la carte grise pour toucher le bon. Finalement les autres voyageurs semblent le repousser, et nous partons le laissant sur place avec Jean Marie et le vaccinateur. Il y a le vieux C - ce qui m'étonne assez -, Angèle Z, A, une veuve d'Ambohidrangahy, et une autre femme.

Je fonce jusqu'à Manjakandriana. A va porter ses cotisations du PSD, et tout le monde va s'égayer au marché, pendant que je reste avec le policier. Le défilé avait lieu ce matin, ainsi que le "hira gasy". Je me demande donc bien ce qu'on est venu faire ici.

Firmin qui est aussi de la partie, vient me voir (il était arrivé ce matin) et me demande si je ne vais pas voir la fête. Je lui dis qu'on va partir tout de suite, car je suis pressé. J'ai des visites à faire au village. Il me dit qu'il va donc faire le rappel : Noro, fille d'Albert, ainsi que deux autres filles étaient là. On m'offre des mandarines, pendant que

tout le monde se rassasie. Il ne manque plus que le vieux qui reste introuvable. Enfin le voilà !

Visite à Antevibe. D E : le mari est absent. Il ne reviendra de la scierie qu'à la mi-juin, pour la foire de Talata-Morokay. Point intéressant : ils n'ont plus de "maty fotsy", car ils ont cessé d'utiliser une certaine variété d'engrais, qu'ils ont remplacée par une autre.

Toujours refus poli de l'enregistrement et sentiment de méfiance, bien que l'accueil soit toujours chaleureux, et les sourires toujours francs.

Au retour, Jean Chryst m'apprend la raison pour laquelle le maire n'est pas allé à la fête du 1er mai : son devin a dit que le taxi-brousse allait avoir un accident !

On va peut-être pouvoir parler politique avec le maire : on l'invitera à venir manger chez nous un jour.

Ce soir, je n'ai pas le moral. J'ai la désagréable impression de m'être trop compromis ou affiche avec le PSD. Même si les effets risquent de n'en pas être trop négatifs dans cette région, cela nuit à la neutralité que nous aurions dû conserver et qui est toujours préférable.

En fait, si la commune d'Antanimasaka semble être effectivement à majorité PSD, c'est peut-être par réaction contre leurs anciens "exploiteurs" (mpaka-rà) d'Ambohitrondriamanitra, où l'AKFM est très importante. Peut-être pourrions-nous avoir quelques indices de cette rivalité à partir des données historiques que devrait nous donner le vieux de Merikanjaka.

Dimanche 2 mai. Pas envie d'aller à l'office ce matin. Mais c'est nécessaire. Et de toute façon, ne pas y aller serait une bien faible compensation pour les "païens", qui d'ailleurs s'y rendent sans doute, sous la contrainte morale du groupe.

Finalement, nous n'y allons pas. Je dis à Jean Chryst d'expliquer au maire que j'ai consulté mon devin qui m'a conseillé de m'abstenir de peur de prendre froid !

Cela nous permet de constater que des enfants font l'église buissonnière. Sans doute leurs parents les obligent-ils à y aller : des lors l'essentiel est de se montrer au début et à la fin de l'office; entre temps, on passe 2 heures sur le talus devant l'église; il y a d'ailleurs un certain nombre de personnes qui sortent avant la fin pour prendre l'air et discuter le coup !

Jean Marie et sa femme arrivent en grand appareil européen. Vincent, chauffeur en second, et l'aide-chauffeur sont des réfractaires, ainsi d'ailleurs que le chef de village, et l'homme d'Ambohijanaka que nous allons voir

ce soir. Le vieil épiciier est sur le point d'être baptisé. Il ne fait que sortir avant la fin de l'office pour vendre sa marchandise.

A la fin, tout le monde se détend sur la place en discutant.

J'ai demandé à Jean Chryst de se renseigner afin de savoir si le voyage des élus PSD était payé par le Parti. Il l'était bel et bien. Mais, dit-on, il n'y a pas eu à faire un choix car il y avait plus de places que de volontaires !

Toujours est-il que A nous remercie beaucoup car nous lui avons évité d'être honteux devant les autorités.

- La carte PSD semble être plus ou moins obligatoire, a-t-on appris à cette occasion (conversation de Jean Chryst avec Angèle).

Les feux de "bozaka" commencent à se multiplier, afin de faire de l'engrais pour les "tanety".

A 14 heures, premier rendez-vous à Ambohijanaka : C D, chauffeur à la Potasse d'Alsace à Tananarive. Un fait à noter : il a demandé conseil à ses patrons pour les engrais, et il va donc changer afin de ne plus avoir de "maty fotsy".

15 heures : visite à D F. A la fin de l'entrevue, il nous demande pourquoi nous voulons qu'ils nous questionnent. Mais puisque nous voulons, eh bien il voudrait nous demander si nous pourrions lui trouver du travail en ville, car le métier de scieur lui prend toute sa force, et il s'aperçoit qu'il devient de plus en plus faible. C'est le second cas de ce genre; et je présume que les employeurs ne doivent même pas se préoccuper du renouvellement de la force de travail de leurs ouvriers, assurés qu'ils sont de toujours trouver des remplaçants aux "forces épuisées". C'est un point à approfondir : savoir quel est ce réseau de pompage des forces de travail.

Rencontré sur la route 3 salariés avec "angady" et sac de riz, venant du Sud.

Au retour, nous allons acheter de la viande au petit marché d'Ambohi-naorina. Mais aujourd'hui, on n'a pas abattu de boeuf, mais un porc. Firmin nous demande de ramener le riz du réparateur de bicyclette qui est là depuis plusieurs jours : bien sûr; les 3 sacs sont percés et le riz s'écoule dans la voiture; et il faudra le balayer minutieusement, car aucun grain ne doit être perdu, surtout pour lui qui est assez pauvre. Je lui dis qu'il aurait dû venir nous demander de lui transporter son riz.

Cependant F vient nous demander de ramener sa famille à Ampitana. Ce sera d'ailleurs l'occasion pour nous de voir si les gens de là-bas se sont réunis pour discuter des problèmes à nous poser.

Au sommet de la "tanety", nous trouvons le maire et son gendre en train de deviser avec des bûcherons.

Passé Ampitana, nous poursuivons jusqu'à Ambohijafy. Là, nous allons voir nos deux lascars-rivaux de l'autre jour. "L'homme à la poutre" n'a pas l'air très fixé, et d'après Jean Chryst, il n'a pas beaucoup de relations avec les autres gens. Quant à l'autre, il nous dit que tous les hommes sont partis à la recherche du travail en ville. Aussi la première réunion n'a pu avoir lieu, et il en est prévu une autre samedi prochain. Il nous demande si nous avons vu les autres "ray aman-dreny", mais nous n'avons plus le temps, car la nuit est tombée : il fera donc la commission à notre place. Je suis assez mécontent, car ces deux hommes que nous connaissons maintenant à Ambohijafy ont l'air d'être de grands notables, ce qui est somme toute plutôt gênant. Mais finalement, pour l'étude que nous menons, cela est peut-être moins grave que s'il s'agissait d'une enquête purement sociologique. Quoiqu'il en soit ce sont des "ray aman-dreny", et nous essaierons de rattraper ça la prochaine fois.

Lorsque nous arrivons, la nuit tombée, nous rencontrons en haut du village, le vieux charbonnier. Que fait-il donc là si tard ? L'aide-chauffeur est toujours sous le taxi-brousse en train de réparer la boîte de vitesses.

C'est un soir d'hiver, la brume est tombée très tôt sur les "tanety", et les gens se sont déjà calfeutrés.

Lundi 3 mai.

Samuel vient discuter chez nous devant la citronnade chaude et la banane qui marquent notre union.

Je demande alors s'il n'y a jamais eu de tentatives pour constituer une coopérative. Non. Parce que, si les paysans se groupaient, ils pourraient eux-mêmes fixer leur prix aux collecteurs, ou bien encore aller vendre leurs produits eux-mêmes à Tananarive. Evidemment, cela suppose une petite mise de fonds qui est perdue si cela ne réussit pas ; mais ça peut aussi procurer un peu de travail à certains villageois.

Alors l'homme nous parle de ses ruches. Autrefois, il en avait une trentaine, maintenant une vingtaine, qui produisent toutes seules du miel en octobre-novembre. Or une coopérative était venue un jour au petit marché, disant qu'elle achèterait le miel 35 Fmg le kg ; et le jour où elle est revenue, c'est 20 Fmg le Kg. qu'elle a proposé. Comme tout le miel était là, on a dû le lui donner. Elle avait aussi promis de fournir des ruches : promesse en l'air !

Je précise alors que c'est leur propre coopérative que les paysans doivent constituer, au niveau du village : c'est parmi les habitants du village qu'ils choisiront eux-mêmes les responsables, et c'est tout le village qui devra vérifier que ceux-ci font bien leur travail.

Après en avoir parlé à quelques villageois, il serait peut-être possible d'en parler au maire et à Firmin l'instituteur; essayer de susciter une discussion sur ce sujet avec l'ensemble des habitants du village et des hameaux qui en dépendent (= 80 familles); si un certain accord semblait se faire, on pourrait peut-être envisager une réalisation, éventuellement en élargissant à des villages voisins. Si effectivement on pouvait ainsi aboutir à une mini-coopérative locale et à une certaine pratique démocratique, il pourrait s'ensuivre une prise de conscience politique.

Cependant je me demande si je ne tombe pas là dans les illusions de l'animation rurale qui pense aboutir à une mutation des structures politiques à partir de la transformation à la base des structures traditionnelles. On évite de tomber dans ce travers, si une telle action est soutenue par une éducation politique des masses. Et par éducation politique des masses, je n'entends pas un acte volontariste de la part d'une pensée supérieure plus ou moins transcendante, mais le fait d'amener les conditions d'une prise en main par la paysannerie de sa propre évolution, c'est-à-dire l'abandon par celle-ci de sa traditionnelle attitude de passivité et de soumission face à un "Fanjakana" extérieur. Les masses n'ont pas besoin d'être éduquées, elles ont seulement besoin d'être stimulées pour sortir de la passivité dans laquelle plusieurs siècles d'exploitation et de domination les ont plongées. Et même la petite bourgeoisie rurale peut participer à ce mouvement de prise de conscience.

Je consacrerai les prochains jours à Tananarive à travailler la question de la coopération : car une coopérative de commercialisation (et d'approvisionnement) qui aura réussi, devrait se muter assez facilement, dans les régions où le travail communautaire n'a pas complètement disparu du moins, en coopérative de production autogérée. (Il faudrait peut-être lire à ce propos l'ouvrage de Mamadou Dia sur les coopératives).

Certes, nombreux sont les villageois qui partent "chercher l'impôt", ou autre chose, mais dans la mesure où les budgets familiaux sont gérés par les femmes, l'obstacle ne serait pas dirimant.

Il serait d'autre part intéressant de faire un calendrier des besoins d'argent, et des départs pour la quête de l'argent destiné à satisfaire ces divers besoins : en d'autres termes, une sorte de budget familial dynamique, et non pas statique comme cela se fait habituellement. Cette tentative serait beaucoup plus pertinente du point de vue de l'étude des rapports marchands et de leur introduction dans les campagnes.

La cloche sonne : c'est la retraite des élèves pour le mois de Marie. On n'arrête pas.

A propos de la religion, il est symptomatique que ce soit les notables qui participent activement à la collecte de l'impôt (maire, chef de quartier), qui soient chargés à peu près des mêmes fonctions au "fiangonana", pour la collecte du denier du culte et autres fonctions diverses.

Avec une telle pratique, il leur serait facile de drainer les fonds nécessaires au démarrage d'une petite coopérative, mais évidemment leur utilisation est à éviter dans une telle hypothèse car ils sont marqués à vie.

A 16 heures 30, nous prenons la route d'Ambohinanorina. Le taxi-brousse passe, et Jean Marie nous propose de monter. Nous acceptons.

Bien qu'habitant au petit marché, la famille B M que nous devons voir dépend d'Ambohidrangahy.

La conversation (enregistrée) a duré assez longtemps, mais au moment où nous demandions si la famille avait des questions à nous poser, l'homme dit qu'il est très heureux de recevoir chez lui un membre du "Fanjakana". Evidemment notre démarcation purement verbale ne peut faire oublier notre condition privilégiée de "vazaha". Quoiqu'il en soit, nous serons toujours pris pour le "Fanjakana"; simplement, au bout de quelque temps, les gens prennent confiance et nous réservent une place à part à l'intérieur du "Fanjakana". J'insiste un peu en disant que si nous voulons travailler avec eux, c'est parce que le "Fanjakana" ordinaire ne le ferait pas. Jean Chryst lève les sourcils et traduit, c'est parce que nous ne sommes pas du "Fanjakana" que nous voudrions travailler sur les champs avec eux : petite nuance atténuative.

J'en sors avec une pénible impression, car il n'a pas été fait de réponse à ces précisions. "Eny, Tompoko"! Puis on parle d'autre chose et on nous apporte 2 oeufs en cadeau. Mon insistance me paraît déplacée, et même dangereuse, car je me suis laissé aller. Cela ne sert à rien de trop insister. C'est en nous connaissant mieux que les gens feront la différence. On peut se présenter au départ comme étant indépendants du "Fanjakana" et de l'URER, mais sans insister, sauf si les gens demandent des précisions.

Un taxi-brousse spécial entouré de 2 voitures est passé cette après-midi. Il paraîtrait que ce serait le personnel de l'URER en déplacement venu décerner un prix (le 1^o ou le 2^o) à la commune, pour le repiquage en ligne. Il y avait, paraît-il, un "vazaha" parmi eux !

Mardi 4 mai.

7 heures 30, visite à Ambohinanorina, au petit marché. Jean Richard est le boucher, qui s'avère être très bavard, et qui a des problèmes -- lui aussi -- du côté des crédits de la BNM, et cela va l'empêcher de faire son exploitation de "tanety" de 3 ha.

Une fois rentrés, nous décidons d'aller voir le maire pour lui payer le loyer. Nous tombons sur lui en route. Il nous apprend qu'un de ses coqs a tué une de nos poules, qu'il est déjà venu pour nous prévenir, et comme nous n'étions pas là, il l'a fait cuire. Un roublard, ce Monsieur le maire ! Mais il aura du fil à retordre avec Jean Chryst qui, sans complexe, va chercher une casserolle pour prendre les 3 parts qui nous reviennent.

Finalement, tout cela semble montrer qu'on se permet maintenant des choses qu'on n'aurait même pas pu envisager à notre arrivée.

Vendredi 14 mai.

Nous mangeons tôt, car à midi nous irons faire une promenade vers Ambohinaorina, où les gens se demandent si on va bientôt venir.

Il y a, dans le village-haut, des maisons très riches, comme je n'en ai encore jamais vues. De vrais petits palais. Ce doivent être celles des Andriana fonctionnaires à l'extérieur, car elles sont fermées. Un temple est en construction, à l'entrée du village. Nous rencontrons plusieurs familles, auxquelles nous demandons si elles savent où se trouve le frère aîné du bûcheron du parc de l'Est, que nous connaissons déjà. Il est au bois.

Nous prenons le chemin, le long duquel nous avons une vue splendide sur la région. A la hauteur d'un tombeau, nous nous arrêtons, et Jean Chryst va chercher le vieux.

Voilà le vieux. Nous continuons le chemin en voiture, jusqu'à ce que cela devienne trop dangereux. Le vieux nous emmène en effet au lac des Nobles. C'est un lac naturel dans lequel on ne pêche pas, car ce n'était pas la coutume des Anciens Nobles. Alors les gens d'Ambohinaorina ont inventé une astuce pour tourner la coutume : à partir du petit canal qui amène l'eau au village, ils ont creusé un petit canal de dérivation alimentant deux réservoirs, bassins artificiels où l'on élève des poissons et où l'on peut pêcher !

Le lac des Nobles est dans un creux, entouré de "tanety" couvertes de "bozaka", ondulant dans le vent : on a l'impression d'une mer de "bozaka". Ici venaient paître les grands troupeaux des ancêtres. Maintenant il n'y a plus que quelques bêtes. Il paraît que les gens du village avaient voulu en faire un petit barrage permettant d'irriguer toute la région alentour, mais ils n'ont reçu aucune aide de l'Administration.

Quelques sapins sont plantés deci-delà : "le Fanjakana" a essayé de les faire adopter par les paysans, mais cela revient cher, et ça brûle pour de bon, alors que les eucalyptus, lorsqu'ils brûlent, "ça leur profite" !

J'essaie de me renseigner sur l'histoire de la région. Mais le vieux ne fait que nous parler de Jean Laborde et pendant tout le retour, il va en parler avec Jean Chryst.

Sur les "tanety" que nous longeons, nous remarquons des réseaux très denses de sentiers, et aussi quelques "lavaka". Renseignements pris, il s'agit de petits canaux qui servaient autrefois dans les carrières (les "lavaka" en question) : travaux qui datent de la colonisation.

Du sommet de la colline, le vieux savourant la cigarette que je viens de lui offrir, nous situe les collines environnantes. De celle-ci, au loin, on peut voir Tananarive. Sur celle-là, un village en ruines : il y a là des fortifications.

En voiture - Marche arrière savante pour sortir des eucalyptus. Le vieux veut en casser un jeune pour me faciliter la manoeuvre. On le retient par le bras pour l'empêcher de donner ainsi cette preuve de trop bonne volonté. "Ça ne fait rien, ce sont mes eucalyptus"!

Nous le ramenons au village en promettant de revenir le voir bientôt.

Après le repas, nous prenons la route de Tananarive, en passant par Ambatomanga. Je fais une halte devant le schéma de démonstration de l'URER. Il est de moins en moins démonstratif et ne semble pas très bien entretenu.

Une fois arrivé, je me rends à mon rendez-vous avec Achille Raharison, ex-chef de la ZER de Manjakandriana qui m'avait accompagné lors de mon premier passage à Antanimasaka, et qui est devenu depuis lors, directeur-adjoint de l'URER-Tana, dans la perspective de malgachisation des cadres.

Il n'est pas là, lorsque j'arrive, et c'est un autre directeur-adjoint qui me reçoit. Il a également travaillé dans la région, et Clément, le gros concessionnaire d'Ambohinanorina n'est autre que son beau-frère. D'après ce qu'il me dit, cette grosse propriété semblerait être divisée en plusieurs concessions.

Selon lui, la scission de la commune en deux s'explique politiquement et a été organisée par le gouvernement qui voulait ainsi isoler la poche d'opposition d'Ambohitrandriamanitra. (La région serait l'un des berceaux de la royauté Merina).

Les gens ne sont pas unis; une preuve en est la construction de maternités rivales à Antanimasaka et à Morihanjaka (sans parler de celle de Miarinarivo, abandonnée). Pourtant à Ambohitafy, les habitants ont réussi à faire en commun des travaux de petite hydraulique. Je lui explique que je n'avais pas eu cette impression d'union dans le village. En fait, je crois qu'il doit s'agir d'Ambohitafy-Sud, au delà d'Ambohinanorina.

Le "naty fotsy", il ne pensait que c'était aussi grave. Il se peut en effet que cela vienne d'un excès d'azote. J'insiste : cet engrais est-il absolument indispensable ? Oui, répond-il. Mais enfin, les doses des divers engrais utilisés sont administrées afin d'accroître les rendements. Or il y a de grandes chances pour que cet accroissement de rendement dû aux engrais

soit annulé par le "maty fotsy" - lorsqu'on sait que près de la moitié de la récolte fut perdue il y a deux ans.

Le prix différentiel de l'engrais ? Il m'explique le pourquoi de cette mesure. Je le sais déjà. Mais le système ne devrait-il pas évoluer vers la disparition de cette mesure ? Non, parce que, la commercialisation reste toujours difficile.

Le crédit : ce sont des histoires. Le crédit bovin n'est pas touché après l'achat du boeuf. Quant au remboursement anticipé, c'est une clause inscrite sur le contrat. (Peut-on être assuré que le paysan en a connaissance ?)

Mon interlocuteur me propose alors de me donner un memento sur les crédits accordés aux agriculteurs.

Je lui explique alors quelles sont les hypothèses que je formule à partir de mon étude. Grossièrement, il est douteux que le projet "tanety" soit repris par ceux qui travaillent à la ville et qui pourtant sont ceux qui en auraient les moyens. Ceux qui cultivent les "tanety" intensivement, à la mesure de leurs moyens, sont les plus pauvres qui se salarient sur place.

Le directeur-adjoint ne pensait pas que le projet "tanety" poserait des problèmes. Je lui dis mon désir d'étendre une telle étude à une échelle plus large, et de procéder à des interviews préalables des cadres de l'URER, etc...

Mercredi 19 mai.

Départ pour Antanimasaka dans l'après-midi. C'est la première fois que nous faisons la piste avec un soleil déclinant : les couleurs sont splendides. Tout le monde vient nous accueillir, le maire, Firmin l'instituteur, le vieux D, le vieux C. C'est que les malades ont droit à tous les égards : aussi on est venu prendre des nouvelles de notre santé.

Firmin veut nous rendre visite, avec son petit garçon. Nous l'invitons à venir prendre une tisane (citronnade chaude). Il s'est plaint de son mauvais français, car depuis 20 ans qu'il est en brousse, il n'a pas eu beaucoup d'occasions de parler. Mais c'est un peu de coquetterie, car il parle remarquablement bien et sans accent, mieux que Jean Chryst même; mais Firmin joue les débutants à côté de Jean Chryst qui est un maître.

Il s'absente deux minutes pour aller sonner l'Angélus et revient aussitôt boire sa citronnade.

On continue à discuter un peu, puis il dit à Jean Chryst qu'il a quelque chose à lui dire personnellement. Jean Chryst répond que nous ne

faisons qu'un. Alors difficilement, Firmin se met à raconter qu'il y a dans le village des mauvaises langues, dans sa propre famille même qui font courir de faux bruits et des médisances sur Jean Chryst. (Il s'agit du petit chien qui est mort et dont on raconte qu'il a été empoisonné). Jean Chryst répond qu'il est difficile de faire toujours le bien, et que lui aussi, il a ses tentations... Firmin répond vite qu'ils en parleront tous les deux, et la conversation s'arrête là.

Voulant écrire une lettre en français, il nous demande quelles sont les formules de politesse; il dit qu'il ne sait pas les employer à bon escient. Mais moi-même, lui dis-je, lorsque j'ai pris la parole, à votre fête, j'aurais d'abord dû m'excuser de prendre la parole devant tous ces "ray anan-dreny" et ces notables assemblés, car c'est ainsi que cela se fait dans la coutume malagasy.

Il me rassure en disant que j'ai parlé après tout le monde, et que c'était très bien ainsi.

Conversation avec le maire à qui nous disons que nous retournons chez le notable d'Antonimena pour la photo. Il y aura un "famadihana" chez lui, nous annonce le maire. Ce sera un grand "famadihana". Lui, maire, en a fait un en 1963, et il avait abattu sans doute deux porcs. Quant aux contributions de chacun, elles dépendent de ce que chacun a déjà reçu en pareille occasion : c'est la réciprocité (pour lui, ce sera 370 Fmg).

On considère en général le "famadihana" comme une dépense démesurée pour des gens qui ne disposent que de relativement peu d'argent. Il est vrai que les sommes drainées sont certainement considérables. Mais ne faut-il pas admettre aussi bien que la contribution de chaque famille restreinte est, somme toute, assez faible. Et lorsque François Rajaon, dans sa thèse de 3^e cycle : "Contribution à l'étude du famadihana sur les hauts plateaux de Madagascar" (1969, p.34), relève cette opinion d'un étudiant malgache à Paris, à propos des raisons principales du "famadihana" : "Bénéfices grâce aux dons apportés par les invités", on ne peut que penser qu'il y aurait là une étude à approfondir. Ce mode particulier de consommation et de redistribution, à travers le culte des ancêtres, n'est-il pas devenu, comme bien d'autres structures traditionnelles (comme le "findramana" par exemple), un moyen d'accumulation monétaire. Le remplacement des dons en nature (destinés à être consommés sur place) par des dons en argent, dont on ne peut estimer l'équivalent-nature fourni par l'organisateur de la cérémonie, a permis cette transformation de la cérémonie traditionnelle, tout en conservant d'ailleurs, notons le bien, le rôle d'affirmation de la cohésion familiale ou sociale.

D'autre part, affirmer qu'il y a là une dépense improductive et ostentatoire qui pourrait être utilisée beaucoup plus "rationnellement" pour le

"développement économique", c'est poser le problème avec incohérence. Sans "famadihana", ces sommes considérables ne pourraient être drainées; et ce n'est pas une quelconque banque agricole qui atteindrait ce résultat, pour la raison bien simple déjà énoncée plus haut que les contributions particulières sont infimes. Sans "famadihana", ces sommes particulières seraient dépensées (ou non gagnées) sans qu'on s'en aperçoive; sans "famadihana", elles ne pourraient être centralisées; et leur utilisation à un niveau global (agrégat) ne serait pas significative, et en tout cas ne ferait pas couler autant d'encre, ou n'alimenterait pas autant les conversations des intellectuels.

Sans cette institution du "famadihana", la dépense occasionnée ou plutôt la somme réunie n'existerait pas de manière significative. Alors que les dépenses improductives et ostentatoires des citoyens par exemple, sont significatives dans leur individualité même : je veux dire qu'il n'est pas indifférent qu'un citoyen investisse ses capitaux plutôt que d'acheter une Mercedes, car de toute façon, la somme incriminée est entre ses mains.

Après avoir fait quelques photos, tout en ayant fait comprendre au maire qu'il avait déjà eu plus que sa part, nous partons vers Antanimena. En chemin, Jean Chryst me raconte que ce notable a deux frères dont l'un est encore plus riche. Tous trois sont marchands de saucisses à Tananarive et se relayent au cours de l'année. Ce sont des malins : ils n'attendent pas le client sur le bord du trottoir, mais vont apporter leurs saucisses à domicile, et en grandes quantités.

On est cependant abasourdi de penser que ces notables qui vivent de manière ostentatoire dans leur village une partie de l'année, sont des demi-clochards pendant une autre partie de l'année.

Jean Chryst me dit qu'on pourrait essayer de faire comprendre au maire qu'on aurait envie d'y être invité, à ce famadihana !

Tout ce qui précède a été écrit après coup. Car depuis deux jours, je n'ai pas du tout le moral. La panne de magnétophone a fait que nous nous sommes retrouvés au village sans objet précis et c'est mortel. Quand, par-dessus cela, on rajoute l'enquête policière menée sur nous (1), le possible ^{retour} 7 de manivelle de la réaction du vieux-papa, répondant au policier que nous ne

(1) L'enquête de la gendarmerie semble en effet prendre des proportions inquiétantes, les gens du village ayant été interrogés sur nos activités. A la question, le vieux papa a répondu, sans doute croyant nous aider : "Non, ils ne font pas d'enquête, ils aident simplement les paysans à la moisson et sur les tanety"!

faisions pas d'enquête, mais que nous aidions les paysans, le tout joint à une méfiance toujours persistante : tout cela a sur moi un effet dépressif certain.

Dimanche 30 mai.

A 9 heures, il faut aller à l'office. Plusieurs fois déjà, nous sommes passés au travers sous les prétextes les plus divers, et en nous excusant à chaque fois auprès de Firmin. Et Firmin nous a rappelés à l'ordre, il y a quelques jours, en nous remerciant d'avoir participé à tous les offices jusqu'à présent !

Le grand point d'interrogation de l'office de ce dimanche est de savoir si les villageois vont donner suffisamment d'argent pour que Firmin n'ait pas honte d'aller au petit séminaire de Faliarivo.

Il faut dire que les circonstances n'étaient certes pas idéales, puisqu'il n'y avait pas moins de 6 quêtes prévues ce dimanche :

- Oeuvres pour le séminaire 1.650 Fmg
- Repas du curé 1.150 "
- Denier du culte 2.000 "
- Diocèse 650 "
- Participation pour le mort
d'Antevibe 5 " par famille
- Réparation de l'escalier et construction
d'un garage à voiture, pour la maison
du curé.

Devant l'amenuisement progressif de la bonne volonté des fidèles vers la fin, cette dernière quête est reportée au dimanche suivant !

Le dimanche précédent, les chefs du "fiangonana" avaient harangué les foules, disant que c'étaient toujours ceux qui avaient le plus d'argent qui étaient les derniers à payer leur part du denier du culte, et encore lorsqu'il payaient !

L'après-midi, nous allons à Antevibe pour présenter nos condoléances à Rabefiringa.

La famille de Rabefiringa est très émue de notre visite. On range et nettoie en vitesse pendant que nous escaladons l'escalier.

Rabefiringa nous remercie et nous dit que vraiment nous vivons l'Union que prêche le Président Tsiranana, et la meilleure chose qu'il puisse nous souhaiter c'est que nous revoyions bientôt la terre de nos Ancêtres.

La veuve nous tient longuement les mains en nous remerciant.

A propos de cet enterrement, Jean Baptiste le facteur fut l'un des seuls "Hova" à participer à la cérémonie.

Nous rentrons. La nuit tombe. Des petits enfants sont en train de fabriquer une petite maison avec de la terre rouge. La fumée sort des fenêtres; on crie, on écoute la radio; chacun est rentré chez soi, et nous faisons de même.

EPILOGUE

Plusieurs fois, nous eûmes l'occasion de revenir à Antanimasaka : invitation à un "famadihana", visites à des Anciens pour demander des précisions sur l'Histoire de la région et certaines coutumes...

Au terme de cette expérience, peut-on dire qu'elle s'est soldée par une réussite ou par un échec ? Ni l'une, ni l'autre probablement. C'est une réussite en ce sens que nous avons pu tirer de nombreuses leçons de cette expérience; mais c'est un échec en ce sens que notre inexpérience ne nous a pas permis d'opérer une pénétration très poussée à l'intérieur du village.

Toute médaille a son revers. Une pénétration poussée et sans problème (grâce à l'expérience d'un collaborateur rompu à toutes les techniques utilisées) aurait pu nous paraître naturelle et aurait empêché, de ce fait, que nous nous posions certaines questions. Dans la mesure où finalement, nous n'avons pas privilégié l'obtention de données par rapport à l'expérience pratique et méthodologique, nous pouvons estimer que ce premier terrain n'a pas été un échec.

A V E R T I S S E M E N T

Le tome 2 de cette étude est constitué par le journal de terrain. Son intérêt n'étant que d'ordre méthodologique, il fera seulement l'objet d'une édition restreinte.

Son absence n'est, en aucune façon, préjudiciable à la compréhension des tomes 1 et 3.

COPYRIGHT O.R.S.T.O.M. 1973

**LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN
-DESTRUCTURATION**

Jacques CHARMES

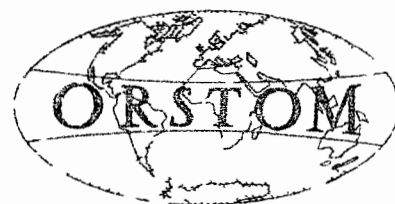
L'opération productivité-riz et le projet
« tanety » de mise en valeur des collines
à Antanimasaka (Manjakandriana)

TOME 3



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE TANANARIVE - MADAGASCAR - BP 434



FEVRIER 1973

CHARLES Jacques

ECONOMIE

Rapport d'élève 1ère année - 1971

LES EFFETS D'UNE ACTION DE VULGARISATION
DANS UNE COMMUNAUTE VILLAGEOISE EN
DESTRUCTURATION

L'OPERATION PRODUCTIVITE-RIZ ET LE PROJET
"TANETY" DE MISE EN VALEUR DES COLLINES
A ANTANINIASAKA (MANJAKANDRIANA).

IVème PARTIE

Conclusion d'ordre théorique.

TABLE DES MATIERES DU TOME III

I. Note préliminaire sur l'objet de l'étude	p. 1
II. L'Opération Productivité-Riz à Antanimasaka	p. 3
1) Présentation du lieu d'enquête	p. 3
2) La vulgarisation à Antanimasaka	p. 4
. Coercition et liberté	p. 4
. Repiquage en ligne et opposition politique	p. 7
. La structure de propagation est-elle le reflet d'une volonté consciente ou inconsciente ?	p. 9
3) Bilan matériel de l'OPR du point de vue des paysans	p. 10
. Les travaux culturels	p. 10
. Les engrais	p. 12
. Les maladies du riz. Le "maty fotsy"	p. 16
III. L'introduction des rapports marchands et la résolution de la contradiction entre reproduction des rapports sociaux tradi- tionnels et reproduction des rapports marchands	p. 20
1) Typologie des exploitations familiales et stratégies dif- férentielles	p. 21
2) Pénétration et consolidation de l'économie marchande	p. 40
A) Le facteur politique	p. 40
B) Les facteurs idéologiques	p. 42
C) Production et reproduction des systèmes sociaux mis en contact	p. 44
a) Les nouveaux rapports de production	p. 45
b) La captation du surplus	p. 46
c) L'OPR-Tanety et le quasi-salariat	p. 48
3) Destructuration et tentatives de restructuration des commu- nautés villageoises	p. 50
A) Le passage des formes d'entraide au salariat	p. 50
B) Les manifestations idéologiques de la transformation des rapports de production	p. 53
a) Conflits de classes et cohésion des classes	p. 53
b) Conflits de castes	p. 59
C) Résurgences et actualisations idéologiques	p. 63
D) Relations entre pouvoir politique et pouvoir économique au niveau villageois	p. 64

I.- NOTE PRELIMINAIRE SUR L'OBJET DE L'ETUDE.

Primitivement, la localisation de l'étude était prévue à l'échelle de la commune d'Antanimasaka (1). La durée impartie au séjour et les problèmes que nous rencontrâmes et qui méritaient un approfondissement, nous poussèrent finalement à limiter l'étude au village d'Antanimasaka, chef-lieu de commune, et aux hameaux qui y sont rattachés.

Quels étaient donc les problèmes que nous avons voulu approfondir ? En d'autres termes, qu'est devenu l'objet de l'étude ?

Nous sommes partis évidemment d'une enquête sur l'Opération Productivité-Riz : la manière dont a été vulgarisée la nouvelle méthode, et sa perception par les paysans ; les avantages et les inconvénients que présentait la méthode, et enfin les conséquences techniques d'abord, sociales ensuite qu'elle a entraînées.

Cette opération n'est pas intervenue dans un milieu vierge et stable. L'introduction de la marchandise et de la monnaie dans les communautés villageoises a provoqué, depuis de longues années déjà, une évolution que nous avons tenté de saisir au niveau des exploitations familiales.

Dans quelle mesure donc, l'OPR a-t-elle consolidé ou contrebalancé l'évolution en cours : voilà une des questions auxquelles nous essaierons d'apporter une réponse.

A partir de ces conclusions provisoires et partielles, nous essaierons de porter un jugement sur les conditions auxquelles va se trouver confronté le projet de mise en valeur des collines, et les possibilités qui s'offrent à lui.

(1) cf. carte de localisation.

Ce n'est pas tout : le problème fondamental sur lequel nous sommes tombés et qui devra désormais orienter nos recherches de terrain à venir, c'est celui de la production et de la reproduction des rapports sociaux : problème qui présente plusieurs aspects que nous n'avons pu qu'effleurer au cours de cette courte enquête :

- Reproduction des rapports sociaux traditionnels.
- Pénétration des rapports marchands.
- Stratégies de chaque type de rapports pour imposer sa primauté :
 - 1) la marchandise et la monnaie comme éléments de la reproduction des rapports sociaux traditionnels.
 - 2) les rapports sociaux traditionnels comme vecteurs de pénétration des rapports marchands.
- Destructuration actuelle de la société traditionnelle et conséquences prévisibles.

Ayant poussé l'étude à ce point extrême, nous ne pensons pas l'avoir déviée de son but. Au contraire. Les objectifs et moyens d'une action de vulgarisation demeureront incompréhensibles s'ils n'étaient pas replacés dans le cadre de l'évolution en cours des structures sociales, elles-mêmes envisagées dans la perspective de la mise en contact asymétrique des rapports sociaux traditionnels avec les rapports marchands. Ce que d'autres ont appelé le conflit de la tradition et de la modernité.

II.- L'OPERATION-PRODUCTIVITE-RIZ A ANTANIMASAKA.

1) Présentation du lieu d'enquête : à l'extrême Sud de la sous-préfecture de Manjakandriana, limitée à l'Est par la zone interlacustre Mantasoa-Tsiazompaniry, en bord de la falaise qui sépare les Plateaux Centraux de la zone côtière, la commune d'Antanimasaka connaît un climat relativement humide qui lui permet de pratiquer notamment deux saisons de cultures de collines.

Avec près de 6.000 habitants sur 135 km² (densité : 44 hab/km²), la population de la commune a une moyenne d'âge très faible. Les chiffres dont on dispose montrent que la population d'âge scolaire (entre 6 et 14 ans) s'élève à 2139. Sur ce total, seulement 41,8 % sont scolarisés effectivement.

Antanimasaka, chef-lieu de commune, compte 45 familles et 3 hameaux en dépendent : Ambohidrangahy au Sud, Ambohijanaka-Ankarefo au Nord, Antevibe au Nord-Est, qui comprennent respectivement 15, 7 et 9 familles.

Le rattachement d'Ankarefo au village d'Antanimasaka fait problème : la limite de la commune est en effet d'autant plus floue que le canton d'Ambohitrandriamanitra dont elle dépend du point de vue administratif, a été divisé en deux communes distinctes au moment de l'Indépendance ; et ceci pour des raisons politiques. A l'heure actuelle encore, certains villages demandent à être rattachés à Antanimasaka.

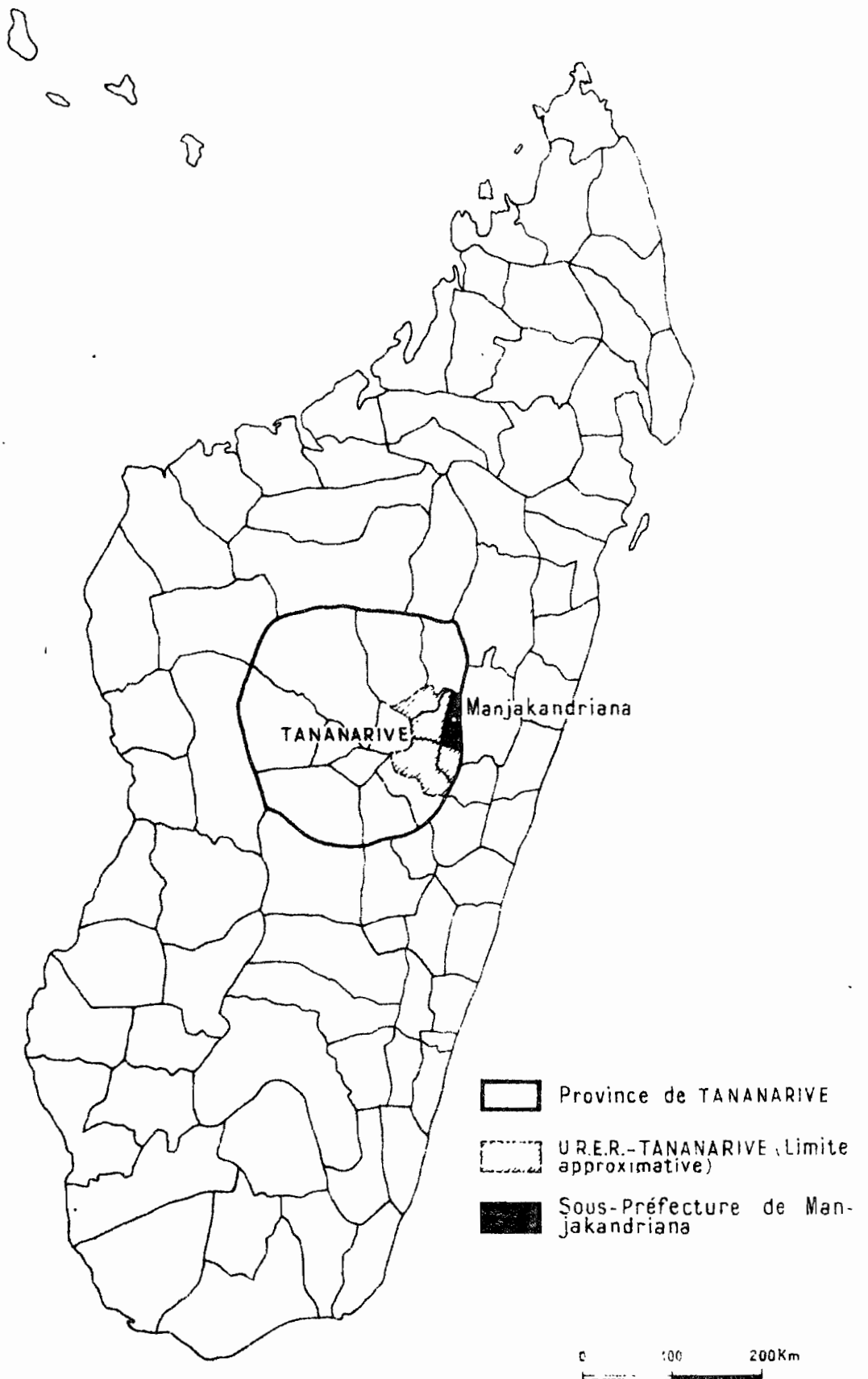
C'est donc au niveau du village et de ses 3 hameaux que nous avons approfondi notre enquête.

+ +

+

Du point de vue de la méthode améliorée de riziculture, la commune est tout à fait remarquable : Antanimasaka a reçu un diplôme, venant en tête pour le "repiquage en ligne" dans toute la province ; d'autre part la commune a également reçu une prime, étant la première de la sous-préfecture,

CROQUIS DE LOCALISATION



pour ce qui concerne l'utilisation des engrais.

C'est dire que la vulgarisation entreprise par l'URER paraît - statistiquement du moins - particulièrement bien adaptée et implantée dans la commune. C'est dire aussi que le point d'impact semblait avoir été bien choisi pour l'étude des effets d'une action de vulgarisation.

Il s'agissait donc de voir comment avait pu être obtenu un résultat aussi remarquable ; comment avait débuté et s'était poursuivie l'action de l'URER ; quels avantages, mais aussi quels inconvénients en avaient résulté pour les paysans ; quels problèmes elle avait suscités et quelles évolutions elle avait amorcées.

+ +
+
+

2) La vulgarisation à Antanimasaka.

• Coercition et liberté.

Selon la majorité des informations que nous avons pu recueillir, la méthode qui fut suivie pour inciter les paysans à pratiquer la nouvelle méthode ne semble pas avoir été celle préconisée aux échelons supérieurs de la structure de vulgarisation. La méthode I.A.E. = Instruction - Application - Entraînement (1) se présente comme étant non directive et faisant appel à la participation des paysans.

Or ce qui s'est passé dans la réalité nous montre combien il est indispensable de ne pas séparer la méthode de la structure à travers laquelle elle est destinée à se propager, pour pouvoir comprendre les modifications subies par la méthode : ces modifications sont en effet inscrites dans la structure elle-même.

(1) cf. infra, tome I. IIème Partie, p. 29-30

Les vulgarisateurs de base reçoivent des primes dont l'importance dépend des résultats qu'ils obtiennent. Dans les conditions du milieu, il est évident que la méthode de vulgarisation la plus efficace est évidemment l'injonction pure et simple. L'efficacité d'une telle méthode est, on s'en doute, à court terme. Et dans la mesure où la structure de la vulgarisation n'est pas destinée à se perpétuer au delà d'un certain délai, il est à craindre que les conditions dans lesquelles a été menée l'action ne se prolongent pas elles-mêmes.

Le plus grand nombre des paysans interrogés (1) sur les raisons qui les avaient poussés à pratiquer la nouvelle méthode, ont en effet répondu qu'ils avaient suivi "l'ordre du fanjakana" ou "les exhortations du fanjakana". L'un d'eux, constatant que "maintenant les gens pratiquent la nouvelle méthode de riziculture", affirmait que "le contremaître peut nous donner des conseils pour les tanety. On va où l'on nous amène, comme un cadavre qu'on porte la nuit (2). Nous suivons le fanjakana dans tout ce qu'il nous propose, de toute façon on ne peut rien y faire".

"Le repiquage en ligne... pour moi ça ne vas pas du tout. En outre, ce repiquage en ligne au début était une sorte d'ordre de telle sorte que c'est la peur et l'observation de la loi du fanjakana qui me font maintenant cultiver mon riz en ligne".

Certaines réponses font néanmoins penser que le rôle attribué aux vulgarisateurs, leur appartenance au fanjakana, l'origine supposée de la nouvelle méthode, suffisaient à influencer les paysans, et à leur faire craindre les conséquences d'une éventuelle opposition de leur part : "le repiquage en ligne semblait d'abord au début obligatoire, parce que c'est quelque chose qu'on n'a pas encore fait de sorte qu'on en avait peur, mais quand on l'a pratiqué c'était bien. Et parce que c'était bien, on était content de l'ordre des autres".

(1) Rappelons que nous avons interviewé l'ensemble des 77 familles du village d'Antanimasaka.

(2) "Mandeha amin'izay itondra azy toy ny faty enina alina" (proverbe).

Dans ces conditions l'ordre pouvait ne pas être formel : la perception par les paysans, du vulgarisateur comme étant un envoyé du fanjakana pouvait suffire. C'est ce qu'exprime M. Dagan (1) en écrivant : "le rôle des vulgarisateurs est enfermé dans une contradiction : d'une part il faut (2) qu'ils conservent et utilisent leur prestige de fonctionnaire, d'autre part ils doivent acquérir la confiance des paysans".

Dans un village voisin d'Antanimasaka, la méthode utilisée consistait à jouer sur cette contradiction : le seul fait que le vulgarisateur soit perçu comme un membre du fanjakana suffit à amener les paysans à appliquer la nouvelle méthode sur une ou plusieurs petites parcelles. Mais lorsque cette phase préparatoire a été dépassée, lorsque le vulgarisateur estima qu'il était temps de passer à la phase de généralisation (pour suivre les objectifs prévus par l'URTER), d'autant plus que l'effet de démonstration aurait dû être dès lors suffisant, alors il se heurta au refus des paysans. Il essaya alors de revenir à la coercition, mais une opposition politique naquit, lors des dernières élections, et ce fut un échec (3).

"Le début du repiquage en ligne, c'est qu'on tentait un essai sur les pépinières... On disait : "faites parce que c'est un essai, et si ça va, faites-le", et tout le monde en faisait un peu. L'année suivante, on l'accroissait et même l'année passée, le moniteur semblait un peu se brouiller avec les gens parce que ceux-ci ne voulaient pas en faire trop".

(1) cf. ré. biblio. n° 4, p. 14-15.

(2) Pourquoi cette nécessité ? sinon dans le but conscient d'exercer une certaine coercition ?

(3) Il ne nous a pas été possible de savoir, car nous étions alors en fin d'enquête, si cette opposition fut provoquée par le revirement d'attitude du vulgarisateur, ou si ce revirement était dû à cette effervescence politique. Toujours est-il qu'on assiste à une cristallisation des positions de chaque côté.

Constatant ces faits, les élus locaux ont pris le contrepied de l'attitude des vulgarisateurs, précisant aux paysans que ce n'était pas "une loi du fanjakana". "Faites ce que vous pouvez", tel fut leur mot d'ordre (1).

Cette double attitude explique sans doute la rapide généralisation du "repiquage en ligne" dans la commune. Plus ou moins obligés à pratiquer la nouvelle méthode, les paysans se sont vu accorder une certaine liberté de choix. Coercition et liberté ont donné au système une plasticité laissant aux individus qui y étaient soumis la possibilité de jouer sur plusieurs modes.

L'interprétation que nous venons de donner nous permet de répondre à une autre question.

. Repiquage en ligne et opposition politique. L'une des préoccupations des agents de l'URMR, aux niveaux supérieurs, était en effet la suivante : la nouvelle méthode passe pour une opération du PSD, et l'AKFM a exploité ce bruit, notamment lors des dernières élections. D'où les difficultés d'introduire une technique nouvelle d'agriculture que l'on croit neutre, dans les zones influencées par le parti d'opposition.

L'examen approfondi de la structure de base de la vulgarisation nous a montré qu'il ne s'agissait pas seulement d'un bruit, mais d'un fait réel que tout paysan pouvait conclure et déduire de la situation dans laquelle il se trouvait placé.

Que dans ces conditions, l'opposition AKFM ait refusé la nouvelle méthode, il n'y a là rien d'étonnant (2). On peut même penser que ce parti

-
- (1) Eux-mêmes nous ont donné cette précision spontanément. De ce fait, l'interprétation est ambiguë. Ont-ils réellement pris le contrepied ? Ou bien ont-ils abondé dans le même sens, désirant maintenant en rejeter la responsabilité sur les "contremaîtres". Les réponses des paysans nous font pencher pour l'interprétation donnée dans le texte.
- (2) Les deux communes d'Antanimasaka et d'Ambohitrاندريamanitra, issues de l'éclatement du canton lors de l'Indépendance, en sont l'exemple contradictoire. De même, à l'intérieur de notre commune, les quelques abandons constatés, étaient clairement motivés.

s'en est trouvé renforcé, les rizières devenant le miroir de la lutte politique. Dès lors, ce miroir reflétant la force relative des deux protagonistes, l'individu isolé dans le système a pu ainsi se rendre compte du nombre de ceux qui affirmaient tout haut, ce que lui pensait tout bas. C'est dire que l'effet de démonstration pouvait, dans ces conditions, jouer à plein. Et les "hésitants" d'Antanimasaka en venaient même à se poser des questions, lorsque, parcourant la route qui mène à Tananarive, ils voyaient tant de rizières repiquées en foule. N'y a-t-il donc pas obligation de repiquer en ligne ? Ou encore : y a-t-il donc des inconvénients qu'on ne nous aurait pas dit, puisque des paysans comme nous continuent à repiquer selon la méthode traditionnelle ?

Le système laissait donc la possibilité à toute forme d'opposition - politique ou non, collective ou individuelle - de s'exprimer sur les rizières : expression visuelle pouvant devenir démonstration de force.

On pouvait dès lors en déduire logiquement la nécessité de maintenir le dispositif d'encadrement, car son allègement "conduirait, à terme, à des infidélités tardives et peut-être massives car le comportement de masse joue dans un sens et dans l'autre" (1). Déduction logique qui ne laisse pas d'être ambiguë : le "maintien du dispositif d'encadrement" trouve-t-il sa nécessité dans le service de conseils aux paysans ou bien dans l'exercice d'une présence inspirant une certaine crainte et signifiant le statu quo ? Douterait-on, par hasard, que les paysans n'aient pas eu le temps d'assimiler des techniques culturelles concernant une production aussi vitale pour eux et aussi anciennement implantée ? En douter, ce serait laisser planer une incertitude sur la méthode de vulgarisation-participation qui devait être explicative avant tout (2).

+ +

+

(1) cf. J.C.Rouveyran, biblio. n° 15b, p.46.

(2) On se reportera aux annexes de la IIème Partie du présent rapport.

Nous sommes tout d'abord passés de la théorie d'une action à la pratique de cette action, en étudiant la réalité vécue à la base par les paysans concernés. Il s'agit maintenant de faire retour dans la sphère idéologique pour voir s'il y a eu volontarisme conscient ou inconscient, et si dans cette dernière hypothèse, la prise de conscience effective s'est traduite au niveau des actes.

. La structure de propagation est-elle le reflet d'une volonté consciente ou inconsciente ?

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la structure de propagation étudiée était une structure de communication (1) : communication des décisions sous-tendue par une idéologie descendante qui se déforme au fur et à mesure de sa descente ; communication des réactions et problèmes pratiques rencontrés (sinon des aspirations de base) sous-tendue par une idéologie ascendante qui se reforme au fur et à mesure de son ascension, pour s'adapter, à chaque niveau, à la matérialité des faits.

Au sommet de la structure, le parti-pris est libéral : "Chacun a sa chance ; se développe qui veut" (2), telle pourrait être la devise de l'action.

Arrivée aux niveaux inférieurs, cette devise, s'adaptant aux intérêts de la structure de base, devient : "Puisque chacun a sa chance, il n'y a aucune raison pour que chacun ne la tente pas, d'autant plus que chacun y trouve son intérêt". La liberté a cédé la place à la coercition.

Or tout prouve que le sommet a eu connaissance de cette transformation. La justification logique (idéologique) devient alors la suivante : peu importe que la méthode soit devenue directive (3), les résultats

(1) cf. infra, tome I IIème Partie, p. 28s.

(2) Et non pas "qui peut". La nuance reflète toute l'ambiguïté du libéralisme.

(3) D'où la nécessité pour les vulgarisateurs de conserver leur prestige de fonctionnaire.

positifs de l'opération convaincront les paysans que cette contrainte était exercée dans leur propre intérêt. Et même si des problèmes politiques viennent se greffer sur les moyens de l'action, l'opposition ne pourra éternellement rester perdante à la fois sur le plan politique et sur le plan économique.

Mais cette attitude fait abstraction de deux questions pourtant fort importantes et qui n'avaient pas été prévues, si tant est qu'elles soient prévisibles :

- les hommes ne sont pas uniquement mus par leur intérêt matériel.
- l'intérêt matériel n'était pas immédiat ni même certain, pour des raisons à la fois prévisibles et imprévisibles.

3) Bilan matériel de l'OPR, du point de vue des paysans.

Certes l'intérêt matériel résultant de l'opération de vulgarisation n'était pas négligeable et devait être certainement un élément important dans les motivations des paysans, en raison de l'augmentation de la taille des familles. A Antanimasaka, la valeur médiane des tailles est approximativement de 5, ce qui signifie qu'il y a autant de familles en dessous qu'en dessus de cette taille ; les familles de 10 personnes ne sont d'ailleurs pas rares.

Cependant, l'avantage attendu de l'OPR en termes de quantités récoltées dépendait de la stricte application des techniques vulgarisées, et des quantités adéquates d'engrais. Toutes ces étapes pouvant être aisément contrôlées par les vulgarisateurs.

- Les travaux cultureux.

Si la mise en route du repiquage en ligne dut être lente, ce n'est pas tant, comme on l'a souvent écrit, en raison de la prégnance de la tradition, ou plutôt ce n'est pas dans la tradition elle-même (les "blocages socio-culturels") qu'il faut en rechercher l'explication. En d'autres termes, dire que la tradition est la cause des blocages, n'est pas explicatif. Il faut se demander plutôt pourquoi la tradition est

prise comme référence pour servir de repoussoir du développement économique.

D'un côté, la tradition représente l'accumulation de l'expérience des Ancêtres ; de l'autre côté, les actions nouvelles entreprises ne peuvent effacer le souvenir d'actions antérieures ayant échoué, d'autant plus que l'aspect autoritaire a tendance à ranimer ce souvenir.

D'où la crainte des paysans devant une nouvelle méthode préconisant l'emploi de semences en moins grande quantité. Pour obéir aux ordres, on essaya sur de petites parcelles et on attendit les résultats.

De même pour le repiquage. Une telle économie de semences, de tels espacements entre les lignes, pouvaient-ils donner des résultats supérieurs à la méthode ancestrale ? A la crainte du début succède bientôt la satisfaction : une économie moyenne de 80 % sur les doses de semences représente un aspect très apprécié de la nouvelle méthode.

L'inexpérience des repiqueuses à manier la corde se traduit, au début, par une durée plus longue des travaux. Lorsqu'il s'agissait de salariées, celles-ci réclamèrent des salaires plus élevés pour "la ligne". Mais avec le temps, l'expérience vint et on admet maintenant que repiquer en ligne ou repiquer en foule, demande le même travail. Remarquons d'ailleurs, pour pallier la remarque précédente, que le repiquage est l'une des opérations rizicoles où l'entr'aide féminine est restée la plus vivace. Et le gain de travail au moment du sarclage est admis quasi-unanimement : pour une rizière dont le sarclage réclamait le travail de 5 femmes (pendant une journée de 6 heures), un homme suffit maintenant. Le travail est considéré comme plus difficile dans les ménages qui ne comptent que des femmes, et comme égal dans les ménages qui ne peuvent acheter ou louer une sarcleuse. Il y a quelques cas marginaux de cette sorte à Antanimasaka.

Le bouleversement fut donc non seulement quantitatif (gain de travail en individus/journée) mais aussi qualitatif : inversion de la division sexuelle du travail.

De la même manière, ce furent les femmes les principales bénéficiaires du remplacement du fumier par l'engrais. Le fumier était traditionnellement transporté par les femmes (soubiques (1) sur la tête). Désormais les sacs d'engrais ne peuvent plus l'être, en raison de leur poids non divisible.

Nous n'avons pas perçu, au cours de l'enquête et contrairement à ce qui nous fut dit par des responsables de l'action, une opposition masculine à cette relative émancipation des femmes. Au contraire.

La seule conséquence qui pourra apparaître à la longue de ces transformations du travail féminin, c'est une diminution des possibilités d'emploi pour les salariées agricoles.

- Les engrais

Le point fondamental est en fait l'achat des engrais. La nécessité de leur généralisation accroît fortement les besoins monétaires des paysans, ceci à des époques où d'autres besoins sont également pressants (2) : les paysans sont ainsi obligés d'établir un ordre de priorité qui ne laisse pas toujours la meilleure part aux engrais. L'impôt par exemple est prioritaire en raison de la contrainte physique qui peut résulter de son non paiement.

Il était dès lors tentant de procéder de la même manière pour l'achat des engrais. Cet achat a-t-il été présenté comme étant obligatoire pour les paysans : sorte d'impôt dont on obtiendrait une contrepartie tangible et immédiate ? A ce sujet, la situation est sans doute plus ambiguë qu'en ce qui concerne la mise en pratique du repiquage en ligne. Il paraît en effet plus difficile d'obliger les paysans à faire une dépense monétaire. Pourtant, si l'on y réfléchit, on verrait qu'il n'y a pas de grande différence avec l'impôt.

(1) = soubiques, de "sobika" = panier

(2) Nous reviendrons sur ces problèmes dans la section suivante.

Mais là encore, le comportement incompréhensible (1) du contre-maître est interprété comme signifiant un ordre : " A la saison des semis, on nous a obligés vraiment à en acheter cette année passée, de sorte qu'on doit en acheter et les voilà en effet tous mes sacs qui ont servi pour acheter des engrais... C'est bien le contremaître qui nous a obligés. C'est que voici : il dit ainsi sur le poids : "Est-ce que les semences de riz mesurent 2 kapoaka (2) ; si le riz mesure 2 kapoaka, l'engrais est d'un kilogramme", et le moniteur écrit cela sur un petit papier et c'est cela qu'on apporte chez le commerçant d'engrais... Ceux qui ne peuvent pas le faire restent tout simplement".

Bien entendu, le système permet en fait d'utiliser n'importe quelle dose d'engrais. Il suffit de se faire établir un papier pour une pépinière ou une rizière et d'épandre l'engrais sur plusieurs.

On peut ainsi dire que dans la majorité des cas, les doses ne sont pas respectées : la surveillance des vulgarisateurs paraît d'ailleurs pratiquement impossible en la matière, et les rendements s'en ressentent évidemment. L'accroissement reste en effet trop faible pour être perçu comme positif, d'autant plus que la situation des familles se détériore parallèlement, en raison de la poussée démographique.

On remarque également quelques cas de non respect des doses en sens inverse, chez les paysans riches.

Ces faits nous font douter que la campagne explicative préalable ait été bien réalisée.

Quant au prix différentiel de l'engrais institué par l'URER pour étaler les achats des paysans tout au long de l'année, il est perçu très

(1) Parce que non expliqué ou mal expliqué ?

(2) "kapoaka" = unité de mesure utilisée en brousse, le contenant étant la petite boîte de lait Nestlé.

défavorablement. On peut même dire que ce système est franchement impopulaire.

La quasi-totalité des paysans interrogés sur ce point nous ont répondu que le prix était avantageux durant la période où les besoins monétaires étaient le plus pressant (impôts notamment), c'est-à-dire après la récolte. Il en résulte que ce système désavantage les paysans pauvres. A première vue, un tel système paraît parfaitement logique et rationnel, encore que cette logique reste extérieure aux paysans non par refus de comprendre de leur part, mais par refus de la part du système d'expliquer sa propre logique ; à seconde vue cependant, on réalise que l'achat d'engrais à plusieurs mois d'avance revient à immobiliser de l'argent pour un besoin non pressant, ce qui est d'autant plus difficile que la circulation monétaire est faible ; et à troisième vue, le bas prix s'avère être pratiqué à une époque où les petits paysans ne disposent pas d'argent. Cette possibilité leur est donc fermée, à moins qu'ils ne se résolvent à s'enfermer dans le cycle de la soudure, c'est-à-dire à vendre du paddy pour acheter l'engrais.

Conscientes des risques de mécontentement et de contestation qui risqueraient d'en résulter, les autorités administratives élues réagirent là encore dans un sens favorable aux petits paysans : "Ce système scandaleux et injuste n'éduque pas les gens, affirmaient-ils, mais au contraire cela déforme leur esprit et les rend critiques. C'est ainsi que devant ce scandale, les paysans tombent sur le dos des maires qu'ils tiennent pour responsables". C'est pourquoi 12 maires du District et 16 conseillers de la commune sont allés trouver le Directeur de l'URER pour lui demander de fixer le prix des engrais une fois pour toutes. En vain, semble-t-il, puisque le système demeure.

On ne saurait trop souligner cependant que dans un certain nombre de communes, ce système mal compris a été la cause ou le prétexte de nombreux abandons. Les paysans se sentent dupés par les compagnies étrangères qui "font des affaires commerciales sur leur dos".

Nous avons attribué au départ ces réactions à une mauvaise compréhension ; nous commençons maintenant à nous demander si elles ne contiennent pas une part de vérité.

Le système peut, entre autres, subir quelques avaries à la base. Des paysans se sont plaints de ce que certains marchands d'engrais avaient pratiqué le prix élevé avant la date limite affichée ; et il ne semble pas que les responsables locaux de l'URER s'en soient inquiétés outre mesure.

Si ces marchands ont agi ainsi pour étaler leurs ventes, cela ne justifie pas l'absence de contrôle. Au niveau global de l'URER, le système purement mécanique se traduit obligatoirement par une perte ou un bénéfice. Ce serait un pur hasard que l'équilibre soit atteint. Admettons que cette différence, positive ou négative, soit peu significative. Il n'en reste pas moins que sa faiblesse résulte d'une péréquation entre les différentes régions ou communes. Une telle structure rejette donc les frais de l'opération sur les régions les plus pauvres, pour le plus grand bénéfice des régions les plus riches. Dans les régions pauvres, le système peut donc apparaître comme "une affaire commerciale". L'interprétation est alors juste du point de vue des paysans, tout en étant fausse du point de vue global de l'URER.

Réexaminons le problème de la commercialisation des engrais pour voir si tout cela se justifie effectivement. La capacité de stockage de l'URER est inférieure aux besoins : d'où la nécessité de recourir aux commerçants. Est-il cependant nécessaire de stocker dès le début de la campagne la quantité totale d'engrais qu'on prévoit de vendre ? Certes la prévision globale de campagne est plus facile et plus sûre que la prévision des ventes dans le temps ; celle-ci ne nous paraît cependant pas impossible : les commandes et l'acheminement vers les points de ventes seraient dès lors prévus pour que soient évitées les ruptures de stocks.

Le problème doit en tout cas être résolu, car d'après ce que nous avons pu comprendre, le secteur privé n'est pas prêt à prendre la relève : l'engrais est une marchandise encombrante, dont la commercialisation serait

assez peu lucrative (1). Le secteur privé pourrait d'ailleurs très facilement instituer une soudure pour les engrais ! Ce qu'ont pu déjà faire certains paysans riches, qui constituent leurs propres stocks. La surveillance des doses pratiquées sur fiches d'achat, devient alors peu efficace.

D'autre part, si, normalement, la raison de cette technique de vente se justifie de moins en moins, dans la mesure où les commerçants privés prennent une part de plus en plus importante dans la commercialisation, il est vrai néanmoins que le commerce des engrais a également tendance à s'accroître en valeur absolue.

Si le coût de la nouvelle méthode de riziculture apparaît finalement plus élevé pour les paysans pauvres, il y a un point sur lequel riches et pauvres se trouvent sur un pied d'égalité : c'est celui du "vary maty fotsy" (2).

. Les maladies du riz. - "Maty fotsy" est un terme que les paysans utilisent pour désigner diverses maladies du riz. Ce peut être soit l'échaudage, soit des maladies parasitaires causées par les nématodes et la fusariose (3).

Des interviews recueillies, il ressort que le "maty fotsy" sévit surtout sur les rizières élevées, qui ont subi quelque peu la sécheresse ; les feuilles sont trop grandes : "le riz pousse beaucoup trop, mais le paddy trop peu" ; on remarque de petites larves à la base des épis ; le "maty fotsy" sévit sur les rizières au moment où les tiges commencent à se courber.

(1) Parce qu'elle est contrôlée ?

(2) "Riz mort et blanc".

(3) Cf. A. Angladette : le riz, p. 678 s. (Maisonnette et Larose, 1966).
R. Cerighelli : Cultures tropicales. I. Plantes vivrières.
Maladies, parasites et ennemis du riz, p. 44 et s. (Baillière et fils. Editeurs. 1955).

Ces diverses maladies ne se traduisent évidemment pas par les mêmes symptômes. Le terme employé de "vary maty fotsy" est donc une désignation relativement vague.

Les agents de l'URER ont lutté contre cette calamité en faisant tremper les semences dans l'eau chaude, ou en les traitant avec divers produits chimiques, pour en arriver finalement à préconiser le changement de semences (utilisation de variétés plus résistantes). Parallèlement, paysans et vulgarisateurs jouaient sur les doses et les variétés d'engrais. Le "taim-boalavo" (NPK) a remplacé la potasse ou le "manja kely" (PK) (1).

On sait qu'avant d'entreprendre son action de vulgarisation, l'URER avait demandé à l'IRAM de faire des études sur l'ensemble de la zone concernée, afin de déterminer les variétés et doses d'engrais à préconiser en moyenne pour la zone. Or, par définition, une moyenne élimine les écarts, ce qui explique que dans certaines régions, le système d'engrais proposé ne donne pas satisfaction. La structure de vulgarisation devait alors, en tant que structure de communication, répercuter vers le haut les obstacles techniques auxquels les vulgarisateurs et les paysans pouvaient se heurter. Pour un certain nombre de raisons, notamment l'absence de moyens de lutte définitifs contre certaines de ces affections du riz, les solutions ont été apportées par tâtonnements.

Il en a résulté un certain découragement de la part des paysans, qui ne comprennent pas toujours les raisons pour lesquelles les engrais doivent être changés. A vrai dire, l'audience de l'URER peut s'en ressentir dans la mesure où les vulgarisateurs n'apparaissent pas aussi puissants que les paysans pouvaient le croire au début, dans la mesure surtout où les paysans prennent conscience du fait que les nouvelles techniques vulgarisées n'étaient pas bien maîtrisées et ont entraîné des conséquences auxquelles on ne s'attendait pas.

Du changement des variétés d'engrais, ^{les paysans sont/ amenés à/} ~~/en effet/ conclure que~~ le "maty fotsy" est provoqué par les engrais. Cela n'est d'ailleurs pas entièrement faux, puisque des études de l'IRAM (2) ont montré que la fertilisation minérale, notamment l'azote, rend les plants plus sen-

(1) Mot à mot : "taim-boalavo" : crotte de rat ; "manja kely" : petit brun".
Noms donnés aux engrais par les paysans.

(2) Cf. Colloque sur la fertilité des sols tropicaux.

sibles aux maladies, et un excès d'azote peut se traduire par une chute brutale de la production.

Toujours est-il que le "maty fotsy" était pratiquement inconnu dans la région d'Antanimasaka avant l'introduction de la méthode améliorée ; que de ce fait, les paysans ont vu périr près de la moitié de leur récolte en 1968, 1/3 en 1969, et 1/5 en 1970, selon leurs affirmations.

+ +
+

Tout ceci donne à penser que l'avantage matériel retiré de l'opération par les paysans n'est pas évident. C'est pourquoi il eût été nécessaire de faire réellement participer la paysannerie à l'action entreprise, ou à tout le moins, de ne pas l'enfermer dans une attitude réactive et passive.

Et si finalement le bilan humain de l'OPR n'est pas aussi positif qu'on aurait été en droit de l'attendre, c'est parce qu'entre les déclarations d'intention et l'application concrète, des transformations du propagateur sont intervenues, transformations nées de l'inadéquation entre logique structurelle (1) et idéologie.

Nous avancerons, en conclusion de la partie méthodologique (praxis sociale) ce que pourrait être une véritable tentative de restructuration de la paysannerie, sur la base d'une société traditionnelle profondément désstructurée par l'économie marchande.

+ +
+

(1) La structure interne de l'action étant elle-même le reflet de la structure dans laquelle se trouve prise l'action.

Auparavant, il convient de saisir l'évolution économique des exploitations familiales, et l'évolution sociale des individus : deux aspects résultant de l'introduction de la marchandise, et sur lesquels est venue se greffer l'intervention étudiée.

III.- L'INTRODUCTION DES RAPPORTS MARCHANDS
ET LA RESOLUTION DE LA CONTRADICTION
ENTRE : REPRODUCTION DES RAPPORTS SO-
CIAUX TRADITIONNELS ET REPRODUCTION
DES RAPPORTS MARCHANDS.

L'évolution économique et sociale des micro-sociétés que forment les communautés villageoises ne peut être appréhendée à partir des seuls facteurs endogènes constitutifs de ces sociétés. L'appréhension de ce niveau est certes nécessaire, et c'est là le rôle des études ethnohistoriques. En raison de notre formation et des limites de notre étude, nous n'avons pas procédé à cette première étape, normalement préalable. Nous avons au contraire saisi la réalité contemporaine, réalité qui est le fruit d'une évolution provoquée et accélérée par une série de facteurs exogènes ; réalité contemporaine qui peut être également considérée comme un stade temporaire d'une évolution en cours.

Dès lors, notre perception des éléments endogènes n'a pu se faire qu'à travers les transformations subies par ces éléments du fait de l'intervention des facteurs exogènes. Ce niveau de l'étude, qui sera traité dans la 2^o partie de cette section sur la reproduction des rapports sociaux, tentera d'exprimer le double aspect sous lequel on peut examiner les structures de la société traditionnelle déstructurée : endogénéisation des éléments exogènes en premier lieu, la première réaction d'une unité cohérente devant une mise en contact asymétrique, étant d'absorber les facteurs que l'extérieur lui impose, afin de les neutraliser et de se consolider ; exogénéisation des éléments endogènes, en second lieu : la mise en contact étant asymétrique, l'élément dominant volontariste réussit finalement à orienter l'évolution dans le sens qui est le sien.

Mais avant d'en arriver à ce niveau de compréhension global, il convient de saisir l'immédiateté de la réalité évolutive actuelle, et les

buts objectifs qu'elle poursuit. C'est ce que nous allons tenter de faire à partir d'une analyse - disons typologique - des exploitations familiales, sur la base de notre enquête à Antanimasaka.

1) Typologie des exploitations familiales et stratégies différentielles.

Pour saisir la structure économique actuelle de la société villageoise, nous procéderons à une analyse typologique des familles, analyse dont les critères déterminants amènent à recenser tout d'abord les conséquences actuelles de la mise en contact d'une société traditionnelle non marchande avec un système basé sur les rapports marchands.

Les besoins monétaires auxquels doivent faire face les paysans peuvent être résolus de trois façons :

- 1.- Soit - et c'est la solution la plus ancienne - on vend une partie de la récolte de riz aux collecteurs qui, le plus souvent, font office d'usuriers lorsque, au moment de la soudure, les paysans sont obligés de racheter du riz au prix fort, pour pouvoir se nourrir jusqu'à la prochaine récolte ; laquelle récolte ils devront vendre pour rembourser notamment les prêts et crédits usuraires qui leur auront été consentis lors de la soudure. Le cercle se referme alors en se consolidant.
- 2.- Soit - Solution plus récente - on se met à pratiquer un travail, salarié ou non, mais en tout cas permettant de se procurer l'argent nécessaire, en dehors de sa propre activité agricole. C'est cette solution que nous regroupons sous le terme générique de "travail à l'extérieur".
- 3.- Soit - Solution qu'essaie d'implanter la politique agricole du gouvernement par l'intermédiaire du projet de mise en culture rationnelle des collines - on se met à pratiquer des cultures de rapport. Produire pour vendre, non plus au gré des besoins mais bien systématiquement, tel est l'avenir auquel on destine la paysannerie.

Si, en apparence, le choix est libre entre ces diverses solutions, il ne l'est pas dans la réalité des choses. Pour le montrer, il faut croiser trois caractéristiques ou critères principaux, croisement qui nous permettra d'aboutir à une typologie.

- Un premier critère est celui que nous appellerons "caractéristiques de l'exploitation familiale". Il désigne d'une part la force de travail disponible dans la famille, par rapport à la taille de la famille ; d'autre part l'importance du moyen de production disponible : la terre, et principalement les rizières (1).

Ce premier critère est un critère différenciateur par rapport aux deux autres qui sont des critères permanents et stables pour l'ensemble des familles, du moins à un niveau régional.

- Le second critère est celui constitué par le calendrier culturel. Mis en rapport avec le premier critère différenciateur, il devrait intégrer les temps de travaux, et surtout, le type de travail utilisé (travail familial, travail d'entr'aide, travail salarié). Et cela, de manière explicative. En effet, de la taille du moyen de production-terre dépendent les temps de travaux nécessaires ; de l'importance de la force de travail disponible dépendent les temps de travaux possibles ; par contre, les temps de travaux réellement effectués selon l'un des trois modes précédents (familial, d'entr'aide ou salarié) seront fonction de la mise en rapport des deux premiers critères avec le troisième.

- Le troisième critère est en effet celui constitué par le calendrier des besoins monétaires. C'est ici que va se situer l'étude des stratégies différentielles des diverses familles. L'importance des besoins monétaires (leur maximisation par certains, leur minimisation par d'autres)

(1) Les rizières sont traditionnellement considérées comme la seule richesse foncière. Les cultures de collines ne sont jamais considérées que comme un appoint.

va en effet rendre nécessaire l'apparition d'une certaine division du travail (travail d'auto-subsistance - travail rémunéré) à l'intérieur des familles, tout comme entre les familles (1).

Ainsi, au terme de ce triple croisement, nous croyons pouvoir comprendre le choix effectué entre les trois solutions énoncées plus haut (usurier, travail à l'extérieur, cultures de rapport) : choix qui dépend en fin de compte de la situation économique et sociale de chaque famille (2).

1. - L'application du premier critère : "caractéristiques de l'exploitation familiale" débouche sur le problème de la division foncière.

Ceux qui disposent de rizières en importance adéquate par rapport à la taille de la famille correspondante, sont en effet :

- Groupe 1 (1^o génération) : Les Anciens. La répartition du patrimoine foncier intervient à l'intérieur des familles dès que la génération suivante acquiert son indépendance, en général par le mariage. Une fois la répartition effectuée, la part attribuée aux Anciens reste stable jusqu'à leur mort.

-
- (1) Ce dernier cas peut se concrétiser ainsi : une famille peut consacrer tout ou partie de sa force de travail à des gains monétaires ; elle sera alors obligée d'utiliser le salariat (main d'oeuvre constituée par la force de travail des autres familles) pour cultiver ses terres.
- (2) Cependant, nous devons préciser tout de suite que l'établissement de ces critères n'a pas donné lieu à des calculs précis. D'abord parce que cette méthode analytique a été mise au point après l'enquête sur le terrain ; ensuite parce qu'une enquête de temps de travaux et budgets familiaux s'avère très lourde et très coûteuse, et ne peut intervenir qu'après un séjour assez prolongé sur le terrain (phase de mise en confiance).

Nous pensons d'ailleurs que l'établissement de chiffres très précis sur un échantillon de 77 familles, n'a d'intérêt que s'il sert à établir des tendances approximatives : ce que nous avons essayé de faire assez empiriquement.

Une méthode intermédiaire entre l'empirisme pur et la précision statistique eût été la méthode de sémiologie graphique mise au point par Bertin. Encore fallait-il disposer à cet effet d'une matrice graphique. Nous pouvons envisager d'y recourir dans un approfondissement ultérieur de cette étude.

-Groupe II (2° génération) : Les membres de la génération qui suit celle des Anciens. Il s'agit là d'une phase transitoire dans la mesure où un regroupement des terres a pu intervenir par voie d'héritages et où une nouvelle répartition n'est intervenue que partiellement ou pas du tout, selon le rythme d'acquisition de l'indépendance par la nouvelle génération.

- Et lorsque la répartition a effectivement lieu, ce groupe II se scinde en deux. Pour les groupes III (2° génération) et IV (3° génération), il y a dès lors inadéquation entre taille des rizières et taille de la famille.

Le groupe I ne connaît généralement pas de soudure. Le groupe II n'en connaît pas non plus, ou alors elle est limitée à 2-3 mois (1). Les groupes III et IV ont une soudure supérieure à 3 mois et pouvant aller jusqu'à 6-7 mois.

Si la taille moyenne des rizières dans l'exploitation traditionnelle est estimée dans les documents officiels à 60-65 ares (environ 20 repiqueuses (2)), plus significative à notre avis est la taille modale (3) qui est d'environ 30 ares (10 repiqueuses).

Or on constate que les valeurs supérieures à cette taille modale de 10 repiqueuses correspondent à peu près strictement à la taille modale de la famille (4-5 personnes). C'est le groupe II (2° génération) qui se trouve ainsi représenté.

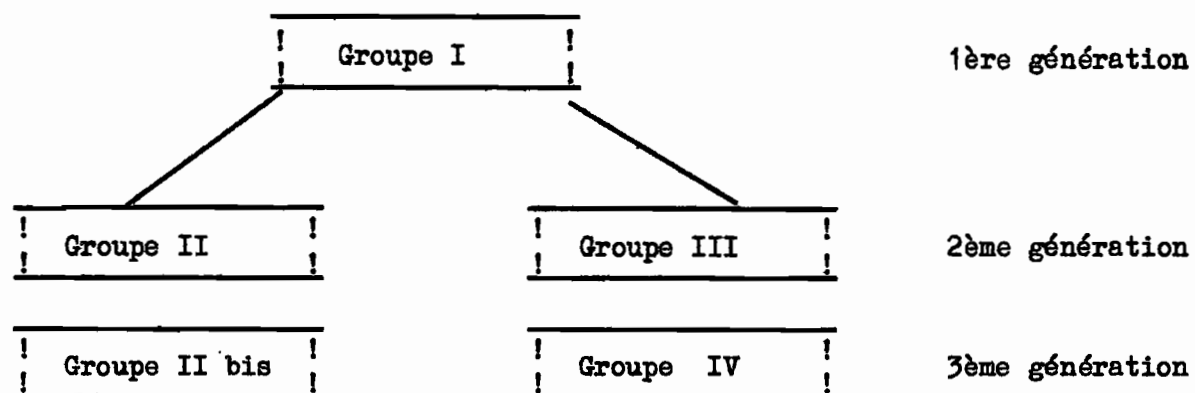
Les familles peu importantes (moins de 3 personnes) sont corrélées approximativement à la valeur modale des rizières. Il s'agit là du groupe I des Anciens.

(1) Ces chiffres et ceux qui suivent sont cités à titre indicatif. Ils ne peuvent évidemment pas être généralisés.

(2) En milieu rural malgache, la surface des rizières est estimée au nombre de journées de femmes nécessaire pour repiquer les rizières (une repiqueuse équivaut à peu près à 3 ares).

(3) Mode et médiane semblent correspondre (en première approche).

	Groupe I Anciens 1ère génération	Groupe II 2è génération	Groupe II bis 3è génération	Groupe III 2é génération	Groupe IV 3è génération
Taille de la famille	Infra-modale 3 personnes	Modale 4-5 personnes	Modale 4-5 personnes	Infra-modale 3-4 personnes	Supra-modale 5 à 10 personnes et +
Taille des rizières	Modale 30 ares	Supra-modale 40 à 60 ares et +	Supra-modale 30 à 40 ares	Infra-modale 12 à 20 ares	Infra-modale 12 à 20 ares



Le reste des données se répartit comme suit : le groupe III et une partie du groupe IV se caractérisent par de faibles tailles de rizières et de la famille (sous-modales) ; le reste du groupe IV, par l'importance de la taille de la famille (supra-modale) et la faible taille des rizières (sous-modale) (1) (2).

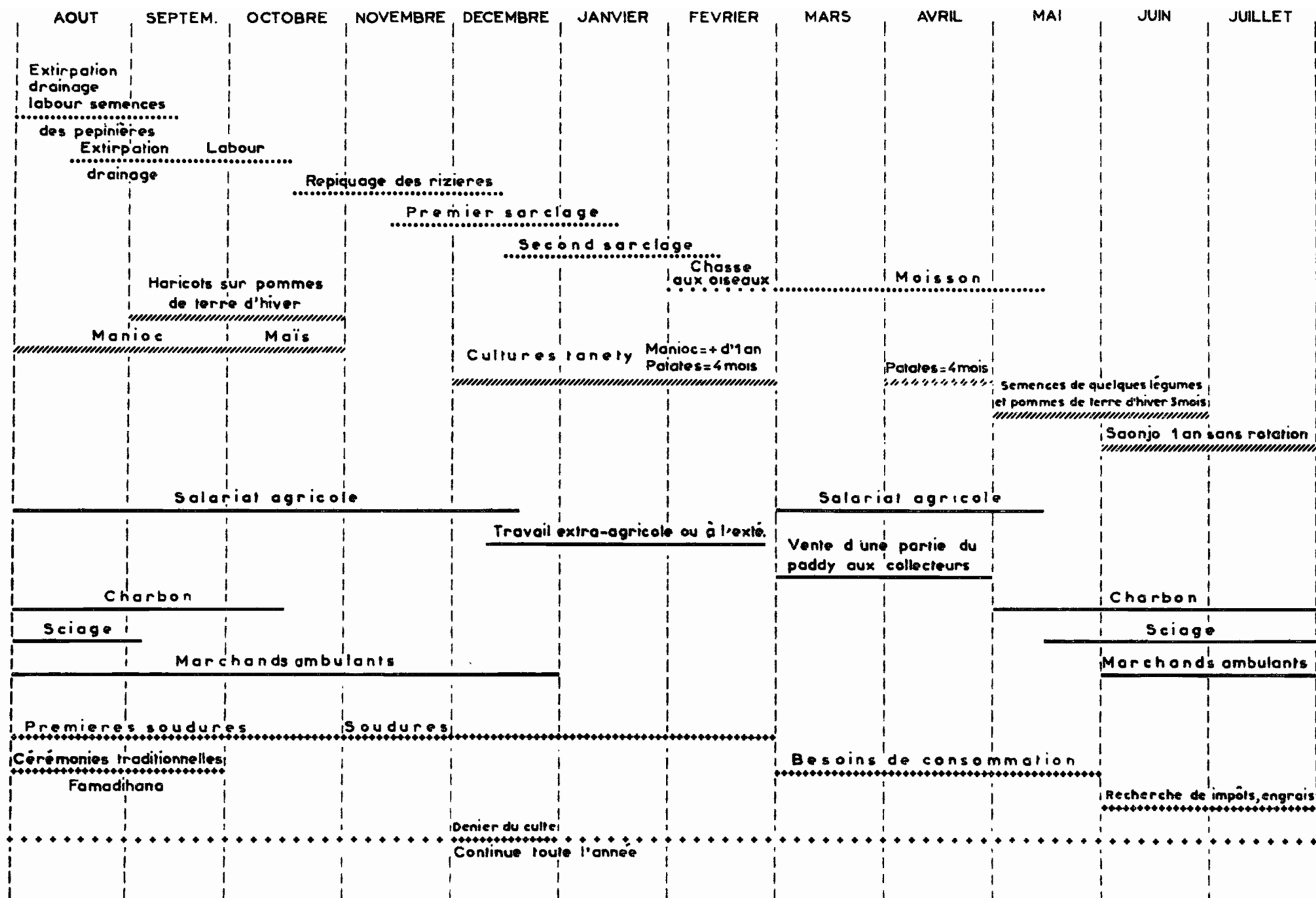
Il faut faire à ce point deux remarques :

- 1) Tout d'abord, il s'agit ici d'une analyse statique, et non d'une analyse dynamique. La classification ne préjuge pas de l'avenir des groupes, en ce sens que la dernière génération (groupe IV) n'est pas appelée à se transformer dans le temps en le groupe II ou I.
- 2) D'autre part, il existe des exceptions notables à cette classification. Nous allons y revenir plus loin. Il serait faux, en tout cas, de penser que la seule différenciation sociale et économique provienne de l'évolution interne du système traditionnel. Et les exceptions à la classification, ainsi que les différenciations à l'intérieur de chaque groupe représentent en fait l'action des éléments exogènes.

2. - L'application du second et du troisième critères : travaux agricoles et besoins monétaires.

C'est dans le seul but de l'exposition que nous avons distingué ces deux critères. La liaison qui existe entre les deux transforme leur caractère de permanence et de stabilité en caractère de différenciation. Ils constituent en fin de compte le critère différenciateur externe.

-
- (1) C'est finalement pour ces 2 derniers groupes qu'est atteint le seuil de saturation estimé à 11 ares par habitant (équilibre Production-Consommation). Cf. SCET-Coopération : "Imerina. Etude régionale". 1963.
 - (2) Pour établir ces corrélations, nous avons établi un tableau à double entrée : Numéro des familles - Caractéristiques des familles. Mais cet appareil était difficilement maniable puisque, pour interchanger familles et caractéristiques, il fallait recommencer la totalité du tableau. D'où l'intérêt du système de Bertin.



Réexaminons les divers groupes à la lumière de ce dernier croisement.

- a) Le groupe I des Anciens : Ceux-ci ne travaillent pas eux-mêmes leurs terres, du moins en général. La force de travail dont ils disposent est celle de leur descendance plus ou moins large ; alors qu'au contraire la taille des terres dont ils disposent est inversement proportionnelle au nombre de leur collatéraux, donc finalement à l'importance de leur ascendance.

Un tel système permet d'avoir une emprise croissante sur la nature lorsque la terre n'est pas limitée. Lorsqu'elle le devient, lorsque la frontière est atteinte, le système voit se développer en son sein une contradiction fondamentale : travaux agricoles et besoins monétaires (travaux à l'extérieur) exigent une force de travail importante, donc une descendance-dépendance nombreuse. Et, en sens contraire, l'accroissement de la descendance s'oppose au maintien d'un patrimoine foncier suffisant ; le mécanisme structurel expansionniste se transforme en mécanisme régressif.

Pour illustrer le cas de ce groupe, on peut citer trois exemples pris au village :

- 1° cas : La descendance du vieux A qui eut 2 femmes est nombreuse. Ses nombreux dépendants l'aident financièrement ainsi que pour les divers travaux agricoles. Lui-même ne fait pratiquement plus rien et passe une vieillesse heureuse à méditer.
- 2° cas : Le vieux B, frère de A, a eu une descendance moins nombreuse. Il dispose de terres en moindre quantité que A, probablement parce que sa mère fut répudiée par leur père (1). C'est sans

(1) Pour approfondir ce problème de la différenciation à l'intérieur de ce groupe, il aurait fallu recueillir les généalogies avec un très grand degré de précision. Ce prolongement de l'étude doit absolument être envisagé. Sinon nous nous heurtons à une apparente banalité : la différenciation actuelle résulte d'une différenciation antérieure.

Sans doute les règles d'héritage jouent-elles peu (les aînés reçoivent une plus grande part ; dans l'ordre : l'aîné de la 1° femme, l'aîné de la seconde, le cadet de la première, etc...)

Le facteur démographique doit être déterminant, ce qui va dans le sens de la contradiction définie plus haut.

doute là une des raisons qui a poussé ses descendants à chercher du travail à l'extérieur, comme marchands ambulants. Ils ne reviennent guère qu'au moment des labours et de la moisson. Et le vieux B est obligé de travailler seul une partie de ses terres, ne pouvant d'ailleurs les exploiter dans leur totalité. Si, idéologiquement, il continue à se réjouir de l'assistance que lui apportent ses enfants, son entourage le plaint d'avoir ainsi été abandonné par les siens.

3° cas : Le vieux C et sa femme n'ont pas eu d'enfants. Il pallie ce manque grâce à des ressources monétaires qu'il tire des charges officielles qu'il occupe et de l'excédent de sa récolte de paddy qu'il peut vendre au moment de la soudure.

C est un homme riche ; A l'est aussi mais dans une moindre mesure : c'est une richesse de type traditionnel plutôt que de type moderne ou monétaire. B est un homme pauvre.

C fait cultiver ses terres entièrement par le salariat. Il se justifie en disant que cela lui coûterait plus cher de faire appel à l'entr'aide-don de travail (1). En fait il n'en a pas la possibilité.

A au contraire utilise le pouvoir que lui permet son ancienneté pour faire appel à l'entr'aide findramana (entr'aide-don de travail). C'est une forme d'entr'aide réservée aux personnes influentes par laquelle celles-ci font appel à des parents et connaissances pour venir travailler leur terre ; en contrepartie de quoi un repas copieux avec viande leur est offert.

Quant à B, s'il travaille encore lui-même péniblement, il ne peut tout faire à lui seul. Tant qu'il disposait de toute sa force, il pouvait

(1) Voici les principales dépenses monétaires occasionnées par les travaux d'une rizière de 10 repiqueuses : (1 Fmg = 0,02 FF)

- labour à la charrue : 1.000 Fmg.
- Nivellement à la herse : 1.500 Fmg.
- Repiquage : 10 femmes x 100 = 1.000 Fmg.
- Engrais : 2 à 4 sacs en 2 périodes (repiquage et sarclage) : 1.600 Fmg.
- Moisson : salaire des ouvriers (ou repas de l'entr'aide) : 1.000 Fmg.
- Battage : 3 hommes x 150 = 450 Fmg.

	Groupe I Anciens 1ère génération	Groupe II 2è génération	Groupe II bis 3è génération	Groupe III 2è génération	Groupe IV 3è génération
Type prédomi- nant de force de travail	Dépendants (entraide sans réciprocité) + Salarial	Salarial + Dépendants (entraide dans réciprocité)	Famille + Salarial	Entraide Echange de travail (famille incluse)	Entraide Echange de travail (famille incluse)
Type d'activité rémunérée	Activités des dépendants (sans réciprocité)	Fonctions techniques administratives commerciales sur place ou petits emplois à la ville	Salarial ou petits emplois à la ville Marchands ambulants	Activités des descendants (sans dépendance directe)	Salariés agricoles Scieurs

entrer dans l'entr'aide-échange de travail : le valin-tàana. Mais quand l'heure vint où il ne put rendre le travail reçu, il dut faire appel au salariat grâce aux contributions financières de ses enfants. Ce qui frappe dans cet exemple, c'est la reconstitution du findramana sur la base du salariat.

- Le groupe II est sans conteste le plus dynamique. Disposant d'une force de travail importante, une division du travail peut y apparaître.

La division des terres n'étant pas encore ou peu intervenue, la cohésion familiale est conservée sous la forme d'une interdépendance réciproque. Les hommes jeunes ou relativement jeunes du groupe partent à la ville ou plus généralement à l'extérieur pour gagner l'argent nécessaire à l'ensemble du groupe, le plus souvent à la morte saison des travaux agricoles, comme marchands ambulants (salariés de gros patrons parvenus), scieurs, etc... Mais ils reviennent toujours au moment des grands travaux. Il arrive parfois que le père exerce ou ait exercé un métier plus ou moins permanent à la ville (coiffeur, marchand, chauffeur, etc...).

Dans ces cas-là, les femmes se retrouvent seules et sont chargées d'assurer la bonne marche de l'exploitation, suivant en cela les directives que leur ont données les hommes à leur départ. Ces femmes se voient ainsi confier les travaux de cultures sèches sur collines, ce qui les amène à rentrer dans l'entr'aide, mais surtout à embaucher des salariés.

Ce sont les seuls cas d'exploitations réellement dynamiques. Les gains d'argent à l'extérieur ont évidemment de multiples utilisations, mais ils servent aussi à moderniser l'exploitation, soit en diversifiant ses activités : élevage de boeufs de fosse, porcs, soit en permettant d'acquérir des instruments de production modernes : attelage avec charrue et herse. Sans doute y a-t-il là une stratégie à long terme pour remplacer le travail incertain du chef de famille à la ville. Or l'URER entendait développer les travaux à façon, car ce n'est qu'à long terme que la culture attelée se généralisera. Si l'on tient compte du fait que le labour d'une rizière

de 10 femmes revient à 1.000 fmg, que le labour à la charrue est pratiqué partout, les seuls exploitants labourant à l'angady étant les possesseurs de toutes petites parcelles, on se rend compte alors que ce travail peut être très lucratif, d'autant plus que la concurrence est encore faible (3 attelages sur 77 familles).

On peut donc dire que par rapport au premier groupe composé d'inactifs mais pouvant mobiliser une force de travail dépendante ou salariée relativement importante, ce second groupe se caractérise par un nombre de membres actifs supérieur au nombre de membres inactifs. Comme ce groupe dispose de terres en quantité assez grande, on peut penser que l'équilibre serait atteint entre les besoins et les disponibilités en forces de travail et en produit physique. Mais si justement ce n'est pas cette solution qui se trouve réalisée, c'est parce que débouchés et structures de commercialisation ne répondent pas aux nécessités de la transformation du produit physique en produit monétaire. L'écoulement local des produits (il y a un marché pour chaque jour de la semaine dans un rayon de 12 km autour du village) est réduit du fait de la distance et du transport par les femmes sur la tête. Les prix pratiqués n'y sont guère plus intéressants que ceux proposés par les collecteurs de passage. Pourtant il faut noter que ces collecteurs sont en mesure de pratiquer des prix supérieurs aux prix de vente au marché d'Isotry à Tananarive ; ceci provient du fait que l'écoulement se fait parfois vers Tamatave où les prix sont plus élevés : la province de Tananarive fait oublier que la Côte Est est toute proche.

Toujours est-il que la réponse : "On ne savait pas qu'on pouvait gagner de l'argent sur les collines !" n'était pas si rare. Si donc l'équilibre physique peut être atteint facilement et directement dans le cas présent, le choix d'une solution plus complexe et indirecte s'explique par la quête nécessaire de l'argent. L'autosubsistance n'existe plus.

Ne connaissant pas ou peu la soudure, ces familles peuvent libérer pendant tout ou partie de l'année la plus grosse part de leur force de travail qui va s'investir (pour un terme plus ou moins long) dans des

occupations plus rémunératrices que le travail agricole. Ceci permet de bénéficier des termes de l'échange favorables aux travaux non agricoles par rapport aux travaux agricoles. D'où l'intérêt de libérer la totalité de la force de travail et de faire travailler les rizières - et éventuellement les collines - par des salariés.

Ces salariés sont fournis localement par le groupe IV. Mais avant d'étudier ce groupe, il nous faut ajouter que le groupe II comprend également des éléments qui diffèrent quelque peu de ceux déjà décrits.

On peut en effet faire rentrer dans ce groupe les familles pour lesquelles la division des terres a déjà été opérée, mais où l'exploitation continue à former un tout. On n'y remarque pas cependant une division du travail aussi claire que précédemment. Assez curieusement, c'est parmi les Anciens de ce sous-groupe que se recrutent les élus ou les responsables administratifs locaux. Ce fait - apparemment curieux - provient de ce que les Anciens de ce sous-groupe ont un âge respectable qui leur donne un poids social important ; mais contrairement au groupe I, ils appartiennent à une génération - la suivante - pour laquelle le pouvoir moderne a une importance au moins aussi forte que le pouvoir traditionnel ; d'autre part leur âge n'est pas suffisamment avancé pour qu'ils s'éloignent d'eux-mêmes, ou soient éloignés des fonctions administratives modernes.

Les fonctions qu'ils occupent leur évitent de s'expatrier. Ils peuvent bénéficier sur place de termes de l'échange favorables. Peut-être est-ce là aussi la raison qui a fait que leurs dépendants sont restés au village. Ils peuvent y acquérir - mais ce n'est pas toujours le cas - des fonctions culturelles ou techniques ou administratives qui les fixent plus ou moins définitivement.

Ce qui distingue ces aînés et ces cadets par rapport à ceux qui forment les groupes III et IV, c'est la possession de terres suffisantes pour leur éviter la soudure. Sans doute le facteur démographique (qui forme l'un des 2 pôles de la contradiction définie plus haut) a-t-il dû être, au moins partiellement, déterminant.

On peut penser que ce sous-groupe est également dynamique, quoique dans une moindre mesure que le précédent. S'ils n'hésitent pas à investir en inputs divers (engrais, etc...), ils n'investissent pas en capital (charrue...). Peut être parce qu'ils ont trouvé sur la terre de leurs Ancêtres des occupations lucratives que les autres vont chercher ailleurs, tout en prévoyant leur retour.

Pour toutes ces catégories : groupe I et les 2 sous-groupes II, le calendrier agricole et monétaire joue peu : la saisonnalité des travaux agricoles et monétaires n'influe guère sur l'utilisation qui est faite de la force de travail familiale. Le croisement des 3 critères est néanmoins intéressant dans leur cas parce qu'il devrait permettre de calculer les bénéfices qu'ils retirent des termes de l'échange (ou des termes du don dans le groupe I) : ceci implique néanmoins une quantification de l'entr'aide et du salariat pour la riziculture, mais aussi pour les collines dans le cas du groupe II, actuellement le seul à produire partiellement pour le marché.

- Avec les groupes III et IV, nous rentrons dans une contradiction apparente. Vue l'exiguïté de leurs terres, il semblerait que la force de travail dont dispose chaque élément de ces 2 groupes, suffise à mettre en valeur ces terres. Or il n'en est rien. On peut constater que c'est dans ce cas précis que l'entr'aide-échange de travail est restée relativement vivante et - fait très intéressant - vis-à-vis du groupe II, le travail fourni par les groupes III et IV s'échange contre de l'argent. La réciprocité est devenue monétaire (1).

Là se situe la véritable coupure économique et sociale de la communauté. Le groupe I est en effet appelé à disparaître pour se fondre à la mort de ses membres, dans le groupe II.

(1) On peut constater que même lorsque l'argent médiatise les échanges de travail à l'intérieur des groupes III et IV, il n'apparaît pas comme un élément dissolvant, mais au contraire comme un élément conservatoire.

Si l'on tient compte du fait que pour un certain nombre de familles de ces groupes III et IV, la soudure commence dès le mois d'août (4 ou 5 mois après la récolte), le maintien de la forme traditionnelle de coopération dans le travail permet de consacrer l'argent issu des rapports de salariat avec le groupe II pour acheter le riz nécessaire. Ainsi peut-on affirmer qu'une partie de l'argent gagné à l'extérieur par le groupe II est redistribué dans la communauté villageoise. Cette redistribution provient de la complémentarité qui se crée entre deux corrélations : d'une part, les emplois rémunérés à l'extérieur et la culture des terres par le travail salarié, d'autre part, le salariat agricole sur place et le maintien des formes d'entr'aide.

Néanmoins, cette redistribution est insuffisante lorsqu'arrive l'époque des grosses dépenses : impôts notamment. Le travail salarié fourni au moment de la moisson a permis de satisfaire certains besoins de consommation. Après la moisson, le riz est provisoirement abondant. L'impôt va tomber en juin-juillet ; aussi dès la fin du mois d'avril, les possibilités de travail sur place étant épuisées, on assiste à un véritable exode des hommes de ce groupe. Ils partent comme salariés agricoles vers les régions où le décalage des saisons leur permet de travailler, ou comme scieurs vers Tananarive ou Ambatondrazaka : travail essentiellement temporaire car dès que la soudure commence à se faire sentir, il faut être de retour pour gagner l'argent au jour le jour et sur place, afin d'acheter le riz quotidien de la famille. C'est alors le début des travaux sur pépinières et les premiers labours des rizières. La région autour du village leur offre à nouveau la possibilité de trouver un travail salarié.

Il faut remarquer ici que le salariat agricole permanent, sur place et à l'extérieur, est une des caractéristiques des ménages composés uniquement de femmes (divorcées) (1) ; le métier de scieur - très dur - est un travail réservé aux hommes jeunes.

(1) C'est l'importance des migrations qui a provoqué l'élévation du nombre de divorces, semble-t-il.

Les Anciens du groupe III peuvent rentrer dans une certaine division du travail avec les jeunes du groupe IV, leur permettant par exemple de revenir de l'extérieur bien après les premiers travaux agricoles dont ils se chargent. Mais les groupes III et IV sont profondément coupés l'un de l'autre par de multiples conflits. De toute façon, cette division du travail ne permet pas d'étendre les cultures de collines car celles-ci représentent un investissement en travail et en argent (semences...) qui ne rapportera qu'au bout de 3 mois au minimum (pommes de terre), plus d'un an au maximum (manioc).

Le groupe IV est caractérisé, nous l'avons déjà dit, par l'exiguïté des terres (de même que III). A l'intérieur de ce groupe, on peut distinguer d'une part les membres de l'ancienne caste des hommes libres (les Hova), en voie de salarisation permanente. Ce sont de futurs paysans sans terres, car le grand nombre des membres de la plus jeune génération qui arrive va faire éclater définitivement le patrimoine foncier. D'autre part, font également partie de ce groupe un grand nombre d'anciens esclaves (les Andevo) qui, si l'on peut dire, essayent de parcourir le chemin en sens inverse.

Le métier de scieurs salariés qu'ils exercent pour la plupart, a pour motivations, en dehors des besoins monétaires indispensables, l'accession à la propriété. Car la suppression du système de castes par le colonisateur a eu pour effet de transformer les Andevo en métayers de leurs anciens maîtres Hova. Pour sortir de leur condition, les Andevo essaient d'accumuler suffisamment d'argent (en se faisant scieurs) pour acheter des terres. Mais cette accession à la propriété est difficile (les ventes de rizières - terres des Ancêtres - étant rares) et précaire, car ne permettant pas toujours de se libérer de la tutelle des maîtres (terres peu productives en raison de la proximité d'eucalyptus appartenant aux Hova, par exemple).

A côté de ces anciens esclaves, on trouve encore dans ce sous-groupe, les Hova qui sont devenus les métayers des anciens nobles (Andriana) : ceux-ci, ayant des professions administratives ou libérales à la ville, ont en effet laissé leurs terres en métayage. Et là encore le sciage du bois a pour but l'accession à la propriété.

Quant aux ménages composés de femmes-salariées agricoles (et ce n'est pas un cas marginal dans la mesure où le nombre de femmes divorcées est relativement important), leurs stratégies divergent légèrement selon le premier critère. Examinons deux cas :

Dans le cas D, 2 femmes adultes et 2 enfants, la soudure est de 5 mois ; dans le cas E, 3 femmes adultes et 3 enfants, la soudure est de 8 mois. Dans les 2 cas, chaque force de travail a à sa charge une personne (avec en plus un désavantage pour D, en raison de l'âge de la mère). Mais les besoins monétaires ne sont pas strictement proportionnels à la taille de la famille. Ainsi en D, les 2 femmes y subviennent tout juste par le salariat et le tissage de rabanes ; en E au contraire, la contribution des 3 forces n'a pas besoin d'être aussi permanente qu'en D, et il est possible de les libérer partiellement ou temporairement pour cultiver les collines et à un plus haut degré que ne le permet la saisonnalité du salariat en D. C'est-à-dire que lorsque les occasions de salaire se présentent, D y consacre toute sa force de travail, alors que E peut continuer à consacrer une partie de sa force de travail aux cultures sèches sur collines.

Pour conclure sur ce groupe, disons que, de même qu'en II le triple croisement permettait d'évaluer l'importance relative de la force de travail vendue et de la force achetée, de même en III et surtout en IV, il permettra d'évaluer l'importance de la force de travail vendue par rapport à celle conservée pour l'autoconsommation.

Et le fait que le temps de travail effectif soit inférieur au temps de travail nécessaire à la conduite de l'exploitation (phénomène résolu par la conservation de l'entr'aide) n'est évidemment pas le signe

d'un sous-emploi, mais au contraire d'un suremploi de la force de travail, qui dans bien des cas se renouvelle difficilement : travail exténuant (les scieurs disent qu'ils "vendent leur force" ou "vendent leur vie") et nourriture insuffisante s'y opposent.

C'est qu'en effet, l'importance des courants migratoires saisonniers créés par la recherche de l'argent, rend ce renouvellement non nécessaire. Dans la région autour du village, ce courant est orienté Sud-Nord, d'Ambohimiadana et en deçà au Sud, jusqu'au lac Alaotra au Nord.

+
+ +

Chaque groupe I, II, III et IV est donc profondément hétérogène. Bien que nous n'ayons pu appliquer strictement le croisement des 3 critères (en l'absence de relevés précis), il faut constater que c'est ce croisement qui nous a permis d'opérer la distinction entre ces groupes, et aussi à l'intérieur de ces groupes. Nous voyons là une preuve suffisante de l'intérêt d'approfondir une telle voie.

Mais avant d'exposer les conséquences de ce processus de structuration sociale sur les résultats prévisibles d'une opération d'intervention telle que le "projet-tanety", il convient de pallier l'imperfection de la typologie ci-dessus en décrivant deux cas marginaux principaux : la nécessité de ce complément vient du fait, qu'à notre avis, ce sont ces cas marginaux qui pourront répondre le mieux aux contraintes posées par cette opération.

Ces divers cas répartis en 2 groupes F et G peuvent se rattacher au groupe IV pour le rapport de la force de travail à la taille de la famille. Mais par l'importance du patrimoine foncier, ils se rattachent au groupe II. Et il est bien évident que c'est cette dernière appartenance qui est déterminante. En effet, si nous retrouvons toujours la différenciation foncière antérieure à l'origine de la différenciation actuelle,

l'étude des stratégies obligées du groupe IV nous permet de comprendre comment la non soumission à cette nécessité peut se traduire par un début d'accumulation monétaire, à partir de l'activité agricole d'abord, qui permet de dégager un surplus à vendre ou à prêter ; puis vient l'adjonction d'une activité commerciale lucrative dont les effets se cumulent avec le surplus agricole dégagé. Ce peut être la commerce de l'épicerie ou de la boucherie, par exemple, mais ce peut être aussi tout simplement le commerce des bêtes : l'élevage. Cependant dans ce dernier cas, il y a toujours une étape intermédiaire : acquisition d'un poste administratif ou d'une technicité recherchée.

Les habitants du village distinguent ces "nouveaux riches" (groupe F) des "riches de toujours". Autrefois c'étaient des gens pauvres, dit-on ; mais c'était avant qu'intervienne un regroupement foncier, ou au moins l'acquisition d'une technicité.

Il apparaît ici que ce sont les individus qui ont trouvé sur place des moyens de gagner des rémunérations importantes, qui s'avèrent les plus dynamiques dans leurs activités économiques, aussi bien agricoles que commerciales ou techniques. Ce sont les représentants de la nouvelle bourgeoisie rurale en formation. Remarquons que certains individus traditionnellement riches ont conservé et même accentuent leur importance par la conquête et la conservation du pouvoir politique ou administratif (acquisition qui leur est d'ailleurs facilitée du fait de leur richesse) ; quant à la couche récente qui est venue s'ajouter à cette bourgeoisie reconvertie, elle est issue des regroupements fonciers, c'est-à-dire des aléas démographiques ou migratoires.

Mais l'aléa migratoire peut devenir un élément organisé : nous croyons en voir la preuve dans le cas G qui fait partie des riches traditionnels. La division foncière n'est pas intervenue ici parce que depuis une génération et sans doute plusieurs, la terre reste entre les mains d'un seul enfant, tandis que les autres vont travailler par exemple dans

les magasins que la famille possède à la ville. Il y a des chances - mais nous n'avons pu le vérifier - pour que ces magasins ou les divers postes de responsabilité dans ces magasins ou toute autre activité urbaine soient devenus transmissibles par voie d'héritage, au même titre et en concurrence avec la terre familiale (le métayage se trouve alors restreint). Dans ce dernier cas, l'exploitation agricole est moderne, mais il n'est pas sûr qu'elle recherche l'accumulation foncière. Le dynamisme est moindre que dans les cas précédents. Peut-être parce que le facteur démographique y est maîtrisé, alors qu'il pousse à un équilibre toujours supérieur les "nouveaux riches" et les "riches de toujours" qui sont restés sur place.

+
+ +

Que peut nous apprendre la typologie précédente en ce qui concerne la vulgarisation de la mise en valeur des collines ?

Il est évident que les cas marginaux envisagés en dernier lieu sont les plus indiqués pour suivre le "projet tanety". Ils font partie des exploitants les plus dynamiques et ont les moyens d'appliquer la nouvelle méthode. Chez eux d'ailleurs, l'élevage est devenue une activité parallèle et purement commerciale. Il ne devrait pas y avoir de difficulté pour la transformer en activité complémentaire de l'agriculture. Ces marginalités se constituent d'ailleurs en un groupe plus ou moins cohérent. Marginalité n'est pas ici synonyme d'exception.

Mais nous devons aller au delà de ce groupe puisque le "projet tanety" est une vulgarisation de masse. Quelle peut être l'attitude des 4 autres groupes devant cette opération ?

Les travaux de la section Agronomie de l'ORSTOM (1) montrent, en ce qui concerne les temps de travaux, que les exploitants ayant opté pour

(1) HUYNH-VAN-NHAN et VICARIOT F. : Suivi agro-économique de 53 exploitations de l'URER de Tananarive : Résultats de la campagne 1969-70". (ORSTOM-MAER, 1970). + Annexe III : Premières observations techniques et économiques sur les SMCS.

le SMCS connaissent de ce fait des temps de travaux soit inférieurs (d'environ 50 %) à ceux des cultures traditionnelles, soit supérieurs (50 %).

En effet, si les sous-groupes marginaux F et G ont pu parfois commencer à pratiquer des cultures de rapport (choux par exemple) et saisissent de ce fait l'occasion qui leur est fournie par l'URER de se procurer sur une surface donnée des revenus aussi importants en n'acquérant qu'une force de travail moindre, par contre c'est l'inverse qui se vérifie lorsque la moyenne de 60-65 ares de cultures de collines n'est pas représentative de l'ensemble. Il est dès lors possible que pour les pratiquants éventuels des groupes II et IV, la nouvelle méthode se traduise par un surplus de travail à fournir.

Dans ces conditions, on peut dire que pour le groupe II, l'intensification et l'extension des cultures de collines ne sont pas nécessaires : la soudure est courte ou inexistante ; intensification et extension sont impossibles à mener à bien par la seule utilisation de la force de travail familiale, mais possibles par la disposition de moyens monétaires permettant d'acheter une force de travail salariée.

Pour le groupe IV (et le groupe III (1)), l'intensification et l'extension des cultures de collines seraient absolument nécessaires (la soudure a tendance à s'aggraver) ; d'autre part intensification et extension seraient possibles du point de vue de la force de travail disponible (entr'aide), mais impossibles du fait de la faiblesse des moyens monétaires : les familles ne peuvent se permettre d'immobiliser des sommes monétaires et une force de travail relativement importantes sur des terres qui ne produiront et rapporteront qu'au bout d'un certain délai.

Ainsi en ce domaine des cultures sèches, les possibilités sont liées à la non nécessité, ou au contraire la nécessité est liée à la non possibilité : il n'y a pas d'incitation à la réalisation.

(1) Le groupe III peut être rattaché à IV. Il n'y a pas entre eux de différence significative sur ce problème.

Les agents de l'URER sont d'ailleurs conscients de cette contradiction. Pour y pallier, on a institué le crédit-riz pour embaucher des salariés : il est obligatoire et doit intervenir préalablement au crédit pour la mise en culture des collines sous la forme du SMC. Cela veut dire qu'il est parfaitement clair que chez les familles susceptibles de suivre le projet, la force de travail disponible est insuffisante. C'est le cas du groupe II qui peut accepter le crédit et à qui on peut en accorder.

Mais les adhésions du groupe des marginaux et du groupe II ne suffiront pas à rendre massive "l'opération tanety". Il ne faut pas oublier en effet que la plus large fraction de la paysannerie se répartit entre les groupes III et IV, groupes ni assez solvables pour qu'on leur accorde le crédit, ni assez confiants pour le demander.

C'est ainsi (1) que l'URER va essayer de susciter une mise en culture des collines (en SMC) sous la forme de l'entr'aide traditionnelle. Il s'agirait de regrouper des parcelles dispersées et appartenant à diverses familles, afin de constituer des secteurs de 30 ou 60 ares. Sur ces regroupements, on pratiquerait le valin-tànana (entr'aide-échange de travail). Ce serait en quelque sorte un début de coopération de production dans la sphère marchande. Mais il nous semble qu'il y a là une sous-estimation de l'importance des conflits internes à la communauté villageoise et aux groupes qui la composent.

+

+ +

Et si, comme nous venons de le voir, les responsables de l'action URER ont perçu avec lucidité et clairvoyance certains problèmes auxquels ils risquaient de se heurter, ils ne pouvaient se donner les moyens de les résoudre, dans la mesure où ces solutions négligeaient un aspect fondamen-

(1) Nous n'avons pas trouvé cette information dans les rapports et documents. Elle nous a été donnée par les responsables de l'action sur le terrain.

tal des communautés villageoises : celui des contradictions nées de la pénétration et de la consolidation des rapports marchands : et ces contradictions apparaissent comme les nécessités dissolvantes de l'ancien mode de production. Mais le caractère particulier du mode de pénétration des rapports explique l'ambiguïté de ces contradictions. Elles dissolvent l'ancien système mais bloquent le développement du nouveau (1).

Pour soutenir cette proposition, nous procéderons à une analyse à trois niveaux :

- D'une part l'analyse de la transformation de certains rapports de production.
- D'autre part une tentative d'analyse de la structure idéologique qui se construit sur la base de cette transformation.
- Enfin, une ébauche d'analyse des relations qui s'établissent entre pouvoir politique et pouvoir économique au niveau villageois.

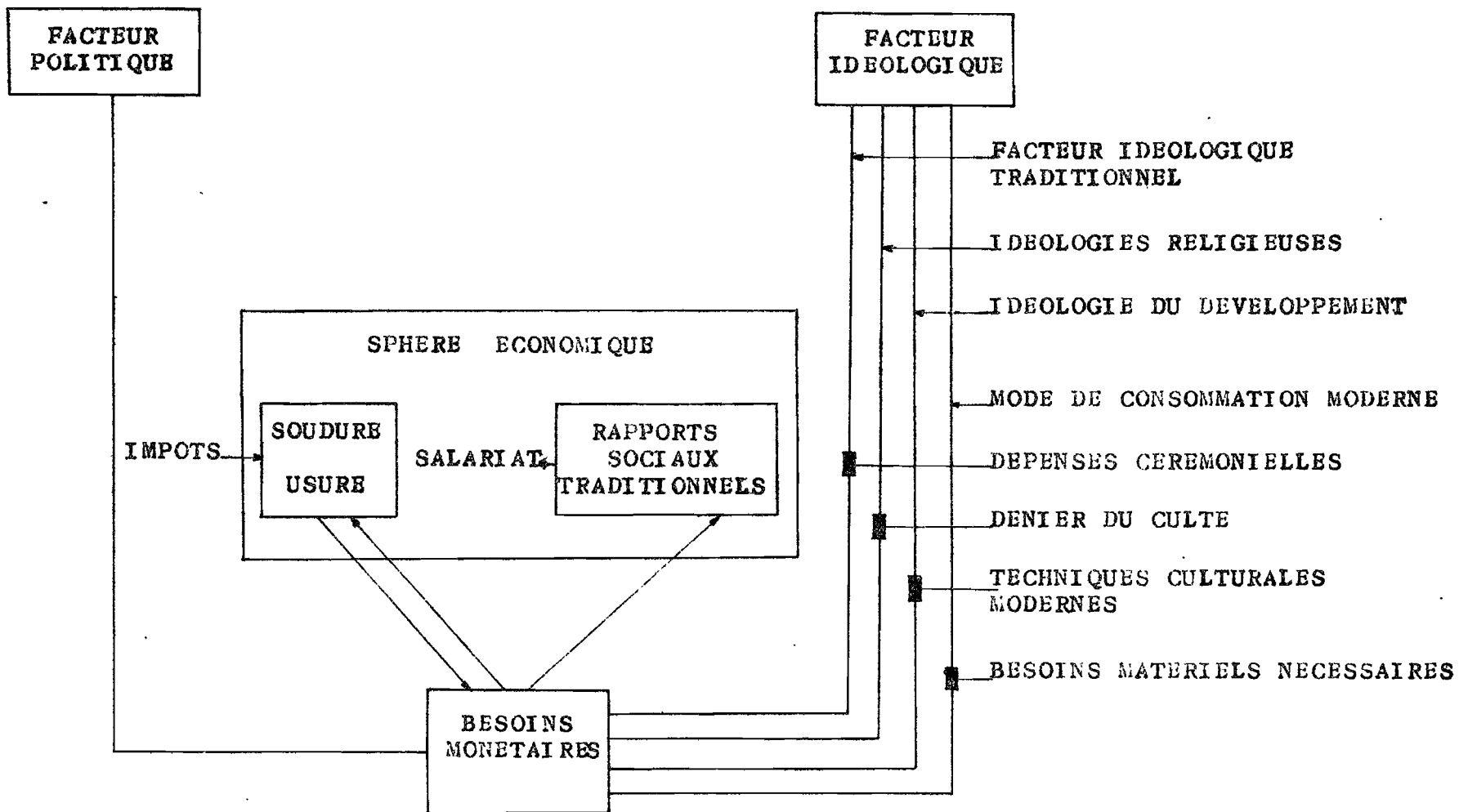
Mais auparavant, il convient d'analyser le mode de pénétration de l'économie marchande :

2.- Pénétration et consolidation de l'économie marchande.

Le tableau ci-après montre les principaux facteurs qui poussent la paysannerie à l'introduction dans l'économie marchande.

A) Le facteur politique fut premier. Le colonisateur assied sa domination économique sur sa domination politique, en instituant l'impôt. Cette assise apparaît avec une clarté tout à fait consciente dans certaines lettres de Galliéni : "L'un des reproches qui me sont le plus souvent adressés est relatif à l'impôt dont sont frappés les indigènes. Mais cet impôt /.../

(1) Sans doute faut-il dire que l'ambiguïté vient du fait que ces communautés villageoises se trouvent dans une phase transitoire, et la résolution des contradictions n'y est pas encore intervenue.



a été établi pour répondre au programme que je m'étais tracé relativement à la question indigène. Nous avons supprimé la corvée et toutes les autres sujétions auxquelles nos malgaches étaient soumis sous l'ancien gouvernement, mais en prenant cette mesure, j'ai déclaré hautement aux ministres et aux sociétés de protection des indigènes et à tous ceux qui protestaient, se plaignaient ou me demandaient des explications, que si nous ne soumettions pas dès lors nos sujets à un impôt les obligeant à un travail effectif, ils retourneraient tous à la paresse et à leur indolence habituelle. Nos administrateurs, nos colons ne trouveraient plus la main-d'oeuvre qui leur est indispensable ; les indigènes eux-mêmes se contenteraient de se procurer les ressources juste nécessaires pour leur nourriture, un peu de riz par jour, un mauvais lamba pour se couvrir. Ils ne pourraient ainsi s'habituer à un travail suivi et rémunérateur..." (1).

C'est que l'impôt de capitation (2) joue en effet un rôle objectif autre que celui de procurer des ressources fiscales à la puissance coloniale : "Il est avéré que partout dans la Grande Ile la production a progressé au fur et à mesure de l'assujettissement plus complet de nos sujets malgaches aux charges fiscales. C'est que, pour les populations encore primitives de la plus grande partie de la colonie, les besoins essentiels une fois satisfaits, la production est fonction de l'impôt" (3) ; et encore : "N'oubliez pas qu'à Madagascar, le mouvement économique dépend en grande partie de l'impôt indigène. Supprimez cet impôt et les exportations s'arrêteront..." (4).

(1) cf. Galliéni : Lettres de Madagascar 1896-1905 (Société d'Editions géographiques, maritimes et coloniales, 1928). Lettre à Chailley du 26 décembre 1903, p.133.

(2) Il s'élève actuellement à 4.000 Fmg. Il a été supprimé à compter de l'année 1973.

(3) cf. Galliéni. Rapport du 15 décembre 1904 à l'Union Coloniale.

(4) Op.cit. Lettre à Charles Roux du 25 février 1904, p.142.

B) Les facteurs idéologiques. Pour consolider sa domination politique, le colonisateur favorise la pénétration de sa propre idéologie dans les masses paysannes, notamment sous la forme des cultes religieux. C'était aborder de face les cultes traditionnels ; c'était aussi donner une éthique correspondant à la nouvelle forme de travail demandée aux paysans.

a) Actuellement les divers cultes religieux jouent un rôle qui est loin d'être négligeable, dans la pression des besoins monétaires sur les paysans. Le fiangonana (paroisse, communauté de croyants) que nous avons eu l'occasion d'observer, et qui comprenait 500 baptisés, soit approximativement 120 familles, devait fournir annuellement :

- Denier du culte : 250.000 Fmg.
- Oeuvres du diocèse : 5.000 Fmg.
- Oeuvres du séminaire : 5.000 Fmg.
- Fête des 3 instituteurs : 40.000 Fmg.
- L'écolage des enfants, jusqu'alors pris sur le denier du culte, devient payant pour les classes de 7° et 8° que la plupart des élèves doublent ou triplent : 200 Fmg par mois et par enfant.
- Participation à l'achat d'une automobile pour le curé du district. Il fallut construire ensuite le garage.
- Quêtes diverses et petits travaux fournis gratuitement.
- En outre, pour nourrir les 3 instituteurs catéchistes, la paroisse doit fournir 80 zinga de paddy, soit près de 260 kg par mois, et labourer sous forme d'entr'aide 2 terrains de collines de un demi-hectare à peu près.

Encore ce recensement n'est-il pas exhaustif.

b) De nos jours cependant, le facteur politique se heurte à la nécessité de préparer, de mener et de faire aboutir ses actions en milieu rural notamment, à travers ce qu'on pourrait appeler la nouvelle idéologie : celle du développement. Les mass-media en général, surtout la radio (1)

(1) Soulignons ici toute l'importance que revêtirait une étude du contenu des émissions destinées au milieu rural, et de leur perception par la paysannerie.

et les élus locaux en sont les vecteurs principaux. Le résultat est, assez souvent, l'émergence d'une mauvaise conscience paysanne : "Nous ne savons rien faire, nous avons tout à apprendre". "Les techniciens, les ingénieurs qui ont fait des études, ce sont eux qui savent". L'érection d'un tel rapport ne peut que rendre difficile, sinon impossible, la communication entre les deux pôles (1).

En tant que base des actions de vulgarisation technique, cette nouvelle idéologie pousse également à la multiplication des besoins monétaires (engrais, machines, outils, etc...).

Enfin les nombreux départs vers la ville, la présence de plus en plus prégnante du "monde moderne" dans les campagnes, à travers les divers échanges (commerciaux, radiophoniques, visites...) tendent peu à peu à développer dans les campagnes un mode de consommation moderne, et finalement à accroître le volume des besoins monétaires, besoins qui deviennent vite nécessaires et entrent en concurrence avec les autres.

c) On retrouve d'ailleurs ce mode de consommation à l'intérieur du facteur idéologique traditionnel. Les dépenses cérémonielles ont connu, comme partout ailleurs dans ce type de société, une inflation tellement considérable qu'on peut se demander si ce mécanisme dont la fonction était d'assurer la reproduction du système antérieur, n'a pas eu finalement pour rôle objectif de précipiter le passage à de nouveaux rapports de production.

+ +
+
+

Les divers facteurs que nous venons de passer en revue contribuent objectivement à augmenter le nombre et l'importance des besoins monétaires. Cette introduction dans l'économie monétaire devait être nécessairement une introduction dans l'économie marchande, système en

(1) Nous en avons déjà parlé dans la IIème Partie, et nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.

contradiction avec le mode de production antérieur. Ce dernier cependant n'était pas pur : des rapports de type commercial et/ou financier étaient venus s'y greffer dessus, de longue date. Cette dualité explique, à notre avis, les résultats ambivalents de la "monétarisation".

C) Production et reproduction des systèmes sociaux mis en contact.

Nous avons vu que l'introduction et la pénétration des nouveaux rapports sociaux de production - disons de la monétarisation - a été obtenue (avec plus ou moins de succès) par l'intermédiaire principalement des vecteurs de propagation politique et idéologique. Ces deux facteurs ont eu pour rôle de développer la contradiction entre le niveau des forces productives et les rapports sociaux de production.

Or, si dans bien des cas, les rapports sociaux traditionnels se trouvent dépassés, par contre une ambivalence subsiste du côté des forces productives : la force de travail a tendance à s'accroître selon le rythme de la poussée démographique, mais le capital qui est censé rendre cette force de travail plus productive, s'accroît à un rythme bien plus lent, y compris dans le secteur industriel. Il n'y a pas lieu d'explicitier ici les causes de la stagnation industrielle. Il faut y voir cependant une incapacité structurelle du système capitaliste à s'étendre géographiquement, incapacité dont la prise en compte se traduit par des politiques de développement agricole : celles-ci se caractérisent par la constitution d'un salariat et d'un quasi-salariat agricoles (1).

Avant d'approfondir ce point, il faut remarquer que des rapports de type commercial et financier étaient déjà venus se greffer sur les rapports sociaux antérieurs. Le système de collecte et de prêts usuraires mis en place à l'occasion de la soudure peut largement bénéficier de la contradiction entre nouveaux et anciens rapports de production, de la destruction...

(1) On pourra consulter à ce sujet notre article : "Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination" dactylo 43 p. 1971. A paraître dans les Cahiers Internationaux de Sociologie. 1972.

turation de ces derniers sans affermissement réel des premiers. La multiplication des besoins monétaires que nous avons étudiée plus haut, si elle peut pousser à la vente de la force de travail des individus dans le salariat, ou des travaux rémunérateurs indépendants, pousse plus généralement à la transformation du produit du travail en valeur d'échange.

Ainsi il se peut que, pour s'acquitter de l'impôt, ou acheter l'engrais, etc..., certains paysans soient jetés dans les bras des collecteurs-usuriers en vendant une partie de leur récolte, qu'ils devront racheter au prix fort, et à crédit, lorsque viendra la période de soudure. Ce résultat n'est évidemment pas en contradiction avec les facteurs qui poussent à la salarisation et à la dépossession des terres. Les paysans qui se situent dans ce cadre sont doublement liés : d'une part par des rapports de débiteur à créancier ; d'autre part par des rapports de salariat qui leur permettent, sinon de se libérer du premier type de rapport, du moins de le maintenir en équilibre.

Ainsi ces deux types de rapports ne sont pas obligatoirement antagonistes. Le cycle soudure-usure peut constituer un facteur poussant à la salarisation et ainsi prospérer, d'autant plus que les paysans sans terre devront acheter de plus en plus en période de soudure.

a) Les nouveaux rapports de production.

Nous avons esquissé une explication de la constitution du salariat agricole (1). La couche sociale ainsi concernée va faciliter la formation d'un surplus agricole par le quasi-salariat. Le salaire correspond au minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail, et ses variations autour de ce niveau s'expliquent par la loi de l'offre et de la demande de travail. De même le quasi-salaire correspond en première approximation au minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais ce

(1) cf. 1^o section de cette IV^{ème} Partie, ainsi que la 3^o section § A (p. 50 et s.).

minimum est supérieur au précédent en ce sens que la reproduction du quasi-salariat n'est plus ici purement physique (minimum vital), mais aussi idéologique. Les variations du quasi-salaire s'expliquent par la loi de l'offre et de la demande sur les marchés des produits manufacturés et des produits primaires. La vente de la force de travail des quasi-salariés est indirecte. Les quasi-salariés vendent le produit de leur travail (produits primaires) et achètent les inputs nécessaires à la mise en oeuvre de cette production (produits manufacturés). La détérioration des termes de l'échange implique un travail, ou au moins une production toujours croissante pour assurer le maintien du quasi-salaire au niveau atteint. En fait, ce surplus de production est obtenu par l'emploi toujours plus grand de salariés purs et simples. La libération d'une force de travail disponible à cet effet est provoquée par le phénomène démographique qui dépossède de leurs terres certaines couches de la paysannerie, mécanisme que nous avons étudié plus haut.

Ainsi se trouve érigé un système de rapports de production à plusieurs niveaux dans le secteur agricole. D'une part des salariés propriétaires ou futurs propriétaires de leur seule force de travail, d'autre part des quasi-salariés, propriétaires de moyens de production, mais qui se trouvent, vis-à-vis de la 3^e catégorie (entrepreneurs étrangers ou nationaux), dans un rapport de forces tel qu'on peut les considérer comme des sous-traitants qui produisent aux conditions fixées par ces entrepreneurs. De cette manière se forme un surplus dont la captation intervient de diverses façons et à divers niveaux.

b) La captation du surplus.

. Il y a captation au niveau des quasi-salariés. Le surplus partiel ainsi drainé sert, comme nous l'avons dit, à la reproduction de cette catégorie : reproduction matérielle par la constitution d'un pouvoir d'achat, débouché potentiel pour les produits manufacturés métropolitains. Ces débouchés potentiels deviennent effectifs par l'intermédiaire de la reproduction politique et idéologique.

Le facteur politique brise d'abord la sphère de l'autosubsistance. Au départ la quête de l'impôt se cantonne dans une sphère indépendante. Peu à peu, sous l'effet contraignant de ce facteur, les besoins monétaires se multiplient. Cette évolution signifie pour les uns (les salariés) l'impossibilité de satisfaire les besoins vitaux de la reproduction physique par la seule activité agricole non monétarisée ; pour les autres, elle se traduit par une extension des besoins nécessaires : cette couche des quasi-salariés est ainsi mise en condition de reproduction idéologique ; car ces individus sont les seuls, dans la paysannerie, à pouvoir se reproduire physiquement de manière autonome ; pour les faire participer à la formation d'un surplus capté au niveau supérieur, il faudra les y pousser idéologiquement, puisque la nécessité matérielle ne joue plus à leur niveau. Le mode de consommation moderne a ici un rôle qui n'est pas négligeable et on comprend alors que l'économie "ostentatoire" n'est pas si superflue puisqu'elle est l'élément de la reproduction des nouveaux rapports sociaux (1). Mais ce stimulant matériel nécessaire n'est pas suffisant. Il faut que se forme un surplus : l'idéologie du développement a donc pour objectif le développement de la production agricole par l'introduction de nouvelles techniques capitalistes ou non (2).

. La captation au niveau des entrepreneurs étrangers ou autochtones, se situe d'une part à l'achat de la production, d'autre part à la vente des inputs nécessaires à la production et à la reproduction au sens large. L'évaluation du surplus ainsi capté pose des problèmes.

On peut calculer approximativement le quasi-salaire par une étude comparative des prix payés aux producteurs de cultures commercialisées et des coûts supportés par ces producteurs pour l'exploitation de ces cultures (en main-d'oeuvre et en capital).

(1) Elle est aussi élément de reproduction des rapports sociaux antérieurs. Nous reviendrons sur cette ambivalence.

(2) Lorsqu'elle n'y suffit pas, la coercition apparaît, plus ou moins voilée, comme nous l'avons déjà vu.

Le surplus drainé par les entrepreneurs à l'achat sera alors la différence entre deux tendances : les cours tendanciels et conjoncturels des produits commercialisés, et le montant tendanciel du quasi-salaire.

A la vente, le surplus partiel sera la différence entre les prix de vente des produits manufacturés et des services, et leurs coûts de production, disons pour simplifier le bénéfice réalisé sur ces produits et services.

Tel pourrait être le surplus dit immédiat.

Le surplus réel est bien plus large : le faible niveau des cours des produits primaires permet aux sociétés qui les achètent pour les commercialiser ou les transformer de réaliser des bénéfices substantiels. Mais il paraît difficile d'appréhender ces bénéfices à plusieurs degrés ; d'autre part, il semble également difficile d'évaluer les super-bénéfices résultant de la tendance déclinante des cours sans retomber sur le problème du juste prix ou du prix normal.

Remarquons simplement que ces diverses retombées sont très importantes et justifient des investissements considérables (et payants, il est vrai) dans ces productions (1).

c) L'OPR-Tanety et le quasi-salariat.

Nous avons défini le quasi-salaire comme étant issu de deux pôles, dont l'un est la commercialisation de la production. Peut-on dès lors utiliser ce concept pour comprendre la structure résultant d'une action telle que l'OPR-tanety ?

Nous avons déjà dit (2) que cette opération se caractérisait de manière originale, en s'attaquant à une production vivrière : le riz. Cela

(1) Il serait peut-être possible d'élaborer une méthode de calcul à partir d'un produit et d'une ou plusieurs entreprises, d'après les remarques précédentes.

(2) Cf. début de la IIème Partie de ce rapport.

ne lui enlève pas sa "rationalité", mais simplement sa fin objective qui est l'instauration des nouveaux rapports de production. Mais en fait, nous ne devons pas séparer l'OPR de son prolongement logique : le projet "tanety" qui lui redonne son entité. Ce second projet est destiné à orienter les cultures de tanety vers la production de viande principalement, ou d'autres produits secondairement : le tabac par exemple dans les régions qui s'y prêtent (1).

Dans ce contexte, l'OPR est une étape logique, puisque, étant censée rendre plus productive la main-d'oeuvre agricole, elle libère ainsi un surplus de travail (en temps, ou en forces de travail) disponible pour l'agriculture commerciale (2). Surplus mis en oeuvre par les "quasi-salariés" que représente la petite bourgeoisie rurale en formation.

Le concept de "quasi-salariat" nous paraît donc opératoire pour une étude globale de cette action d'intervention.

+ +
+
+

Cependant, c'est dans le seul but de l'exposition que nous avons présenté de manière aussi simple et, semble-t-il, automatique la mise en contact asymétrique.

Comment s'est traduit cette pénétration de l'économie marchande du côté du mode de production antérieur, et comment celui-ci a-t-il subi cette mise en contact ? Comment la transition s'est-elle faite entre les deux types de rapports ?

- (1) Certains avant-projets prévoyaient même la vulgarisation de cultures de contre-saison par rapport à l'Europe.
- (2) La création d'un surplus monétaire à investir sur les collines, alléguée par les rapports officiels, est tout à fait secondaire, par rapport à ce surplus physique.

Il convient, pour répondre à ces questions, d'interpréter les observations faites, sous le double aspect de la destructuration et de la tentative de restructuration des communautés villageoises.

3.- Destructuration et tentatives de restructuration des communautés villageoises.

C'est à travers les conflits intra-villageois dont la base socio-économique s'affirme, et l'éclatement de la communauté en une multitude d'individualités d'une part, à travers les survivances du mode de production antérieur et les prévalences du nouveau mode de production d'autre part, à travers la dépendance croissante des individus à l'égard de ce nouveau mode de production, et leur attitude passive qui en résulte enfin ; c'est donc à travers ces trois ordres de faits que nous allons essayer d'interpréter le processus de destructuration en cours.

Mais pour chacun de ces faits, existe un aspect contradictoire qui représente une tentative de restructuration : réaffirmation de la cohésion sociale en certaines occasions, resurgences et actualisations idéologiques, autonomie et initiative paysannes. Ces tentatives constituent les formes d'absorption et d'annihilation des effets de la marchandise, par la société traditionnelle.

Il nous faudra remarquer d'ailleurs combien certaines de ces formes d'absorption sont ambiguës et se transforment en fait en moyens de récupération pour l'économie marchande.

A) Le passage des formes d'entr'aide au salariat.

Nous avons déjà vu comment l'entr'aide échange de travail (valin-tànana) avait été conservée à l'intérieur de certains groupes, ayant fait place au salariat entre groupes. Essayons de retracer l'évolution qui a conduit à cette situation.

L'entr'aide existe entre parents ou entre voisins. Et une forme d'entr'aide peut prendre l'apparence du salariat. Une semaine on repique quelque part comme salarié, et la semaine suivante, il est temps de repiquer chez soi, et pour cela, on emploie des salariés. L'interprétation de ces indications nous permet de voir qu'il y a là une sorte d'échange de travail qui passe par la médiation de l'argent, lequel permet d'élargir la sphère de cet échange (1). En effet l'entr'aide traditionnelle, le valin-tàna postule que tous les participants n'ont pas le même travail à faire le même jour. Or on sait que les techniques culturelles vulgarisées impliquent la prise en compte de dates très précises pour certaines opérations bien déterminées. Ainsi les participants à l'entr'aide pourraient ne pas être tous libres au moment où l'un des membres fait appel à eux ; le salariat accroît dans de très fortes proportions le nombre de postulants, et il donne la possibilité à chaque individu de se procurer de l'argent lorsqu'il en a besoin. Bien sûr, ce besoin d'argent est destiné à ériger le salariat en système, mais il faut remarquer que l'argent a transformé l'ancien échange de travail. La question que l'on peut alors se poser est la suivante : l'argent a-t-il désagrégé la structure traditionnelle de l'entr'aide, ou bien l'ancienne structure de l'entr'aide, retranscrite dans les rapports de salariat, a-t-elle réussi à rendre ceux-ci inoffensifs, à annihiler la puissance de désagrégation de l'argent ?

En effet, par ce circuit, l'argent reste dans une sphère bien déterminée, et finalement sa puissance d'achat est réduite au minimum, car à la limite, il circule continuellement, constituant l'équivalent de services rendus, ne s'arrêtant définitivement ou complètement entre aucune main.

Quant au findramana, il sert à procurer du prestige à celui qui fait appel à l'entr'aide (ce sont souvent des gens assez pauvres qui répondent à cet appel, car cela leur permet de bien manger), mais il apparaît

(1) Il s'agit ici de l'entr'aide à l'intérieur du groupe qui a tendance à la maintenir en tant que telle, mais qui peut la monétariser en cas de nécessité.

qu'en plus de ce rôle idéologique, cette forme d'entr'aide joue également un rôle objectif nécessaire. Dans la mesure où il faut avoir du prestige pour y faire appel, et que celui-ci est plus ou moins lié à l'ancienneté, ce sont donc les gens assez âgés qui pratiquent le findramana, c'est-à-dire des gens que l'âge rend incapables de rendre le travail fourni par le valin-tànana. On peut estimer de plus que le findramana opère une certaine redistribution (mais cela est certainement moins net de nos jours).

Il semble, d'après les explications qui nous furent données, que l'entr'aide a vécu en raison des départs à l'extérieur. On peut remarquer que cette explication n'est pas forcément en contradiction avec une autre explication selon laquelle les gens riches se sont mis à employer des salariés, et qu'en conséquence les plus pauvres ont dû s'y mettre aussi. Il n'y a pas de contradiction, mais simplement l'explication des deux phases de l'évolution de cette forme d'entr'aide.

L'économie monétaire a permis aux paysans les plus riches de se libérer de l'entr'aide-échange de travail qui représente un avantage relatif plus important pour les familles modestes. De plus, pour les riches, le valin-tànana ne suffit pas à leur permettre de couvrir toute la superficie de leurs terres (remarquons qu'alors le findramana peut intervenir) ; or le valin-tànana implique pour eux le sacrifice de plusieurs journées de travail qu'il peut être difficile de récupérer à temps (1). Du fait de l'importance de leur exploitation, ils peuvent commercialiser une partie de leur surplus, en aidant par exemple les plus pauvres à passer la période de soudure, c'est-à-dire en se faisant usurier, ce qui leur permet d'embaucher des salariés, et le salariat en vient vite à les dégager de l'obligation du valin-tànana.

Le findramana tombe alors lui aussi en désuétude, car le valin-tànana devient plus lourd pour ceux qui continuent à l'utiliser ; or ce sont les mêmes individus qui répondaient au findramana. Comme il n'y a que peu de différence entre ce findramana et le salariat (sauf peut-être lorsqu'on essaie de rogner sur le repas), il est peu à peu abandonné.

(1) En effet les familles riches ont besoin d'une entr'aide relativement large si elles veulent mettre en culture la totalité de leurs terres par ce moyen. Et la contrepartie à fournir est proportionnelle, donc très lourde. Autrefois richesse et ancienneté étant des équivalents, le findramana palliait cette difficulté, désormais cette fonction est impartie au salariat.

Pour ceux qui continuent à pratiquer le valin-tànana, l'introduction dans l'économie monétaire ne peut prendre que la forme de la contrainte. Les besoins monétaires peuvent les pousser plus avant dans les bras de l'usurier ; mais alors la soudure devient de moins en moins supportable au fil des ans, et tôt ou tard, ils doivent partir à la recherche d'un travail à l'extérieur. Le valin-tànana a alors vécu, sauf peut-être pour les femmes qui restent au village et continuent à le pratiquer.

En résumé, l'accumulation permise à certains par l'économie monétaire, transforme ces individus en les seuls détenteurs de l'argent devenu nécessaire ; les plus pauvres en deviennent économiquement dépendants et sont obligés de s'expatrier vers la ville ; la société traditionnelle, devenue chancelante, s'écroule alors.

2) Les manifestations idéologiques de la transformation des rapports de production.

a) Conflits de classes et cohésion des classes

. Conflits de classes :

Les remarques qui précèdent (§ 1 : typologie) peuvent se résumer ainsi : une couche sociale composée des groupes I et II et du groupe des "marginaux" se caractérise par l'utilisation prédominante du salariat pour les travaux agricoles.

Une seconde couche sociale composée des groupes III et IV maintient en son sein des relations d'entr'aide dans le travail, entr'aide qui - nous venons de le voir - peut prendre la forme du salariat neutralisé. C'est dans cette seconde couche qu'est recrutée la main-d'oeuvre salariée par la première couche.

Or la réalité villageoise actuelle se caractérise par une situation conflictuelle généralisée. Nous devons constater maintenant que les origines et le rôle objectif de ces conflits donnent lieu à des interprétations différentes selon la couche sociale envisagée.

Dans les deux cas, il s'agit de manifestations de l'individualisme qui tend à se généraliser ; dans les deux cas, ces conflits tendant à maintenir les individus dans les limites de leur classe sociale. Mais, alors que cette situation contribue à assurer la force de la couche des paysans riches, elle consacre la faiblesse de la couche des paysans pauvres.

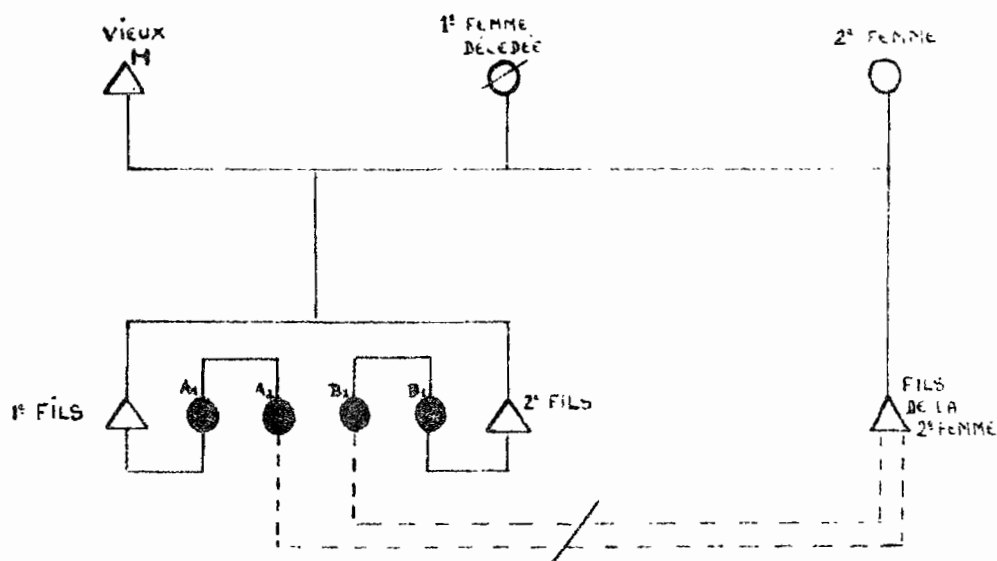
Examinons ces deux couches tour à tour, à travers des exemples significatifs.

- Les paysans riches :

La famille H est composée de trois familles restreintes, celle des parents et celles des deux fils mariés. La mésentente a pour origine le conflit entre les deux belles filles. Voici comment il nous fut révélé : ayant participé au battage du riz dans cette famille, nous nous aperçûmes que l'un des fils travaillait seul avec sa femme, sous l'oeil indifférent de l'autre fils et du père.

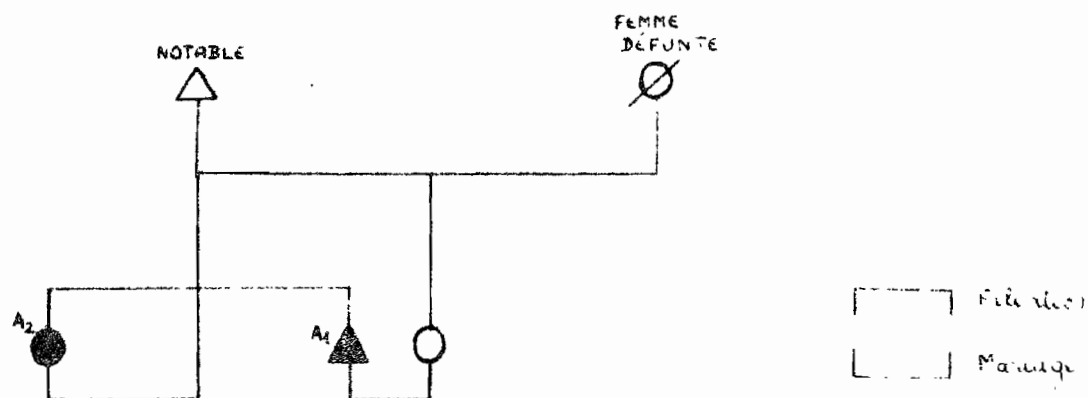
Ce n'est que pour le père que les 2 fils peuvent se retrouver dans un travail collectif. Le vieux père, lui, est obligé de travailler un jour pour le premier fils, le lendemain pour le second. Pourtant, les 3 membres de la famille ont bien essayé de garder intacte "l'unité familiale". Quoique mariés, les 2 fils continuèrent à habiter la même maison que leurs vieux parents, puis construisirent une maison commune, contiguë à celle du père.

L'origine du conflit nous fut rapportée ainsi : "Malgré cette cohabitation, l'union entre les 3 familles n'est qu'apparente, parce que les 2 belles filles ne s'entendent pas bien. Cette discorde viendrait d'un mariage manqué entre la sœur de Justine, la femme du premier fils, et un fils de la 2^e femme du vieux H, lequel fils n'a pas pu déjà épouser la sœur de Georgette, femme du second fils, à cause de la jalousie de Justine. Depuis cet événement, Justine se montre mécontente et elle se venge sur Georgette. Celle-là veut dominer dans la grande famille parce



Graphique I

Le 1er fils de H s'est marié avec Justine (A₁) le second fils avec Geneviève (B₁). Un premier mariage entre le fils de la 2^e femme de H et B₂ sœur de B₁ a échoué à cause de A₁. Un second mariage entre ce fils et A₂ sœur de A₁ a également échoué à cause de B₁.



Graphique II

La fille du notable s'est mariée avec A₁ non originaire de la région. Le notable a épousé par la suite A₂ sœur de A₁.

qu'elle se croit supérieure à Georgette, à cause de la richesse de ses oncles (qui ont des fonctions administratives et commerciales importantes). Mais en fait Georgette appartient à la famille I qui est également une famille riche". Finalement le conflit est porté sur le terrain des actes : "une rivalité commence à régner entre les deux jeunes couples qui veulent, chacun, mettre du plancher dans leur nouvelle chambre".

Le vieux H quant à lui est un homme très riche. Il dispose encore d'une surface de rizières égale à 20 repiqueuses, bien qu'ayant déjà procédé au partage : chacun de ses fils a des rizières de 10 repiqueuses.

Le diagramme 1 ci-contre nous permettra de comprendre plus facilement de quoi il retourne.

On peut se demander si nous n'avons pas là un exemple de "lova tsy mifindra" (= mariage qui ne disperse pas (l'héritage)). Traditionnellement, on désigne par là des mariages à l'intérieur d'un même lignage. Cependant, il est à peu près certain que les 3 familles concernées appartiennent à des lignages différents.

Mais qu'il s'agisse d'un même lignage ou de plusieurs, on peut faire l'hypothèse suivante : l'individualisation croissante au niveau des familles restreintes (conséquence de l'introduction dans l'économie marchande ?) déplace la stratégie du "lova tsy mifindra" du lignage vers la "fianakaviana" (famille restreinte). Dès lors, cette stratégie peut être entreprise par une famille 1 pour s'introduire dans une famille 2, riche ou/et influente. La famille 1 n'a des chances de parvenir à ses fins que si le niveau social ou économique est à peu près égal. Elle peut être entreprise par la famille 2 vis-à-vis d'une famille 1, pour éviter la dispersion. Dans ce dernier cas, il y a des chances évidemment pour que la famille 1 soit choisie par 2 selon un critère de richesse ou/et d'influence.

Il est à peu près certain que les familles de Georgette et de Justine avaient dès le mariage de leur première fille, des visées de ce genre, et comptaient marier leurs autres filles avec les fils du vieux H.

On comprend alors que la rivalité des 2 belles filles, qui traduit en fait la rivalité de leurs familles respectives, se situe au niveau de la différenciation sociale et économique.

Examinons enfin un autre cas : celui de ce notable exerçant des fonctions administratives importantes (cf. graphique 2 ci-contre) qui suscite le dépit de tout le village en pratiquant un "lova tsy mifindra" avec des étrangers au village (= qui n'appartiennent même pas aux 4 lignages de la communauté villageoise). Sa stratégie d'accumulation l'a poussé à faire un mariage "lova tsy mifindra". Ayant marié sa fille à un jeune homme, il a décidé d'épouser la soeur de cet homme, c'est-à-dire sa belle fille. "Il épouse sa fille" dit-on au village. Mais ce qu'on lui reproche par-dessus tout, c'est de ne pas avoir fait un "famadihana" (1) pour demander la bénédiction de sa femme défunte.

L'homme avait déjà fait un famadihana l'année précédente et ne se sentait pas suffisamment en fonds pour en refaire un autre cette année. (La suite révéla qu'il avait en fait prévu une autre utilisation pour son argent : l'achat d'un taxi-brousse).

Le résultat est que tout le village est atterré par ce manquement à la loi des Ancêtres. L'homme se retrouve isolé ; et tout le monde dit qu'il risque d'y perdre ses fonctions. Les villageois le fuient, et même ceux avec lesquels il entretenait des relations non conflictuelles se séparent de lui.

Ces deux cas sont des signes révélateurs de la naissance d'une certaine stratification sociale. On peut ainsi constater l'émergence d'une certaine conscience de classe qui tendrait à maintenir les individus dans leur classe d'origine, en tirant argument soit dans l'idéologie du système

(1) Cérémonie de retournement des morts.

marchand dans le cas d'un lignage ou d'une communauté de lignages alliés (cas de la famille H qui donne une signification économique au conflit), soit dans l'idéologie traditionnelle dans le cas de lignages non alliés (cas du notable dont le conflit avec le village a une signification dans l'idéologie traditionnelle). Cette dernière contrainte traditionnelle, si elle avait été efficace, aurait eu pour effet de ramener les protagonistes dans le système idéologique moderne (1).

Le déplacement du "mariage qui ne disperse pas" et son extension actuelle traduit, nous semble-t-il, une transformation de l'endogamie lignagère (ou de l'endogamie entre lignages alliés) en une endogamie de classe (mariage entre familles de même niveau économique et social).

- Les paysans pauvres :

Les conflits internes à cette couche sont d'un autre ordre (2). Ils se situent à l'intérieur de la relation jeunes-vieux.

Dans la couche des paysans riches, la cohésion entre jeunes et vieux peut être maintenue par l'entrée dans le groupe I de la 2^o génération du groupe II. Ces deux groupes peuvent cohabiter paisiblement dans la mesure où leurs intérêts ne sont pas contradictoires.

Dans la couche des paysans pauvres au contraire, les intérêts des groupes III et IV sont le plus souvent contradictoires.

En effet, les Anciens du groupe III ont besoin des jeunes du groupe IV pour satisfaire leurs propres besoins monétaires. Leur âge leur

-
- (1) A titre secondaire, nous pouvons remarquer ici que l'étude généalogique peut être beaucoup plus qu'un simple jeu ésotérique réservé aux ethnologues. Des généalogies très détaillées peuvent montrer la mutation du "mariage qui ne disperse pas", et le développement contemporain de ce type de mariage.
- (2) Cela ne préjuge évidemment pas de l'existence de conflits du 1^o type dans cette 2^o couche, comme d'ailleurs de l'existence de conflits du 2^o type dans la 1^o couche. Dans ces cas-là, il s'agit de conflits secondaires non déterminants.

interdit en effet la possibilité de trouver un travail rémunéré en argent.

Par contre les jeunes n'ont pas un besoin aussi pressant en ce qui concerne les cultures vivrières, d'autant plus que la tendance est à la diminution de la production familiale (en raison de la division foncière) : L'argent permet de se procurer de la nourriture, alors que les cultures vivrières ne donnent pas accès à l'argent.

La division du travail qui s'était établie entre III et IV (force de travail destinée à l'autosubsistance, et force de travail destinée à la quête de l'argent) est une réalité contradictoire. Certes une division du travail semblable existe dans la couche des paysans riches ; mais elle est dynamique, car débouchant sur une accumulation foncière ou monétaire.

La couche des paysans pauvres est la future classe des paysans sans terre, salariés agricoles itinérants ou chômeurs. La couche des paysans riches est la future classe de la bourgeoisie rurale.

. Cohésion des classes

On connaît bien la légende des "mpaka-fo" (voleurs de coeurs) et des "mpaka-ra" (sueurs de sang). Le "mpaka-fo" était autrefois-et il l'est souvent encore - un attribut des Européens.

Nous n'avons pas entendu d'histoires de "mpaka-fo" lors de notre séjour au village, si ce n'est de la part des autorités pour nous dire qu'ici, "on n'y croyait plus".

Par contre, les histoires de "mpaka-ra" apparurent assez rapidement.

Tel village au Nord (en dehors de la commune) est bien connu pour être un village de "mpaka-ra". Les villageois qui s'y rendent isolément sont toujours sur leurs gardes et ne s'y laissent pas surprendre par la nuit. On raconte même que le curé du district a été attaqué par eux.

Ce qui est remarquable, dans les histoires qui nous furent contées, c'est que les "mpaka-ra" ont souvent des automobiles, et ont des occupations leur fournissant des revenus substantiels (commerçants, employés, etc...). C'est logique puisque c'est le sang qu'ils sucent qui leur permet de s'enrichir.

Autre phénomène remarquable. Ceux qui nous ont raconté avoir été attaqués, étaient des gens riches ayant au village des fonctions importantes. Il apparaît en fait que ces individus - différenciés des autres habitant dans le processus de stratification sociale en cours - se retrouvent, face au "mpaka-ra", sur le même plan que tous les autres villageois. Mais il serait sans doute hasardeux de vouloir déduire trop rapidement à partir de quelques exemples. Le caractère restructurateur du phénomène mérite néanmoins d'être relevé. Ce caractère restructurateur est d'autant plus remarquable et efficace qu'il pallie un éclatement du groupe issu de l'inégal accès à la richesse, par une méfiance et une opposition unitaire du groupe en face d'une accumulation de richesses de la part de certains autres villages, accumulation jugée excessive et même abusive.

b) Conflits de castes

Aboli par le colonisateur, le système de castes tend à se perpétuer. Alors que les anciens esclaves ou Andevo (1) font tout ce qui est en leur pouvoir pour sortir de leur condition, les hommes libres ou Hova - leurs anciens maîtres - continuent à propager une idéologie de ségrégation, malgré des affirmations en apparence universalistes. L'eau qui va alimenter le village est sale, car la source se trouve près du village des "mainy", qui laissent pourrir sur les collines les affaires de leurs morts ; telle jeune fille n'est pas sérieuse et tourne mal, car elle "fréquente

(1) Encore appelés "mainy" : "Noirs".

des mainty" ; on ne se rend pas aux cérémonies des "mainty" de peur d'être empoisonné (1).

Les Andevo, eux, affirment l'universalité des hommes, mais les conditions économiques ne leur permettent pas de changer de statut. Ils sont devenus en effet les métayers de leurs anciens maîtres, et leur stratégie actuelle consiste en l'accession à la propriété. On peut alors penser que les gains monétaires extérieurs (le sciage principalement, comme nous l'avons vu) serviront à l'extension et à la modernisation des exploitations (2). Les gains monétaires extérieurs constituent une étape nécessaire vers les gains monétaires réalisés sur l'exploitation même.

Cependant cette accession à la propriété ne va pas sans heurt, comme le prouvent quelques cas observés (auxquels nous avons déjà fait allusion) ; un habitant d'Antevibe par exemple se plaignait de ne pouvoir cultiver ses rizières à cause des racines d'eucalyptus, et également des rizières en friche dont le propriétaire n'assurait pas l'écoulement.

L'entretien d'une rizière en friche et l'abattage d'eucalyptus, source de richesse, sont des propositions inconséquentes qui viennent défendre à point le droit de la propriété privée. Ce sont en fait des manifestations de la domination des anciens maîtres Hova (3) : domination perpétuée, perpétrée, au delà de la suppression des castes.

- (1) La crainte de l'empoisonnement ou de l'ensorcellement est encore très vivace, même, si parfois elle sert d'alibi (comme dans le cas présent). On sait d'ailleurs que les Merina ne croyaient pas à la mort naturelle et l'attribuaient toujours à un ensorcellement ou à un empoisonnement (cf. L. Michel: "La religion des anciens Merina". La pensée universitaire 1958).
- (2) D. Hardel avait fait des remarques allant dans le même sens. Cf. "Analyse économique d'exploitations agricoles de l'Imerina", Bulletin de Madagascar, n° 276, mai 1969, pp. 443-446.
- (3) Ce peut être aussi un moyen d'exacerbation des conflits à l'intérieur d'une même caste.

C'est certainement à cause de leurs caractéristiques particulières que ces rizières ont été vendues à des Andevo (1). Ainsi, à partir du moment où ils sont devenus propriétaires, ils ont été tenus solidement dans des rapports de dépendance vis-à-vis de leurs maîtres. De ce fait, la propriété privée des rizières n'a pu devenir pour eux un moyen effectif de se libérer de l'emprise des maîtres.

Une analyse de ce système de dépendance qui en resterait au niveau de l'immédiateté, ferait plusieurs constatations :

- ce n'est la faute de personne s'il y a en général peu de terres de rizières à vendre, et si les seules à être mises en vente sont des terres défectueuses. Après tout, c'était à l'acheteur de s'en apercevoir avant de conclure l'achat.
- On ne peut pas forcer un propriétaire à cultiver sa parcelle ou à abattre ses arbres. Le droit de propriété, c'est celui de l'usus, du fructus et de l'abusus. Cet argument ne peut être invoqué aujourd'hui, puisqu'on sait que le fanjakana peut reprendre désormais des terres de tanety non mises en valeur par leur propriétaire. Il est vrai néanmoins que les terres de rizières sont appropriées de façon nette et assez souvent officielle, alors que la propriété des tanety est assez floue.
- On ne va pas abattre des arbres qui pourront rapporter de l'argent plus tard ; cette rizière qui n'est pas cultivée car la terre est mauvaise, on ne peut même pas la donner en métayage. Il n'est donc pas question d'y travailler dessus, alors que cela ne rapporterait rien. Ainsi le propriétaire maintient son ancien esclave sous sa domination, tout en se donnant bonne conscience.

Les cas de ce genre dont nous avons eu connaissance sont assez peu nombreux dans la région. Mais des observations faites dans d'autres

(1) La vente des rizières est un fait exceptionnel qui n'intervient habituellement que dans des cas exceptionnels : endettement à l'occasion des famadihana, par exemple.

régions, par exemple à Ambohitrolomahitsy, prouvent qu'il ne s'agit pas d'un cas rare.

Les Hova, quant à eux, sont d'une remarquable discrétion concernant leurs rapports avec les Andriana. Mais l'inverse n'est pas vrai. Le seul Andriana du village plaisante avec son titre "qui ne signifie plus rien", mais à Ambohinaorina, le village Andriana, les nobles, ou même leurs métayers Hova, se montrent parfois assez dédaigneux vis-à-vis des "arri-vistes" d'Antanimasaka (1).

Les conflits de caste rejettent, semble-t-il, à un niveau supérieur, les conflits inter-individuels qui s'effacent devant des conflits inter-groupes. A l'égard du groupe, les effets destructrateurs des conflits inter-individuels sont palliés par les effets restructrateurs des conflits inter-groupes, ici inter-castes.

Parallèlement aux conflits de castes, on peut également citer les conflits religieux et les conflits politiques.

c) Les conflits religieux entre catholiques et protestants sont pratiquement inexistant dans la région. Il y a même une collaboration assez active entre les deux cultes, puisque le représentant du pasteur affichait dans sa maison un diplôme catholique le remerciant de l'oeuvre des protestants pour la construction de l'église catholique.

d) Les conflits politiques jouent par contre un rôle important. Nous avons déjà vu qu'ils étaient à l'origine de la scission du canton en deux communes, au moment de l'Indépendance. Les gens d'Ambohitrandriamanitra sont considérés comme de riches orgueilleux avec lesquels il n'était plus possible de s'entendre. Certains villages limitrophes demandent d'ailleurs encore à être rattachés à la Commune d'Antanimasaka.

(1) Des points historiques intéressants seront sans doute éclairés par l'interview que nous devons faire chez un "Ancien" du village de Merikanjaka. Celui-ci, lettré, a recueilli par écrit, les traditions orales de la région.

Surtout, dans une région où la politique ne semble pas donner lieu à histoires, les dernières élections municipales ont été particulièrement agitées. Les enfants racontent que les élus de la commune furent obligés de se cacher au delà des collines, poursuivis par les opposants. Nous ne prenons évidemment pas les paroles enfantines pour des preuves irréfutables, mais nous pensons qu'elles reflètent, plus ou moins déformé, un état d'esprit des familles. Ainsi ces conflits politiques se transforment-ils en idéologie.

C)- Résurgences et actualisations idéologiques.

Certaines coutumes constituent à l'heure actuelle de simples survivances sur le point de disparaître, par exemple le "ody havandra" ou "remède contre la grêle" qui n'est plus pratiqué que par deux familles seulement. Il s'agit de brandir une amulette au bout d'une perche, et de viser les nuages en lançant des incantations.

Certains interdits sont par contre respectés scrupuleusement. A l'Est du village, s'étend une région pour laquelle il est "fady" (= interdit) de travailler dans l'eau le jeudi. Un curé diligent ayant tenté de transférer le fady sur la journée du dimanche, il en résulta une catastrophe atmosphérique qui a repoussé la possibilité de mutation aux calendes !

D'autre part, tous les villageois attendent que le "mpanandro" (1) ait fait voler le riz dans le vent, pour pouvoir faire de même.

Ceci dit, c'est au niveau des cultes religieux traditionnels que l'on peut véritablement parler de résurgence.

Chaque village a sa colline sacrée, sur laquelle se pratique le "fanompoan-tsampy" (2). Ces cultes qui ont lieu aux jours "Alakaosy" et "Alahamady" (3) peuvent draîner des foules considérables. Le culte de l'Antsapia à Merikanjaka attire des gens, jusqu'à Majunga.

(1) "mpanandro" = devin

(2) Improprement traduit par "culte des idoles".

(3) Jours du calendrier lunaire.

Nous n'avons pu approfondir l'étude de tels cultes. Ce pourrait être un prolongement éventuel de l'étude (1). Mais c'est à travers ce circuit ^{le famadihana}, que nous voudrions présenter cérémoniel privilégié que constitue/une nouvelle interprétation de ce qu'il est convenu d'appeler "l'économie ostentatoire", et montrer quels sont les liens qui se tissent entre pouvoir politique et pouvoir économique au niveau villageois.

D) Relations entre pouvoir politique et pouvoir économique au niveau villageois

C'est à partir d'une analyse des cérémonies traditionnelles et des diverses occasions d'ostentation, que nous voudrions montrer que ces phénomènes ne constituent pas des "blocages socio-culturels" mais sont une condition de la reproduction idéologique et politique des groupes I et II (ainsi que les marginaux en tant que proto-classe en gestation).

Les fêtes de retournement des morts (ou "famadihana") connaissent en effet une importance renouvelée par l'argent (2).

L'église catholique et les églises protestantes se résignèrent à accepter de telles manifestations lorsqu'elles se rendirent compte qu'il était vain de lutter contre.

La nouvelle idéologie lutte par contre avec tenacité contre l'improductivité de telles dépenses, qui peuvent être considérables. Le famadihana auquel nous avons assisté a donné lieu à :

- l'abattage de 4 boeufs et 2 porcs : 150.000 Fmg environ ;
- surtout, la construction d'un tombeau évalué à environ 500.000 Fmg.

Pourtant, il ne constituait pas une exception. Ces frais étaient répartis entre 3 grandes familles : les contributions individuelles étant ainsi allégées. Les contributions des invités (entre 50 et 100 Fmg) ne peuvent permettre, malgré leur nombre (près de 2.000 personnes), de transformer la cérémonie en une affaire commerciale.

- (1) Le point de départ en sera l'interview prévue à Merikanjaka.
Cf. aussi l'étude de tels cultes dans la plaine de Tananarive par R. Cabanes.
- (2) On pourra lire à ce sujet la thèse de 3^e cycle de RAJAOSON : Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts Plateaux de Madagascar. (Paris, 1969).

Que ce mode particulier de consommation et de redistribution, à travers le culte des Anôêtres, soit devenu, comme d'autres structures de l'ancienne société (le findramana, entr'aide-don de travail, par exemple), un moyen d'accumulation monétaire, c'est une proposition difficilement soutenable. Certes le remplacement des dons en nature (destinés à être consommés sur place) par des dons en argent, dont on ne peut estimer l'équivalent-nature fourni par l'organisateur de la cérémonie, laisse le champ libre à de telles interprétations.

Ce n'est pas sur ce point que nous voudrions insister. Plutôt, le famadihana, qui conserve son rôle d'affirmation de la cohésion familiale et sociale, en se monétarisant devient un vecteur supplémentaire de la destructuration. L'organisation d'une telle cérémonie réclame désormais une accumulation monétaire préalable.

Si jusqu'à une certaine période, l'évacuation de l'argent à travers cette structure, a pu accentuer la vacuité des rapports monétaires en assurant leur neutralisation, il n'en est plus de même aujourd'hui où le rôle objectif de cette cérémonie est juste l'inverse. Qu'on puisse parler d'affaire commerciale à ce propos, est déjà un indice significatif. On peut dire en tout cas que le famadihana constitue désormais une contrainte supplémentaire poussant à la recherche de l'argent.

Or remarquons que cette contrainte est d'autant plus efficace à permettre la consolidation des rapports marchands, qu'elle est en fait une référence à l'ancienne idéologie. Il est dès lors hasardeux de parler d'improductivité de telles dépenses, dans la mesure où nous pensons que ces dépenses sont devenues un élément de la reproduction idéologique et politique de la nouvelle bourgeoisie rurale (Que nous avons qualifié de "quasi-salariés").

Car les membres de cette bourgeoisie ne sont pas des entrepreneurs à la recherche de profits. Du moins ne le sont-ils pas encore. Leur profit

est purement idéologique et politique. Que le système ait besoin, dans l'avenir, et pour assurer sa reproduction élargie, d'en faire des entrepreneurs dynamiques, c'est certain. Mais nous n'en sommes, pour l'instant, qu'au stade de la reproduction simple, stade auquel l'accumulation monétaire due au famadihana n'existerait pas sans cette institution.

Et si nous avons pu dire que le famadihana représentait un "profit idéologique et politique", c'est parce que nous pensons que cette affirmation de la collectivité est devenu aussi une affirmation individuelle. Car l'ostentation existe : elle est le signe de la concurrence entre notables cherchant à acquérir ou à garder un certain pouvoir dans la sphère de la superstructure idéologique et politique. Et cette acquisition ou ce maintien exige également l'acquisition d'un pouvoir économique.

Dans le même ordre d'idées, les religions importées qui sont fortement implantées sur les Hauts Plateaux donnent une large place à ces phénomènes ostentatoires et concurrentiels.

Les diverses quêtes qui sont faites lors des offices sont pour les notables l'occasion de montrer leur pouvoir. Les dons sont nominatifs et les résultats en sont proclamés bien haut devant toute la communauté des croyants. Chaque individu possède d'ailleurs un carnet sur lequel sont marquées ses contributions monétaires et matérielles aux oeuvres et quêtes de l'église. (1)

Dans la mesure où ils se trouvent sur l'ensemble des Hauts Plateaux malgaches avec une plus ou moins grande ampleur (2), ces phénomènes peuvent être interprétés de la manière suivante :

(1) Les cultes religieux font d'ailleurs jouer ce même principe au niveau des diverses communautés. Les efforts des fiangonana sont comparés entre eux, et pour que cette concurrence ne soit pas simplement verbale, on l'inscrit dans les pierres. La grande église d'Antanimasaka va être désaffectée, et l'on va en construire une autre, plus grande encore.

(2) Cf. RAJAOSON : op. cit.

Le pouvoir local - politique ou idéologique - étant du type ostentatoire ou démonstratif, il se crée, s'affirme et se reproduit à travers les circuits cérémoniels. Car il remet en cause un pouvoir traditionnel fondé sur le prestige social et doit donc lutter sur le même terrain que lui. Contesté sur le plan du prestige social par une petite bourgeoisie rurale qui part à la conquête du pouvoir, le pouvoir traditionnel est - inversement - amené à défendre ce pouvoir sur le terrain de l'économie marchande. Et tandis que les bourgeois - entrepreneurs ruraux sont poussés à l'ostentation, les notables traditionnels sont poussés à l'accumulation. Les premiers doivent utiliser de manière ostentatoire leur accumulation, alors que les seconds doivent monétariser leur ostentation : il en résulte l'extension de la sphère marchande. Dans l'un et l'autre cas, l'ostentation est donc le moteur de l'accumulation. C'est pourquoi il est difficile, ou du moins ambigu, de parler d'improductivité dans de tels cas : il y a bel et bien productivité si l'on perçoit l'essence du phénomène : l'ostentation en tant que moteur de l'accumulation ; et il y a improductivité si l'on ne s'attache qu'au seul aspect dépense de biens accumulés.

Ainsi la monétarisation des circuits cérémoniels rend nécessaire l'accumulation de richesses. Mais cette accumulation reste improductive, du point de vue de la rationalité du système marchand.

Car dans une première phase, l'aspect ostentatoire est principal pour la conquête du pouvoir ; l'aspect productif étant secondaire : le pouvoir ne trouve pas sa fin dans le maintien et la reproduction de rapports sociaux déjà existants, mais dans la destruction des anciens rapports d'abord et dans la production des nouveaux rapports ensuite.

Au-delà de ce stade transitoire, lorsque ce nouveau type de pouvoir sera fermement établi, l'accumulation d'un capital productif deviendra possible et même nécessaire.

+

+ +

Nous voyons mieux désormais quelles sont les tendances de la société villageoise.

En rester au premier stade de l'analyse, à savoir la structure économique et sociale, c'eût été appréhender certaines contradictions internes à la société, certes, mais sans en percevoir les tendances latentes objectives. C'est par le recours à la sphère idéologique que nous avons pu connaître la dialectique du politique et de l'économique, ainsi que celle des deux classes en formation.

En effet, le premier moment de notre analyse (infrastructure économique) nous permet de faire des hypothèses quant à l'évolution à venir de cette structure. A ce niveau, les hommes sont soumis à l'Histoire (conçue comme action de facteurs exogènes : démographie et pénétration de l'économie monétaire). Sur la mutation de l'infrastructure économique qui en résulte, va s'édifier une superstructure idéologique ; et les voies d'évolution prévues en première approche, vont être détournées. Le second moment (idéologique) de notre analyse nous permet d'appréhender le phénomène de concentration accélérée de la richesse et du pouvoir, corrélativement à une paupérisation croissante.

Mais les hommes ne peuvent faire leur propre Histoire sans prendre en compte leur passé : ce que l'on appelle les "blocages socio-culturels" représente seulement une phase de l'accumulation primitive. C'est ce que nous avons voulu montrer dans le troisième moment de notre analyse.

L'ambivalence des évolutions que nous venons de décrire prouve que nous sommes, pour les sociétés des Hauts Plateaux, dans une phase transitoire consacrant l'implantation de la marchandise dans les économies de ces sociétés.

Des phénomènes périphériques prouvent que cette phase est déjà avancée. La prostitution par exemple en est un signe ; la concurrence entre les commerçants en est un autre.

Or en face de cette généralisation de la marchandise, les attitudes sont restées passives et réactives. Sans doute est-ce là plus qu'une simple apparence.

La paysannerie peut pourtant retrouver une certaine initiative. C'est ce problème que nous essaierons d'aborder dans nos conclusions méthodologiques, en discutant des rapports entre pratique sociale et pratique de terrain.